

Tremplin

1^{re} STMG

Droit

Sous la direction de
J.-C. Diry

M.-P. Brunet-Bosson
P. Favre
P. Lavallée
O. Prévost

GUIDE PÉDAGOGIQUE



Tremplin

1^{re} STMG

Droit

Guide pédagogique

Sous la direction de
J.-C. Diry

M.-P. Brunet-Bosson
P. Favre
P. Lavallée
O. Prévost

Sommaire

Thème 1 Qu'est-ce que le droit ?

1	Quelles sont les fonctions du droit ?	5
1.	Le droit et ses fondements	6
2.	Les fonctions du droit	10
	Entraînez-vous Logements sociaux : progrès en vue ?	14
	Corrigé – Entraînez-vous !	15
	Synthèse rédigée	16
2	En quoi consiste la règle de droit ?	19
1.	Les règles de vie en société	20
2.	Les caractères de la règle de droit	22
	Entraînez-vous Vente : comment ferrer le poisson ?	28
	Corrigé – Entraînez-vous !	29
	Synthèse rédigée	30
3	Quelles sources pour le droit ?	33
1.	Les sources formelles du droit	34
2.	Les autres sources du droit	38
	Entraînez-vous La COP 21 : un accord juridiquement contraignant ?	42
	Corrigé – Entraînez-vous !	43
	Synthèse rédigée	44
	Vers le Bac Thème 1	47
	Corrigé – Vers le bac !	49

Thème 2 Comment le droit permet-il de régler un litige ?

4	Qu'est-ce qu'un litige ?	51
1.	Les éléments du litige	52
2.	Les parties et leurs moyens de droit	54
3.	La résolution du litige	56
	Entraînez-vous Un fichier non déclaré à la CNIL	60
	Corrigé – Entraînez-vous !	61
	Synthèse rédigée	62
5	Comment prouver dans un litige ?	65
1.	L'objet de la preuve	66
2.	La charge de la preuve	68
3.	Les moyens de preuve	70
	Entraînez-vous SMS : une preuve suffisante ?	74
	Corrigé – Entraînez-vous !	75
	Synthèse rédigée	76

6	Comment s'organise le recours au juge ?	79
1.	Les principes fondateurs et organisateurs de la justice	80
2.	Les compétences des tribunaux	82
3.	Le déroulement du procès civil	84
	Entraînez-vous Un problème de temps...	88
	Corrigé - Entraînez-vous !	89
	Synthèse rédigée	90
	Vers le Bac Thème 2	93
	Corrigé - Vers le bac !	97

Thème 3 Qui peut faire valoir ses droits ?

7	Qu'est-ce qu'une personne juridique ?	99
1.	Être une personne pour le droit : tout d'abord exister...	100
2.	Les attributs de la personnalité juridique	102
3.	Les droits attachés à la personnalité juridique	104
	Entraînez-vous Une succession en question	108
	Corrigé - Entraînez-vous !	109
	Synthèse rédigée	110
	Vers le Bac Thème 3	113
	Corrigé - Vers le bac !	115

Thème 4 Quels sont les droits reconnus aux personnes ?

8	Quels sont les droits qu'une personne peut posséder ?	117
1.	La classification des droits	118
2.	Les spécificités des droits patrimoniaux	120
3.	Les spécificités des droits extrapatrimoniaux	122
	Entraînez-vous Le droit à l'image, un droit hybride ?	126
	Corrigé - Entraînez-vous !	127
	Synthèse rédigée	128
9	De quels droits dispose une personne sur ses biens ?	131
1.	Les biens	132
2.	Les droits sur les biens	134
3.	Les limites au droit de propriété	136
	Entraînez-vous Des relations qui partent en fumée	140
	Corrigé - Entraînez-vous !	141
	Synthèse rédigée	142
	Vers le Bac Thème 4	145
	Corrigé - Vers le bac !	149

Thème 5 Quel est le rôle du contrat ?

10	Qu'est-ce qu'un contrat ?	151
1.	La formation du contrat	152
2.	Les conditions de validité d'un contrat	154
3.	La diversité des contrats	156
	Entraînez-vous Extrait d'un contrat de travail	160
	Corrigé - Entraînez-vous !	161
	Synthèse rédigée	162

11	Comment s'exécute le contrat ?	165
1.	La force obligatoire des contrats	166
2.	Les difficultés dans l'exécution du contrat	168
3.	Les conséquences de l'inexécution des contrats	170
	Entraînez-vous L'annulation du contrat de vente	174
	Corrigé - Entraînez-vous !	175
	Synthèse rédigée	176
12	Quelles sont les caractéristiques du contrat de consommation ?	179
1.	Les caractéristiques du contrat de consommation	180
2.	Le consentement libre et éclairé du consommateur	182
3.	Des règles pour protéger le consommateur	184
	Entraînez-vous Ordinateur et système d'exploitation	188
	Corrigé - Entraînez-vous !	189
	Synthèse rédigée	190
	Vers le Bac Thème 5	193
	Corrigé - Vers le bac !	197
	Mots-clés	199

Quelles sont **LES FONCTIONS DU DROIT ?**

1



NOTIONS

- branches du droit
- fonctions du droit
- principes de la République
- valeurs

À qui la montre ?

À la sortie des cours, deux lycéens, Paul et Julie, se disputent devant l'établissement pour établir la propriété d'une montre connectée.

Je te dis que cette montre est
à moi, alors tu me la rends.

Tiens regarde, j'ai la facture.
Tu vois, c'est bien à moi.

Non mais tu rigoles, je l'ai
trouvée donc elle est à moi.

Salut vous deux,
maintenant c'est à moi !

Non mon gars, ne fais pas
n'importe quoi ! Le droit,
la loi, c'est aussi pour toi.

- 1 Trouvez le problème qui se pose dans la situation ci-dessus.

Le problème est de savoir à qui appartient la montre. Il s'agit d'en établir la propriété.

- 2 Indiquez à quel(s) moment(s) le droit n'est pas respecté.

Julie ne le respecte pas en conservant un objet trouvé. Le motard l'enfreint en volant la montre.

ITINÉRAIRE BIS

Vidéo

Une société reposant
sur la primauté du droit

<http://tinyurl.com/h7lo5l6>

1'14



- 3 Expliquez la signification de la dernière phrase prononcée par le policier.

Le droit s'applique à tous de la même manière, il y a donc égalité devant la loi.

1

Le droit et ses fondements

A Le droit, un ensemble de règles structurées

DOC 1 Jour de malchance



1 Expliquez les paroles de Robinson dans la vignette 2.

Comme Robinson est seul sur son île, les richesses n'ont plus de valeur pour lui car il ne peut plus échanger avec quiconque. L'argent n'a aucun intérêt en dehors de la société.

DOC 2 Un trésor inutile



2 Indiquez pourquoi le droit n'a pas de sens pour l'individu totalement isolé.

Le droit suppose la présence de l'autre : il organise les rapports entre les individus. Le droit n'existe donc que dans le cadre de la société.

3 Proposez une définition du droit en précisant bien son utilité.

Le droit est un ensemble de règles qui organise les rapports sociaux.

DOC 3 Robinson et le droit

Robinson dans son île n'a aucun besoin de droit. [...] Pour l'homme seul, la notion de droit n'a aucun sens. [...]

P. Jestaz, Le droit, Dalloz, 2014, 8^e édition

DOC 4 Le droit au quotidien

les P'TITES NOUVELLES du quotidien

Fondé en 2015

Lundi 11/01/2016

N° 35

Que de la nouvelle fraîche !

1. Tout ne peut pas être dit sur Facebook

Le tribunal correctionnel de Paris a condamné mardi à 500 euros d'amende avec sursis un salarié de l'opérateur de centres d'appels Webhelp de Caen pour avoir posté des propos injurieux envers son employeur sur Facebook.

www.lemonde.fr, 17/01/2012

2.



3. APT Élection municipale annulée

Il va falloir revoter ! Les Aptésiens devront retourner aux urnes. Le Conseil d'État a en effet annulé hier l'élection municipale de mars 2014.

www.ledauphine.com, 23/07/2015

4. Être mineur et commerçant

Depuis une loi du 15 juin 2010, un mineur émancipé, c'est-à-dire qui n'est plus sous l'autorité parentale, peut devenir commerçant.

www.acdl-informatique.fr

5. Séparation des parents : droit de visite et d'hébergement

En cas de séparation des parents, le droit de visite et d'hébergement peut être fixé entre les parents ou par le juge aux affaires familiales. Ce droit consiste à recevoir chez soi les enfants en fin de semaine et pendant une partie des vacances scolaires. Dans la pratique, ce droit s'effectue un week-end sur deux et la moitié des vacances scolaires.

Direction de l'information légale et administrative (Premier ministre),
ministère en charge de la Justice, 22/05/2015

6. Le racket

Le racket (ou « extorsion ») est défini par la loi comme le fait d'« obtenir par la violence, par des menaces de violences ou par la contrainte, la remise de fonds, de valeurs ou d'un bien quelconque, une signature, un engagement ou une renonciation ou encore la révélation d'un secret ».

www.filsantejeunes.com, 27/10/2014

4 Reliez chaque situation décrite dans le doc 4 à la branche de droit dont elle relève.

- | | | |
|---|--|--|
| 1 | | Droit civil : fixe le cadre juridique applicable aux personnes, à la famille, aux biens. |
| 2 | | Droit pénal : sanctionne les infractions. |
| 3 | | Droit administratif : définit les droits et obligations des administrations, leurs rapports avec les citoyens ; est compétent en matière électorale. |
| 4 | | Droit du travail : organise les rapports entre les employeurs et les salariés. |
| 5 | | Droit commercial : s'occupe des relations entre les commerçants. |
| 6 | | |

B Les règles de droit ancrées dans les valeurs de la République

DOC 5 Valeurs et principes de la République



La République française repose sur les valeurs énoncées dans sa devise : Liberté, Égalité, Fraternité mises en œuvre à travers quatre principes. Ces valeurs confèrent aux citoyens des droits politiques et sociaux. Chacun peut par exemple s'exprimer librement et de manière égalitaire, chaque citoyen disposant d'une voix par le vote, ce qui confère à la République son caractère

démocratique. Le principe de laïcité découle à la fois de la liberté de croyance et de l'égalité des citoyens devant la loi et implique la séparation des Églises et de l'État. Chacun est donc libre de ses croyances, l'État ne privilégiant de fait aucune religion.

Le principe d'indivisibilité garantit l'unité de la République et une application uniforme du droit sur l'ensemble du territoire national.

Le principe de solidarité résulte notamment de l'affirmation de la valeur d'égalité. Il s'agit de contribuer à la cohésion sociale et de favoriser l'amélioration de la condition des plus démunis.

© Foucher

ITINÉRAIRE BIS

Vidéo

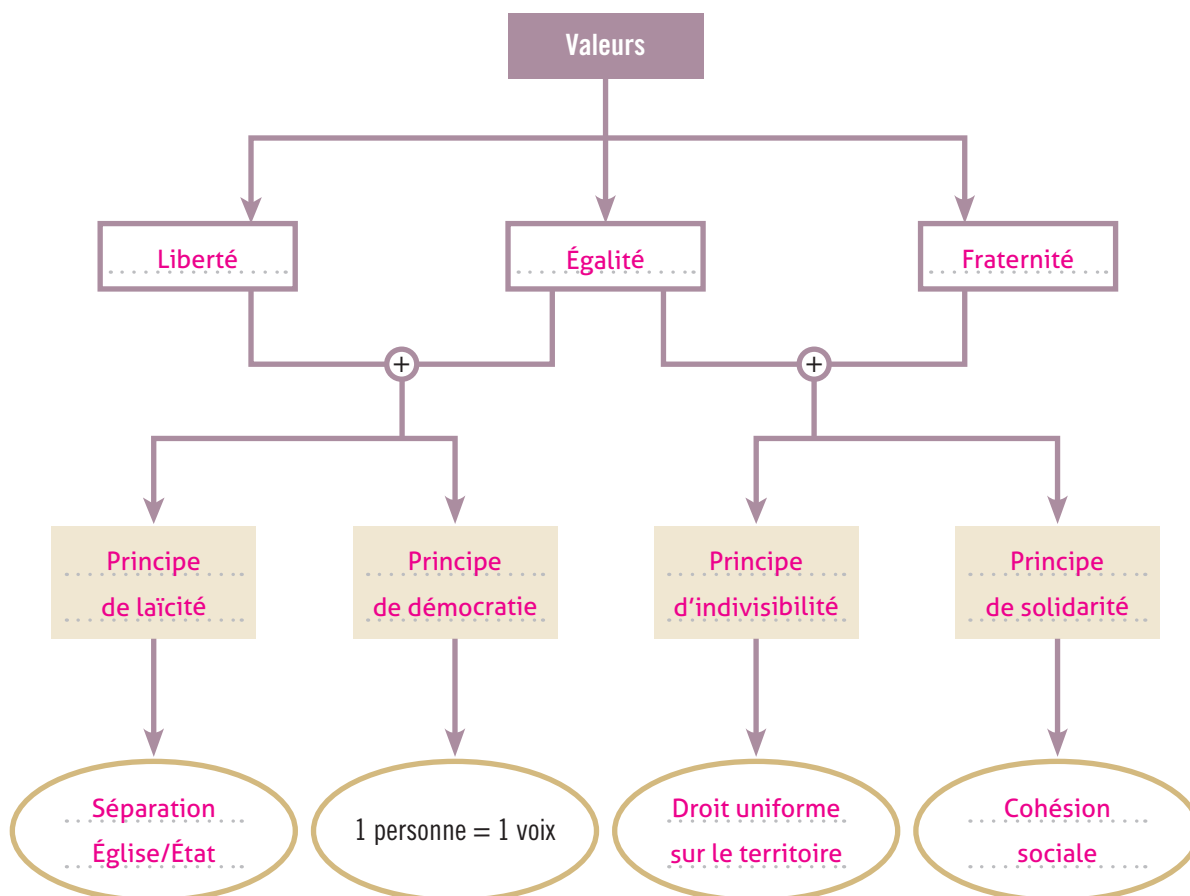
Valeurs et principes de la République française



<http://tinyurl.com/gsupgfv>

3'06

5 Complétez le schéma ci-dessous à l'aide du doc 5.



6 Indiquez pour chacune des situations ci-dessous les valeurs et les principes concernés.

Situations	Valeur(s)	Principe(s)
Le 6 décembre 2015, 50 % des électeurs sont allés voter au 1 ^{er} tour des élections régionales.	Liberté Égalité	Démocratie
La lutte pour le droit au logement a vu la promulgation de la loi du 24 mars 2014 pour « l'accès de tous à un logement digne et abordable ».	 Fraternité Égalité	Solidarité
Article L. 511-2 du Code de l'éducation : « Dans les collèges et les lycées, les élèves disposent, dans le respect du pluralisme et du principe de neutralité, de la liberté d'information et de la liberté d'expression. [...] »	Liberté Égalité	Laïcité (respect de la neutralité)
Pour obtenir une bourse pour vos études, pensez à vous inscrire avant le 30 septembre prochain.	 Fraternité Égalité	Solidarité
En 1999, la Charte des langues régionales ou minoritaires signée par la France, a été jugée incompatible avec les valeurs de la République.	Égalité	Indivisibilité
Art. L. 124-12 de la loi du 10/07/2014 : « Les stagiaires bénéficient des protections et droits mentionnés aux articles L. 1121-1, L. 1152-1 et L. 1153-1 du Code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés. »	Fraternité Égalité	Solidarité
Les missions locales ont pour objectif de favoriser l'insertion des jeunes de 16 ans à moins de 26 ans non scolarisés et donc de lutter contre l'exclusion.	Fraternité Égalité	Solidarité
Article 3 de la Constitution de 1958 : « La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum. »	Liberté Égalité	Démocratie
L'État est neutre à l'égard des convictions religieuses ou spirituelles. Il n'y a pas de religion d'État.	Liberté Égalité	Laïcité
En 1991, l'article premier de la loi sur le statut de la Corse, mentionnant l'existence d'un « peuple corse, composante du peuple français » a été jugé non conforme à la Constitution.	Égalité	Indivisibilité

A Le droit, facteur d'organisation de la vie en société

DOC 6 Robinson et la vie en société



1 Expliquez pourquoi désormais Robinson ne peut plus se passer du droit.

Comme il y a maintenant plusieurs individus, chacun est contraint par l'autre dans ses agissements, la liberté n'est plus totale. Le droit va permettre d'organiser les rapports entre eux pour éviter les tensions et les injustices.

DOC 7 Présentation du droit

Le droit a pour objet d'organiser la vie en société, de régir les comportements des hommes entre eux de telle sorte que soit assurée la paix sociale. Il s'ensuit qu'il doit y avoir une nécessaire correspondance entre le droit et les comportements qui sont d'usage dans un pays donné. [...]

Le droit organise et normalise les rapports qui revêtent un caractère essentiel pour assurer l'harmonie sociale. [...] Il consacre et régit ce qui se fait habituellement et qui apparaît comme le bon art de vivre ensemble ; et comme les comportements évoluent, le droit va évoluer pareillement. [...]

P. Malinvaud, Introduction à l'étude du droit, LexisNexis, 2015, 15^e édition

2 Relevez dans l'extrait ci-dessus comment procède le droit pour organiser la société.

Le droit fixe les règles (réglemente), donc il donne un cadre à respecter. Il organise les rapports sociaux (organise, normalise les rapports) et encadre les comportements (régit les comportements).

DOC 8 Vers davantage de droits

1. Depuis le 01/11/2014, dans le cadre de la conduite accompagnée, les jeunes de 15 ans peuvent prendre le volant en toute légalité au lieu de 16 ans auparavant. [...] Les jeunes candidats au permis de conduire qui choisiront cette formule pourront passer le permis plus tôt, dès 17 ans et demi [...].

www.lefigaro.fr, 01/11/2014

2. Le 5 juillet 1974 [...], le droit de vote était accordé aux personnes âgées de 18 ans. Une révolution qui profite toujours à la population : certains s'interrogent d'ailleurs sur la possibilité de créer un nouveau statut de « pré-majorité » dès 16 ans. [...] La décision d'abaisser la majorité avait été prise alors que mai 68 avait largement préparé le terrain et que la France était en retard par rapport à ses voisins européens.

www.bfmtv.com, 05/07/2014

3 Relevez les évolutions du droit présentes dans les articles ci-dessus.

Abaissement de l'âge pour pratiquer la conduite accompagnée et passer le permis de conduire. Abaissement de l'âge de la majorité de 21 à 18 ans en 1974 et réflexion actuelle sur un abaissement de 18 à 16 ans.

4 Expliquez la raison de ces évolutions.

Le droit ne peut pas rester figé. Pour organiser correctement la société, il doit s'adapter à ces évolutions.

B Le droit, facteur de pacification des relations entre les individus

DOC 9 Harcèlement en milieu scolaire

10 CONSEILS
contre le harcèlement

Si tu es victime

- 1 Se confier**
N'aie pas honte ou peur des représailles ! Ose te confier à un adulte du collège mais aussi à tes parents, à ton grand frère ou ta grande sœur. Ne laisse jamais la situation s'installer dans le temps.
- 2 Se protéger**
Pour éviter tout problème sur Internet, ne donne jamais de détails sur ta vie privée et réfléchis avant de diffuser des photos. Ne donne jamais tes mots de passe, ce sont des informations très personnelles.
- 3 Signaler un abus**
Sur Facebook, tu peux signaler un contenu abusif et « bloquer » les amis qui n'en sont pas. Les comptes des agresseurs peuvent eux aussi être bloqués. Va faire un tour sur ce centre d'aide : www.facebook.com/safety
- 4 Téléphoner**
Si tu es victime de harcèlement à l'école, tu peux appeler le numéro gratuit « Stop Harcèlement » 08 08 70 70 10.

Si tu es témoin

- 6 Soutenir**
Bien souvent, les élèves victimes de harcèlement sont mis à l'écart de la classe. Ne participe pas à cet isolement forcé et n'hésite pas à aller leur parler.
- 7 Ne pas rire**
S'il cesse d'avoir une « majorité silencieuse », ou pire, un public hilare face à lui, l'agresseur arrêtera sans doute ses brimades. Les témoins ont un grand rôle à jouer contre le harcèlement à l'école.
- 8 En parler**
Adresse-toi à un délégué de classe ou à un adulte du collège si tu es témoin d'un cas de harcèlement. S'il existe des médiateurs, ils peuvent aider à dénouer la situation.
- 9 Ne pas participer**
Si tu reçois un message ou une photo humiliante « à faire tourner », supprime le message plutôt que de le transférer à tes amis. Tu pourras ainsi briser la chaîne du harcèlement.
- 10 Convaincre**
Si le harceleur fait partie de ton groupe d'amis, essaie de le raisonner et de comprendre pourquoi il agit ainsi. Vouloir faire du mal aux autres est aussi un signe de mal-être.

5 Porter plainte
Dans les cas les plus graves, il est possible de porter plainte contre l'auteur du harcèlement. C'est à tes parents, qui sont les représentants légaux, d'effectuer cette démarche.

Retrouve conseils et outils pratiques sur AGIRCONTRELEHARCELEMENTALECOLE.GOUV.FR

Le harcèlement à l'école est puni par la loi. Les faits sont punis même s'ils n'ont pas été commis dans les bâtiments de l'école, du collège ou du lycée. En cas de condamnation, les parents des auteurs mineurs peuvent être amenés à indemniser les parents d'une victime. L'État, lui, est responsable des fautes des personnels éducatifs.

www.service-public.fr

5 Indiquez l'objectif visé par la loi sur le harcèlement à l'école.

La loi intervient pour protéger les victimes, punir les auteurs, permettre aux citoyens de mieux vivre ensemble et donc pacifier la société.

DOC 10 Harcèlement moral au travail

Après de solides études littéraires et en journalisme, Julie décroche le poste de ses rêves dans une radio nationale. Bien que consciencieuse et travailleuse, rien de ce qu'elle fait ne satisfait son supérieur hiérarchique qui dénigre

systématiquement ses travaux devant le reste de l'équipe. Au bout de quelques mois, Julie se trouve isolée, elle perd le sommeil, elle se sent « nulle » et ne sait comment réagir.

© Foucher

6 Surlignez dans le doc 10 les éléments qui démontrent qu'il y a bien harcèlement moral.

DOC 11 Notion de harcèlement moral

Le harcèlement moral se manifeste par des agissements répétés, qui ont pour effet une forte dégradation des conditions de travail du stagiaire, du salarié ou de l'agent public, qui :

- porte atteinte à ses droits et à sa dignité ;
- altère sa santé physique ou mentale ;
- compromet son avenir professionnel.

© Foucher

DOC 12 Rôle de l'inspecteur du travail

L'inspecteur du travail contrôle la bonne application des dispositions du Code du travail dans tous ses aspects : durée du travail, contrat de travail... Il a un rôle de conseil auprès des salariés quant à leurs droits et obligations. Il peut aussi avoir vocation à faciliter le dialogue, la conciliation amiable entre les parties, notamment dans le cas de conflits collectifs, à constater les infractions à la législation du travail.

© Foucher

7 Indiquez, en le justifiant, le rôle pacificateur que peut avoir l'inspecteur du travail dans le cas qui concerne Julie.

Le supérieur hiérarchique de Julie enfreint la législation en la harcelant. L'inspecteur du travail pourra donc constater cette infraction et intervenir pour faire cesser ces pratiques. Cela devrait permettre d'assainir la situation et éventuellement pour Julie de retrouver une certaine sérénité.

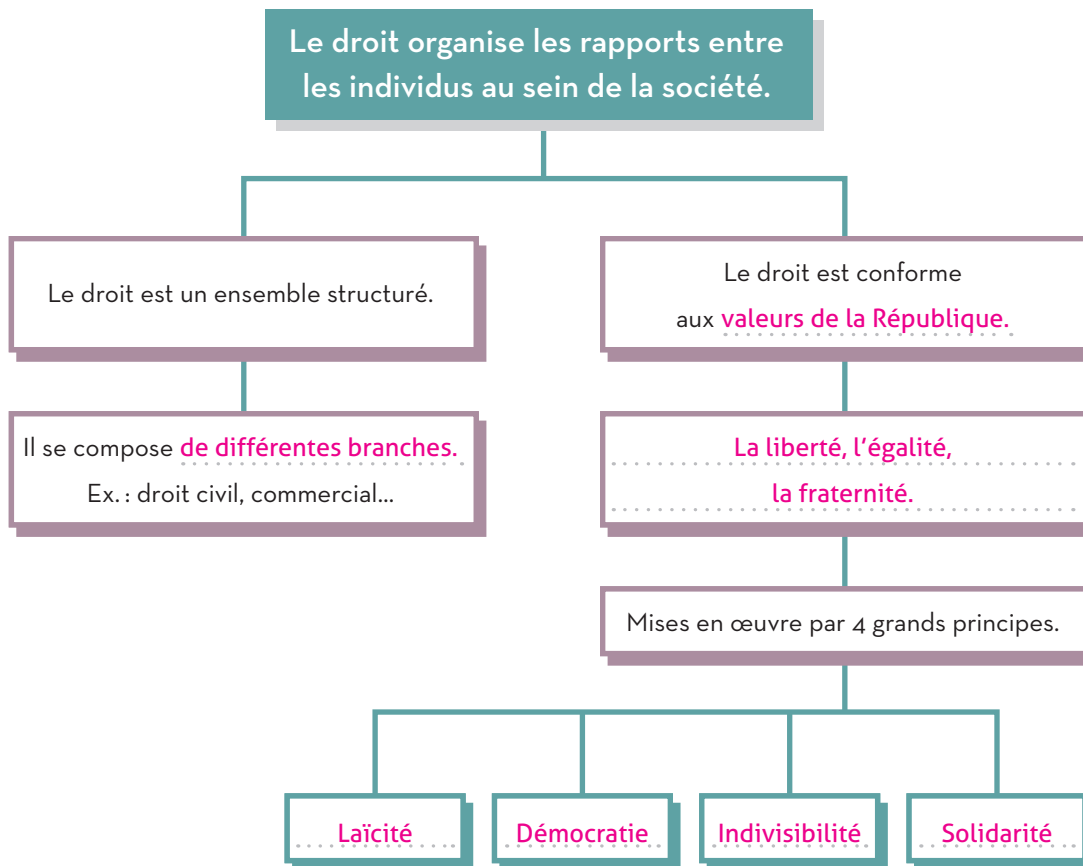
Droit : ensemble structuré des règles organisant la vie en société.

Principe : règle générale qui dicte la conduite à tenir.

Valeur : idéal que la société cherche à atteindre, à défendre.

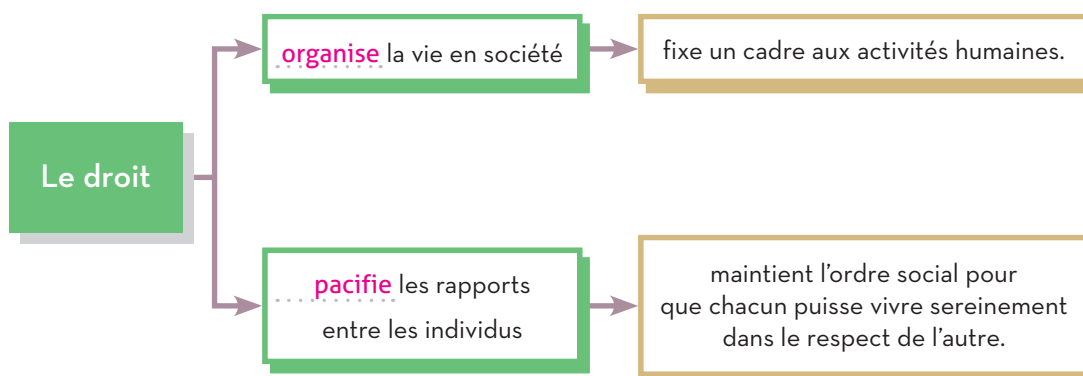
1

Le droit et ses fondements



2

Les fonctions du droit



TESTEZ-VOUS!

Quelles sont les fonctions du droit ? 1

1 Retrouvez les principes cachés derrière les mots suivants :

DILATOIRES : SOLIDARITE
 LETICIA : LAICITE
 TARIFERENT : FRATERNITE
 BELITRE : LIBERTE

2 Cochez la bonne case.

Affirmations	Vrai	Faux
La loi du plus fort s'applique en droit.		×
Le droit est un ensemble organisé.	×	
La République est une et indivisible.	×	
Le droit est un phénomène social.	×	
La discrimination à l'embauche est autorisée.		×
Le droit ne s'applique pas à l'identique sur tout le territoire.		×
Le droit est figé, il n'évolue jamais.		×
Le droit est une science unitaire.		×

3 Surlignez les intrus dans les propositions suivantes.

a) La République est :

- divisible.
- laïque.
- démocratique.
- sociale.

b) Les branches du droit sont constituées du :

- droit civil.
- droit du travail.
- droit infractionnel.
- droit pénal.

c) Les valeurs de la République sont :

- la fraternité.
- l'égalité.
- l'indivisibilité.
- la liberté.

d) Le droit sert à :

- bien vivre ensemble.
- organiser les rapports individuels.
- dérégler les rapports sociaux.
- établir la paix sociale.

ENTRAÎNEZ-VOUS!



Logements sociaux : progrès en vue ?

Le 13 décembre 2000, la loi Solidarité et renouvellement urbain (SRU) était votée. Elle imposait notamment aux communes de plus de 3 500 habitants – 1 500 habitants en région parisienne – un quota de 20 % de logements sociaux.

Les villes n'atteignant pas ce chiffre étaient dans l'obligation de se mettre en conformité. Faute de quoi, elles devaient s'acquitter d'une amende. Tous les trois ans, délai laissé aux communes pour réaliser les programmes de construction nécessaires à leur mise en conformité avec la loi SRU, un bilan est fait par les services de l'État avec les communes concernées.

Force est de constater que quinze ans après le vote de cette loi, certaines communes préfèrent toujours payer une amende plutôt que de respecter leurs obligations. Pourtant selon la Fondation Abbé Pierre, il manquait en 2009 de 500 000 à 900 000 logements sociaux et en 2012, le mal logement concernait, selon cette même source, 3 700 000 personnes en France. De plus, avoir un logement décent est un droit. En effet, une loi du 05/03/2007 a institué le droit au logement opposable, droit dont l'État est garant ; ce qui fait qu'un citoyen qui n'obtient pas de logement social, alors même qu'il peut y prétendre, dispose de voies de recours pour faire respecter ce droit.

Interrogé sur ce thème lors de sa conférence de presse du 5 février 2015, le président de la République a rappelé : « Notre responsabilité, la mienne, celle du gouvernement, c'est l'égalité entre les territoires. » Il est revenu sur ses objectifs, à savoir : « La mixité sociale, la répartition de la population pour que les logements sociaux soient créés là où ils sont nécessaires, mais pas seulement là où ils sont déjà présents. » C'est d'ailleurs pour cette raison que dans les zones en tension, le taux de logements sociaux a été porté de 20 % à 25 % en 2013.

Le président de la République a en outre précisé : « Nous devons faire en sorte que la loi SRU soit strictement appliquée, que les communes ne puissent s'en dégager et, s'il le faut, les sanctions seront renforcées, le pouvoir des préfets sera lui-même conforté pour prendre les décisions en matière de construction de logements dans ces villes-là. »

© Foucher

LE DÉCLIC



- Lisez une première fois le texte sans écrire, ni surligner.
- Surlignez les éléments de réponse en utilisant une couleur différente par question.
- Pensez à utiliser les valeurs et les principes de la République pour construire vos réponses.
- Exposer, c'est expliquer, faire connaître.

1

Indiquez en quoi la loi SRU est conforme aux valeurs et aux principes de la République.

2

Relevez les objectifs visés par cette loi.

3

Exposez les raisons pour lesquelles le président veut accentuer la pression sur les communes ne respectant pas la loi SRU.

Corrigé – Entraînez-vous !

Logements sociaux : progrès en vue ?

Indiquez en quoi la loi SRU est conforme aux valeurs et aux principes de la République.

La loi SRU est conforme aux valeurs et principes de la République car elle doit permettre la solidarité envers les citoyens plus fragiles socialement et établir, de fait, une certaine égalité entre eux.

Relevez les objectifs visés par cette loi.

La loi SRU vise à favoriser la mixité sociale, à construire des logements sociaux répartis sur le territoire en fonction des besoins réels.

Exposez les raisons pour lesquelles le président veut accentuer la pression sur les communes ne respectant pas la loi SRU.

Le président est garant des valeurs de la République. Le non-respect des quotas imposés par la loi SRU porte atteinte aux valeurs d'égalité entre citoyens (certains ne pouvant pas accéder à un logement) et entre territoires (concentration de logements sociaux dans certains endroits).

De plus, l'État est garant du droit au logement donc les actions en justice envers l'État peuvent se multiplier s'il n'existe pas suffisamment de logements sociaux.

1 Quelles sont les fonctions du droit ?

Synthèse rédigée

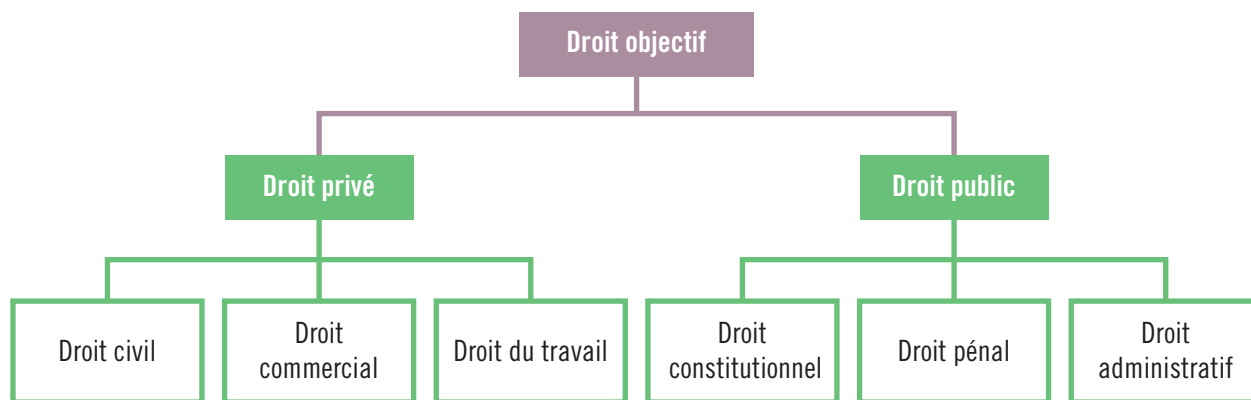
1 Le droit et ses fondements

Le droit, dit objectif, se définit comme l'ensemble des règles de vie en société en vigueur sur un territoire à un moment donné. Le droit se conçoit dans le cadre des rapports sociaux qu'il organise.

A Le droit, un ensemble de règles structurées

Le droit est un ensemble complexe, structuré, composé de différentes branches ou divisions. Celles-ci s'expliquent par la multiplicité des situations appartenant à de nombreux domaines qu'il faut donc organiser et ordonner de manière cohérente et efficiente.

Le droit comprend deux branches principales : le droit privé, qui gère les rapports des particuliers entre eux, et le droit public, dont le rôle est d'organiser les rapports entre l'État, entendu au sens large, et les particuliers. Le droit privé et le droit public comportent chacun plusieurs branches.



- **Droit civil** : règles applicables aux personnes, à la famille, aux biens.
- **Droit commercial** : règles applicables aux commerçants et aux rapports entre eux.
- **Droit du travail** : règles applicables aux relations entre employeurs et salariés.
- **Droit constitutionnel** : règles relatives à la forme de l'État, à son fonctionnement.
- **Droit pénal** : règles fixant les comportements répréhensibles et les sanctions applicables.
- **Droit administratif** : règles fixant l'organisation des services publics et gérant leurs rapports avec les administrés.

B Les règles de droit ancrées dans les valeurs de la République

Les valeurs de la République, à savoir « Liberté, Égalité, Fraternité », octroient aux citoyens des droits politiques et sociaux. Chacun peut, par exemple, exercer librement et de manière égalitaire son droit de vote. Le citoyen est, en effet, libre de voter ou non et de voter pour le candidat qui lui convient, sans pression. De plus, tous les citoyens sont égaux devant le vote car chacun dispose d'une voix. (Autre exemple : les lois relatives à l'égalité d'accès pour les hommes et les femmes aux postes à responsabilité.)

De la conjugaison de ces valeurs découlent les principes de laïcité (le pouvoir politique est indépendant de toute religion), d'indivisibilité (la République est une et indivisible : il est impossible de la morceler), de solidarité (la République est sociale, ex. : aide publique en fonction des ressources) et de démocratie (le pouvoir appartient au peuple qui l'exerce par le vote).

2 Les fonctions du droit

Les rôles du droit sont divers, il sert notamment à organiser la société et les rapports des individus entre eux, mais aussi à pacifier et sécuriser.

A Le droit, facteur d'organisation de la vie en société

Dans sa fonction d'organisation, le droit fixe des règles sociales dont l'objectif est de permettre un fonctionnement harmonieux de la société, d'éviter les comportements inappropriés (ex. : réduction par décret, en date du 01/07/2015, du taux d'alcoolémie autorisé pour les jeunes conducteurs de 0,5 g/l à 0,2 g/l). Le droit a également pour fonction d'organiser la société au niveau économique et politique, par l'adoption de règles dans ces domaines.

- Exemple au niveau économique : la loi Macron adoptée en août 2015 qui élargit le champ d'application du travail dominical.
- Exemple au niveau politique : règles relatives à l'organisation des élections.

Le droit est évolutif, il va s'adapter aux changements de la société (ex. : loi sur le mariage pour tous ; le vote électronique aux élections professionnelles).

B Le droit, facteur de pacification des relations entre les individus

Le droit encadre le comportement des individus, assure la protection des individus et des biens, fixe des limites et prévoit des sanctions en cas de non-respect des règles. De cette façon, le droit permet de pacifier la société. Par exemple, un individu qui s'approprie le bien d'autrui tombera sous le coup d'une inculpation pour vol. La sanction qui lui sera appliquée aura pour objectif de réparer l'atteinte à l'ordre public, et les dommages et intérêts qu'il versera à la victime permettront de réparer le préjudice subi par celle-ci. De fait, la société pourra retrouver sa sérénité.

De plus, le droit étant porté à la connaissance de tous, chaque individu connaît par avance les conséquences juridiques de ses actes, ce qui permet de sécuriser les relations. Par exemple lors de la conclusion d'un contrat de vente, le vendeur sait qu'il s'oblige à délivrer une chose et l'acheteur sait qu'il devra payer le prix convenu.

Ressources numériques complémentaires

Les notions de droit et de justice sont parfois confondues. Pour clarifier la notion de justice, les liens ci-dessous peuvent être valablement utilisés.

<http://www.adol.justice.gouv.fr/index.php?page=missions>

http://www.adol.justice.gouv.fr/index.php?page=vivre_ensemble

En quoi consiste LA RÈGLE DE DROIT ?

2



NOTIONS

- caractères de la règle de droit
- règle de droit
- règle morale
- règle sociale

Le flash de trop pour Solandra

Solandra, mannequin en vogue, termine une séance de pose pour le magazine *Les Stars & Vous*. Elle n'a qu'une idée en tête : rentrer au plus vite. En effet, elle doit se préparer pour assister ce soir à un gala de charité.

Les flashes, toujours les flashes,
vivement la fin de la journée !

C'est encore pour un autographe ?



- 1 Relevez la raison pour laquelle il est possible de photographier Solandra.

Il est possible de la photographier car elle a donné son accord en amont, la séance photo fait partie de son métier.

- 2 Indiquez par quoi la liberté de Solandra est contrainte.

La liberté de Solandra est contrainte par la législation en vigueur sur les limitations de vitesse.

ITINÉRAIRE

BIS

Vidéo

Des règles, oui mais pourquoi ?

<http://tinyurl.com/j6da4d4>

1'27



- 3 Précisez pourquoi des règles de vie en société sont nécessaires.

Une société sans règle n'est pas envisageable. Sans limite ni sanction, certains s'arrogeraient un maximum de droits au détriment d'autres personnes. Les rapports sociaux seraient de fait déséquilibrés.

A La règle de droit

DOC 1 « League of Legends » : les règles (extrait)

Un jeu en ligne où tout n'est pas permis ! Quelques extraits des règles en vigueur dans la communauté *gamers* instaurées par le studio Riot Games :

- Soyez polis et respectueux

Nous aimerions pouvoir nous flatter d'avoir la communauté la plus courtoise du monde, dans le jeu et en dehors. [...] Les messages qui dépassent les bornes seront effacés. Les joueurs qui abusent régulièrement pourront être définitivement bannis.

- Pas de spam

Il y a peu de raisons qui justifient de poster le même contenu à de multiples endroits. [...] Les joueurs abusant de ce procédé seront sanctionnés par des restrictions.

www.boards.euw.leagueoflegends.com

DOC 2 Règle de droit = règle juridique

Règle de conduite dans les rapports sociaux, générale, abstraite, obligatoire, dont la sanction est assurée par la puissance publique.

Lexique des termes juridiques, 2015, Dalloz, 23^e édition

1 Indiquez la finalité des règles de « League of Legends ».

Elles visent à éviter les débordements, les comportements répréhensibles, à permettre une cohabitation harmonieuse des joueurs.

2 Expliquez pourquoi les règles ci-dessus ne peuvent pas être considérées comme des règles de droit.

Les règles ci-dessus ne peuvent pas être considérées comme des règles de droit car, en cas de manquement à ces règles, il n'y aura pas de sanction de la part de la puissance publique. La sanction se bornera à une interdiction de jeu, à un bannissement de la communauté des *gamers*.

DOC 3 « League of Legends » : règles complémentaires (extrait)

- Piratages et téléchargements illégaux

Ne partagez aucun lien et aucune information permettant d'obtenir des logiciels illégaux. Pour nous, cela inclut les logiciels de triche et d'exploitation de bugs octroyant un avantage indu. [...] Les récidivistes perdront l'accès aux forums et parfois plus encore.

- Activité illégale

À l'attention des génies du crime et des apprentis criminels : merci de ne pas parler de vos activités ou de vos plans sur ces forums. Les messages parlant d'activités illégales seront transmis aux forces de l'ordre.

<http://boards.euw.leagueoflegends.com>

3 Expliquez pourquoi les règles évoquées dans le doc 3 n'auront pas les mêmes conséquences que celles présentées dans le doc 1.

Parce que dans le document 3, la sanction peut provenir de l'extérieur, mise en œuvre par la puissance publique, en plus de la sanction du groupe (exclusion du jeu).

4 Rappelez la finalité de la règle de droit évoquée dans le doc 3.

Il s'agit de la loi sur le téléchargement et sur le piratage de données.

B Les autres règles

DOC 4 Situations de vie en société



- ☐ Règle de droit
☒ Autre règle



- ☐ Règle de droit
☒ Autre règle



- ☒ Règle de droit
☐ Autre règle

5 Précisez pour chacune des situations, en cochant la case appropriée, si l'on est en présence d'une règle de droit.

6 Explicitez le rôle des autres règles et précisez si l'on est obligé de les respecter.

Le rôle des règles morales et sociales est de permettre de mieux vivre en société, de développer des valeurs d'entraide, de solidarité. Leur respect n'est pas obligatoire, seul le respect de la règle de droit s'impose. On peut toutefois noter que la sanction de la transgression d'une règle morale est interne à l'individu et que pour une règle sociale, la sanction peut venir du groupe, de la société.

7 Complétez le tableau ci-dessous en indiquant pour chaque situation le type de règle dont il s'agit.

Situations	Règle de droit	Autre règle	Justification
Gil, 16 ans, laisse sa place dans le bus à une personne plus âgée.		×	Règle de politesse
Dans le métro, Marie donne deux euros à un sans-abri.		×	Règle morale, solidarité
Le taux d'alcoolémie autorisé pour les jeunes conducteurs est passé de 0,5 g à 0,2 g par décret en date du 24 juin 2015.	×		Décret, donc règle de droit
L'Assemblée nationale a voté le 10 mars 2009 de nouvelles mesures sur la prévention de la consommation d'alcool chez les mineurs.	×		Loi, règle juridique, obligatoire, transgression sanctionnée

A Caractère général

DOC 5 Justice : les « people » aussi



Le juge des référés de Tarascon a condamné jeudi Inès de La Fressange à démolir la bâtisse de 100 m² construite sans permis sur sa propriété située dans une zone protégée.

[...] « Les travaux ainsi réalisés en violation du Plan d'occupation des sols de la commune et des règles d'urbanisme sont incontestablement de nature à causer une atteinte grave à l'environnement et à dénaturer le site de la Montagnette, de sorte que les travaux litigieux constituent bien un trouble manifestement illicite », souligne l'ordonnance de référé. [...]

La SCI d'Inès de la Fressange est donc condamnée à « cesser immédiatement les travaux » et à « remettre les lieux en état par la démolition du bâtiment et ce, sous astreinte de 300 euros par jour de retard », conclut l'ordonnance. [...]

« C'est une décision juste parce qu'elle fait l'application du droit », a réagi l'avocate de l'Ader, M^e Anne-Victoria Fargepallet.

www.leparisien.fr, 23/07/2015

1 Indiquez ce qu'implique cette décision de justice pour Inès de La Fressange.

Cette décision de justice implique l'arrêt des travaux de la villa d'Inès de La Fressange et la remise en état des lieux.

2 Expliquez la phrase soulignée dans le doc 5 en précisant pourquoi la décision peut être qualifiée de juste.

L'un des objectifs de la règle de droit est de permettre une société dans laquelle la justice s'applique à tous de la même manière, indépendamment du statut, de la notoriété.

3 Précisez si toute personne ayant agi à l'identique aurait eu la même sanction. Justifiez votre réponse.

Toute personne qui aurait construit sans permis de construire subirait la même sanction. Ce qui est visé par la règle de droit, c'est la situation et non la personne.

B Caractère légitime

ITINÉRAIRE BIS

Vidéo

Élaboration d'une loi :
les différentes étapes
<http://tinyurl.com/pr6k4rs>

3'33

DOC 6 Élaboration de la loi



DOC 7 Convention collective

La convention collective détermine les règles applicables en droit du travail (contrat de travail, hygiène, congés, salaires, classification, licenciement...) dont relève une entreprise, en fonction de son secteur d'activité. Elle détaille notamment les obligations conventionnelles de l'employeur, qui peuvent différer du droit établi par le Code du travail. Elle est conclue par les organisations syndicales représentatives des salariés et les organisations ou groupements d'employeurs.

www.vosdroits.service-public.fr

4 Listez, en vous appuyant sur les docs 6 et 7, les instances qui interviennent dans l'élaboration des lois et des conventions collectives.

Initiative de la loi : un député dans le cas proposé, discussion et vote par l'Assemblée nationale et le Sénat. Saisine éventuelle du Conseil constitutionnel pour vérifier la conformité de la loi à la Constitution. Promulgation par le président de la République et publication au *Journal officiel*. Les conventions collectives sont négociées entre organisations syndicales et représentants des employeurs.

DOC 8 Tous aux urnes

Tous les quatre ans, les salariés sont appelés à voter lors des élections professionnelles pour élire leurs représentants dans l'entreprise. Ces élections permettent également d'apprécier la représentativité des syndicats au niveau national. Cette représentativité donne le droit aux syndicats représentatifs de négocier et de conclure des accords avec les représentants des employeurs. Les employeurs ont également des syndicats (ex. : MEDEF, CGPME) pour défendre leurs intérêts et négocier avec les syndicats de salariés. Leurs membres sont également élus.

© Foucher

5 Précisez par qui sont élus les membres de ces différentes instances (doc 6, 7 et 8).

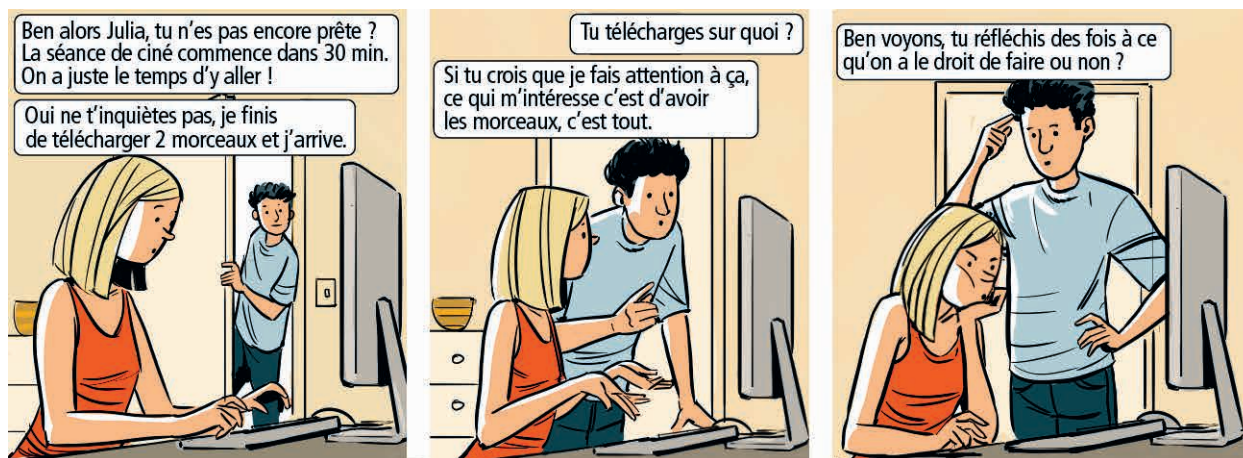
Les députés sont élus au suffrage universel direct alors que les sénateurs le sont au suffrage universel indirect. Les représentants des salariés et des employeurs sont élus par leurs pairs (élections professionnelles).

6 Expliquez pourquoi ce mode d'élaboration des règles de droit est accepté par les citoyens.

Cela permet de faire admettre la règle de droit car elle est élaborée par des instances que le peuple s'est donné de manière directe ou indirecte (pour les députés et les sénateurs) ou que leurs pairs ont choisis (représentants). Ce mandat, qui leur est donné, légitime donc leurs décisions.

C Caractère obligatoire

DOC 9 Télécharger : une pratique risquée ?



DOC 10 Loi Hadopi

La loi du 12/06/2009, dite « loi Hadopi », a pour objectif de lutter contre le téléchargement illégal d'œuvres soumises au droit d'auteur. Il s'agit d'enrayer cette pratique massive et de protéger les auteurs et leurs ayants droit (dont les organisations représentant les auteurs). La loi Hadopi

concerne ainsi toutes les œuvres soumises au droit d'auteur et disponibles sur Internet : livres, musique, vidéos, jeux vidéo...

L'abonné qui s'adonne au téléchargement illégal risque jusqu'à 1 500 € d'amende.

© Foucher

7 Identifiez le problème soulevé par l'attitude de Julia.

Le problème soulevé est celui du téléchargement illégal. En effet, Julia télécharge des musiques sans avoir vérifié si elle est ou non sur un site de téléchargement légal.

8 Précisez dans quel cas Julia peut être sanctionnée, ainsi que la sanction encourue.

Julia peut être sanctionnée en vertu de la loi Hadopi si elle est sur un site de téléchargement illégal. En effet, dans ces conditions, elle enfreint le droit d'auteur. La sanction peut aller jusqu'à 1 500 €.

DOC 11 Téléchargement légal : la signalétique

Hadopi

Haute Autorité pour la diffusion des œuvres
et la protection des droits sur Internet

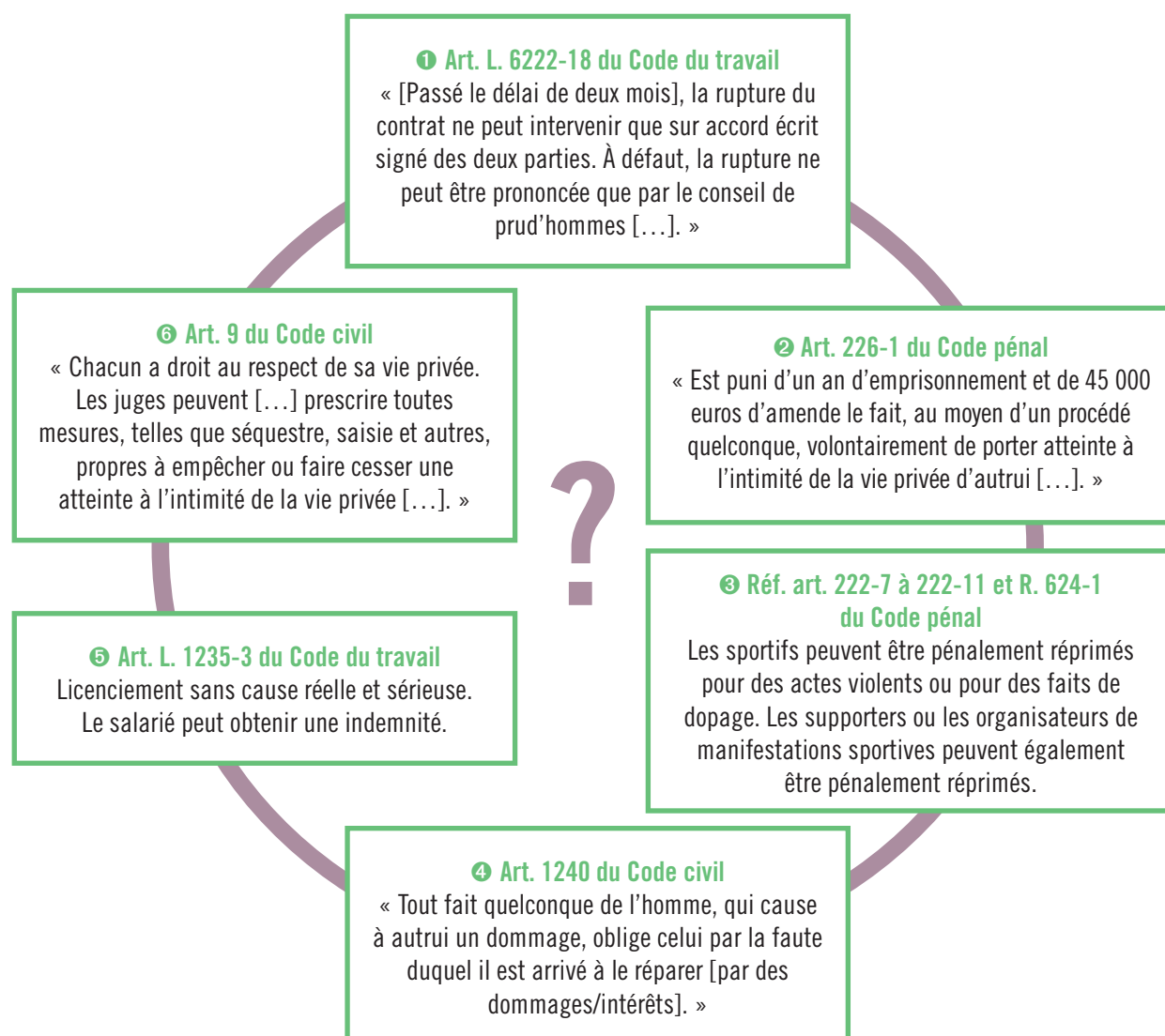
9 Indiquez ce qu'aurait dû faire Julia avant de démarrer son téléchargement.

Julia aurait dû vérifier si le site était ou non labellisé par l'Hadopi.

10 Expliquez la raison pour laquelle il peut y avoir sanction.

Julia transgresse une règle de droit, or le respect de la règle de droit est obligatoire, nul ne peut y déroger sous peine de sanction.

DOC 12 Extraits d'articles



11 Complétez le tableau suivant à partir des extraits d'articles du doc 12.

Situations	Y a-t-il violation d'une règle de droit ?		Numéro d'extrait et justification	Sanctions applicables (numéro d'extrait)
	Oui	Non		
Après son bac, Sarah a signé un contrat d'apprentissage pour préparer un BTS. Au bout de six mois, son employeur lui indique qu'il met fin à ce contrat.	×		1 : Non-consultation conseil de prud'hommes.	5
Par jeu, Pedro et Kevin ont pris une photo d'un de leurs professeurs sans autorisation et l'ont postée sur un réseau social.	×		6 : Violation du droit au respect de la vie privée.	2
À la suite d'un placage au rugby, Gilles a involontairement blessé Abdel.		×	3 : Bien que Gilles ait blessé Abdel lors d'une pratique sportive, il n'y a eu aucun acte violent.	4

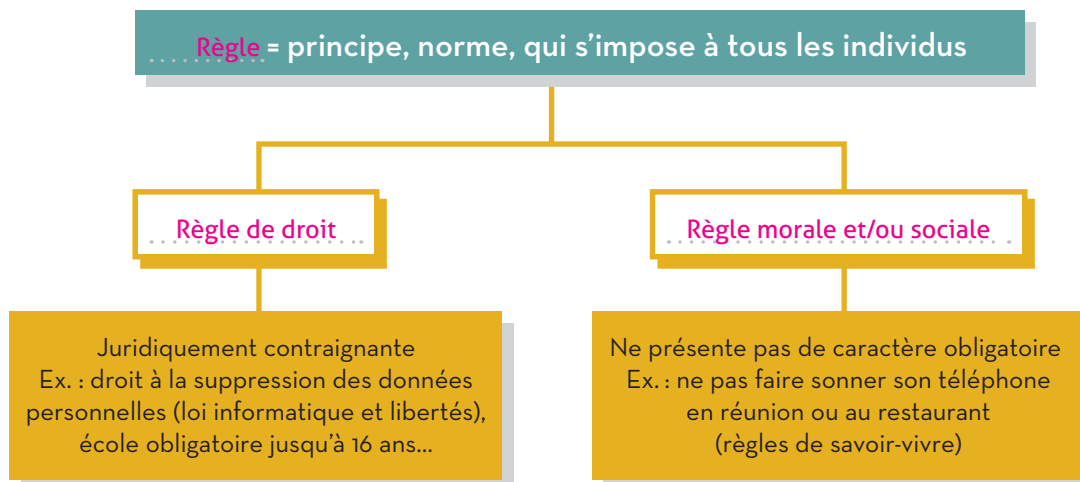
Loi : règle de droit écrite votée par le Parlement.

Règle de droit : norme juridiquement obligatoire dont la transgression est sanctionnée par l'État.

Règle morale : norme sans valeur juridique dont la transgression n'est sanctionnée que par la conscience.

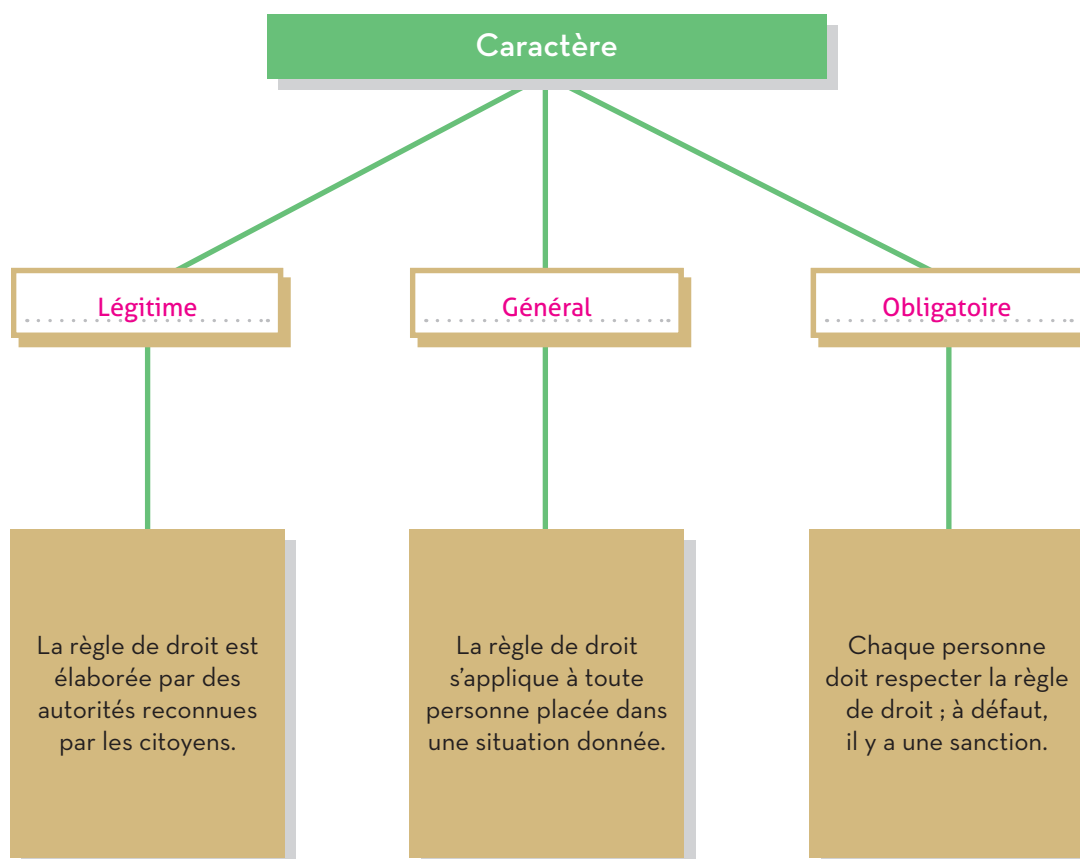
1

Les règles de vie en société



2

Les caractères de la règle de droit



TESTEZ-VOUS!

En quoi consiste la règle de droit ? 2

1 Reliez chaque mot à l'explication correspondante.

Sanctions	•	•	Votées par l'Assemblée nationale et le Sénat.
Légitime	•	•	Norme ou convention qui s'impose à l'individu.
Sociale	•	•	Caractère de ce qui s'applique à tous.
Obligatoire	•	•	La politesse est une règle de ce type.
Solidarité	•	•	S'appliquent quand une règle de droit n'est pas respectée.
Lois	•	•	Synonyme d'entraide.
Morale	•	•	Règle dont la transgression est sanctionnée uniquement par la conscience.
Règle	•	•	Caractère de ce qui s'impose à tous.
Général	•	•	Autorité qui a les qualités nécessaires pour agir.

2 Barrez dans la grille ci-dessous les mots définis ci-dessus : en remettant dans l'ordre les lettres non utilisées, vous trouverez qui est en droit de sanctionner.

Les mots peuvent être lus en tous sens et une même lettre peut servir plusieurs fois.

P	S	O	L	I	D	A	R	I	T	E
S	N	O	I	T	C	N	A	S	S	C
B	I	I	C	E	L	A	R	O	M	P
S	L	E	G	I	T	I	M	E	U	A
O	B	L	I	G	A	T	O	I	R	E
R	E	G	L	E	U	L	Q	I	N	U
S	E	L	E	L	A	R	E	N	E	G

Réponse :

PUISSANCE PUBLIQUE

ENTRAÎNEZ-VOUS!



Vente : comment ferrer le poisson ?

M. Filoutin est propriétaire d'une maison de campagne, située dans un parc de deux hectares, sur la commune de Thônes en Haute-Savoie. Sa situation financière s'étant fortement dégradée, il n'est plus en mesure d'entretenir cette résidence secondaire. Il a donc décidé début 2015 de la mettre en vente.

M. et M^{me} Crédule l'ont visitée à deux reprises et souhaitent la revoir une fois encore avant d'arrêter définitivement leur décision. Un des éléments qui attire particulièrement M. Crédule c'est que sur le terrain, il y a un lac très poissonneux, selon les dires de M. Filoutin. Or la plus grande passion de M. Crédule se trouve être la pêche.

M. Filoutin a besoin de vendre cette maison très rapidement. Il décide d'influencer quelque peu la décision des époux Crédule. Pour ce faire, deux jours avant la visite des acheteurs potentiels, il lâche des poissons dans le lac et propose une partie de pêche à M. Crédule le jour de leur rencontre.

La pêche est excellente et M. Crédule, définitivement conquis, signe le compromis de vente. Bien sûr, M. Filoutin sait qu'il s'est mis hors la loi en trompant volontairement M. Crédule, mais il se dit qu'après tout la fin justifie les moyens.

© Foucher

LE DÉCLIC



La qualification en droit

La qualification est l'examen d'un fait, d'un acte ou d'une situation juridique, en vue de lui donner l'appellation en droit qui lui convient.

Exemple pour une situation d'embauche

Langage courant :

Jules est embauché par la SARL Belle Îloise, restaurant de plage, comme cuisinier pour l'été.

Qualification juridique :

Jules est salarié de la SARL Belle Îloise, employeur. Les deux parties sont liées par un contrat de travail à durée déterminée.

- 1 Qualifiez les faits et les parties.
- 2 Indiquez de quelle manière M. Filoutin a agi pour inciter M. Crédule à acheter la maison.
- 3 Précisez si la manœuvre utilisée par M. Filoutin bafoue une règle de droit ou une règle morale et concluez.

Corrigé – Entraînez-vous !

Vente : comment ferrer le poisson ?

Qualifiez les faits et les parties.

M. Filoutin est le propriétaire de la maison, M. Crédule est l'acheteur potentiel. Les deux parties sont liées par un compromis de vente.

Indiquez de quelle manière M. Filoutin a agi pour inciter M. Crédule à acheter la maison.

M. Filoutin a usé d'une supercherie (introduction de poissons dans l'étang), de manœuvres frauduleuses pour amener M. Crédule à contracter.

Précisez si la manœuvre utilisée par M. Filoutin bafoue une règle de droit ou une règle morale et concluez.

La tromperie bafoue tant une règle morale, car l'individu n'est pas loyal, qu'une règle de droit, car cet acte est puni en droit.

Il existe souvent des liens entre les règles morales et de droit. Certaines règles morales (ex. : tu ne voleras pas) ont d'ailleurs été transcrites en droit.

2

En quoi consiste la règle de droit ?

Synthèse rédigée

1 Les règles de vie en société

La règle peut se définir comme un principe qui va s'appliquer dans une situation donnée et auquel l'individu va se conformer (ex. : les joueurs se conforment aux règles du jeu, les salariés au règlement intérieur de l'entreprise). Les règles forment un cadre pour l'entité (société dans son ensemble, entreprise, communauté de joueurs...) lui permettant de fonctionner correctement et donc de subsister. Il en existe différents types : les règles de droit et les règles morales et sociales. La règle veille à l'équité de traitement des individus et des personnes.

A La règle de droit

La règle de droit vise à organiser la vie en société. C'est une règle générale, légitime, obligatoire, qui organise les rapports sociaux et dont la transgression est sanctionnée par la puissance publique. Chacun est censé la connaître et s'y soumettre. La règle de droit applicable dans un pays émane de la volonté d'autorités reconnues (ex. : la loi du 10/07/2014, relative au développement et à l'encadrement des stages, a été votée par le Parlement et a, entre autres choses, augmenté la gratification des stagiaires pour les stages supérieurs à deux mois).

Elle a une portée juridique et oblige à respecter ce qui est équitable, en toute neutralité, en fixant ce qui est autorisé ou interdit. Elle doit également apporter la sécurité aux individus et aux relations qu'ils entretiennent (ex. : l'article 1674 du Code civil indique que si le vendeur d'un immeuble a été lésé de plus de 7/12^e de la valeur du bien, il peut demander l'annulation de la vente. Donc si un bien immobilier, d'une valeur réelle de 100 000 € est vendu moins de 41 667 €, le vendeur pourra demander l'annulation de cette vente).

B Les autres règles

La règle morale repose davantage sur des principes et des valeurs comportementales : c'est une règle de conduite tenue pour universellement valable (ex. : la morale réprouve le fait de proposer un prix largement sous-estimé pour se procurer un bien. Pour autant, dans le cas de l'immeuble cité ci-dessus, même si le prix est sous-estimé, en cas d'acceptation du prix par le vendeur et dès lors que ce dernier n'est pas lésé de plus de 7/12^e de la valeur du bien, le contrat de vente est valide).

Les règles sociales, ou règles de bienséance, sont les règles de savoir-vivre en vigueur dans une société, dans un groupe (ex. : règle de politesse comme saluer les personnes rencontrées, laisser sa place dans les transports en commun aux personnes âgées).

La sanction liée à la transgression de la règle de droit est externe à l'individu : c'est la justice qui va statuer (ex. : pour un vol, la sanction peut aller jusqu'à trois ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende) ou une autorité qui va agir (ex. : un mineur qui fait une fugue sera ramené au domicile parental, car la loi fixe que l'enfant mineur vit avec ses parents), alors qu'elle est interne pour la règle morale (ex. : remords) et provient du groupe pour la règle sociale (ex. : exclusion de l'individu du groupe, pression sociale à se conformer au comportement approprié).

2 Les caractères de la règle de droit

La règle de droit présente différentes caractéristiques. Elle est générale, impersonnelle, légitime et revêt un caractère obligatoire, coercitif.

A Caractère général

Du fait de son caractère général, la règle de droit ne vise aucune personne en particulier. Elle s'applique non pas à la personne, mais à une situation donnée (ex. : l'interdiction de fumer dans les locaux à usage collectif ne concerne personne en particulier, mais tous les individus fumeurs qui se trouvent dans ces endroits).

Il convient toutefois de noter que la règle de droit peut ne viser qu'une catégorie de personnes (ex. : le droit de vote ne peut être exercé que par des personnes majeures).

B Caractère légitime

Le caractère légitime de la règle de droit provient de sa source. Elle est, en effet, élaborée par les instances démocratiques dont s'est dotée la société *via* les élections par exemple.

En effet, la loi est votée par le Parlement (élection au suffrage universel direct pour l'Assemblée nationale, indirect pour le Sénat), les arrêtés municipaux sont pris par les maires, élus de proximité ; ce qui légitime la règle de droit et fait qu'elle est acceptée par la société.

C Caractère obligatoire

La règle de droit est obligatoire, c'est-à-dire que chacun doit la respecter et que sa transgression est sanctionnée par la puissance publique (moyens dont se dotent un État pour faire appliquer les règles de droit). La règle de droit s'impose à chaque individu et nul ne peut s'y soustraire.

Toutefois, pour qu'une action soit mise en œuvre, il faut que des poursuites soient déclenchées, à l'initiative des victimes ou des représentants de l'État (ex. : un conducteur passe au feu rouge, pour qu'il y ait sanction, il faut que l'infraction soit constatée : flash, police, etc.).

Ressource numérique complémentaire

Animation sur l'élaboration de la loi : à utiliser dans le cadre d'une séance de TD.

Ressource qui permet à l'élève de s'approprier concrètement le cheminement d'une loi.

http://www.vie-publique.fr/decouverte_instit/animations/loi/Anim3.htm

QUELLES SOURCES pour le droit ?

3



NOTIONS

- constitution
- directive
- droit négocié
- jurisprudence
- loi
- règlement
- sources du droit

Traités internationaux et application

Comme chaque matin, Martin et Salem, lycéens en terminale, récupèrent le journal *20 minutes* avant de prendre le métro.

Quoi ? Plusieurs milliers d'enfants soldats dans le monde !

C'est d'ailleurs le traité sur les droits humains qui a le plus de signataires : 195 États l'ont ratifié...

Ben, il est contraignant et en plus en 2013, il y a eu le traité pour encadrer les ventes d'armes !

Quand on sait que depuis 1989, il y a un traité international sur les droits de l'enfant !

Oui, mais y a-t-il assez de sanctions en cas de manquement aux obligations ?

Ça s'arrangera peut-être alors !

1 Indiquez quel est l'objet de la discussion des lycéens.

Leur discussion porte sur le traité des droits de l'enfant (CIDE) et son application.

2 Précisez la finalité du traité sur les droits de l'enfant et dans quelle condition il peut s'appliquer à un pays.

Ce traité vise à protéger les enfants, à leur assurer des droits. Le traité s'applique dans un pays si celui-ci l'a ratifié, c'est-à-dire s'il l'a accepté en le signant.

ITINÉRAIRE BIS

Vidéo

Projet de traité de l'ONU

<http://tinyurl.com/j38mtbp>

1'02



3 Expliquez l'objectif d'un traité international.

L'objectif d'un traité c'est d'harmoniser le droit, de mettre en place des droits et des obligations sur un point particulier pour les États signataires.

A Les sources nationales

DOC 1 La Constitution

ITINÉRAIRE

BIS

Vidéo

La Constitution


<http://tinyurl.com/zwxr8ck>

2'57

Constitution de 1958

Ensemble des règles qui fondent l'État français, qui organisent les institutions, leur donnent des pouvoirs, mais qui posent aussi des principes, des limites et garantissent les droits et les libertés des citoyens. C'est le texte fondateur de la République française. Il est le plus élevé dans la hiérarchie des sources du droit. Elle reprend dans son préambule les principes de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen inscrits dans le Préambule de la Constitution de 1946.

Art. 1^{er}

Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits.

La loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme.

Le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent.

Art. 1^{er}

Chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé.



- 1 Relevez les deux domaines et les deux grands principes fondateurs de la Constitution dans lesquels s'inscrivent les règles constitutionnelles.

Les règles contenues dans la Constitution sont relatives soit au fonctionnement des institutions, soit aux droits des citoyens (principes de liberté et d'égalité des citoyens).

- 2 Citez les textes auxquels renvoie le préambule de la Constitution de 1958.

Il renvoie à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, au Préambule de la Constitution de 1946 et à la Charte de l'environnement.

- 3 Expliquez l'intérêt de ces textes.

Ces textes sont primordiaux car ils confèrent des droits aux citoyens et garantissent les libertés fondamentales.

DOC 2 Grève ou abandon de poste ?

Une vingtaine d'employés des cantines marseillaises se disant grévistes, mais licenciés pour abandon de poste, ont attaqué selon une procédure d'urgence leur employeur Sodexo aux prud'hommes qui ont renvoyé vendredi l'affaire devant le juge du fond, a-t-on appris auprès des parties. [...] Leur licenciement « est une sanction

très lourde. Ils ont tout perdu pour trois heures de grève. C'est une violence sociale inouïe », s'insurge de son côté leur avocat, M^e Steve Doudet. Selon lui, certains de ces salariés cumulent jusqu'à 38 ans d'ancienneté.

www.vousnousils.fr (AFP), 18/12/2015

4 Précisez l'intérêt pour M^e Doudet de faire reconnaître le mouvement comme une grève.

Si le mouvement est reconnu comme une grève, l'employeur ne peut pas s'y opposer et ne peut donc pas licencier les salariés.

5 Citez le texte qui consacre le droit de grève.

La grève est un droit reconnu par le Préambule de la Constitution de 1946 et est repris dans le Préambule de la Constitution de 1958.

DOC 3 Loi et ordonnance, quelle différence ?

Dans les sources du droit, il y a la loi. Votée par les représentants du peuple, députés et sénateurs, c'est une règle juridiquement contraignante, ce qui signifie qu'elle s'impose à l'individu. Logiquement, seul le Parlement a le droit de légiférer. Pourtant, le gouvernement prend parfois des dispositions dans un domaine qui relève normalement de la loi ; c'est ce qu'on appelle les ordonnances. Cette procédure permet d'aller plus vite et de faire appliquer rapidement le texte, celui-ci n'ayant pas à faire la navette entre l'Assemblée nationale et le Sénat. Toutefois,

pour prendre force de loi, il faut qu'il soit ensuite approuvé par les parlementaires dans le délai imparti. Si les parlementaires ne le votent pas, le texte n'a qu'une valeur de règlement. Dans la hiérarchie des sources, le règlement est inférieur à la loi car il n'émane pas des représentants du peuple mais de l'exécutif (président de la République, Premier ministre, ministres par délégation du Premier ministre, collectivités territoriales pour les sujets entrant dans leur champ de compétences).

© Foucher

DOC 4 Décret et arrêté

Le principe est simple : la hiérarchie entre les différents textes découle de la position institutionnelle de leur auteur. [...] Au sein de chaque catégorie, le principe demeure le même. C'est pourquoi un décret délibéré en Conseil des ministres, parce qu'il est signé par le président de la République, est supérieur aux décrets signés par le Premier ministre. De la même façon, l'arrêté pris par un ministre l'emporte sur un arrêté signé par un préfet, qui lui-même est supérieur à un arrêté municipal.

www.vie-publique.fr

6 Expliquez ce qui différencie le décret de l'arrêté.

La dénomination varie en fonction de l'autorité qui signe le texte. Les décrets ne peuvent émaner que du président de la République ou du Premier ministre, alors que les arrêtés sont à l'initiative des ministres, des préfets et des maires.

DOC 5 Séparation des pouvoirs

Principe de droit selon lequel les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire sont indépendants les uns des autres. Le pouvoir législatif est chargé de faire les lois ; le pouvoir exécutif (chef de l'État et/ou gouvernement) de les faire appliquer, disposant pour cela du pouvoir réglementaire, c'est-à-dire du pouvoir d'édicter des règlements. Enfin, le pouvoir judiciaire (justice) tranche les litiges qui s'élèvent à l'occasion de l'application des lois et des règlements.

www.larousse.fr

7 Précisez l'intérêt de la séparation des pouvoirs.

La séparation des pouvoirs permet de limiter les risques d'abus et d'arbitraire et donc de garantir la démocratie, le pouvoir des différentes autorités étant contraint par celui des autres.

8 Indiquez en quoi l'ordonnance déroge au principe de séparation des pouvoirs.

Le principe de l'ordonnance déroge au principe de séparation des pouvoirs car le gouvernement s'immisce dans un pouvoir qui ne lui appartient pas.

9 Relevez le mécanisme mis en place pour limiter les abus lors du recours à l'ordonnance.

Le texte doit être approuvé par les parlementaires pour être reconnu comme une loi.

B Les sources internationales

DOC 6 Traités internationaux

Traité = accord (convention) conclu entre des États visant à réglementer des relations internationales

Traité bilatéral = conclu entre deux États

Traité multilatéral = conclu avec plus de deux États

DOC 7 Vers le traité transatlantique

Le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (souvent désigné sous le nom de « traité de libre-échange transatlantique », soit TAFTA en anglais, ou « Transatlantic Trade and Investment Partnership » TTIP) est actuellement en cours de négociation entre les États-Unis et l'Union européenne (UE). [...] Concrètement, il s'agit de mettre en place une gigantesque zone de libre-échange correspondant à un marché de plus de 800 millions de consommateurs. [...] Les négociations ont officiellement démarré à l'été 2013. [...] L'harmonisation des normes et des règlements est le principal enjeu de cet accord

[...]. Pascal Lamy, ancien directeur de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), s'exprimait, le 21 octobre, dans *Les Échos* : « Le TTIP est un accord que je qualifierais de troisième génération. Les droits de douane qui subsistent entre l'Europe et l'Amérique sont rares. Les deux blocs ont peu ou prou les mêmes standards environnementaux, sociaux et anti-corruption. Mais 80 % des obstacles aux échanges entre ces deux grandes économies proviennent de différences dans les règles de précaution et dans leurs modalités d'application ».

© Marie Théobald, lefigaro.fr, 24/10/2015

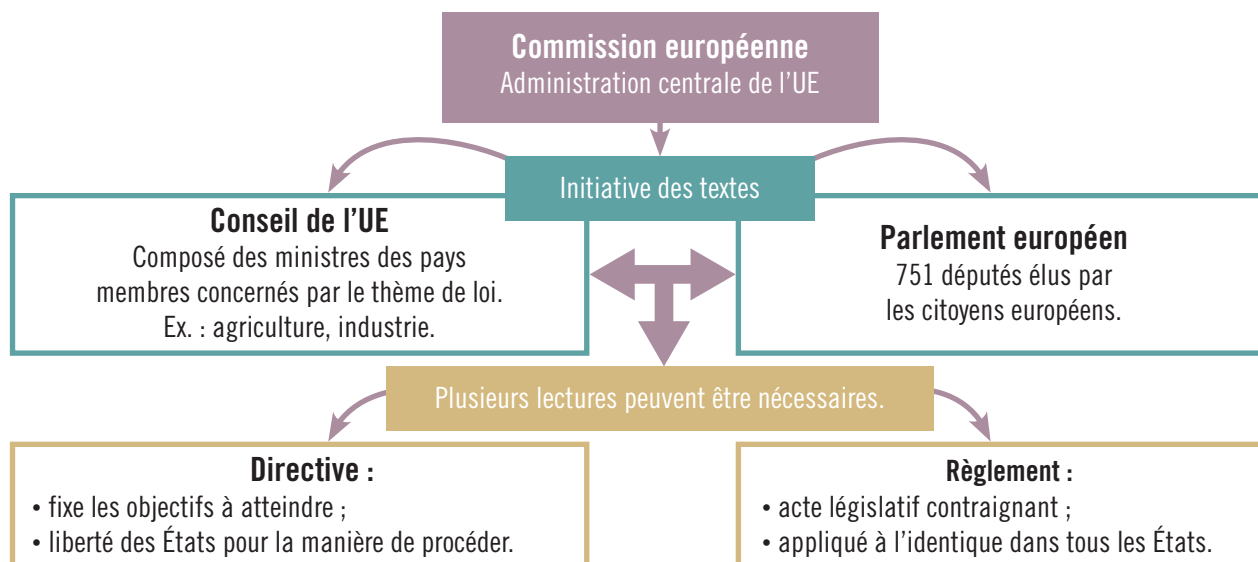
10 Indiquez si le futur traité transatlantique relèvera d'un accord bilatéral ou multilatéral.

Il s'agira d'un traité bilatéral car négocié entre deux sujets de droit : les États-Unis et l'Union européenne.

11 Montrez les enjeux de ce traité.

Les enjeux de ce traité sont de lever les obstacles au libre-échange qui existent entre les deux signataires via une harmonisation des normes produits, dans l'objectif de créer un vaste marché de 800 millions de consommateurs.

DOC 8 Procédure législative ordinaire en droit européen



- 12 Repérez les autorités européennes en charge du vote des textes législatifs.
Le vote des textes est assuré conjointement par le Conseil de l'UE et le Parlement européen.

ITINÉRAIRE

BIS

Vidéo

Europe mode d'emploi : le pouvoir législatif



<http://tinyurl.com/hclbzu8>

3'21

DOC 9 Programme Érasmus+

Le règlement établissant Érasmus+ (2014-2020), programme d'action de l'Union dans le domaine de l'éducation, de la formation, de la jeunesse et du sport – programme qui permet notamment d'obtenir une bourse pour étudier à l'étranger – est paru au *Journal officiel de l'Union européenne* du 20 décembre 2013.

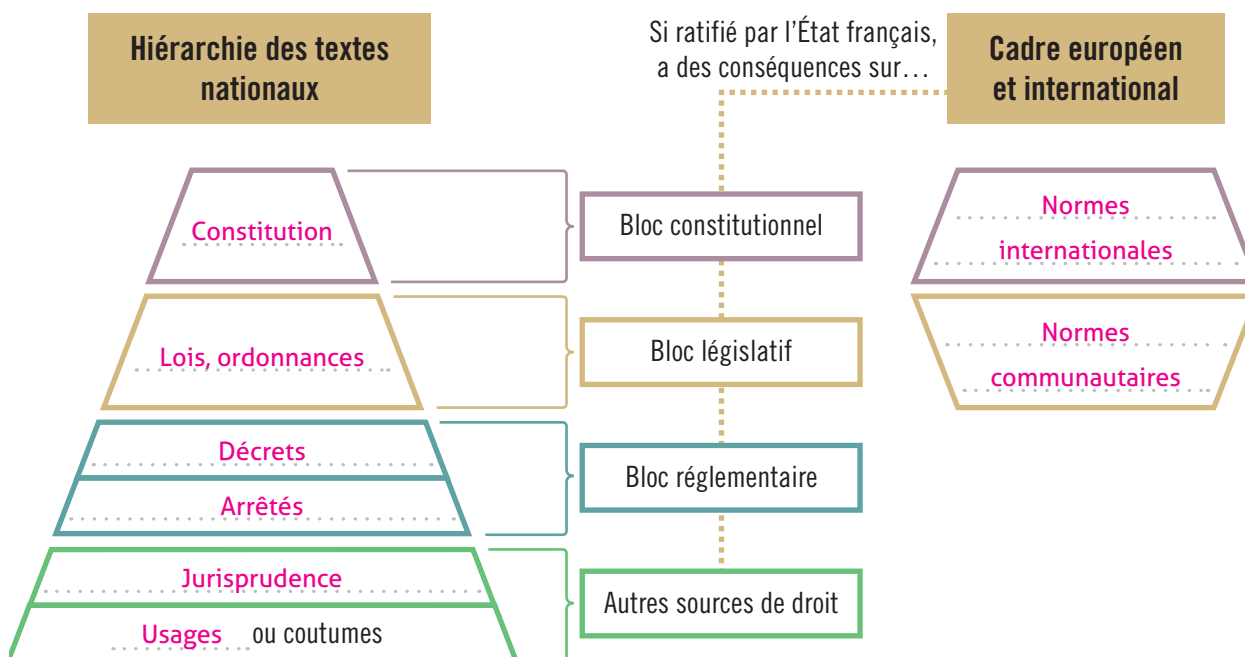


Le programme est mis en œuvre pour la période 2014-2020 et couvre les domaines suivants :

- l'éducation et la formation à tous les niveaux, dans une perspective d'éducation et de formation tout au long de la vie, notamment l'enseignement scolaire (Comenius), l'enseignement supérieur (Érasmus), l'enseignement supérieur international (Érasmus Mundus), l'enseignement et la formation professionnels (Leonardo da Vinci) et l'éducation et la formation des adultes (Grundtvig) ;
- la jeunesse (Jeunesse en action), en particulier dans le contexte de l'éducation non formelle et informelle ;
- le sport et, notamment, le sport de masse.

Règlement (UE) n° 1288/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 établissant « Erasmus+ »

- 13 Indiquez quels seront les effets du texte instaurant Érasmus+.
Comme il s'agit d'un règlement, tous les États devront l'appliquer dans toutes ses dispositions.
- 14 Précisez l'objectif du programme Érasmus+.
Ce programme permet notamment aux jeunes d'étudier à l'étranger avec des aides financières et vise à développer la mobilité.
- 15 Complétez le schéma de la hiérarchie des sources à l'aide des notions vues.



Les textes de niveau inférieur ne doivent pas contredire les textes de niveau supérieur.

A La jurisprudence

DOC 10 Du bon usage de l'ordinateur professionnel

Aïcha et Lucas, deux collègues de travail, discutent à la machine à café.



DOC 11 Cybersurveillance et évolution de la jurisprudence

Le 2 octobre 2001, dans son arrêt « Nikon France », la Cour de cassation a jugé que « le salarié a droit, même au temps et au lieu de son travail, au respect de l'intimité de sa vie privée ; [...] que l'employeur ne peut dès lors [...] prendre connaissance des messages personnels émis par le salarié et reçus par lui grâce à un outil informatique mis à sa disposition pour son travail, et ceci même au cas où l'employeur aurait interdit une utilisation non professionnelle de l'ordinateur ».

Toutefois, l'utilisation privée de la connexion Internet de l'entreprise doit rester raisonnable, le salarié étant tenu d'une obligation de loyauté

vis-à-vis de son employeur. En cas d'abus, la sanction se trouverait justifiée comme dans l'arrêt Nortel de 2005 où un salarié a été condamné car il visitait des sites illicites depuis son poste professionnel.

La jurisprudence a évolué depuis l'arrêt Nikon. Désormais, les décisions de justice rendues sur ce sujet affirment le droit pour l'employeur d'accéder au poste informatique de ses employés en leur absence et de consulter les dossiers qui s'y trouvent en dehors de ceux expressément identifiés comme personnels.

© Foucher

1 Expliquez la phrase de Lucas dans le troisième dessin.

Il faut qu'Aïcha identifie clairement ses fichiers comme étant personnels et donc non consultables par l'employeur, au titre du respect de la vie privée.

2 Précisez si Aïcha peut encourir une sanction de la part de l'employeur.

Si le temps passé sur Internet, sur la messagerie, est abusif, l'employeur pourra alors sanctionner le salarié.

3 Présentez l'évolution de cette jurisprudence.

L'évolution jurisprudentielle tend donc à renforcer le pouvoir de contrôle de l'employeur, celui-ci pouvant désormais accéder aux fichiers présents sur les postes informatiques des salariés, exception faite de ceux clairement identifiés comme personnels.

4 Relevez dans le texte la définition de la jurisprudence.

Il s'agit de l'ensemble des décisions de justice rendues sur un sujet de droit.

B Le droit « négocié »

DOC 12 Niveaux de négociation

Marie, déléguée syndicale, rencontre son amie Marjorie.



5 Expliquez l'intérêt de négocier au niveau de l'entreprise.

L'avantage de négocier au niveau de l'entreprise c'est que l'on est au plus près des problématiques de celle-ci et qu'il est possible d'y apporter des réponses adaptées.

DOC 13 Accord national interprofessionnel sur la formation

Au terme d'une négociation laborieuse, syndicats et patronat sont parvenus dans la nuit de vendredi 14 décembre 2013 à un projet d'accord sur la formation professionnelle destiné notamment à la rendre plus accessible aux chômeurs et dont la pierre angulaire sera un compte personnel de formation [...].

Le gouvernement, qui a maintenu la pression pour que les partenaires sociaux parviennent à un accord, menaçant sinon de reprendre la main, voit dans cet accord la possibilité de réorienter l'« argent de la formation » vers la formation des chômeurs.

© Nathalie Samson, *lentreprise.fr*, 14/12/2013

Il peut être ouvert dès l'âge de 16 ans et suit la personne tout au long de la vie, même si elle se retrouve au chômage ou change d'emploi. Chaque personne bénéficiera annuellement d'heures qui vont se cumuler sur ce compte et qu'elle pourra utiliser pour se former.

© Foucher

6 Indiquez ce que recouvre la notion de partenaires sociaux.

Les partenaires sociaux sont les représentants des salariés et du patronat.

7 Expliquez la signification du terme « droit négocié ».

Ce sont des accords qui résultent des discussions entre les partenaires sociaux et qui vont ensuite s'appliquer en droit du travail.

DOC 14 Transposition de l'ANI

Le projet de loi sur la formation professionnelle, l'emploi et la démocratie sociale, qui transpose notamment l'ANI (accord national interprofessionnel) du 14 décembre 2013, a été débattu à partir du 5 février 2014 à l'Assemblée nationale. Votée par l'Assemblée nationale et le Sénat, la loi a été promulguée le 5 mars 2014.

© Foucher

8 Précisez pourquoi l'ANI n'est pas applicable en l'état.

Les partenaires sociaux peuvent négocier et conclure des accords, mais il ne détiennent pas le pouvoir de légiférer. Il faut donc que l'ANI soit ensuite voté par le Parlement pour être applicable en droit du travail.

Constitution : norme écrite fixant les principes de fonctionnement de l'État et les droits et libertés des citoyens.

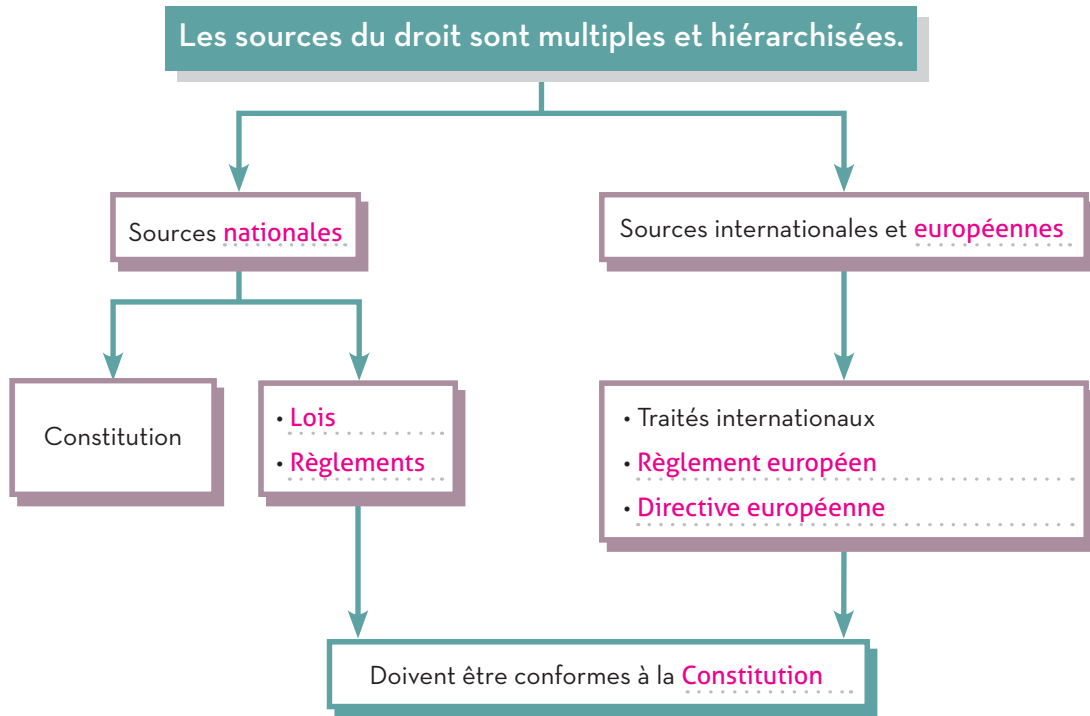
Directive : acte juridique européen contraignant, mais pour lequel les États sont libres de choisir les modalités de mise en œuvre.

Jurisprudence : ensemble des décisions concordantes rendues par les tribunaux sur une question de droit.

Règlement : acte juridique européen qui doit être appliqué en l'état dans tous les pays de l'UE.

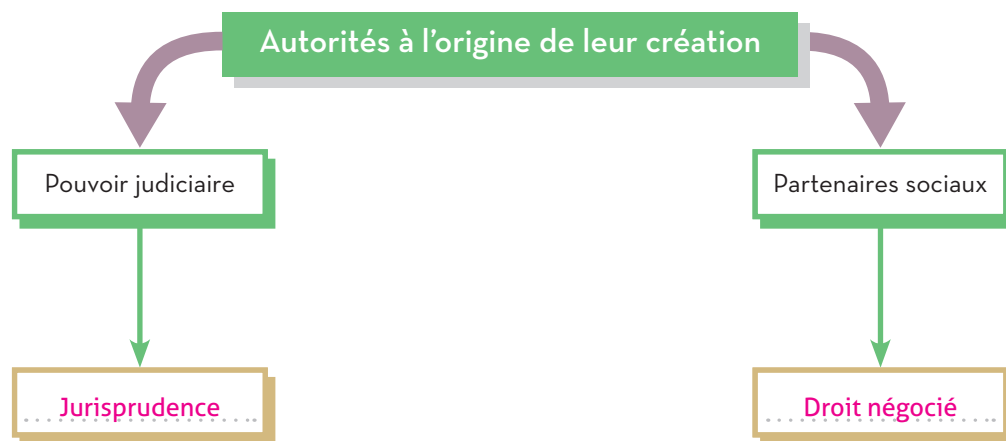
1

Les sources formelles du droit



2

Les autres sources du droit



TESTEZ-VOUS!

Quelles sources pour le droit ? 3

1 Entourez la bonne réponse.

1. Au niveau européen, l'initiative législative revient à :

- a) la Commission.
- b) le Parlement.
- c) le Conseil de l'UE.
- d) l'Assemblée nationale.

2. La jurisprudence provient des décisions :

- a) de la Cour de cassation.
- b) de la Cour de justice de l'UE.
- c) du tribunal de l'UE.
- d) de l'ensemble des juridictions.

3. La loi est votée par :

- a) l'Assemblée nationale.
- b) le Sénat.
- c) l'Assemblée nationale et le Sénat.
- d) le gouvernement.

4. Dans la hiérarchie des normes :

- a) Les traités internationaux priment sur la Constitution.
- b) Les lois sont supérieures aux ordonnances.
- c) Les lois sont inférieures aux règlements.
- d) Les lois et les règlements sont au même niveau.

5. Le pouvoir exécutif est détenu par :

- a) le Parlement.
- b) le président de la République.
- c) le président et le gouvernement.
- d) le Sénat.

6. Le vote des textes européens est assuré par :

- a) le Parlement européen.
- b) la Commission et le conseil de l'UE.
- c) le Parlement européen et le conseil de l'UE.
- d) les ministres.

2 Trouvez la phrase mystère sachant que « C = A ».

N	C
L	A

E	Q	P	U	V	K	V	W	V	K	Q	P	,	P	Q	T	O	G
C	O	N	S	T	I	T	U	T	I	O	N	,	N	O	R	M	E

U	W	R	T	G	O	G	,
S	U	P	R	E	M	E	,

R	Q	U	G
P	O	S	E

F	C	P	U
D	A	N	S

U	Q	P
S	O	N

C	T	V	K	E	N	G
A	R	T	I	C	L	E

R	T	G	O	K	G	T
P	R	E	M	I	E	R

N	G	U
L	E	S

R	T	K	P	E	K	R	G	U
P	R	I	N	C	I	P	E	S

F	G
D	E

N	C
L	A

T	G	R	W	D	N	K	S	W	G
R	E	P	U	B	L	I	Q	U	E

:
:

K	P	F	K	X	K	U	K	D	N	G	,	N	C	K	S	W	G	,	F	G	O	Q	E	T	C	V	K	S	W	G
I	N	D	I	V	I	S	I	B	L	E	,	L	A	I	Q	U	E	,	D	E	M	O	C	R	A	T	I	Q	U	E

G	V
E	T

U	Q	E	K	C	N	G	.
S	O	C	I	A	L	E	.

ENTRAÎNEZ-VOUS!



La COP 21 : un accord juridiquement contraignant ?

Du 30 novembre au 11 décembre 2015, la France a accueilli et présidé la 21^e Conférence des parties (COP 21) visant à aboutir à un nouvel accord international sur le climat qui soit applicable à tous les pays à partir de 2020.

Présidée par le ministre français des Affaires étrangères et du Développement international, la COP 21 a débouché sur l'adoption, le 12 décembre 2015, de l'Accord de Paris sur le climat. Il s'agit d'un accord mixte puisque composé de décisions de la conférence des parties (COP) d'une part et d'un traité international d'autre part.

La première partie de l'accord est composée de décisions de la COP portant sur l'adoption de l'accord, les contributions des États, la mise en œuvre de l'accord, l'action renforcée avant 2020, les questions administratives et budgétaires...

Ces décisions sont d'effet immédiat mais elles n'ont qu'une valeur déclaratoire et non pas obligatoire dès lors que leur non-respect n'est pas juridiquement sanctionné. Toutefois, facilement invocables devant les juridictions nationales, elles sont susceptibles d'avoir un impact fort sur le comportement des États. La seconde partie de l'accord est constituée d'un traité international et auquel aucune réserve ne peut être faite. Ouvert à la signature des États entre le 22 avril 2016 et le 21 avril 2017, le traité entrera ensuite en

vigueur et aura force obligatoire trente jours après sa ratification par au moins cinquante-cinq États représentant au moins 55 % du volume total des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Cependant, ce texte n'aura pas de caractère juridiquement contraignant dans la mesure où aucune sanction ni aucune procédure d'exclusion n'ont été prévues. En outre, le traité prévoit une possibilité pour tout État partie de s'en retirer au moyen d'un mécanisme de dénonciation. Néanmoins, en cas de mise en œuvre d'un tel mécanisme, l'État démissionnaire s'expose à une très forte pression politique.

Aux termes du préambule du traité, les 195 États parties reconnaissent la priorité fondamentale de protéger la sécurité alimentaire et d'éradiquer la faim, ainsi que les effets particulièrement néfastes des changements climatiques sur la production alimentaire. Par ailleurs, le texte prévoit que les États parties s'engagent, sur la base du rapport présenté par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), à une évaluation internationale en 2018 des efforts collectifs déployés en vue de la réduction des émissions et de la limitation de l'élévation des températures à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels.

Marie-Pierre Maître,

www.environnement.efe.fr, 17/12/2015

LE DÉCLIC

- Identifier, c'est déterminer par rapport aux éléments qui vous sont présentés et à vos connaissances.
- Formuler le problème, c'est l'exprimer de façon précise.

- 1** Relevez les types d'engagement pris par les parties lors de la COP 21.
- 2** Identifiez l'élément qui amoindrit la portée du traité.
- 3** Formulez le problème qui se pose aux parties.

Corrigé – Entraînez-vous !

La COP 21 : un accord juridiquement contraignant ?

Relevez les types d'engagement pris par les parties lors de la COP 21.

Il y en a de deux types : les décisions applicables immédiatement mais non obligatoires, et le traité dont les dispositions seront obligatoires.

Identifiez l'élément qui amoindrit la portée du traité.

Ce traité, bien qu'obligatoire, ne sera pas juridiquement contraignant car aucune sanction, ni procédure d'exclusion, n'est prévue.

Formulez le problème qui se pose aux parties.

Comment faire respecter le traité issu de la COP 21 en l'absence de réelles contraintes ?

3

Quelles sources pour le droit ?

Synthèse rédigée

1 Les sources formelles du droit

Les sources formelles du droit sont constituées par l'ensemble des éléments écrits élaborés par les institutions pour légiférer la vie en société sur un territoire. Ces sources formelles sont composées d'un ensemble de textes écrits, hiérarchisés selon l'autorité (ex. : Parlement, ministre, préfet, maire) dont ils émanent.

Les textes écrits émanent des institutions nationales mais peuvent également résulter des accords entre États, et/ou trouver leur source à l'international ou au niveau de l'Union européenne.

A Les sources nationales

Au niveau national, les sources du droit se présentent dans l'ordre suivant (de la source la plus élevée hiérarchiquement à la source la moins élevée) :

- **Constitution** : c'est le texte suprême auquel nul autre texte ne peut déroger. La Constitution fonde l'organisation politique de l'État, décrit les institutions (président de la République, gouvernement, Parlement, Conseil constitutionnel, institutions judiciaires...), fixe leurs pouvoirs et les limites de ceux-ci.

Il peut être parfois nécessaire de réviser la Constitution pour la mettre en conformité avec l'évolution de la société (ex. : révision de la Constitution du 02/10/2000 qui a porté la durée du mandat présidentiel de sept à cinq ans ; projet de révision sur la déchéance de nationalité en février 2016). L'initiative de la révision appartient au président de la République (projet de révision) et aux parlementaires (proposition de révision).

Le terme de « bloc de constitutionnalité » renvoie non seulement à la Constitution de 1958, mais également à la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, au préambule de la Constitution de 1946, ainsi qu'à la Charte de l'environnement de 2004.

Loi : le domaine de la loi est prévu par l'article 34 de la Constitution de 1958.

L'initiative de la loi peut provenir d'un parlementaire (il s'agit alors d'une proposition de loi), ou du gouvernement (c'est un projet de loi). Le texte doit être voté dans les mêmes termes par les deux assemblées. Il est donc présenté aux deux chambres, c'est le système de la navette parlementaire. Des amendements (modifications) peuvent être proposés, mais ils doivent également être approuvés à l'identique par l'Assemblée nationale et le Sénat. Exemple : adoption en 1^{re} lecture par l'Assemblée nationale, en janvier 2016 du projet de loi « Pour la République numérique » avec notamment le renforcement du droit à l'oubli sur Internet.

En cas de désaccord, une commission mixte paritaire (composée de sept députés et de sept sénateurs) peut se réunir et tenter de trouver un accord, qui sera ensuite soumis au vote. Si le désaccord persiste, le gouvernement peut demander à l'Assemblée nationale de trancher. Cette prééminence de l'Assemblée nationale s'explique par le fait qu'elle est élue au suffrage universel direct.

La loi est ensuite promulguée par le président de la République et paraît dans le *Journal officiel*. Le Conseil constitutionnel peut être amené à vérifier la conformité de la loi à la Constitution.

- **Ordonnance** : mesure qui est prise par le gouvernement dans un domaine qui relève normalement de la loi. Le gouvernement doit toutefois obtenir l'accord préalable du Parlement. L'objectif d'une ordonnance est de raccourcir le délai pour pouvoir appliquer la mesure rapidement. Exemple : l'ordonnance du 31/07/2015 sur l'égalité d'accès hommes/femmes aux postes à responsabilités.

L'ordonnance doit être ensuite ratifiée par le Parlement pour prendre force de loi, car c'est lui qui détient le pouvoir législatif.

- **Règlement et décrets d'application** : acte émanant du pouvoir exécutif (président de la République pour la signature des décrets, Premier ministre, maire...). Le pouvoir réglementaire est défini par l'article 37 de la Constitution qui dispose que « les matières autres que celles qui sont du domaine de la loi ont un caractère réglementaire ». Il est possible de distinguer les décrets (ex. : décret d'application précisant les modalités d'application d'une loi), les arrêtés (ex. : arrêté municipal pour interdire la circulation des jeunes adolescents après 23 h), les circulaires (ex. : circulaire de la ministre de l'Éducation nationale pour organiser la rentrée).

B Les sources internationales

Il existe des sources internationales et communautaires.

- **Les traités internationaux** sont des accords conclus entre deux ou plusieurs États (traités bilatéral ou multilatéral) et qui vont produire des effets de droit entre les signataires. Ils couvrent des domaines divers : environnement, commerce... (ex. : TAFTA : *TransAtlantic Free Trade Area* – projet de traité commercial entre les États-Unis et l'UE).

Entre pays de l'UE, il existe un droit communautaire qui s'exprime à travers des traités, des directives ou des règlements. Le règlement européen est applicable en l'état dans les États membres, alors que les directives fixent l'objectif à atteindre mais laissent aux États le choix des moyens pour transposer le texte dans le droit national.

- **Les sources internationales et européennes**, dès lors que les traités ont été ratifiés par l'État français, impactent les lois nationales.

2 Les autres sources du droit

Les sources formelles du droit sont complétées par d'autres sources, telles la jurisprudence, les négociations entre partenaires sociaux, voire la coutume (habitude très prégnante à laquelle les individus trouvent normal de se conformer, ex. : pendant longtemps, la femme a pris le nom de son époux).

A La jurisprudence

La jurisprudence désigne l'ensemble des décisions rendues par les différentes juridictions sur un sujet donné. Quand les juridictions auront un problème de même nature à traiter, elles pourront s'y reporter. Exemple de jurisprudence liée à Facebook : « la Cour de cassation a jugé que les injures d'un salarié à l'égard de son employeur publiées sur Facebook, mais uniquement accessibles aux personnes autorisées, n'étaient pas des injures publiques mais privées et ne constituaient donc pas un délit ». Les injures privées sont passibles d'une simple contravention (Première chambre civile de la Cour de cassation, arrêt rendu le 10 avril 2013).

B Le droit « négocié »

Les négociations entre partenaires sociaux (représentants des salariés et des employeurs) peuvent aboutir à des accords. Toutefois, les partenaires sociaux n'ayant pas de pouvoir législatif, ces accords font ensuite l'objet de projets de loi et sont soumis au vote du Parlement. Après adoption par ce dernier, ils sont intégrés au droit du travail. Ex. : ANI (Accord National Interprofessionnel) du 11/01/2013 sur la généralisation de la couverture complémentaire des frais de santé (assurer à tous les salariés l'accès à une mutuelle). La date d'entrée en vigueur de la mesure est fixée au 01/01/2016. L'ANI a été transposé en droit du travail par une loi promulguée le 14/06/2013.

Ressource numérique complémentaire

Le site *Vie publique* donne accès à un ensemble de vidéos et animations, de quizz portant sur différents points juridiques.

<http://www.vie-publique.fr/>

État d'urgence et assignation à résidence de militants écologistes

Quelques jours avant l'ouverture de la COP21 dimanche 29 novembre, des militants écologistes ont été assignés à résidence* dans toute la France. Ces assignations, qui devaient s'arrêter le 12 décembre, soit au lendemain de la fin de la conférence sur le climat, visaient clairement les éventuels mouvements revendicatifs pouvant entourer cet événement.

Le ministre de l'Intérieur a justifié ces mesures administratives :

« Nous avons assigné vingt-quatre personnes parce qu'elles avaient témoigné d'actes violents par le passé à l'occasion de manifestations et qu'elles avaient exprimé le souhait de ne pas respecter les principes de l'état d'urgence. [...] » Une loi modifiant certains points de la loi de 1955 portant sur l'état d'urgence a d'ailleurs été votée par le Parlement le 20/11/2015.

L'état d'urgence, mesure qui donne au gouvernement pour une durée limitée davantage de pouvoirs et lui permet de restreindre certaines libertés fondamentales, a été mis en œuvre sur l'ensemble du territoire français à la suite des attentats qui ont eu lieu à Paris le 13 novembre 2015. Il interdisait de fait tout rassemblement ou défilé à caractère revendicatif sur la voie publique. Pour les autorités, la forte mobilisation des forces de sécurité pour lutter contre la menace terroriste ne pouvait pas être détournée pour répondre aux risques d'ordre public, liés notamment aux manifestations autour de la COP21.

Certains militants assignés à résidence ont décidé de contester la conformité de la loi devant les tribunaux administratifs géographiquement compétents. Le recours de l'un d'entre eux, qui devait rester dans le lieu fixé de 20 h à 6 h et se présenter chaque jour au commissariat, a notamment abouti au dépôt d'une question prioritaire de constitutionnalité examinée par le Conseil constitutionnel. Le requérant** faisait notamment grief*** à ces dispositions de ne pas respecter les droits et libertés garantis et de méconnaître l'article 66 de la Constitution.

* Assignation à résidence : obligation faite à une personne de rester dans un lieu et de se présenter régulièrement aux services de police.

** Requérant : celui qui introduit une action en justice.

*** Faire grief : faire reproche.

Laurent Borredon et Adrien Pécourt, www.lemonde.fr, 27/11/2015

- 1 Résumez la situation et formulez le problème juridique qui en découle.
- 2 Indiquez, en justifiant votre réponse, la branche de droit concernée par la situation ci-dessus.
- 3 Identifiez le but poursuivi par le requérant.
- 4 Précisez sur quels fondements les avocats du requérant ont pu se fonder pour appuyer la QPC.
- 5 Expliquez pour quelle raison il était possible, selon le Conseil constitutionnel, d'assigner à résidence.
- 6 Relevez la raison pour laquelle le Conseil constitutionnel a rejeté la demande du requérant.

Document 1

Définition de la question prioritaire de constitutionnalité

La « question prioritaire de constitutionnalité » ou « QPC » est le droit reconnu à toute personne qui est partie [...] à une instance de soutenir qu'une dispo-

sition législative porte atteinte aux droits et libertés que la Constitution garantit.

Si les conditions de recevabilité de la question sont réunies, il appartient au Conseil constitutionnel [...] de se prononcer et éventuellement d'abroger cette disposition.

www.conseil-constitutionnel.fr

Document 2

Droits et libertés fondamentales

Il est possible de distinguer :

- Les libertés individuelles relevant du respect de l'autonomie de la personne : droit au respect de la vie privée, à l'inviolabilité du domicile...
- Les libertés d'agir : liberté d'aller et venir, d'entreprendre...

- Les libertés de penser : liberté d'opinion politique, d'association...

- Les libertés à contenu économique et social : droit de propriété...

« Libertés et ordre public » 8^e séminaire des cours constitutionnelles tenu à Erevan du 2 au 5 octobre 2003

Document 3

Art. 66 de la Constitution de 1958

Nul ne peut être arbitrairement détenu. L'autorité judiciaire, gardienne de la liberté individuelle, assure le respect de ce principe dans les conditions prévues par la loi.

Document 4

Art. 6 de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence modifié par la loi n° 2015-1501 du 20 novembre 2015

Le ministre de l'Intérieur peut prononcer l'assignation à résidence, dans le lieu qu'il fixe, de toute personne résidant dans la zone fixée [...] à l'égard de laquelle il existe des raisons sérieuses de penser que son comportement constitue une menace pour la sécurité et l'ordre publics.

Document 5

Extraits de la décision du 22/12/2015 du Conseil constitutionnel portant sur la QPC

La QPC portait sur la violation de l'article 66 de la Constitution et des droits et libertés garantis.

- Considérant que la Constitution n'exclut pas la possibilité pour le législateur de prévoir un régime d'état d'urgence [...];
- considérant que l'assignation à résidence ne peut être prononcée que lorsque l'état d'urgence a été déclaré [...];
- considérant qu'aux termes de l'article 66 de la Constitution que la liberté individuelle ne saurait

être entravée par une rigueur qui ne soit nécessaire ; que les atteintes portées à l'exercice de cette liberté doivent être adaptées, nécessaires et proportionnées aux objectifs poursuivis [...];

- considérant qu'il résulte de ce qui précède que les dispositions contestées ne portent pas une atteinte disproportionnée à la liberté d'aller et de venir [...];

- considérant que les dispositions de l'article 6 de la loi du 3 avril 1955, qui ne méconnaissent ni la liberté d'expression et de communication ni aucun autre droit ou liberté que la Constitution garantit, doivent être déclarées conformes à la Constitution [...].

www.conseil-constitutionnel.fr, 26/12/2015

Corrigé – Vers le bac !

Thème 1 Qu'est-ce que le droit ?

État d'urgence et assignation à résidence de militants écologistes

Résumez la situation et formulez le problème juridique qui en découle.

Est-il possible, dans un pays en État d'urgence, de restreindre le droit de circuler de certains citoyens sans pour autant porter atteinte aux libertés fondamentales ?

Indiquez, en justifiant votre réponse, la branche de droit concernée par la situation ci-dessus.

Cette situation relève du droit administratif, car il s'agit d'un différend entre des citoyens et le gouvernement. Le droit administratif est effectivement compétent pour gérer les rapports entre toute forme d'administration et les citoyens.

Identifiez le but poursuivi par le requérant.

Leur but est de faire reconnaître l'article 6 de la loi sur l'État d'urgence comme non conforme à la Constitution. Dans ce cas cet article, portant sur l'assignation à résidence, ne pourrait plus être appliqué.

Précisez sur quels fondements les avocats du requérant ont pu se fonder pour appuyer la QPC.

Ils se fondent sur l'obligation de respecter les libertés fondamentales garanties par la Constitution aux citoyens et notamment celle d'aller et venir, ainsi que sur l'article 66 de la Constitution qui postule que nul ne peut être arbitrairement détenu.

Expliquez pour quelle raison il était possible, selon le Conseil constitutionnel, d'assigner à résidence.

Le Conseil constitutionnel a estimé que comme l'État d'urgence était mis en œuvre et que la Constitution permet l'État d'urgence, alors l'assignation à résidence pouvait être prononcée pour protéger l'ordre public.

Relevez la raison pour laquelle le Conseil constitutionnel a rejeté la demande du requérant.

Les mesures prises n'étaient pas disproportionnées par rapport aux risques encourus et laissaient aux personnes une relative liberté d'aller et venir.

Qu'est-ce QU'UN LITIGE ?

4



NOTIONS

- faits
- modes alternatifs de résolution des différends
- moyens de droit
- parties
- prétentions
- problème de droit

Les heures supplémentaires d'Enzo

Le jeune Enzo (19 ans), en CDD, a un problème avec son patron ...

Félicitations, je t'embauche
comme serveur pour l'été !



1 Identifiez le problème rencontré par Enzo.

Il veut être payé pour les heures qu'il a effectuées, mais son patron dit ne pas se souvenir de ces heures.

2 Proposez une solution à Enzo pour résoudre son problème.

Enzo devrait se tourner vers la justice qui résoudra ce conflit de façon légale et pacifique, en obligeant le patron à payer les heures supplémentaires qui lui sont dues.

ITINÉRAIRE BIS

Vidéo

Heures supplémentaires non payées : le ras-le-bol des policiers

<http://tinyurl.com/hfwchcs>

1'29



3 Précisez comment se nomme juridiquement ce type de divergence entre deux personnes.

Ce type de divergence se nomme un litige.

A La notion de litige et ses éléments caractéristiques

DOC 1 Un appartement pas très sain



1 Exposez la situation représentée ci-dessus.

Il s'agit d'un conflit entre Léo et son bailleur, M. Tuske. Celui-ci lui a loué un appartement insalubre.

2 Identifiez les prétentions (les demandes) de chacun.

Prétentions de Léo : il ne veut plus payer son loyer tant que M. Tuske n'a pas fait de travaux de rénovation.

Prétentions de M. Tuske : M. Tuske souhaite que Léo paye son loyer même si les travaux ne sont pas faits.

3 Donnez une définition de la notion de litige en utilisant les termes « faits conflictuels » et « prétentions opposées ».

Le litige est constitué lorsque l'on est en présence de faits conflictuels et de personnes présentant des prétentions opposées.

4 Résumez le litige et imaginez les prétentions que les parties s'opposent dans les affaires ci-dessous.

Situation 1 : Adrien fait la fête dans son appartement. On entend beaucoup de bruit. Très mécontent, son voisin vient frapper à sa porte pour le prévenir qu'il le dérange.

Litige : conflit de voisinage en raison du bruit.

Prétention de celui qui fait la fête : pouvoir profiter de sa propriété comme il l'entend.

Prétention du voisin : faire cesser le bruit.

Situation 2 : un commerçant mécontent reçoit de son fournisseur une livraison très abîmée. En effet, les cartons ont pris la pluie. Le fournisseur lui indique que ce n'est pas de sa faute s'il a plu.

Litige : litige entre deux commerçants concernant une livraison.

Prétention du commerçant : avoir la livraison commandée et non abîmée.

Prétention du fournisseur : ne pas redonner de nouvelle livraison.

B La qualification juridique des faits et le problème de droit

DOC 2 La qualification juridique, c'est quoi ?

Il s'agit de traduire des faits en termes juridiques faisant référence à des règles de droit pour faire entrer l'événement (les faits) dans une classification juridique (il s'agit de...).

Par exemple : un salarié nouvellement licencié vient de créer sa propre entreprise. Il raconte à qui veut l'entendre, et surtout en public, que l'entreprise dans laquelle il était, triche sur la qualité

des produits vendus. Il s'agit de dénigrement. Le dénigrement se distingue de la diffamation, dans la mesure où il émane d'un acteur économique qui cherche à bénéficier d'un avantage concurrentiel en pénalisant son compétiteur. Le dénigrement constitue un acte de concurrence déloyale, qui expose son auteur à des dommages et intérêts.

© Foucher

DOC 3 Facebook et la vie privée

Cyrielle a publié un statut sur Facebook dans lequel elle insulte son patron et dénigre son entreprise. Elle est licenciée. Elle saisit le conseil des prud'hommes : elle considère qu'elle a quand même le droit d'écrire ce qu'elle veut sur Facebook, c'est sa vie privée !

© Foucher

5 Qualifiez les faits à partir du doc 3.

Cyrielle, salariée, a insulté et diffamé son employeur sur un réseau social.

DOC 4 Le problème de droit, c'est quoi ?

Le problème de droit est l'expression sous la forme interrogative de la qualification juridique d'une situation, en référence à un ou plusieurs textes de droit. C'est la question que se pose le magistrat avant de résoudre le litige.

Par exemple : dans la situation du salarié qui, après avoir été licencié, se met à son compte et dénigre son ex-entreprise.

Une entreprise peut-elle dénigrer un concurrent pour récupérer des parts de marché ?

© Foucher

6 Formulez le problème de droit, dans le cas de Cyrielle.

Le fait d'insulter et de diffamer son employeur sur un réseau social est-il une faute susceptible d'entraîner un licenciement ?

DOC 5 La manifestation de Karim



7 Qualifiez les faits présentés ci-dessus.

Un journal (entreprise) publie une photo de Karim (manifestant) sans son autorisation.

8 Formulez le problème de droit.

A-t-on un droit sur son image lors d'une manifestation ?

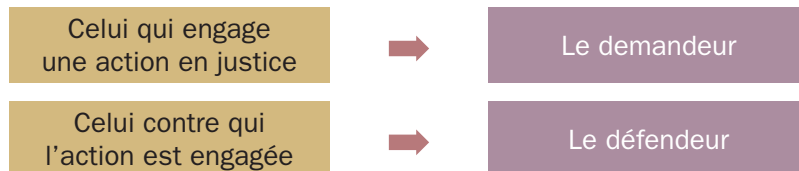
2

Les parties et leurs moyens de droit

A Les parties (demandeur, défendeur)

DOC 6 Les parties

Les parties sont les personnes concernées par un litige. On distingue :



© Foucher

DOC 7 Les chaussures de Louisa



Louisa a acheté des chaussures sur le site de vente en ligne **BestShoes.com**. Cependant, lorsque les chaussures lui sont livrées, elles ne correspondent absolument pas à ce qu'elle avait commandé. Elle contacte donc rapidement BestShoes.com, mais l'entreprise affirme qu'il n'y a pas d'erreur... Elle refuse donc de rembourser Louisa. Celle-ci compte aller en justice pour faire valoir ses droits.

© Foucher

1 Présentez le litige évoqué ci-dessus.

Il s'agit d'un litige concernant une commande sur Internet : Louisa a commandé des chaussures mais la livraison ne correspond pas à sa commande.

2 Surlignez dans le texte d'une couleur le demandeur et d'une autre le défendeur.

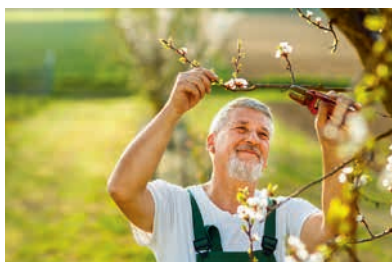
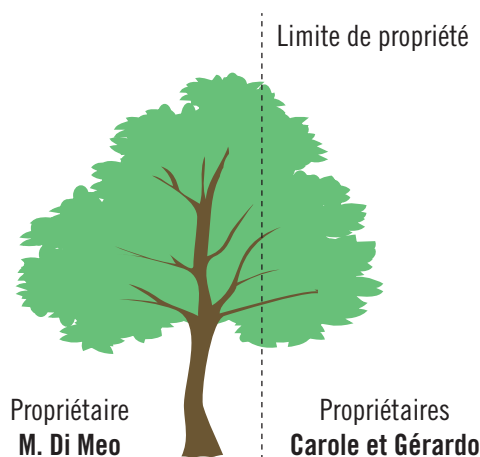
3 Identifiez, pour chaque situation, le demandeur et le défendeur.

Situations	Demandeur	Défendeur
Christophe n'est pas d'accord avec son employeur qui l'a licencié pour faute grave, alors même qu'il n'a rien fait : il saisit le conseil des prud'hommes.	Christophe	Son employeur
Amadéo s'est fait voler sa voiture. Il demande à son assurance de le rembourser mais celle-ci ne veut rien savoir car les clefs de la voiture étaient sur le contact au moment du vol.	Amadéo	Son assurance
M. Poisson n'est pas arrivé à l'heure à son entretien d'embauche à cause du retard de son TGV. Il est pourtant sûr que s'il était arrivé à l'heure, il aurait eu le poste. Il souhaite donc demander des dommages-intérêts à la SNCF pour ce préjudice.	M. Poisson	La SNCF

B Les moyens de droit des parties

DOC 8 L'arbre de la discorde

Carole et Gérardo viennent d'acheter leur maison de rêve. Cependant, depuis qu'ils ont emménagé, quelque chose les tracasse : l'arbre de leur voisin, qui est planté en bordure de leur propriété. Cet arbre est très grand et ses branches dépassent beaucoup au-dessus de leur jardin. Or cela les empêche de profiter du soleil sur leur terrasse en été et ils doivent ramasser les nombreuses feuilles qui tombent dans leur jardin en automne. Ils se décident donc à aller voir leur voisin, M. Di Meo, pour lui demander de couper les branches qui dépassent au-dessus de leur propriété. M. Di Meo n'est pas du tout d'accord, cet arbre est planté chez lui, il lui appartient et il n'a pas envie de l'abîmer en lui coupant des branches.



© Foucher

Article 544 du Code civil

DOC 9

La propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements.

4 Résumez les faits et qualifiez la situation juridique.

Il s'agit d'un litige entre voisins. M. Di Meo ne veut pas couper les branches de son arbre qui dépassent sur la propriété de ses voisins, Carole et Gérardo.

5 Formulez le problème de droit.

Quelles sont les limites du droit de propriété ?

6 Identifiez les moyens de droit, c'est-à-dire les arguments juridiques, de chacune des parties.

Les deux parties auront comme moyen l'article 544 du Code civil mais interprété différemment :

- pour les demandeurs, l'arbre viole leur propriété puisqu'il passe au-dessus de la limite entre les deux terrains ;
- pour le défendeur, il est propriétaire de son arbre il fait donc ce qu'il veut avec.

7 Identifiez les parties au litige.

Demandeurs : Carole et Gérardo.

Défendeur : M. Di Méo.

A Le recours au juge

DOC 10 La vendetta

En 1832, lors d'un accident de chasse, M. Viteli tue le fils de la famille Costa. Par vengeance, et afin de se faire justice lui-même, M. Costa tue une des filles de M. Viteli. Le frère de celle-ci décide de se venger à son tour et tue la nièce de M. Viteli... En 2015, on compte huit morts du côté de la famille Viteli et neuf morts du côté de la famille Costa.

© Foucher

1 Présentez les personnes en opposition dans cette affaire.

Deux familles s'opposent : la famille Viteli et la famille Costa.

2 Résumez quelles sont les conséquences de ce conflit.

Plusieurs morts.

3 Soulignez dans le texte le terme qui explique la réaction des protagonistes.

DOC 11 L'intervention du juge



Après une dispute, sous le coup de la colère, Frédéric a tué sa femme Julie. Il est arrêté par la police et amené en justice. Le juge le considère coupable et le condamne à vingt ans d'emprisonnement. La famille de Julie est rassurée et heureuse de ce verdict.

© Foucher

4 Précisez quel est l'intérêt d'avoir recours au juge.

Il permet de pacifier les relations sociales et de régler un litige sans avoir recours à la violence.

DOC 12 Le cas du divorce



5 Décrivez la situation présentée ci-contre dans le doc 12.

Deux parents divorcent. Comment se passe la garde des enfants ? Avec qui les enfants vont-ils vivre ?

6 Définissez qui va prendre la décision concernant les enfants.

Si les parents ne peuvent pas s'entendre, c'est le juge qui décidera.

B Les modes de règlements alternatifs

DOC 13 Le tableau

Éva vient de perdre sa tante dont elle était très proche et qui n'avait pas d'enfants. Celle-ci avait donc décidé de faire d'Éva et de son frère Thomas ses légataires universels. Ils acceptent la succession et décident de vendre l'appartement mais de se partager les meubles et les bibelots qu'il contient. Éva choisit tout de suite un tableau qu'elle a toujours aimé, mais Thomas n'est pas d'accord, lui aussi a toujours beaucoup aimé ce tableau, pourquoi irait-il à Éva ? Ils sont dans une impasse, ni l'un ni l'autre ne voulant céder...

© Foucher

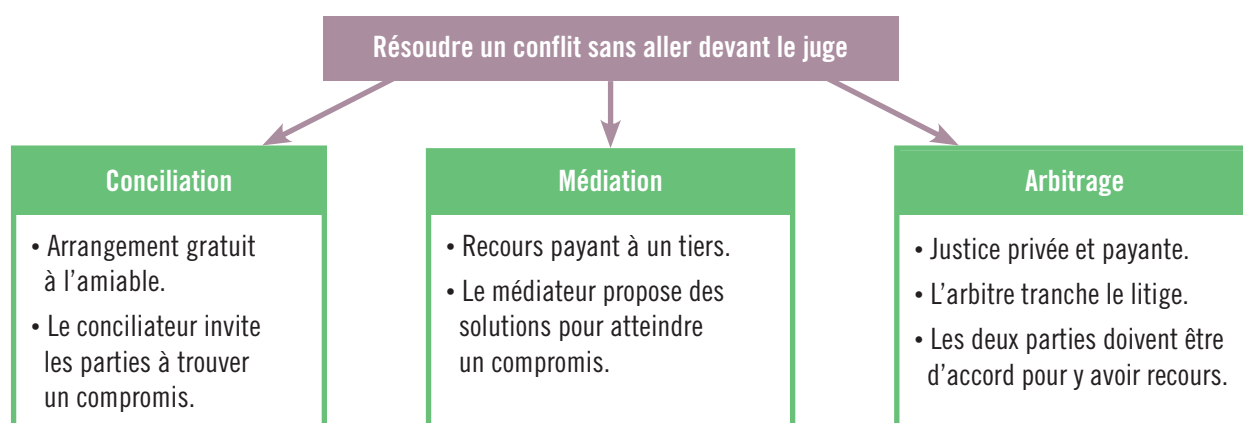
7 Imaginez les différents moyens de régler ce conflit.

Pour régler ce conflit, on peut saisir le juge mais aussi essayer un règlement à l'amiable, une conciliation.

8 Présentez l'intérêt de ne pas saisir la justice.

Le temps : il peut se passer plusieurs mois avant que le litige ne soit résolu.

DOC 14 Les Modes alternatifs de résolution des différends (MARD)



ITINÉRAIRE BIS

Vidéo

L'arbitrage dans l'affaire Bernard Tapie



<http://tinyurl.com/zfxbwcd>

2'33

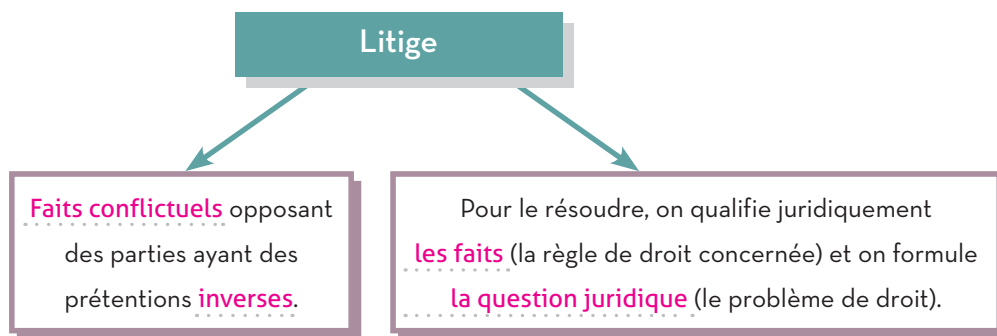
9 Remplissez le tableau ci-dessous.

MARD	Avantages	Inconvénients
Conciliation	<ul style="list-style-type: none"> – Gratuité. – Rapidité. 	Le conciliateur ne propose pas de solution, c'est aux parties de la trouver.
Médiation	<ul style="list-style-type: none"> – Plus rapide que le procès. – Le médiateur est actif dans la recherche de la solution. 	Payant.
Arbitrage	Permet davantage de discrétion qu'un procès qui sera forcément public (c'est mieux pour l'image de l'entreprise).	<ul style="list-style-type: none"> – Très cher. – Les parties doivent s'être mises d'accord au préalable pour y avoir recours.

Modes alternatifs de règlement des différends : systèmes qui permettent d'éviter de recourir au juge pour résoudre un litige.
Moyen de droit : argument juridique sur lequel les parties vont s'appuyer pour obtenir ce qu'elles demandent.
Prétentions : demandes des parties (ce qu'elles souhaitent obtenir).
Qualification juridique : traduction des faits ou des parties en termes juridiques.

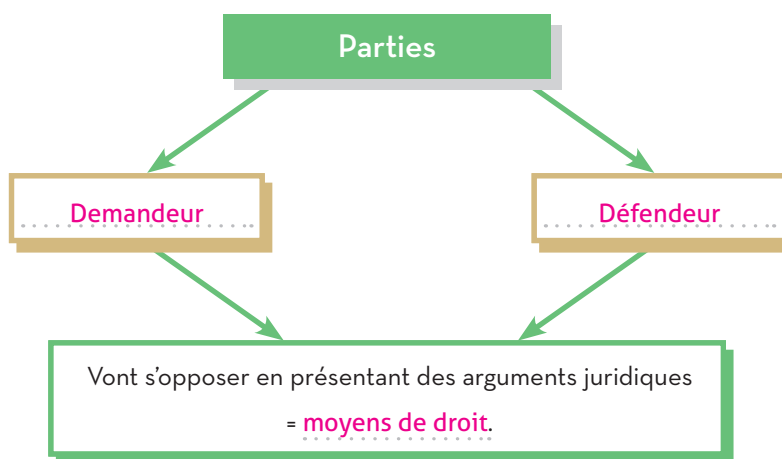
1

Les éléments du litige



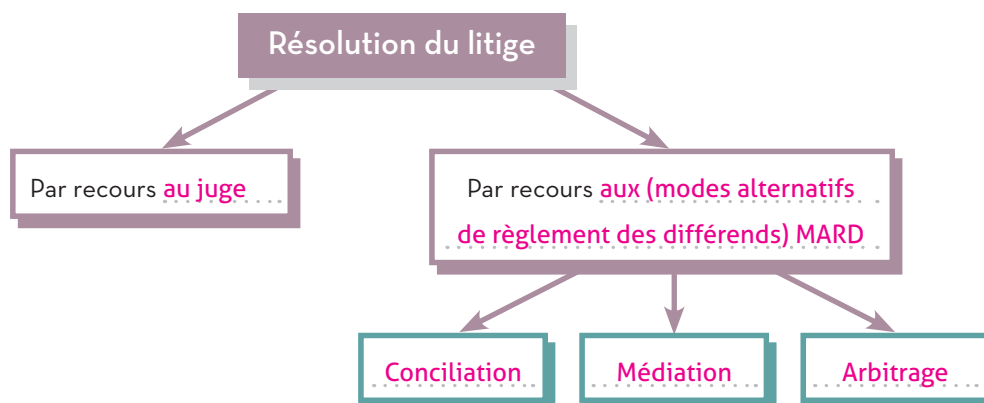
2

Les parties et leurs moyens de droit



3

La résolution du litige



TESTEZ-VOUS!

Qu'est-ce qu'un litige ? 4

1 Remplissez le tableau à partir des situations présentées.

Situation 1 : Julia se promène avec son chien quand soudain celui-ci se met à courir après un cycliste, David, en lui aboyant dessus. Le chien finit par le rattraper et lui mord profondément le mollet. David boite et ne peut aller au travail pendant plusieurs jours, ce qui lui crée évidemment un manque à gagner. Il veut être dédommagé mais Julia ne veut rien savoir, elle tenait bien son chien en laisse et n'a rien pu faire lorsque celui-ci est parti en courant, ce n'est donc pas de sa faute !

Situation 2 : Héloïse vient de créer une ligne de vêtements qu'elle a nommé Hello you ! Son commerce commence à bien fonctionner lorsqu'elle se rend compte qu'une personne, nommée Audrey, vend sur Internet des vêtements qui reprennent la forme originale de ses créations et qu'elle utilise une marque très ressemblante (Helo U !). Héloïse souhaite se défendre, car elle a perdu des clients par la faute d'Audrey. Cependant, celle-ci ne voit pas le problème, elle a juste repris son idée, or les idées ne sont pas protégeables.

	Situation 1	Situation 2
Faits	Julia perd le contrôle de son chien qui mord David. À la suite de cet incident, David a un arrêt de travail de plusieurs jours.	Audrey imite la marque et les créations vestimentaires d'Héloïse.
Parties	Demandeur : David. Défendeur : Julia.	Demandeur : Héloïse. Défendeur : Audrey.
Prétentions	David : dommages-intérêts pour sa perte de revenus. Julia : ne rien payer.	Héloïse : dommages-intérêts pour sa perte de clients. Audrey : utiliser les créations et la marque d'Héloïse librement.
Moyens	David : Julia est responsable de son chien, or c'est bien le chien qui lui a causé un arrêt de travail. Julia : elle n'était pas responsable de son chien au moment où il a mordu David, elle en avait perdu le contrôle.	Héloïse : elle possède un droit de propriété sur sa marque et ses créations, personne n'a le droit de les utiliser. Audrey : ce ne sont que des idées, elle peut donc utiliser la marque et les créations librement.
Problème de droit	Est-on responsable des choses que l'on a sous sa garde, même lorsque l'on en perd le contrôle ?	À partir de quel moment une marque et des créations de forme sont-elles protégées ?

2 Retrouvez la bonne qualification.

- | | | | |
|--|---|---|---------------------------------------|
| X. a acheté une télévision dans une grande surface. | ● | ● | X. est demandeur et Y. est défendeur. |
| X. intente un procès contre Y. | ● | ● | X. est locataire, son bailleur est Y. |
| Y. intente un procès contre X. | ● | ● | X. est un consommateur. |
| X. travaille dans une grande surface. | ● | ● | Y. est demandeur et X. est défendeur. |
| X. a pris en location un appartement qui appartient à Y. | ● | ● | X. est salarié. |

ENTRAÎNEZ-VOUS!



Un fichier non déclaré à la CNIL

Attendu, selon l'arrêt attaqué, que M. X... a fait assigner la société Bout-Chard en nullité de la vente d'un fichier de clients informatisé ;

Attendu que pour rejeter cette demande, l'arrêt, après avoir constaté que le fichier de clientèle tenu par la société Bout-Chard qui aurait dû être déclaré à la Commission nationale informatique et libertés (la CNIL) ne l'avait pas été, retient que la loi n'a pas prévu que l'absence d'une telle déclaration soit sanctionnée par la nullité ;

Attendu qu'en statuant ainsi, alors que tout fichier informatisé contenant des données à caractère personnel doit faire l'objet d'une déclaration auprès de la CNIL et que la vente par la société Bout-Chard d'un tel fichier qui, n'ayant pas été déclaré, n'était pas dans le commerce, avait un objet illicite, la cour d'appel a violé les textes susvisés ;

PAR CES MOTIFS, et sans qu'il y ait lieu de statuer sur les autres griefs :

CASSE ET ANNULE en toutes ses dispositions, l'arrêt rendu le 17 janvier 2012, entre les parties, par la cour d'appel de Rennes ; remet, en conséquence, la cause et les parties dans l'état où elles se trouvaient avant ledit arrêt et, pour être fait droit, les renvoie devant la cour d'appel de Rennes, autrement composée ;

Arrêt n° 685 du 25 juin 2013 (12-17.037)

- Cour de cassation - Chambre commerciale, financière et économique

LE DÉCLIC



- Pour formuler le problème de droit : partez de la solution de la Cour de cassation (celle-ci se trouve à la fin de l'arrêt). Ainsi vous avez la réponse, il vous suffit juste de trouver la question qui va avec !
- Pour repérer la position de la cour d'appel : un arrêt suit toujours un certain ordre. Vous trouverez au début de l'arrêt les faits, puis la position de la cour d'appel et ses arguments, et en dernier la position de la Cour de cassation et ses arguments.

- 1 Identifiez les parties.
- 2 Résumez et qualifiez les faits.
- 3 Identifiez les prétentions des parties.
- 4 Formulez le problème de droit.
- 5 Repérez la position de la cour d'appel. Précisez ce qui avait été décidé.
- 6 Exposez la solution de la Cour de cassation.

Corrigé – Entraînez-vous !

Un fichier non déclaré à la CNIL

Identifiez les parties.

Demandeur : M. X

Défendeur : la société Bout-Chard

Résumez et qualifiez les faits.

La société Bout-Chard, vendeur, a conclu un contrat de vente avec M. X, acheteur, ayant pour objet un fichier de clients informatisé. Cependant, ce fichier n'avait pas été déclaré à la CNIL alors que cela est obligatoire pour ce type de fichier. M. X demande donc l'annulation de la vente.

Identifiez les prétentions des parties.

M. X : faire annuler la vente.

La société Bout-Chard : ne pas faire annuler la vente.

Formulez le problème de droit.

Un fichier de clients informatisé, non déclaré à la CNIL, peut-il faire l'objet d'un contrat de vente ?

Repérez la position de la cour d'appel. Précisez ce qui avait été décidé.

La cour d'appel n'a pas voulu annuler la vente. En effet, pour elle, le fait que le fichier n'ait pas été déclaré à la CNIL n'est pas une cause de nullité prévue par la loi.

Exposez la solution de la Cour de cassation.

Pour la Cour de cassation, le fait que le fichier n'ait pas été déclaré à la CNIL l'empêche d'être vendu (l'empêche d'être dans le commerce), il ne peut donc y avoir un contrat de vente ayant pour objet ce fichier, ce fichier étant illicite. Le contrat de vente pouvait donc bien être annulé, contrairement à ce que prétendait la cour d'appel.

4 Qu'est-ce qu'un litige ?

Synthèse rédigée

1 Les éléments du litige

A La notion de litige et ses éléments caractéristiques

Le litige est constitué lorsque l'on est en présence de faits conflictuels et de personnes présentant des prétentions opposées.

On distingue le litige du conflit, dans le sens où le litige est une opposition juridique de positions adverses portée devant la justice, alors que le conflit est une opposition non encore portée à la connaissance de la justice.

Les prétentions sont les demandes des parties portées devant la justice.

B La qualification juridique des faits et le problème de droit

La qualification juridique consiste à traduire des faits en termes juridiques, en faisant référence à des règles de droit pour faire entrer l'événement (les faits) dans une classification juridique (il s'agit de...). La qualification juridique est particulièrement importante puisqu'elle permet d'appliquer les règles de droit adaptées à la situation. Par exemple, le fait de qualifier une personne de consommateur va permettre de lui appliquer toutes les règles spécifiques au droit de la consommation.

Le problème de droit est l'expression, sous la forme interrogative, de la qualification juridique d'une situation, en référence à un ou plusieurs textes de droit. C'est la question que se pose le magistrat avant de résoudre le litige.

2 Les parties et leurs moyens de droit

A Les parties (demandeur, défendeur)

Le « défendeur », appelé aussi « la partie défenderesse », est la personne physique ou morale qui a été assignée à comparaître en justice par celui qui a pris l'initiative du procès et que l'on dénomme le, « demandeur » ou la « partie demanderessse ».

Ne pas confondre le mot « défendeur » avec le mot « défenseur », qui, dans un procès pénal, désigne l'avocat du prévenu.

B Les moyens de droit des parties

Les moyens sont les raisons, de fait ou de droit, dont une partie se prévaut pour fonder sa prétention. Ce sont les arguments des parties.

Ce sont aux parties qu'il incombe de présenter au tribunal les moyens qu'elles font valoir à l'appui de leurs prétentions, et sur lesquelles la juridiction saisie est amenée à se prononcer.

3 La résolution du litige

A Le recours au juge

Le recours au juge permet de résoudre le litige de façon pacifique.

Le droit est un système de normes dont l'un des objectifs est de pacifier les relations sociales. Le fait de recourir au juge évite donc les revanches personnelles. Le juge est un tiers qui va appliquer un système de normes préétablies pour donner une solution au conflit.

B Les modes de règlements alternatifs

Le recours au juge n'est parfois pas la meilleure solution. Ainsi, le droit prévoit d'autres modes de résolution des litiges : la conciliation, la médiation et l'arbitrage.

• **La conciliation** désigne l'arrangement amiable auquel parviennent des personnes en conflit. Il s'agit d'un mode alternatif, rapide et gratuit de règlement des litiges, dont la nature ne nécessite pas l'engagement d'une procédure judiciaire.

• Le conciliateur est chargé de rencontrer les parties, de les écouter et de les inviter à adopter une solution de compromis. À l'inverse du médiateur, qui possède un rôle actif dans l'adoption d'un accord entre les parties, le conciliateur est davantage chargé de garantir un terrain d'entente minimal sans définir lui-même les termes d'un éventuel accord.

• **La médiation** constitue un mode de règlement des litiges très proche de la conciliation. Elle se caractérise par le recours payant à un tiers, généralement désigné par un juge, afin de conduire activement des parties en conflit à adopter un compromis.

• **L'arbitrage** est un mode de règlement alternatif par lequel les parties donnent pouvoir à un ou plusieurs arbitres de trancher leur différend. La décision de l'arbitre engagera les parties comme s'il s'agissait d'un jugement du tribunal. Les parties sont donc tenues de respecter et d'appliquer la sentence arbitrale (décision de l'arbitre).

L'arbitrage est surtout utilisé en matière commerciale, entre grandes entreprises. En effet, recourir à un arbitre coûte cher (il faut le rémunérer). De plus, cela permet de régler discrètement le conflit et de préserver la réputation de l'entreprise puisque l'arbitrage n'est pas public (à l'inverse d'un procès).

COMMENT PROUVER dans un litige ?

5



NOTIONS

- admissibilité de la preuve
- charge de la preuve
- modes de preuve
- objet de la preuve

Le prêt d'Alban

Alban et Olivia sont élèves dans le même lycée. Olivia a quelques problèmes d'argent en ce moment...

J'ai un problème urgent, quelqu'un aurait 50 € à me prêter ?

Ok Olivia, mais il faudrait que tu me les rendes dans une semaine.

Olivia, tu peux me rendre mes 50 € s'il te plaît ?



1 Identifiez la nature du différend qui oppose Alban et Olivia.

Alban a prêté de l'argent à Olivia, mais celle-ci lui affirme que c'est faux et ne veut donc pas le rembourser.

2 Indiquez comment Alban pourra attester de ses prétentions.

Alban va devoir prouver qu'il a bien prêté de l'argent à Olivia. Il peut s'appuyer sur les témoignages des personnes présentes lors du prêt.

ITINÉRAIRE BIS

Vidéo

La notion de preuve en droit

<http://tinyurl.com/gsyqdrm> 2'18



3 Précisez d'une manière générale quelle est la difficulté à résoudre pour tout type de litige.

Il faut pouvoir prouver son droit : un droit n'est reconnu que lorsqu'il peut être prouvé.

A Les actes juridiques

DOC 1 Contrat de travail de Mikaël Ayoun (extrait)

Entre les soussignés :

La société UBISOFT située 40, rue Armand-Carrel, 93100 Montreuil
D'une part,

Et,

Monsieur Mikaël Ayoun, demeurant au 18, avenue Jean-Jaurès, 75012 Paris
D'autre part,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

• **Article 1 : fonctions exercées**

Monsieur Ayoun est engagé afin de remplir les fonctions d'infographiste.

Il s'engage à se conformer aux dispositions conventionnelles en vigueur dans la société UBISOFT.

[...]

• **Article 4 : durée du contrat et période d'essai**

Le présent contrat est conclu pour une durée indéterminée. En conséquence, chacune des parties aura la faculté d'y mettre fin à tout moment, à charge de respecter les règles de procédures légales et conventionnelles.

Les deux premiers mois constituent une période d'essai, au cours de laquelle chacune des parties pourra mettre fin sans indemnité d'aucune sorte, à charge pour la partie qui rompt la période d'essai de respecter les dispositions légales et conventionnelles. Cette période d'essai pourra être prolongée exceptionnellement d'une période de même durée.

[...]

Fait en deux originaux,

À Montreuil, le 10/09/16.

© Foucher

1 **Donnez des synonymes du terme « contrat ».**

Accord, échange, convention.

2 **Montrez que le contrat de travail ci-dessus est un acte dont les conséquences juridiques sont voulues.**

Les deux parties ont bien la volonté de s'engager. M. Ayoun était à la recherche de travail et la société Ubisoft à la recherche d'un infographiste. M. Ayoun sera le salarié et Ubisoft l'employeur.

3 **Formulez en conséquence des réponses précédentes une définition de la notion « d'acte juridique ».**

Il s'agit d'un événement volontaire qui résulte de la manifestation de la volonté d'une ou plusieurs personnes qui produit des conséquences juridiques recherchées par le ou les parties.

B Les faits juridiques

DOC 2 Une sortie qui finit mal



Julia a reçu un nouveau scooter pour son anniversaire. Elle est pressée d'aller l'essayer et décide donc de sortir à côté de chez elle. Elle tente de rouler sur une seule roue et percute alors une voiture en stationnement. Son scooter est cassé et la voiture est profondément rayée.

DOC 3 Code civil, art. 1240

« Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer »

4 Indiquez si la dégradation de la voiture résulte d'un acte volontaire.

Il n'y avait pas de manifestation de volonté de la part de Julia. Elle n'a pas fait exprès d'abîmer la voiture.

5 Rappelez les conséquences juridiques pour Julia et indiquez pourquoi ces conséquences ne sont pas voulues.

Julia ne recherchait pas les conséquences juridiques. Elle souhaitait seulement essayer son scooter.

Le propriétaire de la voiture non plus. D'ailleurs, il n'était même pas présent.

6 Formulez en conséquence une définition d'un fait juridique.

Événement involontaire ou volontaire qui produit des conséquences juridiques non voulues.

7 Précisez pour chacune des situations s'il s'agit d'un acte ou d'un fait juridique et justifiez votre réponse.

Situations	Acte juridique	Fait juridique	Justification
Emmanuel a acheté une télévision dans une grande surface.	×		L'achat est un acte volontaire ; les conséquences juridiques (être propriétaire de la télévision) sont voulues.
Marina s'est fait voler son sac à main dans la rue.		×	Le vol est un événement dont les conséquences juridiques ne sont pas voulues.
Noah s'est battu dans la cour de son école. Il a bousculé un élève qui, en tombant, s'est cassé le bras.		×	C'est un événement dont les conséquences juridiques ne sont pas voulues.
Odile a légué par testament sa collection de timbres à sa cousine.	×		C'est un acte volontaire (testament) qui a des conséquences juridiques voulues (transfert de propriété de la collection de timbres).

2

La charge de la preuve

A Le principe de base

DOC 4 Article 1353 du Code civil

Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver.
Réciproquement, celui qui se prétend libéré doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation.

1 Indiquez d'une manière générale sur qui repose la charge de la preuve.

Sur le demandeur, celui qui réclame qu'il lui soit fait droit.

2 Expliquez ce que peut faire le défendeur.

Le défendeur peut contester et alors apporter la preuve de ces prétentions.

DOC 5 Un voyage de rêve



Le responsable de l'agence de voyage : « Signez ici M^{me} et M. Vinot. Je vous garantis un voyage paradisiaque dans un hôtel avec vue sur la mer. »



Une fois arrivés sur leur lieu de vacances, M. et M^{me} Vinot se retrouvent dans un hôtel miteux avec vue sur un mur de béton. Ils sont très mécontents.

© Foucher

3 Présentez la nature du problème.

Il s'agit d'un litige : un couple a acheté un voyage, mais, une fois sur place, ils sont déçus, cela ne correspond pas à ce qu'on leur avait promis.

4 Identifiez le(s) demandeur(s) et le défendeur.

Les demandeurs sont M. et M^{me} Vinot et le défendeur est l'agence de voyage.

5 Précisez qui a la charge de la preuve et ce qui doit être prouvé.

Ce sont M. et M^{me} Vinot qui vont devoir prouver puisque ce sont les demandeurs.

6 Expliquez ce que devra faire l'agence de voyage.

Elle peut essayer d'apporter la preuve contraire, mais s'il était bien écrit dans le contrat « vue sur mer », il sera difficile pour elle de se défendre.

B Le renversement de la charge de la preuve

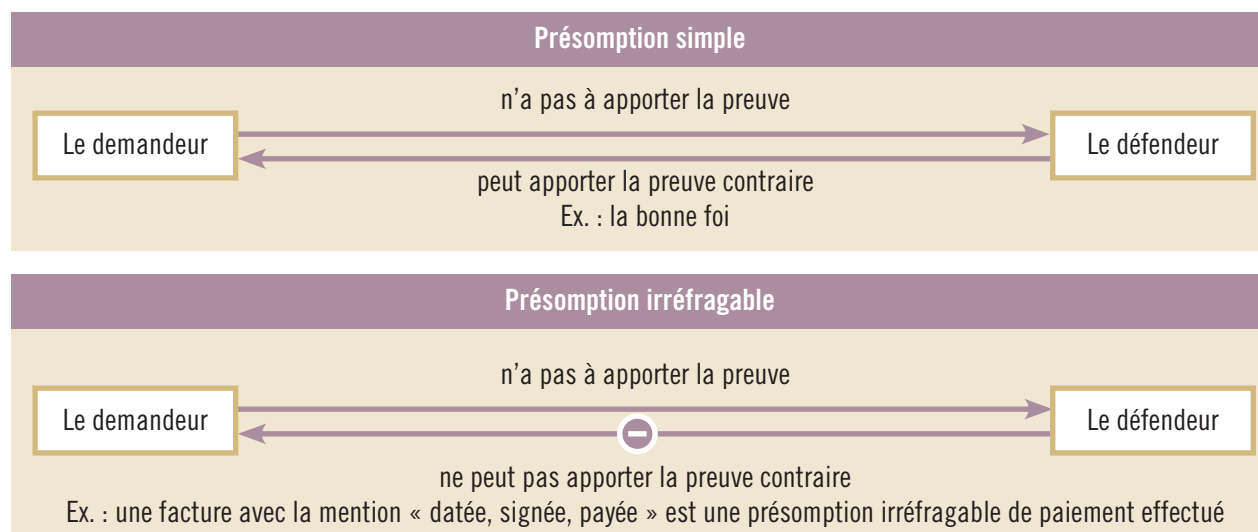
DOC 6 La présomption

Il y a présomption lorsque de l'existence d'un fait est déduit l'existence d'un autre fait qui lui n'est pas prouvé.

Exemple : de l'existence d'un mariage est déduit que les enfants issus de l'épouse au cours du mariage ont pour père le mari ; il s'agit d'une présomption de paternité. Il n'y aura donc pas besoin de prouver que les enfants nés pendant le mariage ont pour père le mari.

© Foucher

DOC 7 Présomption simple/irréfragable



Les présomptions simples peuvent être renversées par la preuve du contraire, c'est-à-dire que le défendeur peut prouver que la supposition (présomption) est fausse.

Les présomptions irréfragables ne peuvent pas être renversées, c'est-à-dire que le défendeur n'a pas le droit de prouver le contraire de ce qui est supposé.

© Foucher

7 Déterminez pour chaque situation s'il s'agit d'une présomption simple ou irréfragable.

Situations	Présomption simple	Présomption irréfragable
Anaïs a téléchargé sur un site Internet le dernier <i>Star Wars</i> . Elle est étonnée de recevoir une lettre d'Hadopi lui indiquant que ce type de téléchargement est illégal. Elle se défend en disant qu'elle n'était pas au courant. Or « nul n'est censé ignorer la loi ». Il est inutile pour Anaïs d'essayer de prouver qu'elle ignorait la loi.		×
M. et M ^{me} Gomez se sont mariés sous le régime de la communauté. Ainsi, tout bien, meuble ou immeuble est réputé acquêt de communauté (appartenir aux deux époux), sauf si l'on prouve qu'il est propre à l'un des époux.	×	
Philippe et Myriam se sont mariés en juillet 2015. Le petit Benjamin naît en 2016. Philippe est donc présumé être le père de Benjamin, mais il peut cependant apporter la preuve contraire.	×	
Raphaël, 11 ans, a mis accidentellement le feu à une grange qui appartient au voisin de ses parents. Ses parents sont responsables puisque Raphaël est mineur, ce sont donc eux qui prendront en charge les réparations. Ils ne peuvent en aucun cas se décharger de cette responsabilité.		×

A La preuve des actes juridiques

DOC 8 Le testament

L'oncle de Tania lui a toujours dit qu'à sa mort, il lui léguerait sa belle maison en bord de mer, dans laquelle Tania a tous ses souvenirs de vacances. Il le lui a encore répété l'année dernière devant toute la famille. Quelques jours après le décès de son oncle, le jour de la succession, Tania est sûre de ses droits. Cependant, le notaire l'informe qu'elle n'a droit à rien car son oncle avait fait il y bien longtemps un testament, rédigé dans son étude et conservé chez le notaire.

Quelques jours plus tard, Tania retrouve dans la maison de son oncle, un papier dans le bureau. Dans cet écrit qui s'intitule « testament », son oncle indique qu'il lègue sa maison à Tania. Elle retourne donc voir le notaire.

Le notaire lui explique qu'il s'agit d'un acte sous seing privé, c'est-à-dire signé uniquement par son oncle et que celui-ci a donc moins de force que l'acte authentique, c'est-à-dire rédigé par un officier public (notaire par exemple).

1 Listez les différents types de preuve qui apparaissent dans la situation ci-dessus.

Témoignage : dires de Tania et de sa famille.

Acte authentique : testament signé chez le notaire.

Acte sous seing privé : testament retrouvé dans les affaires de son oncle.

2 Expliquez ce qui justifie que le testament rédigé chez le notaire ait une force probante plus grande que les autres types de preuve.

Le fait qu'il soit rédigé par un notaire et conservé par lui apporte plus de force au testament, car les éléments ont été constatés et vérifiés par le notaire.

DOC 9 La preuve par écrit est-elle toujours obligatoire ?

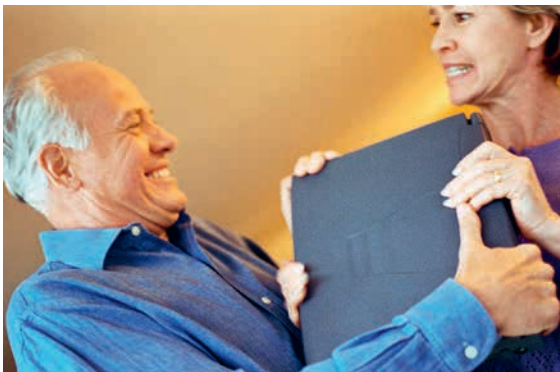
Principe

Un acte juridique doit être prouvé par écrit.

Exceptions (art. 1359 et 1360 du Code civil)

- Acte juridique portant sur un montant inférieur à 1 500 euros.
- Perte de l'écrit à la suite d'un cas de force majeure (incendie...).
- Impossibilité de se procurer un écrit pour des raisons matérielles ou morales (liens de parenté, amitié...).

© Foucher



« Il est à moi ! »

« Non à moi ! »

3 Déterminez, pour la situation ci-contre, si le juge exigera un écrit comme preuve de la propriété de l'ordinateur.

Si l'ordinateur coûte plus de 1 500 euros, le juge exigera un écrit (facture). Sinon, la preuve de la propriété se fera par tous moyens.

B La preuve des faits juridiques

DOC 10 Dégât des eaux



La voisine du dessus a oublié de fermer le robinet de sa baignoire, la baignoire déborde, l'eau goutte chez le voisin du dessous.

ITINÉRAIRE

BIS

Vidéo

La preuve par tous moyens pour éviter une amende



<http://tinyurl.com/z8anpwh>

2'54

4 Expliquez s'il s'agit d'un fait ou d'un acte juridique.

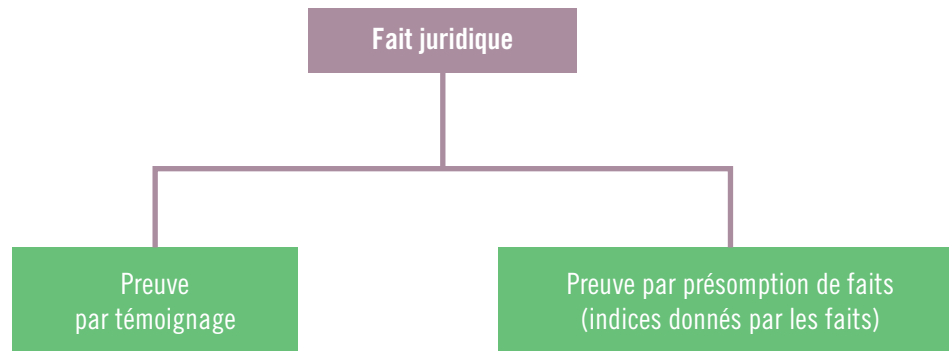
Il s'agit d'un acte juridique puisque les conséquences juridiques ne sont pas recherchées.

5 Expliquez pourquoi un écrit n'est pas nécessaire.

Le juge ne va pas exiger d'écrit. Un écrit est fait avant la survenance du dommage ; or, pour un fait, on ne peut pas prévoir sa survenance.

DOC 11 La liberté de la preuve des faits juridiques

Selon l'article 1358 du Code civil :



6 Illustrez par un exemple les deux types de preuves qui sont acceptés pour les faits juridiques.

• Témoignage :

Lors d'un accident de la route, on peut demander le témoignage de passants qui ont assisté à l'accident pour prouver nos dires.

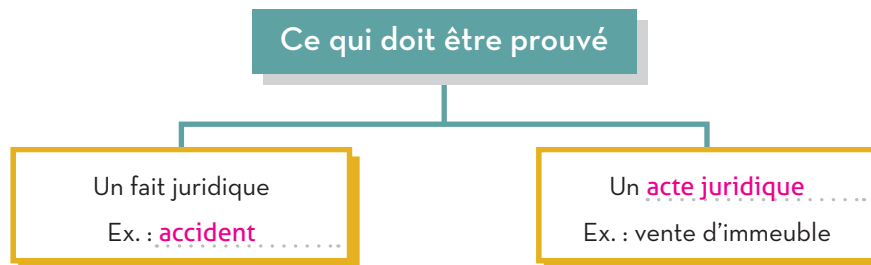
• Présomption de faits :

Dans le cas d'un dégât des eaux (doc 10), un expert va regarder si les dégâts proviennent bien de l'appartement au-dessus.

Acte juridique : événement volontaire qui produit des conséquences juridiques recherchées par les parties.
Fait juridique : événement involontaire ou volontaire qui produit des conséquences juridiques non voulues.
Présomption : supposition fondée seulement sur des apparences, des indices non prouvés.

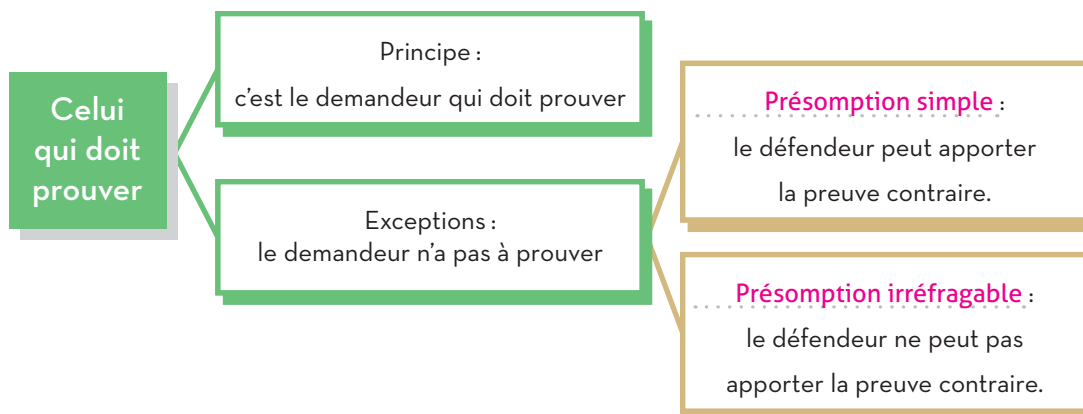
1

L'objet de la preuve



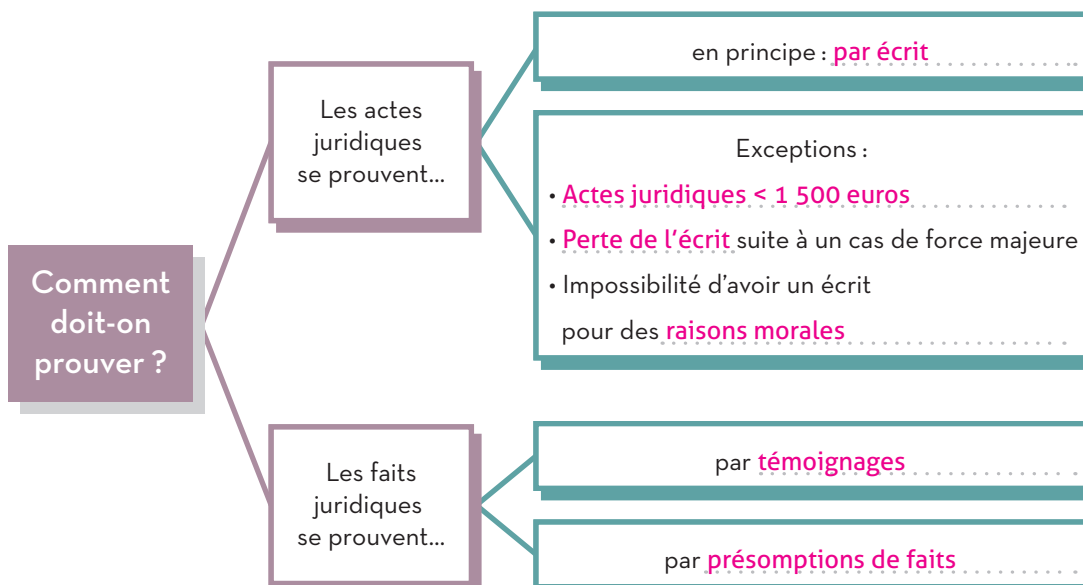
2

La charge de la preuve



3

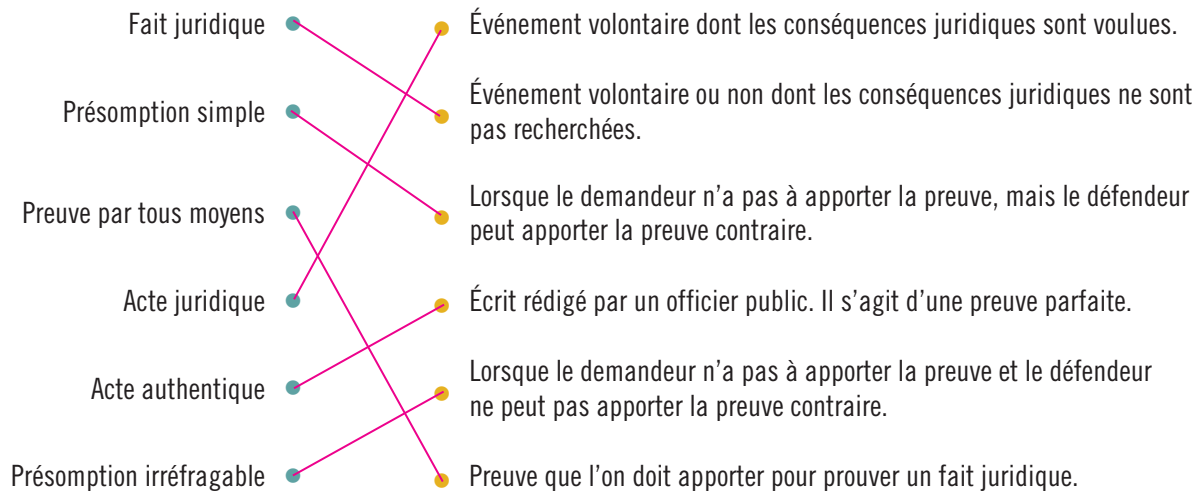
Les moyens de preuve



TESTEZ-VOUS!

Comment prouver dans un litige ? 5

1 Reliez chaque notion à sa définition.



2 Complétez le tableau suivant.

Situations	Acte ou fait juridique	Personne devant prouver	Moyen de la preuve
Bintou, 12 ans, a brisé la fenêtre de son voisin en jouant au ballon.	Fait juridique	C'est le voisin qui doit prouver le fait.	Le voisin va prouver le fait par tous moyens. Les parents ne pourront pas s'exonérer de leur responsabilité (présomption irréfragable).
Sébastien a acheté une télévision au prix de 1 200 euros sur un site Internet, mais il n'a toujours pas été livré.	Acte juridique	C'est à Sébastien de prouver son achat.	Il pourra prouver par tous moyens puisqu'il s'agit d'un acte inférieur à 1 500 euros.
Ivana a été cambriolée. Les cambrioleurs lui ont notamment dérobé des bijoux pour une valeur de 3 400 euros.	Fait juridique	C'est à Ivana de prouver.	Elle pourra prouver par tous moyens, notamment par des photos des bijoux par exemple.

ENTRAÎNEZ-VOUS!



SMS : une preuve suffisante ?

DOC 1 Une décoration à refaire

M^{me} Valeau a décidé de faire des travaux chez elle. Elle a déjà refait la décoration de son salon et de sa cuisine l'année dernière, mais sa chambre et sa salle de bains, en revanche, ne sont vraiment plus au goût du jour. Lors d'une soirée avec des amis, elle fait connaissance de M. Latour qui lui dit être décorateur. M^{me} Valeau, le trouvant sympathique, décide de lui confier ses travaux. Ils se mettent d'accord oralement : M. Latour devra redécorer la chambre et la salle de bains pour une somme de 3 500 euros et devra effectuer les travaux pendant la semaine où M^{me} Valeau part en

vacances. Pendant les vacances, elle échange des SMS avec M. Latour pour lui indiquer la couleur souhaitée dans la chambre et la salle de bains.

Quelle n'est pas sa surprise à son retour ! M. Latour a redécoré le salon au lieu de la chambre et a repeint la salle de bains en noir au lieu des tons pastel qui étaient prévus.

Lorsque M^{me} Valeau se plaint et réclame les travaux qui étaient convenus, M. Latour lui dit que c'est bien ce qui était prévu et qu'il n'a rien à modifier.

© Foucher

DOC 2 Justice : utiliser le SMS comme preuve ?

- Les faits : une affaire de harcèlement sexuel

Une négociatrice immobilière avait été licenciée pour faute grave, mais elle contestait cette décision devant le conseil de prud'hommes, avançant que la véritable cause de licenciement était sa résistance face aux avances de l'un des associés de l'entreprise.

Pour prouver le harcèlement sexuel, elle montra à la cour des séries de SMS et des enregistrements téléphoniques constatés par un huissier. [...]

- SMS : preuve ou non ?

L'employeur et son associé ont fait valoir que les enregistrements téléphoniques ainsi que les SMS ne pouvaient servir de preuves, dans la mesure où ils avaient été obtenus sans le consentement de leur auteur.

À noter : enregistrer des gens à leur insu constitue une preuve déloyale et est donc irrecevable devant la justice.

- Dans le cas des SMS :

La cour a établi que l'auteur des messages écrits ne pouvait ignorer que les SMS sont enregistrés dans le téléphone du destinataire pour une éventuelle consultation ultérieure.

Il n'est donc pas recevable d'avancer que ceux-ci ont été enregistrés à l'insu de leur expéditeur.

Les SMS sont donc des preuves recevables devant un tribunal, à partir du moment où ils vous sont directement adressés (décision n° 06-43209 de la Cour de cassation du 23 mai 2007).

Bon à savoir : afin de ne laisser aucun doute planer sur l'authenticité des SMS que vous souhaitez utiliser comme preuve, vous devez les faire constater par un huissier.

www.justice.comprendrechoisir.com

LE DÉCLIC



Il faut répondre à la question 2 en utilisant le doc 2 pour se justifier. On présentera d'abord la justification (Selon...), puis les faits qui sont intéressants pour répondre (Or...), et enfin on donnera la solution qui est la réponse à la question (Donc).

1

Résumez les faits.

2

Déterminez comment M^{me} Valeau peut prouver ses dires.

Corrigé – Entraînez-vous !

SMS : une preuve suffisante ?

Résumez les faits.

M^{me} Valeau doit-elle prouver un acte ou un fait juridique ?

Déterminez comment M^{me} Valeau peut prouver ses dires.

M^{me} Valeau a commandé des travaux auprès de M. Latour pour une somme de 3 500 €. Ils se sont notamment mis d'accord à l'oral et par SMS. Les travaux ne correspondent pas à ce que M^{me} Valeau avait commandé, mais M. Latour dit le contraire.

M^{me} Valeau doit prouver un acte juridique : la commande des travaux.

Il s'agit d'un acte juridique dont le montant est supérieur à 1 500 €, la preuve doit donc se faire par écrit.

Selon une jurisprudence de la Cour de cassation du 23 mai 2007, le SMS est accepté comme mode de preuve écrit.

Or, M^{me} Valeau a échangé des SMS avec M. Latour concernant les travaux.

Donc elle pourra prouver, grâce à ces SMS, la teneur des travaux commandés.

5

Comment prouver dans un litige ?

Synthèse rédigée

1 L'objet de la preuve

A Les actes juridiques

Un acte juridique est la manifestation de l'intention, de la volonté d'une ou de plusieurs personnes de produire des effets de droit, c'est-à-dire qui ont des conséquences juridiques.

Les actes juridiques sont constitués principalement des contrats.

Un contrat de travail est un acte juridique résultant de la volonté d'un employeur et d'un salarié : l'employeur comme le salarié ont tous les deux recherché à créer des obligations réciproques (la prestation de travail et la rémunération pour l'essentiel).

B Les faits juridiques

L'acte juridique doit être différencié du fait juridique, qui est un événement, voulu ou non, susceptible de produire des effets juridiques et qui fait naître des droits et des obligations non-recherchés. Par exemple, un décès sans testament transmet un patrimoine aux héritiers, un accident va entraîner le versement de dommages et intérêts.

2 La charge de la preuve

A Le principe de base

Selon l'article 1315 du Code civil : « Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver. Réciproquement, celui qui se prétend libéré doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation. »

Le principe est donc que le demandeur doit prouver ce qu'il avance. Cependant, le défendeur a la possibilité de prouver le contraire.

B Le renversement de la charge de la preuve

Il peut arriver que le législateur, par faveur pour le demandeur ou parce que la preuve est trop difficile à rapporter, prévoit que le demandeur sera dispensé de sa charge.

Le renversement de la charge de la preuve est donc un mécanisme qui permet au demandeur de ne pas apporter la preuve : c'est ce que l'on appelle des présomptions.

Une présomption est une opinion, une supposition fondée seulement sur des apparences, des indices non prouvés. Ex. : lorsque deux personnes sont mariées et que la femme est enceinte, on suppose que le mari est le père de l'enfant ; c'est une présomption de paternité.

Il existe deux types de présomptions :

- **Présomption simple** : elle peut faire l'objet d'une contradiction et de l'apport d'une preuve contraire. La personne peut prouver que la supposition est fausse. Ex. : lorsqu'il y a une présomption de paternité, le mari peut prouver (avec un test de paternité) que la supposition est fausse et qu'il n'est pas le père de l'enfant.

- **Présomption irréfragable** : elle ne peut faire l'objet d'une preuve contraire. La personne n'a pas le droit de prouver le contraire de ce qui est supposé. Ex. : un hôtelier est supposé responsable des bagages déposés par ses clients. Si l'un d'entre eux est volé, l'hôtelier est responsable, il ne peut prouver le contraire.

3 Les moyens de preuve

A La preuve des actes juridiques

En principe, un acte juridique doit être prouvé par un écrit qui constitue un mode de preuve parfait. Il existe plusieurs sortes d'écrits :

- **L'acte authentique** : écrit rédigé par un officier public (ex. : notaire).
- **L'acte sous seing privé** : actes écrits par les particuliers et portant leur signature (ex. : un contrat de location).

Mais il existe des exceptions, certains actes n'ont pas besoin d'être prouvés par écrit :

- acte juridique portant sur un montant inférieur à 1 500 € ;
- perte de l'écrit suite à un cas de force majeure (incendie...) ;
- impossibilité de se procurer un écrit pour des raisons matérielles ou morales (liens de parenté, amitié...).

B La preuve des faits juridiques

Le fait juridique est le plus souvent un événement imprévu dont il n'a pas été possible d'établir une preuve préconstituée. Aussi la loi autorise-t-elle le recours aux preuves imparfaites pour prouver un fait juridique.

Les preuves imparfaites sont :

- Les preuves par témoignage.
- Les preuves par présomption de faits, c'est-à-dire les indices donnés par les faits.

Comment s'organise **LE RECOURS AU JUGE ?**

6



NOTIONS

- compétences des juridictions
- droit au procès équitable
- grands principes de la justice
- procès civil

Une coiffure non conventionnelle

Cécile est hôtesse de l'air. Elle a décidé de changer de coiffure : elle est donc passée chez son coiffeur hier. Elle arrive aujourd'hui à son travail pour la première fois avec sa nouvelle coupe assez originale...



1 Identifiez la nature du différend qui oppose Cécile et Thierry.

Cécile a une nouvelle coupe de cheveux originale. Or cette coupe de cheveux n'est pas acceptée par son chef. Il ne veut pas la laisser monter dans l'avion et parle même de la licencier.

2 Expliquez les arguments de chacun des protagonistes.

Cécile souhaite garder sa liberté. Son travail ne devrait pas l'empêcher de se coiffer comme elle le veut. Thierry ne peut accepter qu'une hôtesse de l'air représente la compagnie aérienne avec cette coiffure.

ITINÉRAIRE BIS

Vidéo

Affaire des tresses africaines/Air France

<http://tinyurl.com/jyy8dbw>

1'54



3 Précisez quelle juridiction serait amenée à résoudre le litige si Cécile était licenciée et qu'elle contestait ce licenciement.

Le droit du travail est de la compétence du conseil des prud'hommes.

1

Les principes fondateurs et organisateurs de la justice

A Le droit au procès équitable

DOC 1

Affiche de la Cour européenne des droits de l'homme et du Conseil de l'Europe



1 Présentez le document (source, nature du document, message véhiculé à travers ce document).

Source : Cour européenne des droits de l'homme et Conseil de l'Europe. Nature du document : affiche d'information. Idée : importance du droit au procès équitable.

2 Citez les principes inhérents à la notion de procès équitable.

- Le droit d'être jugé par un juge indépendant et impartial.
- La présomption d'innocence.
- Le droit d'avoir un avocat pour se défendre, même si l'on ne peut pas le rémunérer.

3 Expliquez en quoi le principe du délai raisonnable relève du droit équitable.

Le fait que le procès doit respecter un délai raisonnable permet aux individus de ne pas rester trop longtemps dans une situation d'insécurité juridique. Cela revient donc au droit d'être jugé.

B Les principes relatifs au déroulement du procès

DOC 2 Les principes appliqués lors d'un procès

Principe du contradictoire	Principe de publicité des débats	Principe de neutralité du juge
Il permet à chacune des parties de connaître les demandes de son adversaire et les oblige à communiquer tous les éléments et les pièces dont elles disposent, afin de les soumettre à la critique et de préparer leur défense.	Les audiences sont publiques, sauf exceptions (mineurs, crimes à caractère sexuel...).	Le juge est indépendant et impartial. Il n'a ni parti pris, ni intérêt personnel.

© Foucher

4 Précisez dans le tableau à quel principe se rattache chacune des situations, en justifiant lorsque le principe n'est pas respecté.

Situations	Principe du contradictoire	Principe de la publicité des débats	Principe de la neutralité des juges	Justification
Le juge Diez n'aime pas du tout l'accusé qui lui est présenté. Il s'agit de son voisin qui ne cesse de l'ennuyer en tondant sa pelouse tous les dimanches matin. Le juge tient là une bonne occasion de se venger !			×	Le principe n'est pas respecté, le juge ne doit pas avoir de parti pris.
Le professeur de droit de Rémi a organisé une visite au tribunal correctionnel de Paris. Rémi va entrer dans la salle d'audience et écouter les magistrats et les prévenus.		×		Le principe est bien respecté : tout le monde peut assister aux audiences.
La ministre de la Justice a convoqué un magistrat afin qu'il s'explique sur le jugement qu'il a porté sur une affaire. Le magistrat ne sait pas s'il doit venir.			×	Le principe n'est pas respecté : le juge est indépendant du pouvoir exécutif.
Nathalie intente un procès contre Nicolas. Elle possède la preuve de sa culpabilité et compte bien la garder secrète jusqu'au jour de l'audience !	×			Le principe n'est pas respecté : on doit fournir à la partie adverse toutes les preuves à sa disposition.

2

Les compétences des tribunaux

A La compétence d'attribution et la compétence territoriale

DOC 3 Notion de compétence d'attribution

La compétence d'attribution permet de déterminer quel sera le tribunal compétent en fonction de la nature du litige et parfois de son montant.

© Foucher

DOC 4 Les principales juridictions du premier degré

Ordre judiciaire	Ordre administratif
Juridictions civiles <ul style="list-style-type: none"> • Tribunal de grande Instance Litiges > 10 000 € + litiges concernant les divorces, l'état civil, l'immobilier... • Tribunal d'instance Litiges entre 4 000 € et 10 000 € + litiges concernant les crédits à la consommation, les baux... • Juge de proximité Petits litiges < 4 000 € (consommation, conflit de voisinage...) 	Tribunaux administratifs <p>Ils jugent la plus grande part des litiges entre les particuliers et les administrations, ainsi que les conflits du travail dans la fonction publique.</p>
Juridictions spécialisées <ul style="list-style-type: none"> • Conseil des prud'hommes Litiges entre salariés ou apprentis et employeurs portant sur le respect des contrats de travail ou d'apprentissage. • Tribunal de commerce Litiges entre commerçants ou sociétés commerciales. • Tribunal des affaires de Sécurité sociale Litiges entre les organismes de Sécurité sociale et les personnes assujetties. • Tribunal paritaire des baux ruraux Litiges entre propriétaires et exploitants de terres agricoles. 	Juridictions spécialisées <ul style="list-style-type: none"> • Cour nationale du droit d'asile • Commission départementale d'aide sociale • Section disciplinaire des ordres professionnels • Commission d'indemnisation des rapatriés
Juridictions pénales <ul style="list-style-type: none"> • Cour d'assises Crimes passibles de la réclusion à perpétuité : viol, meurtre... • Tribunal correctionnel Délits passibles d'emprisonnement jusqu'à 10 ans : vol, harcèlement moral... • Tribunal de police Contraventions de 5^e classe (les plus graves) : conduite sans permis, violences volontaires... • Juge de proximité Contraventions des quatre premières classes : tapage nocturne, infraction au Code de la route... 	

© Foucher

DOC 5 Le tribunal géographiquement compétent : la compétence territoriale

Selon l'article 42 du Nouveau Code de procédure civile, la juridiction territorialement compétente est, sauf disposition contraire, celle du lieu où demeure le défendeur.

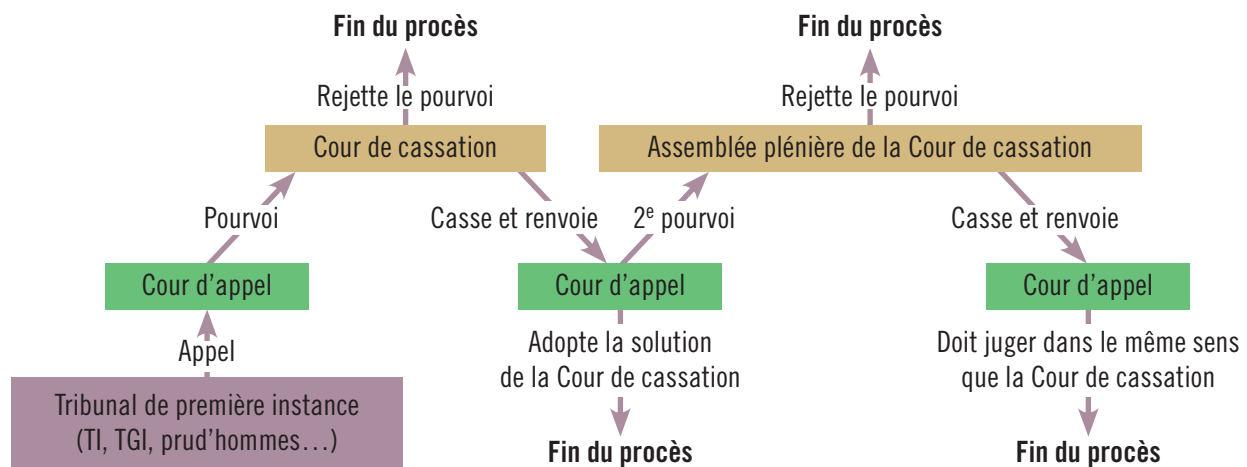
© Foucher

1 Déterminez pour chaque situation la nature du tribunal compétent et son lieu.

Situations	Nature du tribunal compétent	Lieu du tribunal compétent
M. Lee, habitant à Chartres, a été licencié de son entreprise située à Paris. M. Lee saisit la justice.	Conseil des prud'hommes	Paris
Patricia, de Marseille, souhaite divorcer de Pedro, qui a déménagé à Lyon.	Tribunal de grande instance	Lyon
Laurence, habitant à Lille, a été surprise dans un hypermarché de Caen à dérober des vêtements.	Tribunal correctionnel	Lille
Malik de Nice ne paye plus son loyer de 1 000 € depuis cinq mois à son propriétaire qui vit à Montpellier.	Tribunal d'instance	Nice

B Les voies de recours

DOC 6 Les différentes voies de recours



© Foucher

DOC 7 Le licenciement d'Inès

Inès saisit le conseil des prud'hommes car elle pense que son employeur l'a licenciée sans cause réelle et sérieuse. Le conseil donne raison à son employeur. Mécontente, Inès fait appel de cette décision. La cour d'appel lui accorde ce qu'elle demande. Cependant, son employeur pense que la cour d'appel n'a pas bien appliqué le droit du travail. Il se pourvoit donc en cassation.



2 Citez les différentes voies de recours apparaissant sur le schéma et dans le doc 7.

L'appel et la cassation.

3 Expliquez l'intérêt de l'existence de ces voies de recours.

Les voies de recours permettent d'avoir une seconde chance de faire juger son affaire.

DOC 8 Le rôle de la Cour de cassation

La Cour de cassation est, dans l'ordre judiciaire français, la juridiction la plus élevée.

Les procès de caractère civil, commercial, social ou pénal sont d'abord jugés par des juridictions dites du « premier degré » (tribunaux d'instance et de grande instance, tribunaux de commerce, conseils de prud'hommes...). Les jugements émis par ces juridictions peuvent alors faire l'objet d'un appel devant une cour d'appel, où ils sont à nouveau examinés sous tous leurs aspects, en fait et en droit. Les décisions émanant des cours d'appel peuvent elles-mêmes faire l'objet d'un recours devant la Cour de cassation. La Cour a, par rapport aux autres juridictions, une spécificité qui tient

essentiellement dans les deux caractères suivants : d'abord, elle est unique : « Il y a, pour toute la République, une Cour de cassation. » En second lieu, la Cour de cassation ne constitue pas, après les tribunaux et les cours d'appel, un troisième degré de juridiction. Elle est appelée à dire si les règles de droit ont été correctement appliquées.

www.courdecassation.fr

ITINÉRAIRE

BIS

Vidéo

La Cour de cassation



<http://tinyurl.com/j83rxyr>

4'11

4 Déterminez le rôle de la Cour de cassation.

La Cour de cassation vérifie si les juridictions antérieures ont correctement appliqué le droit.

5 Expliquez l'intérêt d'une Cour de cassation unique sur tout le territoire français.

Cela permet d'avoir une application uniforme du droit sur tout le territoire français.

A Les phases de procédure d'un procès civil

DOC 9 Un procès au TGI pour un Sapin

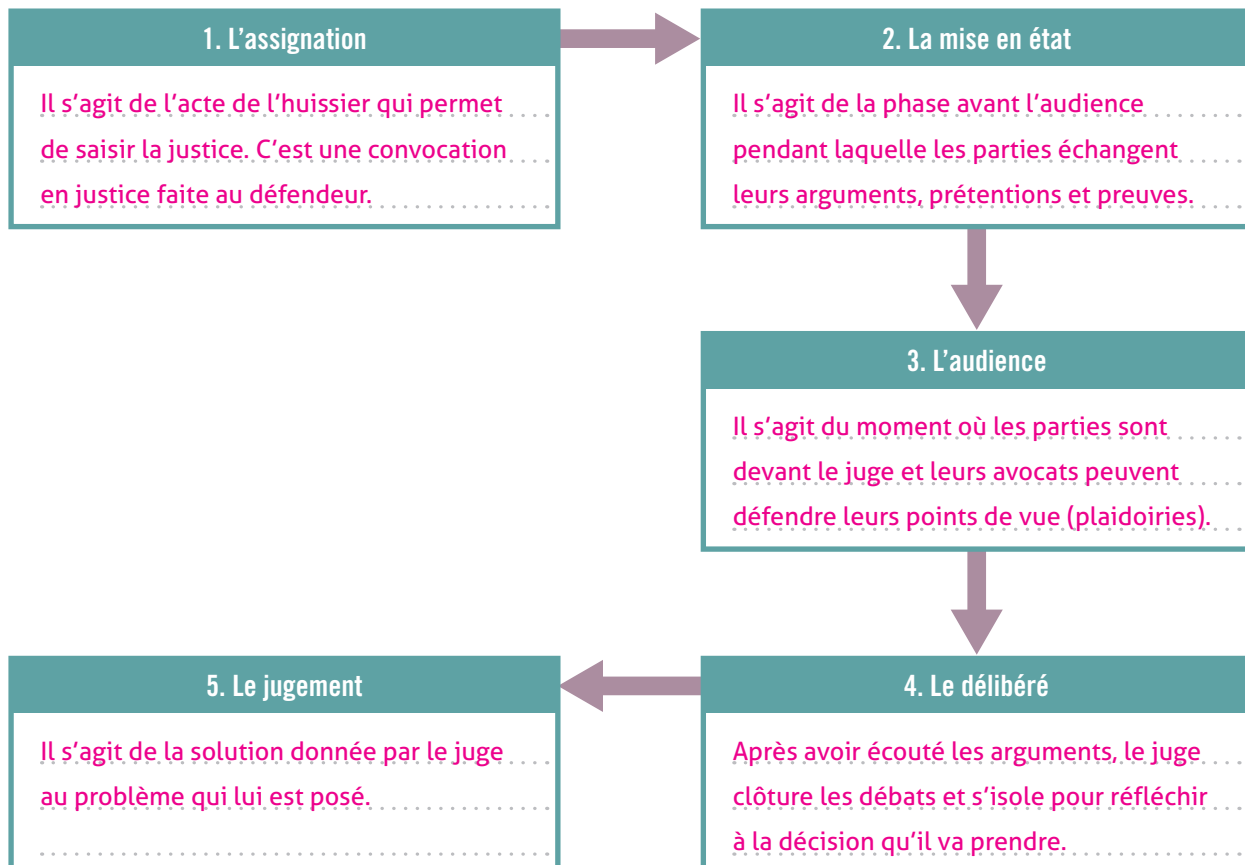


M. et M^{me} Monbo adorent la période de Noël. Ils décident donc d'appeler leur fils qui vient de naître « Sapin ». M. Monbo va à la mairie pour déclarer le prénom choisi mais l'officier d'état civil refuse d'inscrire ce prénom car il estime qu'il va nuire à l'intérêt de l'enfant. Les époux décident donc d'assigner en justice le procureur de la République (supérieur hiérarchique de l'officier d'état civil) : le procureur reçoit un acte d'huissier (lettre) qui l'informe de l'action en justice. La justice est saisie. À la suite de cela, les deux parties reçoivent une convocation à une audience devant le tribunal de grande instance compétent. Il est demandé, aux avocats des époux Monbo et au procureur, de se communiquer leurs prétentions, leurs arguments et leurs preuves avant l'audience.

Les parties se rendent ensuite à l'audience le jour fixé. Leurs avocats les défendent par leurs plaidoiries. Selon les époux Monbo, ils devraient avoir le libre choix dans le prénom de leur enfant, mais pour le procureur, ce prénom est contraire à l'intérêt de l'enfant. Le président du tribunal écoute les arguments de chacun puis, après avoir clôturé les débats, se donne un délai de réflexion.

Enfin, le jugement est rendu : le prénom Sapin ne peut pas être donné, il serait en effet contraire à l'intérêt de l'enfant.

1 Expliquez chaque phase de la procédure devant le TGI en vous aidant de l'exemple du doc 9.



B La comparaison avec un procès pénal

Droit civil et droit pénal : quelle différence ?

DOC 10

Droit civil-droit pénal

Entre qui et qui ?



Civil

Entre des personnes privées : d'un côté le plaignant, de l'autre le défendeur



Pénal

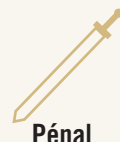
Entre un accusé et la société, représentée par le ministère public (ou « parquet »)

Pour quoi ?



Civil

Arbitrer un conflit de droit dans des domaines très variés (famille, contrats, successions...)



Pénal

Punir des actions répréhensibles, appelées « infractions » : contraventions/délits/crimes

Quels tribunaux ?

Civil

- Tribunal de proximité
- Tribunal d'instance
- Tribunal de grande instance
- + Juridictions spécialisées : conseil des prud'hommes, tribunal de commerce...

Pénal

- Tribunal de proximité (contraventions)
- Tribunal de police (contraventions)
- Tribunal correctionnel (délits)
- Cour d'assises (crimes)

Quelles sanctions ?



Civil

Dommages-intérêts versés à la partie adverse



Pénal

Amende versée au Trésor public



Civil

Exécution d'une obligation



Pénal

Prison : « emprisonnement » pour les délits, « réclusion » pour les crimes

- 2 Illustrez par deux exemples une affaire en droit civil et une affaire en droit pénal.

Droit civil : problème de trouble anormal du voisinage (chien qui aboie par exemple).

Droit pénal : vol, coups et blessures.

- 3 Donnez une autre façon de nommer le plaignant (civil).

Le plaignant se nomme aussi le demandeur.

- 4 Expliquez en quoi la société (l'État) est concernée en droit pénal.

Une infraction trouble le bon ordre de la société. Elle doit donc défendre ses intérêts.

- 5 Entourez la finalité de chacune des sanctions financières ci-dessous.

• Dommages-intérêts : Réparation/Punition

• Amende : Réparation/Punition

- 6 Donnez les finalités du droit pénal et du droit civil.

Finalité du droit pénal : punir en cas d'infraction.

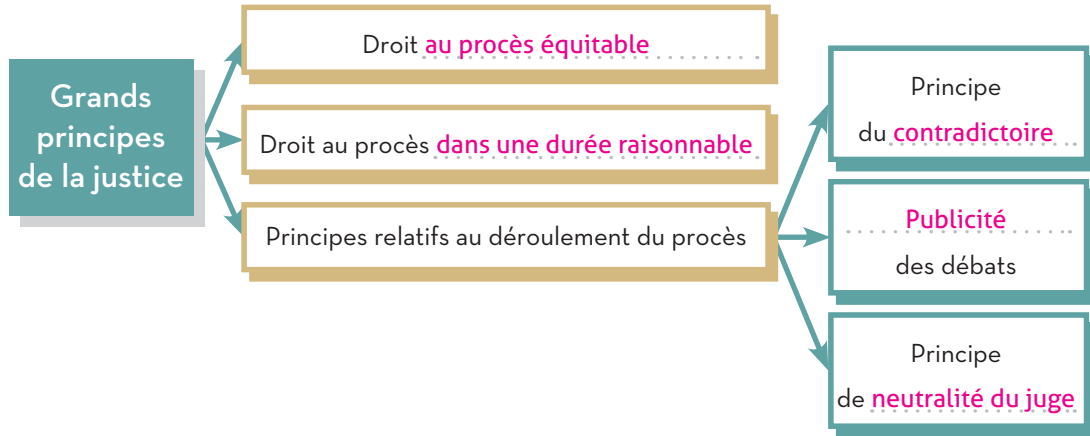
Finalité du droit civil : arbitrer un conflit privé.

Cour de cassation : juridiction suprême de l'ordre judiciaire, juge en droit et non en faits.

Procès équitable : juge impartial et indépendant, présomption d'innocence, droit de se défendre.

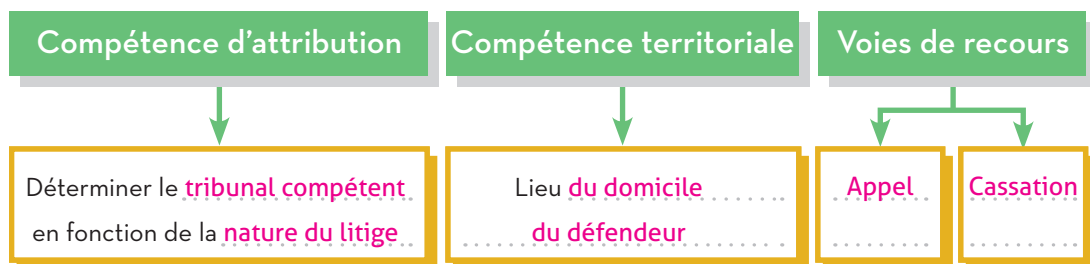
1

Les principes fondateurs et organisateurs de la justice



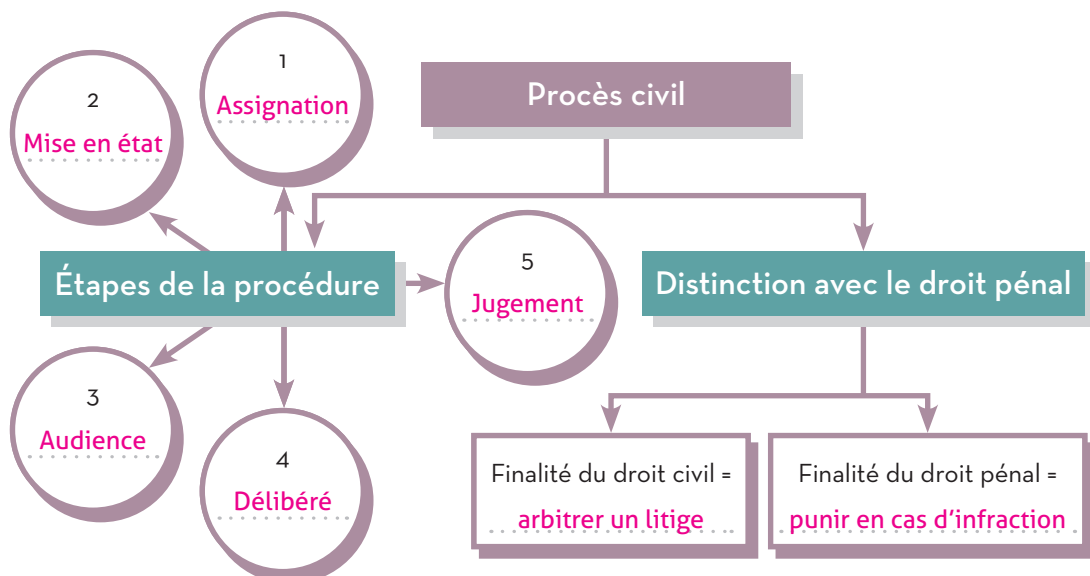
2

Les compétences des tribunaux



3

Le déroulement du procès civil



TESTEZ-VOUS!

Comment s'organise le recours au juge ? 6

1 Pour chaque situation, précisez s'il s'agit de droit pénal ou de droit civil en indiquant le principe appliqué.

Situations	Droit		Principes		
	Civil	Pénal	Contradictoire	Publicité des débats	Neutralité des juges
Françoise s'est faite agressée dans la rue : quelqu'un a voulu lui voler son sac à main. Lors du procès contre le voleur, Françoise se rend compte que tous les amis de celui-ci sont venus pour le soutenir.		×		×	
Charlène souhaite divorcer car son mari est violent. Elle ne comprend pas que le juge lui demande des preuves : on devrait la croire sur parole ! C'est quand même elle la victime ! Selon elle, le juge aurait dû prendre tout de suite son parti.	×				×
Après une dispute, Yanis a tué son meilleur ami sous le coup de la colère. Avant l'audience, le parquet transmet à l'avocat de Yanis toutes les preuves qu'il possède contre Yanis afin de l'informer.		×	×		
L'ancien ministre du Budget a été mis en examen pour détournement de fonds publics. Il compte bien faire jouer ses relations pour se sortir de cette situation. Malheureusement, son ami magistrat s'est dessaisi du dossier.		×			×
Eva est tombée et s'est cassée la jambe dans un supermarché car le sol était glissant. Le supermarché ne veut pas l'indemniser. Pendant le procès, l'avocat d'Eva plaide le dossier en expliquant en quoi le supermarché est responsable et l'avocat du supermarché essaye de prouver au juge l'inverse.	×		×		

2 Cochez la ou les bonnes réponses.

1. La compétence territoriale est définie :

- ☐ par le lieu du domicile du demandeur ;
- ☒ par le lieu du domicile du défendeur.

2. Le tribunal de commerce :

- ☒ est une juridiction civile ;
- ☒ est une juridiction spécialisée ;
- ☒ concerne les litiges entre commerçants.

3. La Cour de cassation :

- ☒ est la juridiction suprême de l'ordre judiciaire ;
- ☐ rejuge l'affaire ;
- ☒ est une voie de recours.

4. Le droit pénal a pour but de :

- ☐ réparer un préjudice grâce à des dommages-intérêts.
- ☒ punir l'auteur d'une infraction.

ENTRAÎNEZ-VOUS!



Un problème de temps...

Vu l'article 6 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, Attendu que les États adhérents à cette Convention sont tenus de respecter les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme, sans attendre d'être attaqués devant elle ni d'avoir modifié leur législation ; que, pour que le droit à un procès équitable consacré par l'article 6 § 1 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales soit effectif et concret, il faut, en règle générale, que la personne placée en garde à vue puisse bénéficier de l'assistance d'un avocat dès le début de la mesure et pendant ses interrogatoires ;

Attendu, selon l'ordonnance attaquée rendue par le premier président d'une cour d'appel et les pièces de la procédure, que M^{me} X..., de nationalité comorienne en situation irrégulière en France, a été placée en garde à vue le 1^{er} mars 2010 à compter de 11 heures 30 ; qu'elle a demandé à s'entretenir avec un avocat dès le début de la mesure ; qu'elle a été entendue par les fonctionnaires de police de 12 heures 30 à 13 heures 15 ; qu'elle s'est entretenue avec un avocat de 14 heures 10 à 14 heures 30 ; que le préfet du Rhône lui a notifié un arrêté de reconduite à la frontière et une décision de placement en rétention le même jour à 15 heures 30 ; qu'il a saisi un juge des libertés et de la détention d'une demande de prolongation de la rétention pour une durée maximale de 15 jours à compter du 3 mars 2010 à 15 heures 30 ; qu'ayant interjeté appel de l'ordonnance du juge des libertés et de la détention qui avait accueilli la demande, M^{me} X... a soutenu qu'elle n'avait pas bénéficié de l'assistance d'un avocat dès le début de la garde à vue et durant son interrogatoire par les fonctionnaires de police ;

Attendu que pour prolonger la rétention, l'ordonnance de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales n'impose pas que toute personne interpellée ne puisse être entendue qu'en présence de son avocat et que la garde à vue, menée conformément aux dispositions actuelles du Code de procédure pénale, ne saurait être déclarée irrégulière ;

Qu'en statuant ainsi alors que M^{me} X., n'avait eu accès à un avocat qu'après son interrogatoire, le premier président a violé les textes susvisés ;

PAR CES MOTIFS, et sans qu'il y ait lieu de statuer sur les autres griefs ;

CASSE ET ANNULE, en toutes ses dispositions, l'ordonnance rendue, entre les parties, le 5 mars 2010 par le premier président de la cour d'appel de Lyon ;

Dit n'y avoir lieu à renvoi ;

Arrêt n° 589 du 15 avril 2011 (10-17.049) – Cour de cassation – Assemblée plénière (extraits)

LE DÉCLIC



- Pour le texte de droit auquel fait référence la cour : il se situe toujours au début de l'arrêt. La phrase commence par « Vu ».
- Pour repérer la position de la Cour de cassation : elle se trouve toujours à la fin de l'arrêt, il s'agit du paragraphe juste au-dessus de « PAR CES MOTIFS ».

1

Résumez les faits.

2

Repérez à quel texte et à quel principe fait référence la Cour de cassation.

3

Exposez la décision et les arguments de la Cour de cassation.

Corrigé – Entraînez-vous !

Un problème de temps...

Résumez les faits.

M^{me} X. est de nationalité comorienne, elle est en situation irrégulière en France. Elle a été placée en garde à vue et n'a pu s'entretenir avec un avocat que plusieurs heures après le début de sa garde à vue. À la suite de cela, le préfet du Rhône lui a notifié un arrêté de reconduite à la frontière et une décision de placement en rétention, puis il a saisi un juge des libertés et de la détention d'une demande de prolongation de la rétention. M^{me} X. a interjeté appel de l'ordonnance du juge des libertés et de la détention qui avait accepté la demande du préfet. Elle soutient qu'elle n'a pas bénéficié de l'assistance d'un avocat dès le début de la garde à vue et durant son interrogatoire par les fonctionnaires de police.

Repérez à quel texte et à quel principe fait référence la Cour de cassation.

La Cour de cassation fait référence à l'article 6, paragraphe 1 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales. Il s'agit du principe du droit au procès équitable.

Exposez la décision et les arguments de la Cour de cassation.

La Cour de cassation casse l'arrêt d'appel, c'est-à-dire qu'elle n'est pas d'accord avec la cour d'appel. Selon la Cour, M^{me} X. aurait dû avoir le droit à l'assistance d'un avocat avant son interrogatoire. Le fait que cela ne lui ait pas été accordé est une violation du droit au procès équitable.

6

Comment s'organise le recours au juge ?

Synthèse rédigée

1 Les principes fondateurs et organisateurs de la justice

A Le droit au procès équitable

La règle communautaire sur le droit à un procès équitable est inscrite dans l'article 6, paragraphe 1 de la Convention européenne des droits de l'Homme.

Selon cet article, toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial.

De plus, toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie.

Enfin, tout accusé a droit notamment à :

- être informé, dans le plus court délai, dans une langue qu'il comprend et d'une manière détaillée, de la nature et de la cause de l'accusation portée contre lui ;
- disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense ;
- se défendre lui-même ou avoir l'assistance d'un défenseur de son choix et, s'il n'a pas les moyens de rémunérer un défenseur, pouvoir être assisté gratuitement par un avocat commis d'office, lorsque les intérêts de la justice l'exigent.

B Les principes relatifs au déroulement du procès

Du droit au procès équitable découle plusieurs principes :

- **Le principe du contradictoire** : le juge ne tranche un litige qu'après une libre discussion des prétentions et arguments de chacun des adversaires.
- Ainsi, chaque partie a la possibilité de faire valoir son point de vue, de connaître et de discuter les arguments et les preuves de son adversaire, d'échanger avec lui les éléments et les pièces de son dossier tout au long de la procédure.
- Le juge veille au respect de ce principe et s'assure que les parties se communiquent entre elles les pièces de leur dossier. Il doit également soumettre à la discussion les arguments soulevés lors des débats.
- **Le principe de publicité des débats** : les audiences sont publiques sauf exceptions (mineurs, crimes à caractère sexuel...).
- **Le principe de neutralité du juge** : le juge est indépendant et impartial, il n'a ni parti pris, ni intérêt personnel.

2 Les compétences des tribunaux

A La compétence d'attribution et la compétence territoriale

La compétence d'attribution permet de déterminer quel sera le tribunal compétent en fonction de la nature du litige, et parfois de son montant.

Par exemple le tribunal de grande instance est compétent pour tous les litiges supérieurs à 10 000 €, ainsi que pour tout ce qui concerne les divorces, l'état civil et l'immobilier.

La compétence territoriale permet de déterminer le tribunal géographiquement compétent. Le principe est que la juridiction compétente est celle du lieu du domicile du défendeur (en effet, celui-ci n'a pas demandé à aller en justice, il est donc légitime que l'on choisisse le tribunal le plus proche de lui).

B Les voies de recours

Le droit français offre la possibilité de faire rejuger son affaire : il s'agit des voies de recours.

Une personne non satisfaite d'une décision rendue par un tribunal de premier degré peut demander le réexamen de l'affaire. Celle-ci sera portée devant une cour d'appel, qui constitue le deuxième degré de juridiction.

Si on veut aller devant la Cour de cassation, on fait un pourvoi en cassation. La Cour de cassation n'est pas chargée de réexaminer l'affaire, elle a pour mission de vérifier que les lois ont été correctement appliquées par les tribunaux et les cours. Il n'existe qu'une seule Cour de cassation en France, ainsi elle assure l'unité dans l'application de la règle de droit.

- Si la Cour de cassation rejette le pourvoi : elle estime que la juridiction a bien appliqué le droit.
- Si la Cour casse l'arrêt de la cour d'appel : elle estime que la juridiction a mal appliqué le droit.

3 Le déroulement du procès civil

A Les phases de procédure d'un procès civil

Un procès civil s'organise en plusieurs phases. Tout d'abord, pour engager le procès, il faut une assignation, c'est-à-dire un acte d'huissier qui permet de saisir la justice. C'est une convocation en justice faite au défendeur. Vient ensuite une phase de mise en état, c'est une période avant l'audience pendant laquelle les parties s'échangent leurs arguments, prétentions et preuves.

L'audience est la troisième étape, pendant laquelle les parties et leurs avocats défendent leurs points de vue. Après avoir écouté les parties, les juges se retirent pour réfléchir à la décision à prendre, il s'agit du délibéré. Enfin, le juge donne sa solution, c'est le jugement.

B La comparaison avec un procès pénal

Le droit pénal a pour objet le maintien de l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens. Le droit pénal, en ce qu'il constitue un gardien des règles à respecter, est un droit répressif ; il vient punir les infractions. Il existe trois degrés d'infraction selon leur gravité :

- les contraventions (excès de vitesse, menace de violence, etc.) ;
- les délits (harcèlement, vol, etc.) ;
- les crimes (homicides volontaires ou involontaires).

Un procès pénal met face à face l'accusé et la société (représentée par le ministère public) et non l'accusé face à sa victime. Les principales peines prévues sont l'amende et la prison.

Le droit civil est un droit privé qui oppose des personnes physiques et/ou des personnes morales. L'objet du droit civil n'est pas de punir mais de réparer. Le juge n'a donc pas la capacité de condamner le coupable à une peine, mais peut le contraindre à réparer le dommage causé à autrui par le règlement de dommages et intérêts.

Vers le BAC!

THÈME 2

Comment le droit permet-il de régler un litige ?

Une mauvaise semaine

Boris est caissier dans une grande surface. Il n'a pas eu de chance cette semaine : tout a commencé le lundi, en allant au travail, un pot de fleur lui est tombé sur la tête. Il s'en est tiré avec seulement une bosse, mais il a eu peur !

Le mercredi, il a appris que son patron avait l'intention de le licencier. En effet, celui-ci lui affirme l'avoir vu sur les caméras de surveillance assurant la sécurité du magasin en train de voler dans la caisse. Boris est étonné : il ne savait même pas qu'il était surveillé par des caméras. Il a bien l'intention de se défendre et de ne pas accepter ce licenciement !

Enfin, sa semaine s'est mal terminée : le samedi, il devait partir en vacances dans une luxueuse maison d'hôtes. Il avait pour cela versé un acompte de 2 000 euros le mois dernier. Cependant, en arrivant sur place, les propriétaires de la maison d'hôtes nient avoir reçu la somme. Boris est pourtant sûr que la somme a bien été débitée de son compte !

- ❶ Précisez pour chaque situation rencontrée par Boris s'il s'agit d'un acte ou d'un fait juridique.
- ❷ Précisez les arguments juridiques que pourrait avancer Boris pour se défendre contre son patron.
- ❸ Précisez les arguments juridiques que son patron pourrait avancer pour justifier le licenciement.
- ❹ Identifiez le tribunal compétent en cas d'action en justice si Boris est effectivement licencié.
- ❺ Indiquez qui doit prouver et le mode de preuve qui devra être utilisé concernant le versement de l'acompte dans la dernière situation.

Document 1

Article L.1222-4 du Code du travail

Aucune information concernant personnellement un salarié ne peut être collectée par un dispositif qui n'a pas été porté préalablement à sa connaissance.

Document 2

Les limites au pouvoir de surveillance de l'employeur

L'employeur a le droit de contrôler l'activité des salariés pendant le temps de travail s'il respecte trois règles :

- justifier d'un intérêt légitime pour l'entreprise à la mise en place de la surveillance ;
- consulter le comité d'entreprise sur le projet de mise en œuvre d'un dispositif de contrôle des salariés ;
- informer les salariés, avant la mise en œuvre de la surveillance, des modalités de celle-ci.

Les informations obtenues en violation de ces règles ne constituent pas des preuves valables et ne peuvent donc justifier ni sanction, ni licenciement.

- À savoir

Tout traitement informatisé d'informations nominatives doit faire l'objet d'une déclaration préalable auprès de la CNIL, organisme qui délivre par ailleurs un certain nombre de recommandations en matière de « cybersurveillance » des salariés.

- L'existence d'un intérêt légitime

La surveillance des salariés doit être justifiée par la nature du travail à accomplir et proportionnée au but recherché. Par exemple, le contrôle par

appareils de détection ou fouilles peut être mis en œuvre, sous certaines conditions (respect de la dignité et de l'intimité de la personne), lorsque les salariés travaillent avec des métaux précieux ou des matières dangereuses.

Un délégué du personnel qui constate une atteinte injustifiée ou disproportionnée aux droits des personnes et aux libertés individuelles peut exercer un droit d'alerte. L'employeur doit alors procéder sans délai, avec le délégué du personnel, à une enquête et prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire cesser la situation. À défaut, les prud'hommes peuvent être saisis en urgence.

- L'information préalable du comité d'entreprise

Avant d'arrêter la décision de mettre en œuvre des techniques ou moyens pour surveiller l'activité des salariés, l'employeur est tenu de consulter le comité d'entreprise.

- L'information préalable des salariés

Vidéosurveillance, enregistrement, exploration de disques durs, autocommutateurs téléphoniques... : les salariés doivent être informés, avant leur mise en œuvre, des procédés de surveillance choisis par l'employeur. Les systèmes installés à l'insu des salariés ne peuvent pas être utilisés.

www.travail-emploi.gouv.fr, mise à jour du 20/11/2015

Document 3

La vidéosurveillance, mode de preuve contestable de la faute d'un salarié ?

Si la faute d'un salarié est révélée grâce au système de vidéosurveillance, il faut que le mécanisme ait été utilisé pour assurer la sécurité des clients d'un magasin et de leurs biens. C'est à cette condition que cet enregistrement peut servir de preuve, même si les dispositions du Code du travail relatives aux conditions de mise en œuvre des moyens et techniques de contrôle de l'activité des salariés n'ont pas été respectées.

À la fin de sa journée de travail, l'employé d'un rayon boucherie d'un supermarché s'est rendu en tenue de travail au guichet billetterie du magasin situé dans la galerie marchande. Il s'est approprié le téléphone portable qu'une cliente avait oublié à ce guichet et a quitté le magasin. À la demande de son supérieur hiérarchique, il a restitué le téléphone le lendemain, après avoir été identifié par l'agent de sécurité grâce à la bande d'enregistrement du système de vidéosurveillance installé dans le magasin. Quelques jours plus tard, il est licencié pour faute grave.

Il saisit alors la juridiction prud'homale afin de contester son licenciement. La cour d'appel de Chambéry dans un arrêt du 2 février 2012 l'a débouté de ses demandes et a déclaré que le licenciement reposait sur une faute grave. En effet, elle retient tout d'abord que le salarié ne peut invoquer les dispositions du Code du travail relatives aux conditions de mise en œuvre, dans une entreprise, des moyens et techniques de contrôle de l'activité

des salariés, puisque la finalité du système était liée à la sécurité des lieux et des personnes s'y trouvant. Ensuite, la cour considère que le fait pour un employé de quitter le magasin avec le téléphone qu'une cliente avait oublié constitue une faute grave. Le salarié forme alors un pourvoi devant la Cour de cassation.

La Haute Juridiction a donc été amenée à se prononcer sur la licéité de la preuve apportée par l'enregistrement d'une vidéosurveillance, dont la mise en place n'a pas donné lieu préalablement à l'information et à la consultation du comité d'entreprise, pour justifier un licenciement pour faute grave.

La Cour de cassation a rejeté le pourvoi au motif que « le système de vidéosurveillance avait été installé pour assurer la sécurité du magasin et n'avait pas été utilisé pour contrôler le salarié dans l'exercice de ses fonctions ». En conséquence, le demandeur « ne pouvait invoquer les dispositions du Code du travail relatives aux conditions de mise en œuvre, dans une entreprise, des moyens et techniques de contrôle de l'activité des salariés ». Enfin, elle a jugé que « ce comportement, qui affectait l'obligation de l'employeur d'assurer la sécurité des clients et de leurs biens, se rattachait à la vie de l'entreprise et, étant de nature à y rendre impossible le maintien de l'intéressé, constituait une faute grave ».

L'arrêt de la Cour de cassation du 26 juin 2013 conforte sa position assouplie quant à la question de l'utilisation de la vidéosurveillance et les conséquences qui en découlent sur la relation de travail.

Sarah Demeester, www.crdp.univ-lille2.fr, 17/10/2013

Document 4

Article 1353 du Code civil

Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver.
Réciproquement, celui qui se prétend libéré doit justifier le paiement
ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation.

Document 5

Article 1359 du Code civil

Au-delà de 1 500 euros, l'acte juridique doit être passé par écrit.

Corrigé – Vers le bac !

Thème 2 Comment le droit permet-il de régler un litige ?

Une mauvaise semaine

Précisez pour chaque situation rencontrée par Boris s'il s'agit d'un acte ou d'un fait juridique.

Lundi : fait juridique

Mercredi : acte juridique

Samedi : acte juridique

Précisez les arguments juridiques que pourrait avancer Boris pour se défendre contre son patron.

Selon le doc 2, l'employeur a le droit de contrôler l'activité des salariés pendant le temps de travail s'il respecte trois règles :

- justifier d'un intérêt légitime pour l'entreprise à la mise en place de la surveillance ;
- consulter le comité d'entreprise sur le projet de mise en œuvre d'un dispositif de contrôle des salariés ;
- informer les salariés, avant la mise en œuvre de la surveillance, des modalités de celle-ci.

Or dans le cas de Boris, il n'était pas informé de la vidéosurveillance.

Donc l'employeur n'avait pas le droit d'utiliser cette vidéosurveillance.

Précisez les arguments juridiques que son patron pourrait avancer pour justifier le licenciement.

Selon le doc 3, le Cour de cassation a considéré comme un mode de preuve licite une vidéosurveillance prise d'un salarié en train de voler, alors même que ce salarié n'était pas au courant de cette vidéosurveillance. Ce mode de preuve était licite car « le système de vidéosurveillance avait été installé pour assurer la sécurité du magasin et n'avait pas été utilisé pour contrôler le salarié dans l'exercice de ses fonctions ».

Or, la vidéosurveillance de l'employeur de Boris l'a filmé en train de voler. Cette vidéosurveillance avait été mise en place pour la sécurité du magasin.

Donc l'employeur pourra bien utiliser cette vidéo pour prouver la faute de Boris.

Identifiez le tribunal compétent en cas d'action en justice si Boris est effectivement licencié.

Le tribunal compétent pour un litige en droit du travail est le conseil des prud'hommes.

Indiquez qui doit prouver et le mode de preuve qui devra être utilisé concernant le versement de l'acompte dans la dernière situation.

C'est Boris qui doit prouver car c'est le demandeur. Il devra prouver par un écrit, car il s'agit d'un acte juridique supérieur à 1 500 €.

Qu'est-ce qu'une **PERSONNE JURIDIQUE ?**

7



NOTIONS

- obligations
- patrimoine
- personnalité juridique
- personne juridique
- personne morale
- personne physique
- prérogatives

La Bourse à tout âge ?

Bien que très jeune, Jérémie a déjà l'habitude d'écouter l'actualité. Très vif d'esprit, il n'hésite pas à passer à l'action lorsqu'il a une idée...

L'action Volkswagen, qui avait déjà perdu près de 35 % la semaine passée, continuait à chuter ce matin à la Bourse de Francfort, après de nouvelles informations concernant le scandale de moteurs truqués qui frappe le constructeur automobile.

Mère, je dois vous laisser, je suis en train d'acheter des actions Volkswagen sur *speculation.com*, la baisse ne va pas se poursuivre, j'en suis certain.



C'est hors de question, tu n'as pas le droit à ton âge !

Ne vous inquiétez pas, j'ai bien cliqué sur « je certifie être majeur » en créant mon compte. Pour le prélèvement, j'ai saisi le RIB de Père.

« ... !!??! »

1 Rappelez ce qu'envisage de faire Jérémie.

Jérémie envisage d'acheter des actions Volkswagen en Bourse. En effet, le scandale sur la présence d'un moteur trafiqué sur les véhicules diesel génère une forte baisse du cours de cette action en Bourse.

2 Précisez les conséquences financières possibles de l'achat d'actions en Bourse pour Jérémie.

Même sans identifier son âge, on constate qu'il s'agit d'un mineur. L'achat d'actions à la Bourse est une action risquée pour le patrimoine d'une personne. En cas de poursuite de la baisse du cours de cette action, la revente des titres générera une moins-value, c'est-à-dire une perte d'argent.

ITINÉRAIRE BIS

Vidéo

Vendre du tabac
à un mineur

<http://tinyurl.com/zbbz6en>

1'57



3 Expliquez pourquoi il est nécessaire de différencier les droits accordés aux personnes selon leur âge.

Une personne doit pouvoir agir et, de ce fait, bénéficier de droits.

Néanmoins, selon sa situation propre, il sera nécessaire d'accorder ou non certaines prérogatives pour tenir compte de son âge, de sa santé.

1

Être une personne pour le droit : tout d'abord exister...

A L'existence des personnes physiques

DOC 1 La personne physique

Le droit français distingue les biens (comme les choses ou les objets) et les personnes (comme un individu ou une société). Ces dernières sont divisées en deux catégories : les personnes physiques et les personnes morales. Les personnes physiques sont des êtres humains, des individus qui existent matériellement. Être une personne au regard du droit signifie que l'on se voit reconnaître une personnalité juridique propre. Si chaque personne sur Terre est unique, alors chaque personne est également unique pour le droit : c'est SA personnalité juridique.

© Foucher

DOC 2 Le début de la personnalité juridique des personnes physiques

Famille Dupuis

1



2

« L'enfant conçu est réputé né, chaque fois qu'il y va de son intérêt. »

1^{re} chambre civile
de la Cour de Cassation – 10/12/1985

3



© Foucher

1 Indiquez le nombre de personnes dans la première photographie. Chaque individu est unique et possède donc une personnalité juridique qui lui est propre. Il y a trois êtres humains sur cette photographie, il y a donc trois personnes juridiques.

2 Précisez si la personnalité juridique débute toujours au moment de la naissance. La personnalité juridique débute à la naissance, mais l'enfant conçu peut être considéré comme une personne dès sa conception s'il naît ensuite vivant et viable (héritage).

DOC 3 La fin de la personnalité juridique des personnes physiques

4



5



6



© Foucher

3 Expliquez pourquoi la photo 5 pose la question de la fin de la personnalité juridique au moment du décès d'une personne. La photo 5 répond au titre du document en indiquant que la personnalité juridique prend fin avec le décès d'une personne. Le testament montre que la volonté d'un défunt peut s'exercer même au-delà de sa mort.

4 Identifiez le problème évoqué par la photo 6. Cette photo représente l'avis de recherche d'une personne disparue. Il y a donc une incertitude quant à l'éventuel décès de cette personne.

ITINÉRAIRE
BIS

Vidéo

Déclaré mort



<http://tinyurl.com/jdgl6qq>

1'09

B L'existence des personnes morales

DOC 4 Présentation des personnes morales

Outre les individus, personnes physiques, le droit français attribue la personnalité juridique à des entités qui n'existent pas physiquement : ce sont les personnes morales. Une personne morale est une entité à qui le droit reconnaît la personnalité juridique créée par d'autres personnes juridiques (elles mêmes physique ou morale), par exemple une société créée par des associés. Il y a alors une nouvelle entité juridique distincte des membres qui la composent.

- En général, une personne morale existe à partir de sa création (ex. : déclaration en préfecture d'une association ; immatriculation d'une société au RCS, Registre du commerce et des sociétés).
- En général, une personne morale existe jusqu'à son « décès » : dissolution ; liquidation (ex. : une entreprise en état de cessation des paiements et qui ne peut être redressée).

© Foucher

5 Cochez la bonne réponse.

Situations	Vrai	Faux
On peut physiquement toucher une personne morale.		×
Une personne morale a un corps et un cerveau propre.		×
Une personne morale est une entité immatérielle.	×	
Il faut une personne physique pour représenter une personne morale.	×	
La création d'une personne morale ajoute une nouvelle personnalité juridique en plus de la personnalité des membres qui la composent.	×	
La création d'une personne morale fait disparaître la personnalité juridique des membres qui la composent.		×

DOC 5 Deux exemples de création d'une personne morale

1 Thérèse et Jacinthe ont créé une société. Elles ont choisi de créer une école de piano : la SARL « FA SI LA jouer ».



Cas classique : plusieurs personnes physiques forment une personne morale distincte. Il y a bien création d'une nouvelle personnalité juridique qui existe en droit mais n'existe pas physiquement.

2 La SARL « FA SI LA jouer » décide de collaborer avec une autre SARL « Lafamidoré » pour créer l'association loi 1901 « Musicarama » qui promeut la musique auprès des enfants.



Ici aussi, la nouvelle personne juridique est « en plus » des personnes qui la composent. La différence est qu'ici deux personnes morales ont créé cette troisième personne morale.

Il est possible qu'une seule personne physique (ou une seule personne morale) puisse créer une personne morale, voire que ce soit une personne physique et une personne morale qui créent une nouvelle entité.

© Foucher

6 Complétez le tableau ci-dessous

Cas n°	Nombre de personnalités juridiques	Nom des personnes physiques	Nom des personnes morales
1	3	Thérèse/Jacinthe	SARL « FA SI LA jouer »
2	3		SARL « FA SI LA jouer » ; SARL « Lafamidoré » ; association loi 1901 « Musicarama »

2

Les attributs de la personnalité juridique

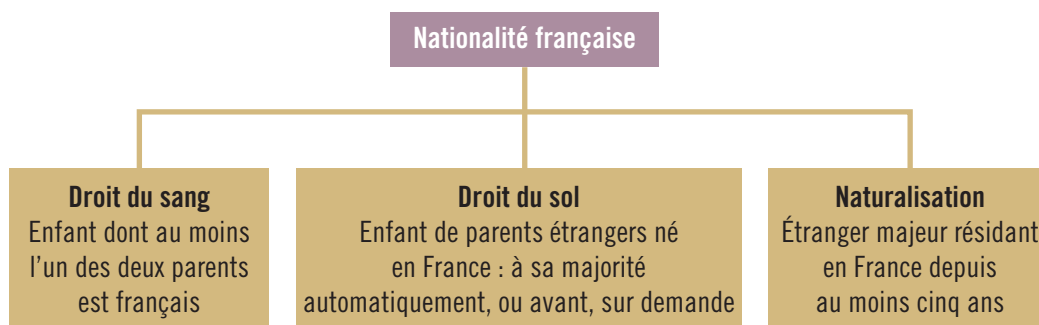
A L'identification des personnes physiques

DOC 6 Plusieurs résidences mais un seul domicile

« Le domicile de tout Français, quant à l'exercice de ses droits civils, est au lieu où il a son principal établissement. [...] »

Article 102 du Code civil

DOC 7 La nationalité, lien juridique entre un individu et un État



© Foucher

DOC 8 Le choix du nom ou un nom de choix...

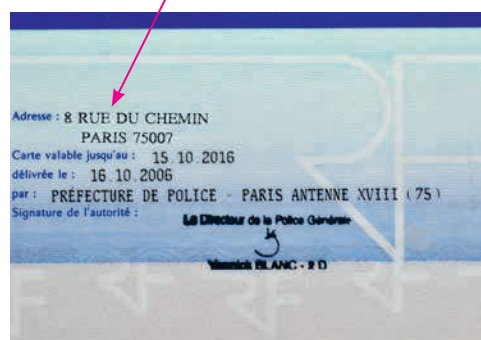
M. Romain Dolcevit, de nationalité italienne, vit en France depuis quinze ans. Il y a épousé M^{lle} Françoise Bellevie, citoyenne française. Ils ont la joie d'annoncer la naissance dans une maternité de Corse de la petite Laura. Ses parents se demandent quel nom donner à ce bébé et quelle sera sa nationalité.



1 Précisez le nom de famille que les parents peuvent donner à Laura et sa nationalité.

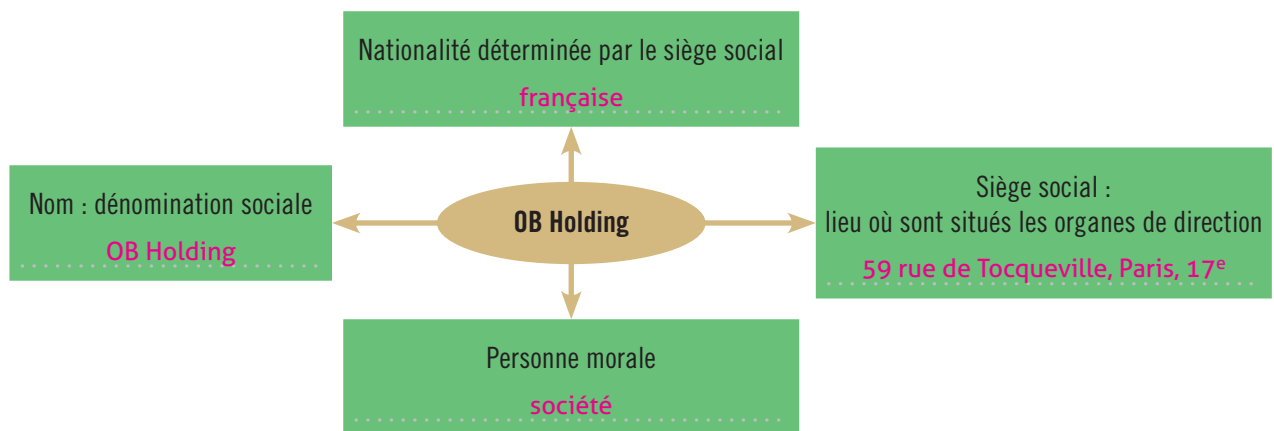
Laura pourra, au choix de ses parents, se nommer **DOLCEVITA-BELLEVIE** ou **BELLEVIE-DOLCEVITA** ou **DOLCEVITA** ou **BELLEVIE**. Au moins l'un de ses parents étant français, Laura peut, dès sa naissance, se prévaloir de la nationalité française.

2 Repérez les trois éléments d'identification dans la carte d'identité ci-dessous : nationalité – nom patronymique – résidence



B L'identification des personnes morales

DOC 9 Les éléments d'identification



© Foucher

DOC 10 Attention à ne pas confondre...



© Foucher

DOC 11 Burger King en France

OB Holding est en activité depuis 23 ans. Située 59, rue de Tocqueville dans le 17^e arrondissement de Paris, elle est spécialisée dans le secteur d'activité de la restauration traditionnelle. OB signifie Olivier Bertrand, nom de son fondateur et P-D.G. Le groupe d'Olivier Bertrand est présent sur plusieurs segments de marché dont la restauration

rapide puisqu'étant le franchisé exclusif Burger King en France. En septembre 2015, fort de ses 2 000 employés, 25 enseignes et 250 établissements, ce groupe a annoncé être en négociation pour racheter l'ensemble des enseignes Quick en France.

© Foucher

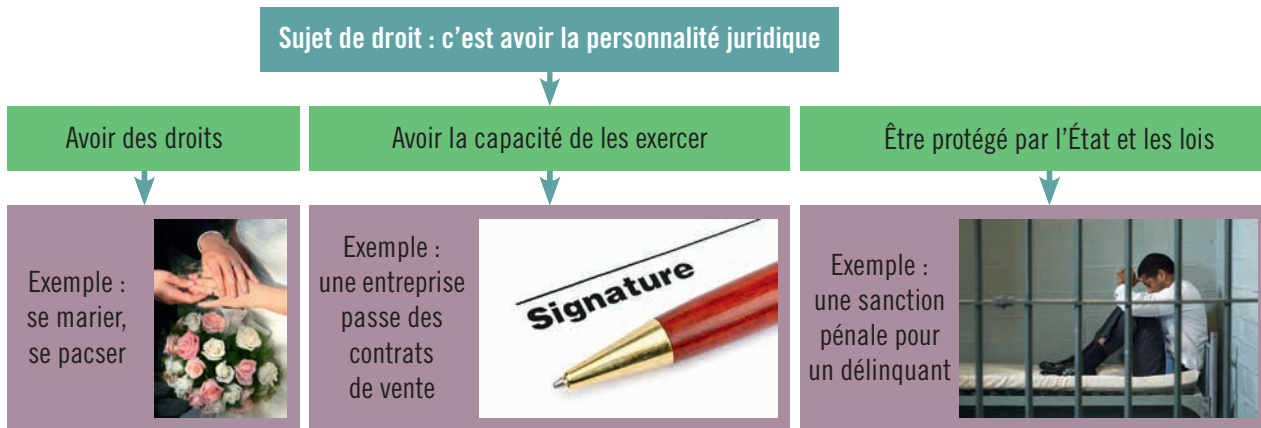
- 3 Complétez le schéma du doc 9 en précisant chaque élément d'identification à l'aide du doc 11.
- 4 Précisez le lien entre le siège social d'une entreprise et les règles qui détermineront le calcul et le paiement de son impôt.
Le siège social d'une entreprise détermine sa nationalité. Ce lien juridique entre l'entreprise et son État d'implantation va lui imposer de respecter les règles de cet État en matière de fiscalité.
- 5 Expliquez pourquoi, après avoir mangé un sandwich dans un Burger King, un client a vu, au moment de payer, l'hôtesse de caisse l'inviter à rédiger son chèque à l'ordre du groupe « OB ».
Le terme « Burger King » désigne le nom commercial de la prestation vendue dans cet établissement.
L'entreprise qui effectue ce service est un franchisé indépendant. Il est donc juridiquement distinct de son franchiseur et a donc un nom juridique différent, une dénomination sociale propre.

3

Les droits attachés à la personnalité juridique

A Être un sujet de droit

DOC 12 Les prérogatives du sujet de droit



DOC 13 Droit, capacité et protection

		Droit	Capacité	Protection
Situation 1	Julie (15 ans) et Medhi (16 ans) ont décidé de se marier cette année.	Oui	Non (à 18 ans)	Oui
Situation 2	La SA Rollet vend des circuits imprimés à l'étranger, hors Union européenne.	Oui	Oui	Oui

1 Précisez pour chaque exemple si les personnes ont les droits, la capacité et la protection.

2 Indiquez ce qui peut limiter un sujet de droit quant à l'exercice de ses droits.

L'absence de capacité limite l'exercice des droits d'un sujet.

DOC 14 Un joueur maladroît



© Foucher

DOC 15 Article 1242 du Code civil

On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde. [...] Le père et la mère, en tant qu'ils exercent l'autorité parentale, sont solidairement responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux. [...]

3 Précisez si la phrase prononcée par le monsieur du doc 14 est ou non conforme à l'article du Code civil présenté dans le doc 15.

Si, dans les faits, un enfant a cassé la fenêtre de l'un de ses voisins en lançant un ballon, et si, selon la règle de droit (article 1242 du Code civil), les parents sont responsables des dommages causés par leurs enfants, alors, le propos de ce voisin n'est pas juridiquement fondé : ce sont les parents du garçon qui devront rembourser la vitre cassée...

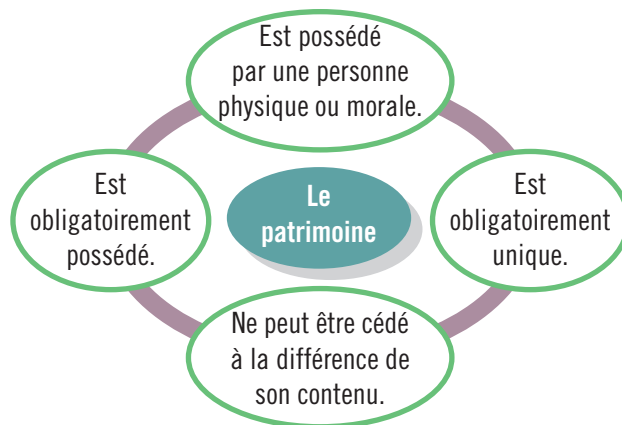
B Disposer d'un patrimoine

DOC 16 Les composantes du patrimoine



4 Reliez chacune des illustrations ci-dessus au sein du schéma présenté en doc 16.

DOC 17 Les caractères du patrimoine



DOC 18 Une protection pour l'entrepreneur

Depuis le 1^{er} janvier 2011, la loi permet de distinguer le patrimoine personnel et le patrimoine professionnel de chaque entrepreneur, celui-ci restant propriétaire de l'ensemble de ses biens. Il se retrouve protégé car seul son patrimoine professionnel affecté à l'activité de l'entreprise constitue la garantie de ses créanciers professionnels.

www.notaires.fr

5 M. Patrick Moine a épousé il y a un an M^{lle} Odette Revolvingue. Un bébé vient juste de naître dans ce foyer. Indiquez le nombre de patrimoine que compte cette famille (doc 17).

Chaque personne possède un patrimoine et n'en possède qu'un seul. Dès lors, il y a trois personnes dans cette famille, donc trois patrimoines.

6 Précisez si la disposition présentée dans le doc 18 remet en cause l'unicité du patrimoine de certaines personnes.

La disposition présentée ne remet pas en cause l'unicité du patrimoine. S'il y a effectivement une séparation de l'affectation des biens selon leur usage (personnel ou professionnel), l'ensemble de ces biens restent au sein du même et unique patrimoine.

Patrimoine : ensemble des droits et des obligations d'une personne, évaluation en argent.

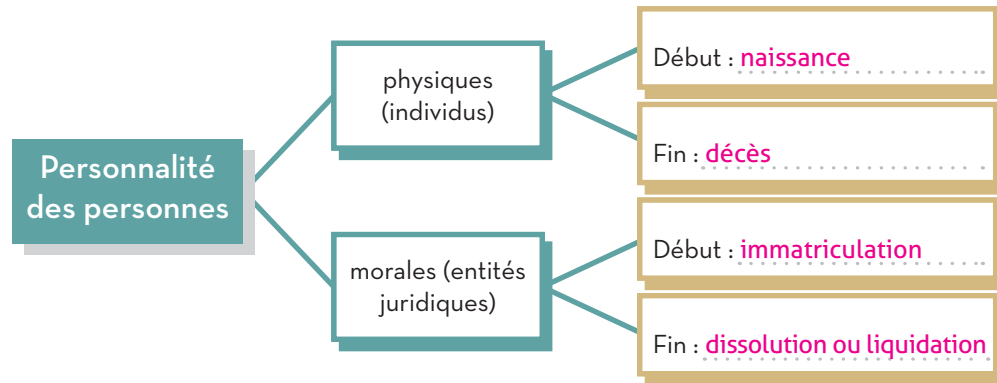
Personnalité juridique : aptitude à être titulaire de droits (des prérogatives) et des devoirs (des obligations).

Personne morale : groupement de personnes (exceptionnellement une seule) créant une entité juridique distincte de leurs propres personnes.

Personne physique : individu.

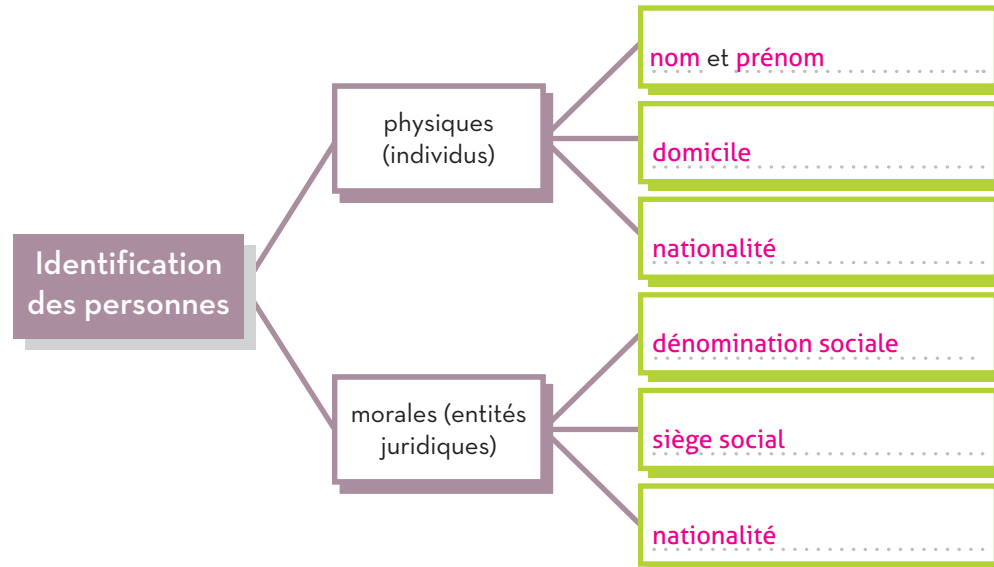
1

Être une personne pour le droit :
tout d'abord exister...



2

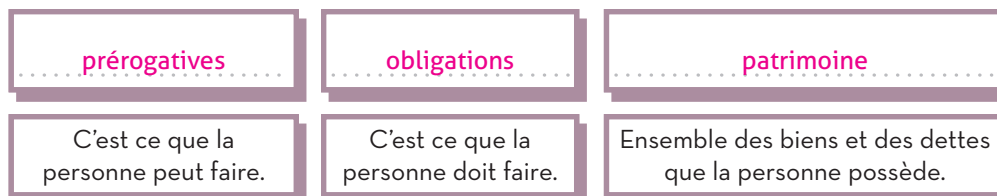
Les attributs de la personnalité juridique



3

Les droits attachés à la personnalité juridique

La personnalité juridique permet d'être un sujet de droit donc d'avoir



TESTEZ-VOUS!

Qu'est-ce qu'une personne juridique ? 7

1 Identifiez les choses, les personnes physiques et les personnes morales pour chaque situation.

Situations	Choses	Personnes physiques	Personnes morales
Luc, un étudiant de 19 ans, vient d'être embauché pour un emploi d'été par M. Squay, gérant de la SARL Walquer.		Luc et M. Squay	SARL Walquer
M. Clair a acheté une ampoule dans le magasin de bricolage YVOI société anonyme et l'a fait tomber par terre en bousculant M ^{lle} Rhyen sa voisine.	Ampoule	M. Clair M ^{lle} Rhyen	YVOI SA
Afin de développer les animations diverses dans le quartier où ils habitent, Martin et Bernard, deux jeunes, décident de créer une association « VITACITÉ ». M. le Maire leur a, lors d'un entretien, assuré que la mairie mettrait à leur disposition la salle des fêtes.	Salle des fêtes	Martin Bernard M. le Maire	Association « VITACITÉ » Mairie
Marie-Liesse, Gabrielle et Alice sont passionnées d'esthétique. Elles ont décidé de créer un site Internet français dont le serveur est installé à Grasse et qu'elles dénomment <i>www.toujoursplusbelles.fr</i> .	Site Internet	Marie-Liesse Gabrielle Alice	Le site n'est pas une entité juridique propre.
Le petit Alban, deux ans, aime beaucoup jouer avec ses petits soldats et son chien, Voyou.	Petits soldats Chien Voyou (être vivant doué de sensibilité)	Enfant	

2 Recensez, dans les bonnes cases, les conséquences de la personnalité juridique de M^{me} Féchou.

M^{me} Féchou vient d'accepter une offre d'emploi de la société Didier. Elle devra quotidiennement réaliser des rapprochements bancaires et percevra pour cela une rémunération versée sur son compte bancaire. La convention collective applicable dans cette entreprise lui permettra de bénéficier de quatre jours de congés payés par mois travaillé.

Avoir des droits	Avoir des obligations	Engager sa volonté	Disposer d'un patrimoine
Bénéficier de quatre jours de congés payés.	Effectuer les rapprochements bancaires chaque jour.	Accepter l'offre d'emploi.	Percevoir un salaire sur son compte.

ENTRAÎNEZ-VOUS!



Une succession en question

DOC 1 L'héritage de M. Laurier

M. Laurier est propriétaire du château et des forêts du domaine du Loup situé dans le Perche. Âgé et sans héritier, il s'adresse à son notaire pour rédiger son testament. La joie de sa vieillesse est de laisser s'amuser dans son parc la fille de ses voisins, la petite Marie Toibyen, avec son chien Woua Woua. Il décide donc que, à son décès, le château sera partagé entre la petite Marie et son/sa petit(e) frère/sœur puisque M. et M^{me} Toibyen attendent un heureux événement.

© Foucher

DOC 2 Arrêt de la 1^{re} chambre civile, Cour de cassation - 10 décembre 1985

Attendu que Bernard Y. avait adhéré en 1979 à une police d'assurance qui garantissait, en cas de décès, le versement d'un capital majoré de 30 % par enfant à charge vivant au foyer de l'assuré. Que Bernard Y. est décédé le 1^{er} mars 1980. Que M^{me} Y. a mis au monde [des] jumeaux le 24 mai 1980. Que la compagnie d'assurances lui a réglé le montant du capital mais a refusé de le majorer en tenant compte des deux enfants puisqu'ils n'étaient pas nés au moment du décès de Bernard Y.

Attendu, cependant, que la détermination des enfants à charge vivant au foyer doit être faite en

se conformant aux principes généraux du droit, spécialement à celui d'après lequel l'enfant conçu est réputé né chaque fois qu'il y va de son intérêt, étant observé que la majoration du capital-décès, lorsqu'il existe des enfants à charge, est destinée à faciliter l'entretien de ces enfants ; Qu'en statuant comme elle l'a fait, c'est-à-dire en écartant les enfants simplement conçus du calcul de la majoration du capital et qui, en l'espèce sont nés viables, la cour d'appel a violé la règle et le texte susvisé.

LE DÉCLIC



- 1 Cette question permet d'identifier, à partir des faits, le problème de droit.
- 2 Ce problème de droit sera résolu par l'application d'une règle de droit : il est donc nécessaire de la comprendre lors de sa consultation.
- 3 Une fois le problème posé et la règle identifiée et comprise, on peut donc proposer une solution juridique à la situation présentée dans l'énoncé.

- 1 Présentez la difficulté relative à la transmission du château en cas de décès de M. Laurier avant la naissance du bébé de M. et M^{me} Toibyen.
- 2 Analysez la position jurisprudentielle présentée dans le **doc 2**.
- 3 Concluez sur la possibilité, ou son absence, de permettre au bébé de M. et M^{me} Toibyen de percevoir une part du château dans l'héritage de M. Laurier.

Corrigé – Entraînez-vous !

Une succession en question

Présentez la difficulté relative à la transmission du château en cas de décès de M. Laurier avant la naissance du bébé de M. et M^{me} Toibyen.

En cas de décès avant la naissance du bébé, la question se pose de savoir si le château revient à la seule Marie ou s'il doit être partagé avec le bébé alors que celui-ci n'est pas né.

Analysez la position jurisprudentielle présentée dans le doc 2.

La Cour de cassation applique le principe qu'un « enfant conçu est réputé né à chaque fois qu'il y va de son intérêt » en rappelant la nécessité qu'il naisse viable pour cela.

Concluez sur la possibilité, ou son absence, de permettre au bébé de M. et M^{me} Toibyen de percevoir une part du château dans l'héritage de M. Laurier.

Ainsi, puisque percevoir un héritage est dans l'intérêt d'une personne, le bébé, sera, une fois né viable, réputé né au jour de l'ouverture de la succession et pourra donc bénéficier de l'héritage légué par son généreux voisin.

7

Qu'est-ce qu'une personne juridique ?

Synthèse rédigée

1 Être une personne pour le droit : tout d'abord exister...

A L'existence des personnes physiques

Le droit français distingue les personnes (comme un individu ou une société) des biens (comme les choses ou les objets).

Le droit prévoit ensuite deux catégories de personnes : les personnes physiques et les personnes morales. Pour les premières, il s'agit des êtres humains, des individus. Être une personne au regard du droit signifie que l'on se voit reconnaître une personnalité juridique propre.

La personnalité juridique débute à la naissance. Elle se matérialise juridiquement par l'acte de naissance établi par un officier d'état civil. Néanmoins, dans certains cas, le droit reconnaît la personnalité juridique à l'enfant simplement conçu. C'est le cas par exemple du Code civil pour la perception d'un héritage (article 725) ou des tribunaux pour le calcul de l'indemnité d'une assurance vie (Cass. Civ. 1 – 10.12.1985). La personnalité juridique (exister en droit) ne doit pas être confondu avec la capacité juridique (agir en droit).

La fin de la personnalité juridique est celle du décès de la personne, matérialisée juridiquement par l'acte de décès établi par une mairie. Néanmoins, la volonté juridique du défunt peut continuer de s'exercer à travers les dispositions de son testament.

L'on peut également ignorer si une personne est ou non décédée. C'est le cas lors d'une disparition. La personne disparue va, dans un premier temps, être présumée absente, ce qui ne met pas fin à sa personnalité juridique. Dix ans plus tard, si elle n'est pas réapparue, elle sera alors déclarée absente, ce qui produira les effets du décès. Si la disparition a eu lieu dans des circonstances qui laissent fortement supposer son décès (corps non retrouvé après un naufrage par exemple), le délai de dix ans n'est pas requis.

B L'existence des personnes morales

Le droit français reconnaît aussi la personnalité juridique à des entités qui n'existent pas physiquement : ce sont les personnes morales (entité différente d'une personne physique). Une personne morale est une entité créée par des personnes physiques ou morales, notamment pour exercer une activité (entreprise, association, collectivité...) à qui le droit confère des droits et des obligations.

La personne morale est généralement créée par l'association de plusieurs personnes physiques. Par exemple, au moins deux personnes physiques décident de créer une entreprise commerciale ensemble. Elles vont alors créer une SARL qui sera leur société et qui existera juridiquement de façon autonome puisqu'étant elle-même une entité juridique propre : une personne morale. La création d'une association relève de la même logique, mais en créant une personne morale d'une autre forme juridique puisque correspondant à une finalité différente (puisque non lucrative). Attention à bien comprendre le statut de l'EIRL : il ne correspond pas à la création d'une personne morale puisque l'entrepreneur individuel reste la seule personne physique existante. Il permet néanmoins l'affectation professionnelle d'une partie du patrimoine de l'entrepreneur.

En général, une personne morale existe à partir de sa création (ex. : déclaration en préfecture d'une association ; immatriculation d'une société au RCS, Registre du Commerce et des Sociétés) jusqu'à son « décès » : dissolution ; liquidation (exemple d'une entreprise en état de cessation des paiements et qui ne peut être redressée).

Une personne morale ne disposant pas de matérialité ne peut exercer par elle-même les éléments de sa capacité juridique. Elle est donc représentée par une personne physique, agissant en son nom.

2 Les attributs de la personnalité juridique

A L'identification des personnes physiques

Une personne physique peut être identifiée par trois éléments :

- **Son nom patronymique** : communément appelé nom de famille et attribué à la naissance, il correspond soit au nom du père (coutume), soit à celui de la mère, soit aux deux dans un ordre librement choisi.
- **Son domicile** : il s'agit de son « principal établissement », c'est-à-dire celle de ses résidences où la personne réside de manière relativement stable.
- **Sa nationalité** : il s'agit de son lien juridique de rattachement avec un État. La nationalité peut s'acquérir par filiation ou adoption, mariage et déclaration de nationalité ou naturalisation.

B L'identification des personnes morales

Une personne morale peut être identifiée par trois éléments :

- **Sa dénomination sociale (ou raison sociale)** : librement choisie par les associés, elle fait souvent référence à l'activité de l'entreprise. Sa propriété s'acquiert au moment de l'immatriculation de l'entreprise au RCS.
- **Son siège social** : c'est celui des sites où sont implantés les organes de direction de la personne morale. Le siège social permet, dans de nombreux cas, de déterminer la juridiction compétente en cas de litige (principe du *ratione loci*).
- **Sa nationalité** : elle est déterminée par le lieu d'implantation du siège social. Outre des conséquences pour l'établissement des agrégats économiques (ex. : PNB), cette nationalité détermine un très grand nombre de règles de droit applicables : responsabilité, fiscalité, normes...

3 Les droits attachés à la personnalité juridique

A Être un sujet du droit

La détention de la personnalité juridique permet à la personne :

- **de bénéficier de droits** : appelés prérogatives, on dissocie les éléments évaluable en argent de ceux qui relèvent de droits moraux (ou extrapatrimoniaux) : droit à la vie, droit à la santé, protection contre les atteintes à la vie privée, droit à l'image, à l'honneur... ;
- **d'avoir des obligations** : une personne peut avoir trois types d'obligations : donner (contrepartie dans une transaction), faire (prestation dans un contrat de travail), ne pas faire (diffamer) ;
- **d'engager sa volonté** : une personne juridique étant caractérisée par une volonté propre, elle peut librement se créer des obligations : s'associer, effectuer un don...

B Disposer d'un patrimoine

Certains droits d'une personne ont une valeur que l'on peut mesurer en argent : on dit qu'ils sont évaluable pécuniairement. La somme de leur valeur constitue le montant de l'actif d'une personne, c'est-à-dire ce qu'elle possède. Cette même personne peut également avoir des dettes envers autrui, des obligations évaluable en argent. Ces dettes constituent le passif de cette personne. L'actif et le passif d'une personne – morale ou physique – sont les deux composantes de son patrimoine. Toute personne a obligatoirement un patrimoine et n'en a qu'un seul. Les éléments qui composent un patrimoine sont cessibles (je peux vendre ou offrir un bien que je possède) mais le patrimoine d'une personne ne l'est pas (puisque chaque personne en a un, et n'en a qu'un).

Vers le BAC!

THÈME 3

Qui peut faire valoir ses droits ?

Un voyage mouvementé...

M. et M^{me} Denoce ont décidé de partir en voyage juste après leur mariage. Leur choix s'est porté sur une île de l'outre-mer français où le soleil, le bleu de l'eau et le sable fin permettent d'oublier la vie citadine et leur quotidien à Paris.

Les premiers jours sont merveilleux, les jeunes époux se partageant entre la plage et les randonnées dans l'île au climat si clément. Le mercredi ayant été une journée particulièrement sportive avec une marche de plusieurs kilomètres sur des dénivelés majeurs, M^{me} Denoce décide, le jeudi matin, de rester calmement à son hôtel. Son époux, adepte de la baignade matinale, décide de se rendre à la plage.

À 10 h 00, M^{me} Denoce est toujours dans sa chambre d'hôtel. Elle voit tout à coup le ciel s'assombrir et un vent violent se lever. Dehors, les tables et les parasols de la terrasse de l'hôtel volent en tous sens, des panneaux publicitaires tremblent. Une tempête aussi imprévisible que violente est arrivée de la côte et gagne l'intérieur de l'île.

Dès l'accalmie, M^{me} Denoce part à la recherche de son époux. Après plusieurs jours où les secouristes ont œuvré sans relâche, M. Denoce n'est toujours pas retrouvé. Plusieurs semaines plus tard, alors que la situation n'a pas évolué, un membre du ministère de l'Intérieur, venu assister M^{me} Denoce, lui explique qu'il convient de procéder à la déclaration de décès. Choquée d'un tel propos, M^{me} Denoce prévient qu'elle s'opposera de toutes ses forces à une telle décision.

Fin 2015, un jugement vient néanmoins prononcer le décès de M. Denoce.

En janvier 2016, un homme, qui avait été secouru lors de la tempête de l'été précédent et qui, blessé, avait été atteint d'amnésie, recouvre la mémoire subitement. Il se souvient alors être M. Denoce et entre en contact avec les autorités locales. Peu de temps après, il s'envole pour Paris rejoindre Madame.

N.B. : les délais ont été volontairement raccourcis pour simplifier le cas.

- 1 Qualifiez juridiquement la situation de M. Denoce en août 2015.
- 2 Indiquez les arguments juridiques que pourrait invoquer le membre du ministère de l'Intérieur, en août 2015, pour convaincre M^{me} Denoce de ne pas s'opposer à son action.
- 3 Présentez les conséquences de cette décision, en août 2015, sur le patrimoine et sur le mariage de M. Denoce.
- 4 Démontrez, par un raisonnement juridique, que M. Denoce peut, en janvier 2016, s'opposer à la décision de justice rendue en 2015.

Document 1

Extraits du Code civil

- Article 88

Peut être judiciairement déclaré, à la requête du procureur de la République ou des parties intéressées, le décès de tout Français disparu en France ou hors de France, dans des circonstances de nature à mettre sa vie en danger, lorsque son corps n'a pu être retrouvé.

(...) La procédure de déclaration judiciaire de décès est également applicable lorsque le décès est certain mais que le corps n'a pu être retrouvé.

- Article 92

Si celui dont le décès a été judiciairement déclaré reparaît postérieurement au jugement déclaratif, le procureur de

la République ou tout intéressé peut poursuivre, dans les formes prévues aux articles 89 et suivants, l'annulation du jugement. (...)

Mention de l'annulation du jugement déclaratif sera faite en marge de sa transcription.

- Article 112

Lorsqu'une personne a cessé de paraître au lieu de son domicile ou de sa résidence sans que l'on en ait eu de nouvelles, le juge des tutelles peut, à la demande des parties intéressées ou du ministère public, constater qu'il y a présomption d'absence.

Document 2

Résumé de l'arrêt de la Cour de cassation du 14 mars 1995

La Cour de cassation a rendu un arrêt, le 14 mars 1995, relatif à un homme disparu en mer.

Ce monsieur, Pierre X, était officier mécanicien dans la marine marchande. Il a disparu en mer le 27 février 1981, dans des circonstances de nature à mettre sa vie en danger, alors que son corps n'a pu être retrouvé.

Les parents de Pierre reprochaient à la cour d'appel d'avoir déclaré le décès de leur fils alors que cette demande de déclaration de décès provenait, non d'eux, mais « est intervenue sur la requête du secré-

taire d'État, chargé de la Mer, requête transmise au tribunal par le ministère public ».

La Cour de cassation a rejeté le pourvoi car :

- « les administrations intéressées peuvent introduire l'instance en déclaration de décès par l'intermédiaire du ministère public ; »

- « la cour d'appel a souverainement retenu que Pierre X... est disparu alors que le navire à bord duquel il se trouvait était au large, par mer agitée d'une température de 9°, énonciations dont elle a pu déduire que ces circonstances étaient de nature à mettre sa vie en danger au sens de l'article 88 du Code civil ; qu'elle a ainsi légalement justifié sa décision. »

Corrigé – Vers le bac !

Thème 3 Qui peut faire valoir ses droits ?

Un voyage mouvementé...

Qualifiez juridiquement la situation de M. Denoce en août 2015.

Lorsqu'une personne cesse de paraître à son domicile, il est possible de la présumer absente comme en dispose l'article 112 du Code civil.

Lorsque cette non-reparution résulte d'une mort certaine sans avoir retrouvé le corps ou si, sans que la mort soit certaine, les circonstances soient de nature à mettre sa vie en danger, lorsque son corps n'a pu être retrouvé, l'article 88 du Code civil permet alors la déclaration judiciaire de décès.

En l'espèce, le corps de M. Denoce n'a pas été retrouvé alors que les circonstances mettaient sa vie en danger, il y a donc application de l'article 88 : M. Denoce peut être judiciairement déclaré décédé.

Indiquez les arguments juridiques que pourrait invoquer le membre du ministère de l'Intérieur, en août 2015, pour convaincre M^{me} Denoce de ne pas s'opposer à son action.

Deux arguments sont mobilisables :

- L'article 88 du Code civil prévoit explicitement que cette action soit possible par le ministère public.
- La jurisprudence de la Cour de cassation du 14 mars 1995 : rejet de la demande de la famille de s'opposer à la déclaration de décès issue d'une demande du ministère public.

Présentez les conséquences de cette décision, en août 2015, sur le patrimoine et sur le mariage de M. Denoce.

La déclaration judiciaire du décès va :

- engendrer la transmission du patrimoine de M. Denoce à ses ayants-droits (ouverture de l'héritage) ;
- mettre fin à son mariage avec M^{me} Denoce qui est désormais veuve.

Démontrez, par un raisonnement juridique, que M. Denoce peut, en janvier 2016, s'opposer à la décision de justice rendue en 2015.

Si, dans les faits, M. Denoce reparait en 2016 alors qu'une déclaration judiciaire de décès a été formulée sur sa personne en 2015.

Et si, selon l'article 92 du Code civil, la réapparition d'une personne physique lui ouvre le droit à demander l'annulation du jugement produisant les effets du décès.

Alors, M. Denoce peut demander la nullité de la déclaration judiciaire de décès.

Quels sont les **DROITS** QU'UNE PERSONNE PEUT POSSÉDER ?

8

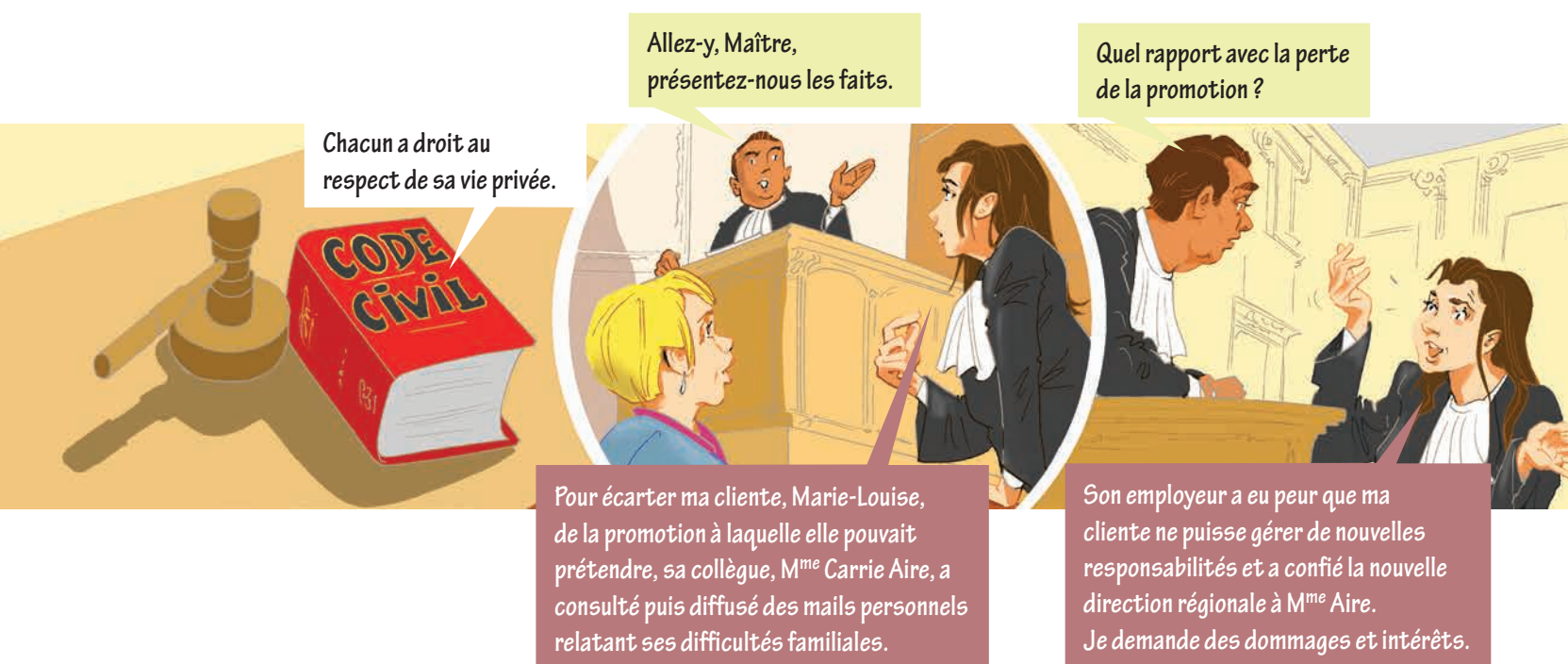


NOTIONS

- ▶ droits extrapatrimoniaux
- ▶ droits patrimoniaux
- ▶ droits subjectifs

Marie-Louise : quand la vie privée peut nuire à la carrière...

Nous sommes dans un tribunal de la région parisienne. L'affaire qui est traitée aujourd'hui oppose Marie-Louise à son ancienne collègue, M^{me} Aire.



1 Expliquez la nature du problème entre M^{me} Aire et Marie-Louise.

M^{me} Aire s'est introduite dans la messagerie de Marie-Louise et a consulté puis diffusé des messages de nature personnelle.

2 Présentez les conséquences de cette violation de la vie privée pour Marie-Louise.

Pour Marie-Louise, la conséquence est double : elle a ainsi vu sa vie privée portée à la connaissance d'autres personnes, dont son employeur. De plus, elle s'est vue privée d'une promotion et, fort probablement, d'une hausse de salaire qui l'aurait accompagnée.

ITINÉRAIRE

BIS

Vidéo

Atteinte à la vie privée

<http://tinyurl.com/nnf9ah4>

1'06



3 Rappelez le droit principal que possède une personne et qui n'a pas été respecté.

Une personne possède un droit au respect de sa vie privée ; ce droit est exprimé par l'article 9 du Code civil.

1

La classification des droits

A Distinguer un droit objectif d'un droit subjectif

DOC 1 Une étoile qui n'a pas brillé dans le ciel...

On avait presque fini par oublier les démêlés de JoeyStarr avec la justice... Mais aujourd'hui, sa condamnation pour avoir frappé une hôtesse de l'air en novembre 1998 ressurgit. [...] La victime, Lucie Mustel, 35 ans, est en colère. Quinze ans

après les faits et huit ans après la condamnation, elle tente toujours d'obtenir les 40 000 euros que JoeyStarr devait lui verser au titre de dommages et intérêts.

www.purepeople.com, 09/01/2014

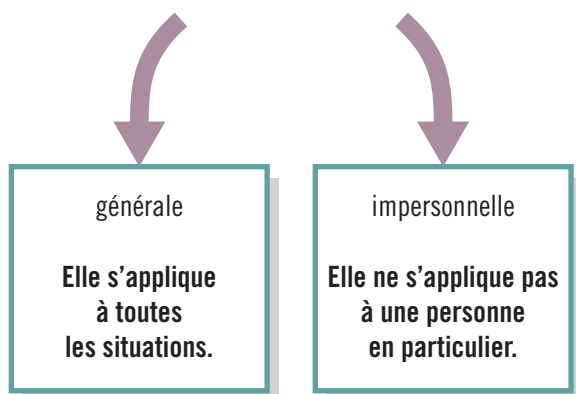
DOC 2 Le droit à l'intégrité physique

Chacun a droit au respect de son corps. [...]

Article 16-1 du Code civil

DOC 3 Passer d'un droit général et impersonnel à un droit pour une personne

Le droit objectif désigne une règle de droit qui est



- Exemple de l'article 1240 du Code civil qui oblige à réparer les dommages que l'on cause à autrui.

Dans la vie quotidienne, les personnes physiques et morales vivent des événements pour lesquels une règle de droit objectif peut s'appliquer (ex. : M. Chen casse les lunettes de M. Ngyen en le bousculant). L'application de ce droit objectif à cette situation précise va créer un droit subjectif dont peut se prévaloir cette personne (ex. : M. Chen va rembourser ses lunettes à M. Ngyen).

© Foucher

1 Remplissez le tableau en qualifiant les composantes de « l'affaire » JoeyStarr.

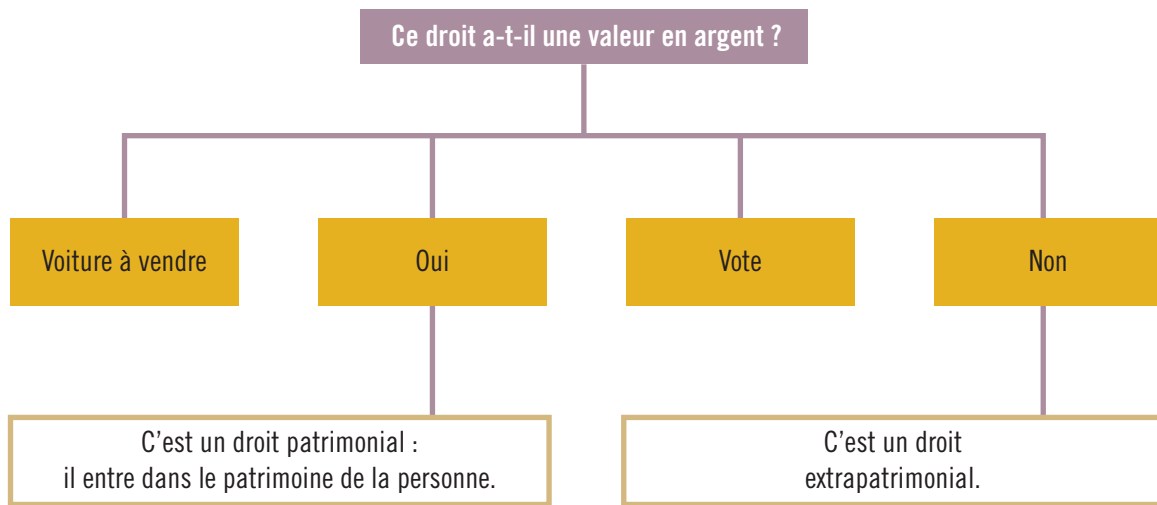
	Un droit objectif	Un événement pour une personne	Un droit subjectif
JoeyStarr a frappé une hôtesse de l'air en novembre 1998.		×	
Chacun a droit au respect de son corps.	×		
JoeyStarr doit verser à L. Mustel 40 000 € de dommages et intérêts.			×

2 Indiquez, dans le tableau ci-dessous, quelle est la personne à l'origine de...

La règle de droit (droit objectif)	Un événement de la vie quotidienne (des faits)	L'application du droit objectif aux faits
<input type="checkbox"/> Un citoyen (ou personne juridique) <input type="checkbox"/> Un juge <input checked="" type="checkbox"/> Le pouvoir législatif	<input checked="" type="checkbox"/> Un citoyen (ou personne juridique) <input type="checkbox"/> Un juge <input type="checkbox"/> Le pouvoir législatif	<input type="checkbox"/> Un citoyen (ou personne juridique) <input checked="" type="checkbox"/> Un juge <input type="checkbox"/> Le pouvoir législatif

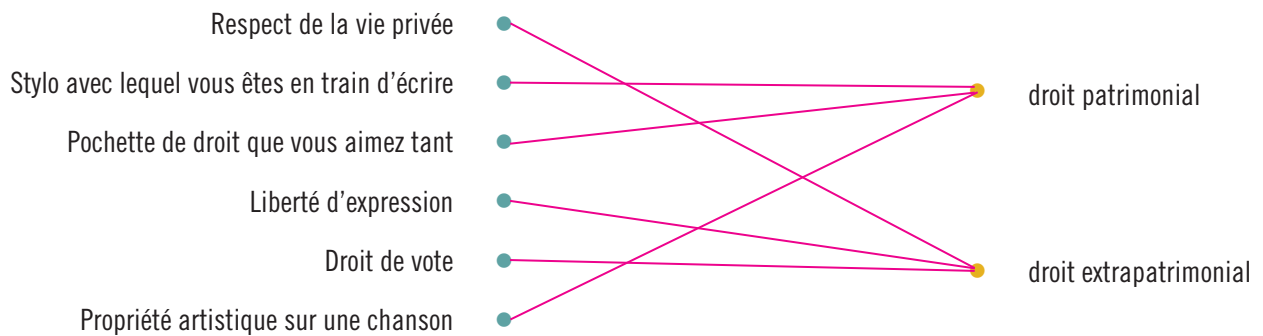
B Distinguer un droit patrimonial d'un droit extrapatrimonial

DOC 4 Un critère de distinction : la valeur pécuniaire



© Foucher

3 Indiquez, à l'aide d'une flèche, à quelle catégorie de droit correspondent ces exemples.



4 Identifiez, en reprenant l'affaire de JoeyStarr dans le doc 1, le droit qui n'a pas été respecté et précisez s'il s'agit d'un droit patrimonial ou extrapatrimonial.

M^{me} Mustel a été victime d'une atteinte au respect de son corps. Ce droit n'a pas de valeur pécuniaire, il s'agit donc d'un droit extrapatrimonial.

5 Précisez si vous devrez modifier le caractère patrimonial ou extrapatrimonial précisé dans la question précédente si JoeyStarr verse finalement à sa victime les 40 000 € prévus.

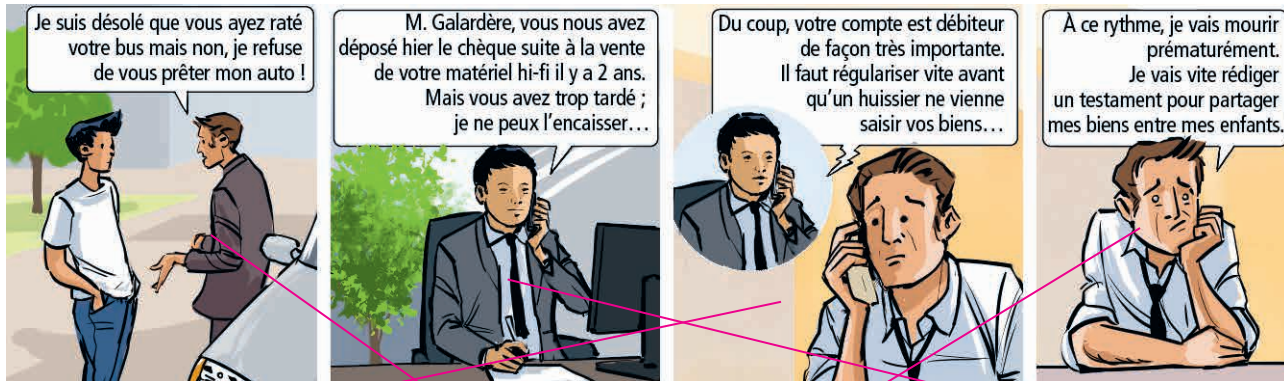
Le versement de cette somme serait une réparation et en aucun cas une acquisition du droit d'avoir frappé. Le respect du corps ne se vend pas, il n'a pas de valeur pécuniaire et reste extrapatrimonial. Réparer son atteinte n'est pas avoir acquis le droit de faire.

2

Les spécificités des droits patrimoniaux

A Les quatre caractères

DOC 5 Une difficile journée pour Didier Galardère



Droit saisissable	Droit absolu	Droit transmissible	Droit prescriptible
Un huissier de justice peut saisir des droits patrimoniaux pour permettre à une personne de payer ses dettes.	La propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue [...]. Art. 544 Code civil	Un droit patrimonial peut être donné ou vendu et l'on peut en hériter.	Un droit patrimonial s'éteint après un certain temps. Ce temps peut être valable que l'on ait, ou non, usé de ce droit.

© Foucher

1 Reliez chacune des paroles ci-dessus à l'un des quatre caractères des droits patrimoniaux.

DOC 6 Deux exemples de délai de prescription

Un écrivain, puis ses héritiers, peuvent par exemple toucher des droits d'auteur sur ses livres jusqu'à 70 ans après la mort de l'auteur. Au-delà de cette date, on dit que son œuvre est « tombée » dans le domaine public.

En France, le chèque doit être présenté au paiement dans un délai de huit jours (selon

l'article L. 131-32 du Code monétaire et financier). Dans la pratique, la provision du chèque doit être assurée pendant un an ce qui permet, de fait, d'obtenir le paiement d'un chèque pendant un an et huit jours.

© Foucher

2 Calculez la date limite (en droit puis dans la pratique) à laquelle M. Galardère devait déposer le chèque de son client si ce dernier l'avait émis et daté du 8 janvier 2016.

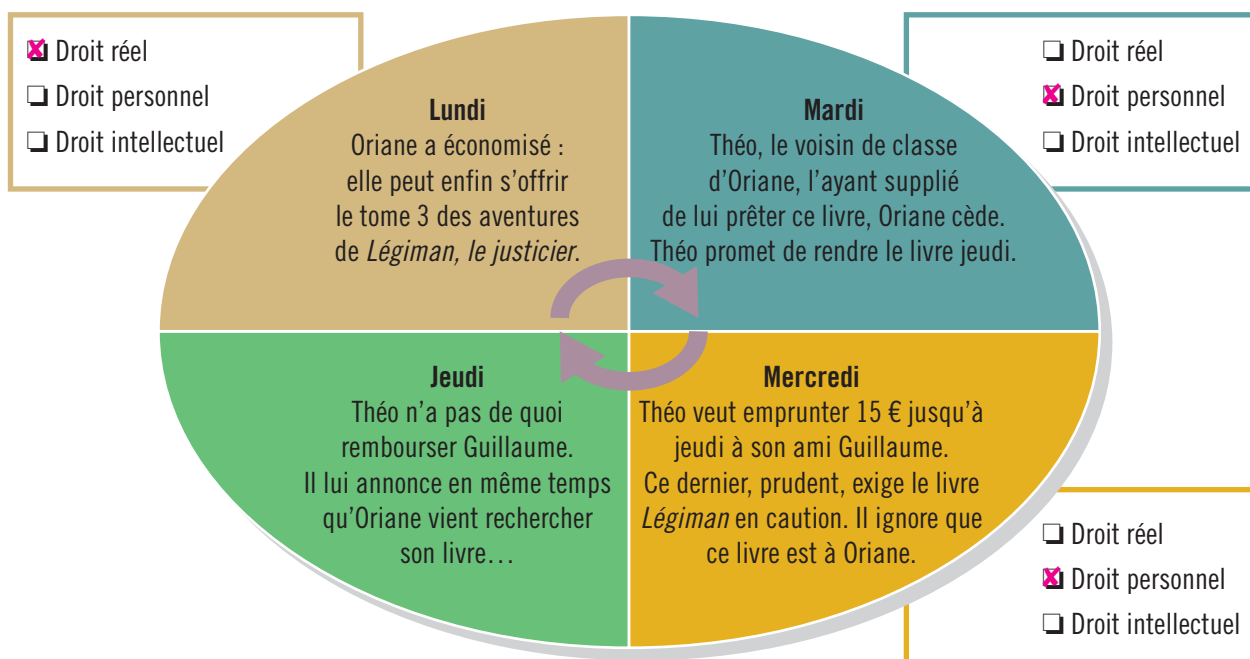
En droit, la durée de présentation d'un chèque est de huit jours. M. Galardère devait donc le déposer avant le 16 janvier 2016. Dans la pratique, il bénéficie de la durée de la provision en plus, soit le 16 janvier 2017.

3 Indiquez si un lecteur passionné de la BD *Litteul Kevin* peut désormais numériser et diffuser des albums entiers de ces livres depuis le décès de Coyote, leur auteur, en août 2015.

Le droit patrimonial d'un auteur s'éteint 70 ans après sa mort. Dès lors, ce passionné devra attendre août 2085 pour pouvoir, sans autorisation, effectuer des reproductions de l'œuvre.

B Les trois catégories

DOC 7 Un emprunteur peu sérieux...



© Foucher

DOC 8 Droits réel, personnel et intellectuel

Le droit réel	Le droit personnel	Le droit intellectuel
Ce droit est synonyme de droit de propriété, c'est-à-dire le droit qu'une personne a sur une chose (un bien meuble ou immeuble). C'est le droit d'user, de jouir et de disposer d'un bien. Il bénéficie de deux prérogatives : – le droit de suite : même en cas de vol, un propriétaire conserve son droit réel ; – le droit de préférence : le droit réel prévaut sur le droit personnel.	Ce droit est synonyme de droit de créance, c'est-à-dire le droit d'un créancier sur un débiteur afin qu'il exécute une obligation en sa faveur. Il existe les obligations de donner (remettre un bien), de faire (réaliser un travail, une prestation) ou de ne pas faire (ne pas divulguer des informations).	Ce droit désigne les prérogatives sur une œuvre de l'esprit : un auteur sur son livre, un compositeur sur sa partition, un photographe sur son cliché, un dessinateur sur son dessin...

© Foucher

4 Indiquez la catégorie du droit patrimonial de chaque situation du **doc 7** en cochant la case appropriée.

5 Expliquez pourquoi le droit intellectuel est distingué du droit réel.

Le droit réel porte sur un bien corporel alors que le droit intellectuel porte sur une œuvre de l'esprit qui est un bien incorporel, nonobstant un éventuel support tangible.

6 Rappelez la règle de primauté entre les catégories de droit identifiées dans le **doc 8**.

Le droit réel prime sur le droit personnel.

7 Indiquez qui, d'Oriane ou de Guillaume, peut prétendre au livre.

Oriane peut se prévaloir d'un droit réel sur le livre alors que Guillaume ne détient sur ce dernier qu'un droit personnel. Par application du droit de préférence, Oriane est donc prioritaire pour récupérer son livre.

3

Les spécificités des droits extrapatrimoniaux

A Les caractères et leurs catégories

DOC 9 Le droit à l'image des personnes physiques

Je souhaite créer un site Web pour mon fils, une généalogie complète sur quinze générations avec photos. Qu'en est-il du droit à l'image des personnes présentes sur les photos ? Ai-je besoin de leur autorisation ?

La représentation d'une personne clairement identifiée suppose son autorisation expresse sous peine de porter atteinte à son droit à l'image (article 9 du Code civil). Pour les mineurs, il convient d'obtenir cette autorisation auprès des

parents ou des tuteurs légaux (article 371-2 du Code civil). L'autorisation doit être écrite et signée par la personne dont l'image sera exploitée et ce, y compris à des fins non mercantiles. Ces règles ne sont applicables qu'aux vivants, les héritiers des personnes décédées ne pouvant protéger leur mémoire qu'en cas d'atteinte à la réputation par des allégations erronées ou diffamatoires.

www.lookimage.com

DOC 10 Les caractères des droits extrapatrimoniaux

Les droits extrapatrimoniaux sont :			
Absolus	Intransmissibles	Insaisissables	Imprescriptibles
S'imposent au respect de tous.	Ne peuvent pas être cédés (vendus) ou transmis par héritage.	Ne peuvent pas faire l'objet d'une saisie, n'ayant aucune valeur pécuniaire.	Ne sont pas susceptibles de prescription, ils ont une durée illimitée.

© Foucher

DOC 11 La diversité des droits extrapatrimoniaux

Droits de la personnalité : relatifs à la personne physique elle-même	Droits de la famille	Droits politiques : permettent à toute personne d'être citoyen et de s'impliquer dans la vie sociale et publique	Droits publics ou collectifs : s'adressent aux groupes de personnes
<ul style="list-style-type: none"> Intégrité physique, intégrité morale (honneur) Respect de la vie privée (intimité ; droit à l'image) 	<ul style="list-style-type: none"> Entre époux (se marier, fidélité) Entre parents et enfants (garde, éducation...) 	<ul style="list-style-type: none"> Liberté d'opinion Droit de vote 	<ul style="list-style-type: none"> Liberté d'expression Liberté de pensée Droit de grève Droit d'association

© Foucher

1 Précisez à quel droit extrapatrimonial fait référence le doc 9.

Ce document fait référence à un droit de la personnalité : le droit à l'image.

2 Mentionnez les démarches à suivre pour utiliser ce droit.

Il faut obtenir une autorisation écrite et signée des personnes concernées et toujours vivantes.

3 Indiquez si les quatre caractéristiques de ce droit extrapatrimonial sont évoquées dans l'article.

Les caractéristiques « absolu » et « imprescriptible » sont évoquées puisque l'on ne peut agir sans accord de la personne (vivante) et que l'interdiction d'allégations illégitimes est aussi valable pour les vivants que pour les défunts. Les deux autres caractéristiques ne le sont pas directement.

4 Identifiez le droit extrapatrimonial de chacun de ces droits objectifs.

Articles de loi	Catégories de droit
Article 212 du Code civil : « Les époux se doivent mutuellement respect, [...] secours, assistance. »	Droit de la famille
Article 194 du Code électoral : « Nul ne peut être élu conseiller départemental s'il n'est âgé de dix-huit ans révolus. »	Droits politiques
Article 222-33-2 du Code pénal : « Le fait de harceler autrui [...] est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende. »	Droit de la personnalité
Article 1 de la loi du 1 ^{er} juillet 1901 « L'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, [...] leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices. »	Droit public ou collectif

B La protection des droits extrapatrimoniaux

DOC 12 Affaire Di Caprio/magazine OOPS!

Notre éditorialiste Philippe Aqui a suivi pour vous l'affaire Leonardo Di Caprio/magazine OOPS!. Présent au tribunal de grande instance de Paris le 27 juillet 2015, il raconte.

« Souvenez-vous, c'était entre le 13 et le 28 mai 2015, aux pages 14 et 15 de son numéro 188, le magazine OOPS! a publié un article intitulé "Rihanna enceinte de Leonardo !" avec le sous-titre : "Il ne veut pas reconnaître le bébé..." et deux photos accolées de Rihanna et de Leonardo Di Caprio.

Or, conformément à l'article 9 du Code civil et à l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, toute personne, quelle que soit sa notoriété, a droit au respect de sa vie privée et dispose sur son image d'un droit exclusif qui lui permet de s'opposer à sa diffusion sans son autorisation.

Cependant, ces droits doivent se concilier avec le droit à la liberté d'expression et peuvent céder

devant la liberté d'informer, sur tout sujet susceptible d'entrer dans le champ de l'intérêt légitime du public, sous réserve du respect de la dignité de la personne humaine.

Respect bien absent en l'espèce puisque la société OOPS! a été condamnée à payer à Leonardo Di Caprio une provision de 8 000 € à valoir sur la réparation du préjudice moral résultant des atteintes portées à sa vie privée et à son droit à l'image. Elle doit en outre publier, sur l'une de ses couvertures, un communiqué dans un format et des couleurs précises avec la mention : "OOPS! Condamné à la demande de Leonardo Di Caprio". »

Article fictif fondé sur l'ordonnance de référé du 27 juillet 2015 du Tribunal de grande instance de Paris



- 5 Identifiez les deux droits extrapatrimoniaux que M. Di Caprio estime violés. Le journal OOPS! a publié des éléments sur une éventuelle paternité de M. Di Caprio ainsi que des photographies de ce dernier. Il s'agit donc d'une atteinte à sa vie privée d'une part et à son droit à l'image d'autre part.

ITINÉRAIRE BIS



Vidéo

Leonardo Di Caprio attaque le magazine français OOPS en justice !

<http://tinyurl.com/hx5gqqr>

1'22

- 6 Montrez que cette affaire met en opposition deux droits individuellement légitimes. Cette affaire voit s'opposer le droit à l'information du public, fondement légitime de l'activité journalistique, mais également le nécessaire droit à préserver les éléments intimes d'une personne.
- 7 Distinguez la différence de nature des deux sanctions et justifiez-les. La première sanction est pécuniaire, c'est une provision pour le dommage subi. La seconde est plus « morale » : c'est par une publication que le « mal » a été fait, c'est donc par une publication qu'il faut réparer.

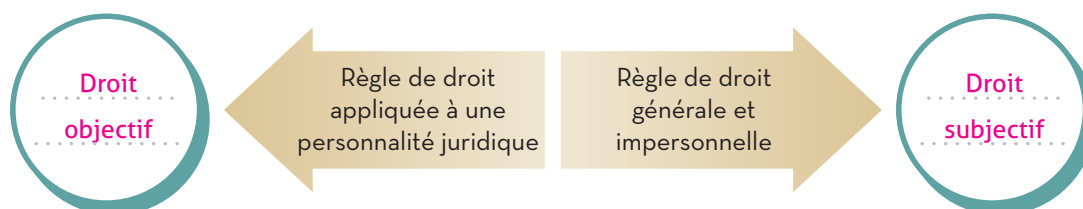
Droits extrapatrimoniaux : ensemble des droits possédés par une personne et dont la valeur ne peut pas être mesurée par une somme d'argent.

Droits patrimoniaux : ensemble des droits possédés par une personne et dont la valeur peut être mesurée par une somme d'argent.

Droits subjectifs : prérogatives reconnues à une personne par la règle de droit.

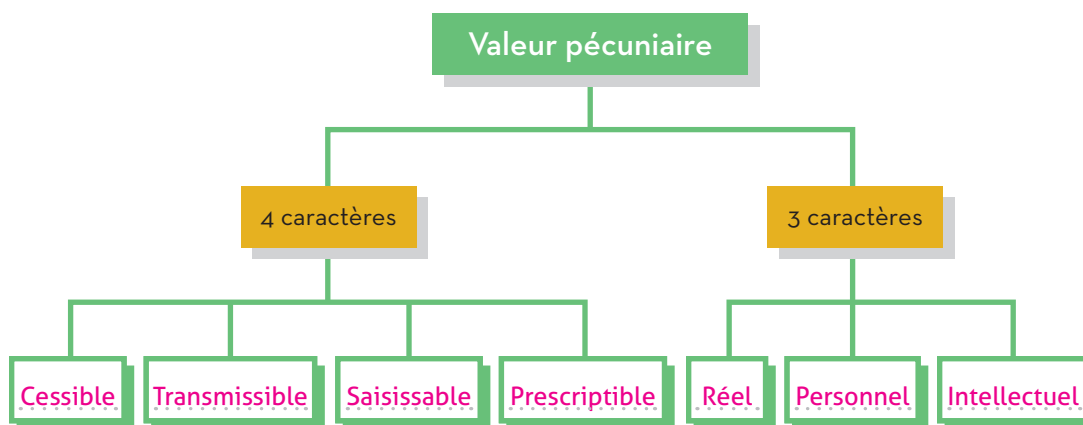
1

La classification des droits



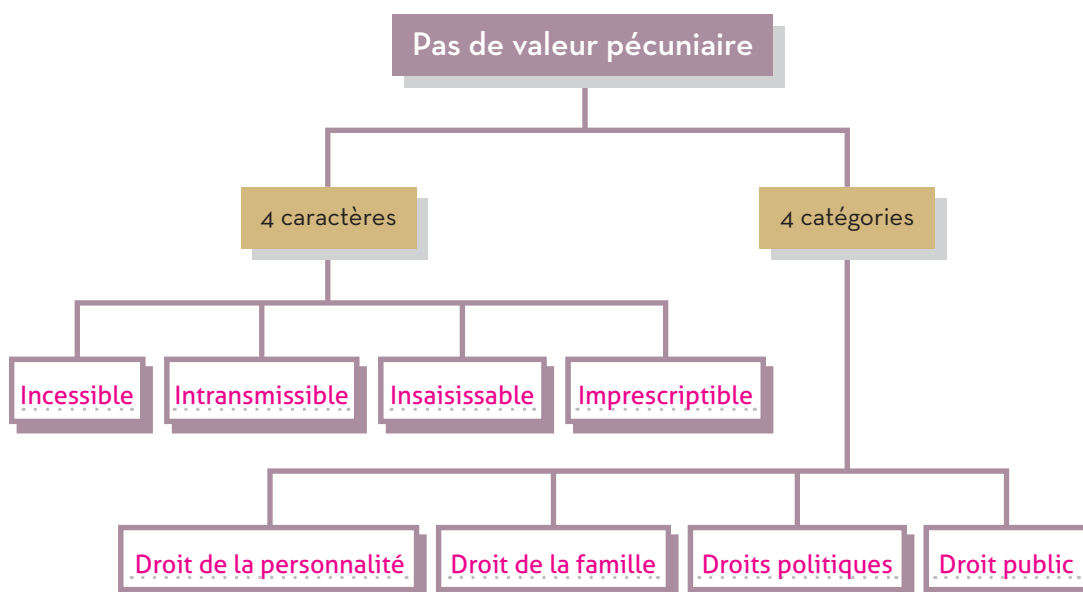
2

Les spécificités des droits patrimoniaux



3

Les spécificités des droits extrapatrimoniaux



3

1

VERTICALEMENT

- • • • •



2

© Éditions Foucher

ENTRAÎNEZ-VOUS!

Le droit à l'image, un droit hybride ?



DOC 1 Ryanair fait ses excuses

Ryanair jette l'éponge. La compagnie, attaquée en justice par Nicolas Sarkozy et Carla Bruni pour une publicité les mettant en scène, a présenté jeudi ses « excuses profondes » au chef de l'État. La veille, pourtant, elle estimait dans un premier temps n'avoir « rien à se reprocher » dans cette affaire.

L'avocat de Nicolas Sarkozy, M^e Thierry Herzog, a déposé mercredi matin deux référés à l'encontre de la compagnie aérienne pour faire constater l'« atteinte au droit à l'image hors consentement et à des fins publicitaires » du président de la République et de son amie Carla Bruni.

Le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris se prononcera le 5 février sur cette plainte, qui vise une publicité publiée lundi dans *Le Parisien/Aujourd'hui en France* mettant en scène Nicolas Sarkozy et sa compagne. [...]

Nicolas Sarkozy demande 1 € de dommages et intérêts et l'interdiction de commercialiser son image. Sa compagne réclame 500 000 € à titre de provisions sur des dommages et intérêts ultérieurs. Le porte-parole de l'Élysée, David Martinon, a précisé jeudi que « pour le président de la République, il s'agit d'une question de principe ». « Pour Carla Bruni, c'est son métier, c'est son image, c'est normal. Pour le coup, elle subit un préjudice financier », a-t-il ajouté.

© Samuel Potier, *lefigaro.fr*, 28/01/2008

DOC 2 Les Sarkozy gagnent le procès contre Ryanair

Si le président de la République a obtenu l'euro de dommage et intérêts qu'il réclamait, son épouse a reçu bien moins que ce qu'elle demandait. L'ex-mannequin et auteur-compositeur, avait requis 500 000 € au titre du préjudice moral. Une somme correspondant au tarif moyen des droits

d'utilisation de son image, avait fait valoir son avocat, M^e Thierry Herzog. Le tribunal lui a alloué 60 000 € au titre du dommage patrimonial et un euro symbolique au titre du préjudice moral. Une somme qu'elle compte reverser aux Restos du cœur.

© C. J., *lefigaro.fr*, 05/02/2008

LE DÉCLIC



- Lorsqu'un litige exige qu'une solution, au moins provisoire, soit prise dans l'urgence par le juge, une procédure spécifique dite « de référé » est prévue par la loi (www.vie publique.fr).
- Question 3 : cette question permet de voir que le même droit peut avoir une qualification juridique distincte selon le cas auquel il s'applique.
- Question 4 : il est possible de rattacher la réponse à cette question au titre de l'exercice.

- 1 Rappelez les faits à l'origine du litige.
- 2 Identifiez les demandes de Nicolas Sarkozy et de Carla Bruni et comparez-les avec la décision de justice.
- 3 Qualifiez juridiquement la nature du droit que Nicolas Sarkozy et Carla Bruni veulent faire respecter.
- 4 Concluez en justifiant le fait que Nicolas Sarkozy et Carla Bruni ont demandé et/ou obtenu des sommes d'un montant si différent.

Corrigé – Entraînez-vous !

Le droit à l'image, un droit hybride ?

Rappelez les faits à l'origine du litige.

La compagnie aérienne Ryanair a utilisé une photographie de Nicolas Sarkozy et de Carla Bruni dans une campagne promouvant les tarifs de ses trajets en avion. Ces deux personnes n'avaient pas donné leur consentement à l'exploitation de ces photos.

Identifiez les demandes de Nicolas Sarkozy et de Carla Bruni et comparez-les avec la décision de justice.

Nicolas Sarkozy réclame 1 € symbolique et l'interdiction de commercialiser son image. Il obtiendra gain de cause pour cette demande.

Carla Bruni demande une provision de 500 000 € de dommages et intérêts, elle en obtiendra 60 000 €.

On constate donc, pour la même image, une importante différence entre la prétention de chacune des parties. Même si le juge a fortement diminué le montant alloué à Carla Bruni en comparaison de sa demande initiale, il a maintenu de façon plus que significative l'écart d'indemnisation entre les consorts.

Qualifiez juridiquement la nature du droit que Nicolas Sarkozy et Carla Bruni veulent faire respecter.

Nicolas Sarkozy demande à ce que son image ne soit pas utilisée sans son accord, il est donc pour le respect de son droit de la personnalité, droit de nature extrapatrimoniale. Ce droit n'a pas de valeur pécuniaire d'où la demande (1 € symbolique).

Carla Bruni est mannequin de profession. Son image a donc une valeur commerciale lorsqu'elle est photographiée et publiée. Sa demande porte donc sur son image en tant que valeur pécuniaire et relève donc d'un droit patrimonial.

Concluez en justifiant le fait que Nicolas Sarkozy et Carla Bruni ont demandé et/ou obtenu des sommes d'un montant si différent.

Nicolas Sarkozy obtient donc une réparation pour l'atteinte à un droit extrapatrimonial, alors que l'indemnisation de Carla Bruni a été fondée sur la valeur marchande habituelle d'une photographie de son image. Ce droit patrimonial a donc une valeur pécuniaire intrinsèque, qui dépasse la seule valeur symbolique de l'image de Nicolas Sarkozy. On a donc, pour un même fait, une atteinte au droit à l'image qualifié et indemnisé dans un cas comme droit patrimonial, et dans l'autre cas comme droit extrapatrimonial : le droit à l'image est donc bien hybride.

8

Quels sont les droits qu'une personne peut posséder ?

Synthèse rédigée

1 La classification des droits

A Distinguer un droit objectif d'un droit subjectif

La vie en société nécessite des règles pour garantir à chacun les mêmes droits, réguler les comportements individuels, prévoir les sanctions en cas de transgression de ces normes... L'État va donc élaborer un ensemble de règles en vue de ces objectifs. Ces règles ont vocation à s'appliquer dans le cas d'une situation « type », elles doivent donc être générales et non propres à une situation spécifique et unique. Par exemple, l'un des articles du Code civil (1382), qui forme le droit de la responsabilité, commence par « tout fait quelconque » ; il s'agit bien d'une formulation générale, non d'un fait précis. Par ailleurs, ces règles ont vocation à s'appliquer à toutes les personnes concernées par cette situation type, et non à l'une d'entre elles à titre privé. Le même article 1382 se poursuit par l'expression « l'homme qui cause à autrui... » : les termes « homme » et « autrui » sont impersonnels, ils ne sont pas spécifiques à deux personnes désignées. Le droit objectif désigne donc l'ensemble des règles de droit générales et impersonnelles.

Dans la vie courante, nous avons au quotidien des événements qui peuvent se voir appliquer un droit objectif. Avec cette application d'un droit objectif à un événement particulier, dit cas d'espèce, nous avons l'émergence d'un droit subjectif. En reprenant l'exemple de l'article 1382 du Code civil, cela donne :

- Un droit objectif : « tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ».
- Un événement de la vie courante : en bousculant Jean, Paul lui a cassé ses lunettes.
- Un droit subjectif : Jean est responsable du bris des lunettes de Paul et doit donc les lui rembourser.

B Distinguer un droit patrimonial d'un droit extrapatrimonial

Parmi les différentes prérogatives possédées par une personne, il convient de distinguer celles qui :

- Sont évaluable en argent : on dit qu'elles ont une valeur pécuniaire et sont qualifiées de droits patrimoniaux. Ex. : je possède un appartement qui vaut 150 000 €.
- Ne sont pas évaluable en argent : elles n'ont donc pas de valeur pécuniaire et constituent les droits extrapatrimoniaux. Ex. : le droit à l'intégrité morale.

2 Les spécificités des droits patrimoniaux

A Les quatre caractères

Les droits patrimoniaux ont quatre caractères ; ils sont :

- **absolus** : le propriétaire peut faire ce qu'il veut de ce qu'il possède, pourvu qu'il respecte les règles de droit ;
- **saississables** : en cas de dette impayée, un huissier peut saisir un élément possédé par le débiteur ;
- **transmissibles** : un droit patrimonial peut être donné ou vendu et l'on peut en hériter ;
- **prescriptibles** : un droit patrimonial peut s'éteindre (« mourir ») après un certain temps. C'est l'exemple des brevets d'invention qui « tombent » dans le domaine public après 20 ans au maximum.

B Les trois catégories

On distingue trois catégories de droits patrimoniaux.

1. Les droits réels : ce sont les droits qu'une personne a sur une chose (un bien meuble ou immeuble).

Les droits réels génèrent deux prérogatives :

- le droit de suite : même en cas de vol, un propriétaire conserve son droit réel ;
- le droit de préférence : le droit réel prévaut sur le droit personnel.

2. Les droits personnels : c'est le droit qu'a un créancier (celui à qui l'on doit une obligation) sur son débiteur (celui qui doit l'obligation) de l'obliger à s'exécuter. Cette obligation peut être de donner, de faire ou de ne pas faire.

3. Les droits intellectuels : ce sont des prérogatives sur une œuvre de l'esprit comme un artiste sur son œuvre : texte, musique, tableau, sculpture...

3 Les spécificités des droits extrapatrimoniaux

A Les caractères et leurs catégories

Les droits extrapatrimoniaux ont quatre caractères, ils sont :

- **absolus** : comme pour les droits patrimoniaux, ils s'imposent au respect de tous ;
- **insaisissables** : un huissier ne peut pas saisir un élément extrapatrimonial possédé ;
- **intransmissibles** : ils ne peuvent être ni donnés, ni vendus, ni transmis par héritage ;
- **imprescriptibles** : ils ne s'éteignent ni par l'usage ni par le non-usage.

Les grandes catégories de droits extrapatrimoniaux sont les :

- **droits de la personnalité** : respect d'une personne, tant dans son corps (intégrité physique), que dans « son âme » ou « son cœur » (intégrité morale) ;
- **droits de la famille** : pouvoir fonder un foyer en se mariant, être fidèle à son conjoint, éduquer ses enfants... ;
- **droits politiques** : aller voter lors des élections ;
- **droits publics ou collectifs** : fonder une association, s'exprimer...


B La protection des droits extrapatrimoniaux

Les textes de droit qui permettent de protéger ces droits extrapatrimoniaux sont nombreux. L'on peut néanmoins citer :

- L'article 9 du Code civil : « Chacun a droit au respect de sa vie privée ».
- Les articles 16 et 16-1 du Code civil : « La loi assure la primauté de la personne, interdit toute atteinte à la dignité de celle-ci et garantit le respect de l'être humain dès le commencement de sa vie. » et « Chacun a droit au respect de son corps. Le corps humain est inviolable. Le corps humain, ses éléments et ses produits ne peuvent faire l'objet d'un droit patrimonial. »
- L'article 2 de la loi du 1^{er} juillet 1901 : « Les associations de personnes pourront se former librement [...] »

De quels droits dispose une personne **SUR SES BIENS ?**

9


NOTIONS
► biens
► marque
► propriété

Un propriétaire qui exagère

Nous sommes dans un quartier pavillonnaire. Deux voisins, Odile et Louis, se tiennent de chaque côté d'une haie. Une conversation animée s'engage.

Cela ne peut plus durer, votre fumier dans ce coin de votre jardin dégage une puanteur incroyable !

Ce qu'ils apprécient car ils n'habitent pas de l'autre côté de la clôture !

Je vais subir les odeurs et directement de chez moi, c'est PIRE !



Il est chez moi, et ce n'est pas du fumier mais du compost ! Un engrais aussi naturel, c'est bon pour mon potager, en plus, j'en vends à des amis.

Alors pour me faire pardonner, je vais vous en offrir 1 kg par semaine : ne vous dérangez pas, je l'enverrai directement de votre côté par-dessus la haie.

1 Identifiez les personnes et le bien concernés par cette affaire.

Les personnes en présence sont des personnes physiques : le voisin, sa voisine et le bien est le tas de fumier.

2 Précisez qui est le propriétaire du bien et les différents usages qu'il peut en faire.

Le voisin est le propriétaire du fumier, il peut donc l'utiliser lui-même (son potager), en tirer un profit (le vendre à ses amis) ou en disposer (l'offrir à sa voisine).

ITINÉRAIRE BIS

Vidéo

Le fauteur de troubles

<http://tinyurl.com/odldaaa> 2'06



3 Expliquez en quoi les droits de deux personnes peuvent s'opposer.

Il est normal qu'un voisin puisse vivre dans une certaine quiétude (olfactive, auditive). En même temps, il est légitime de vouloir exercer son désir chez soi, comme cultiver la terre ou détenir un animal.

1

Les biens

A Leur classification juridique

DOC 1 Des biens de toutes natures



- ☐ Bien meuble
- ☒ Bien immeuble
- ☒ Bien corporel
- ☐ Bien incorporel

- ☒ Bien meuble
- ☐ Bien immeuble
- ☒ Bien corporel
- ☐ Bien incorporel

- ☐ Bien meuble
- ☐ Bien immeuble
- ☐ Bien corporel
- ☒ Bien incorporel

DOC 2 Les critères de la classification

Un bien est			
ou		ou	
meuble	immeuble	corporel	incorporel
Si l'on peut le déplacer d'un endroit à un autre sans le modifier ou le détruire.	Si c'est un bien qui ne peut être déplacé (ex. : avec une fondation au sol).	Si ce sont des objets qui existent physiquement.	S'il n'a pas de matière physique. La propriété d'un bien incorporel peut être matérialisée par un support physique mais ne constitue pas le bien lui-même (ex. : la partition d'une composition musicale).

© Foucher

1 Cochez les cases sous le **doc 1** en précisant à chaque fois si le bien présenté est meuble ou immeuble, corporel ou incorporel.

2 Expliquez pourquoi certains biens incorporels sont accompagnés de certificats ou d'autres attestations écrites pour pouvoir en prouver la propriété.

Il est facile d'identifier le propriétaire présumé d'un bien corporel : c'est celui que l'on voit en avoir l'usage, l'avoir avec lui, sur lui. Un bien incorporel étant abstrait, il est plus facile de prouver sa propriété si on lui adjoint un support physique.

B Les biens incorporels : un exemple

DOC 3 Pourquoi déposer une marque ?

La marque (qui est un « signe » servant à distinguer précisément les produits ou services d'une entreprise de ceux de ses concurrents) offre aux consommateurs un point de repère essentiel. Elle représente l'image de votre entreprise et est garante, aux yeux du public, d'une certaine constance de qualité.

La marque est un élément indispensable de votre stratégie industrielle et commerciale. Si vous ne la protégez pas, vous offrez à vos concurrents la

possibilité de s'en emparer et de bénéficier de vos efforts à bon compte.


En déposant votre marque à l'INPI, vous obtenez un monopole d'exploitation sur le territoire français pour dix ans, renouvelable indéfiniment. Vous êtes ainsi le seul à pouvoir l'utiliser, ce qui permet de mieux commercialiser et promouvoir vos produits et services. Vous pouvez vous défendre en poursuivant en justice toute personne qui, notamment, imiterait ou utiliserait aussi votre marque.

www.inpi.fr

3 Expliquez ce qu'est une marque.

Une marque est un « signe distinctif », ce signe peut donc être le nom ou un autre élément.

4 Indiquez la nature de chacun de ces signes distinctifs.

« Parce que vous le valez bien. »	1.2.3	
Un slogan	Un/des chiffre(s)	Un logo

DOC 4 L'heure de la confusion

La cour d'appel [...] a pu en déduire que l'impression d'ensemble qui se dégage du signe « Ice Watch » est propre à générer un risque de confusion dans

l'esprit du consommateur, lequel sera conduit, eu égard à la similitude, voire à l'identité des produits en cause et à la notoriété de la marque antérieure « Swatch », à confondre ou, à tout le moins, à associer les deux signes et à leur attribuer une origine commune en forme de déclinaison de ladite marque ; que le moyen n'est pas fondé ; Par ces motifs : rejette le pourvoi.



Arrêt de la Cour de cassation, 6 octobre 2015

5 Justifiez l'intérêt de protéger sa marque.

Une marque est un repère pour le consommateur, une garantie pour lui. Si l'on peut s'attribuer la notoriété d'autrui, on profite de ses efforts et on trompe le consommateur qui n'aura alors plus confiance et risque de moins consommer.

ITINÉRAIRE BIS

Vidéo

Les règles du dépôt de brevet



<http://tinyurl.com/jrxvgjl>

1'27

2

Les droits sur les biens

A Le droit de propriété et ses caractères

DOC 5 Le droit de propriété

Selon l'article 544 du Code civil, la propriété est « le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue [...] ».

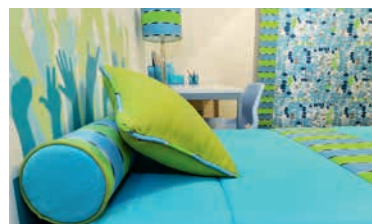
Exclusif : le propriétaire est le seul à exercer les prérogatives découlant du droit de propriété.

Perpétuel : il n'est pas limité dans le temps ; il ne s'éteint pas au décès de son propriétaire et se transmet donc aux héritiers.

Deux jardins, l'un public, saturé d'enfants ; l'autre privé, un enfant roi au milieu d'un espace infini et sur la grille à l'entrée une pancarte « complet ».

Louis Renouvel, laboureur, a épousé vers 1640 Louise Lebreton à Trédias, dans les Côtes-d'Armor. Ils vivaient dans une maison où habitent encore aujourd'hui certains de leurs descendants.
www.beaucarnot-genealogie.com

C'est le mur de ma chambre, je fais ce que je veux.



1 Reliez, dans le doc 5, chacune des situations à l'un des trois caractères du droit de propriété.

DOC 6 Une exclusivité partagée...

Dans un immeuble, les parties communes sont une copropriété : elles n'appartiennent pas à un seul des propriétaires mais à l'ensemble. Les prérogatives sont donc partagées entre eux. Il s'agit d'une modalité juridique spécifique, c'est-à-dire que cette exception s'applique dans ce cas spécifique sans remettre en cause le caractère général du droit de propriété : son caractère est exclusif.

© Foucher

DOC 7 Un absolu relatif...

Art. 544 du Code civil « La propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements. »

2 Indiquez si une ressource comme l'air que l'on respire relève de la copropriété.

L'air que l'on respire profite à tous mais nul ne le possède. Il est donc un bien public, mais en aucune façon un bien dont chacun serait un infime propriétaire.

3 Justifiez la dernière partie de l'article 544 du Code civil présenté dans le doc 7 en illustrant votre réponse par un exemple.

Cette fin d'article montre que l'on ne peut pas faire n'importe quoi avec son bien en prétextant son caractère absolu. Par exemple, je peux attacher ma moto avec sa chaîne antivol, mais je ne peux frapper autrui avec cette chaîne en en faisant une arme par destination.

B Le droit de propriété et ses attributs

DOC 8 Les trois utilisations possibles d'une maison



1



2



3

DOC 9 Usus, fructus et abus

L'usus	L'abus	Le fructus
C'est le droit d'utiliser une chose, d'en bénéficier pour soi.	C'est le droit de disposer d'une chose, en la vendant, en la donnant ou en la détruisant.	C'est le droit de percevoir les fruits, c'est-à-dire de gagner de l'argent grâce à cette chose.
↓	↓	↓
Si je suis, par exemple, un passionné de musique et de soirées dansantes, je m'achète du matériel de sonorisation et j'organise une soirée.	Si je souhaite maintenant m'acheter du matériel de sonorisation plus performant, je peux revendre celui que je possède.	Si l'un de mes voisins veut, à son tour, organiser une soirée, je peux lui louer mon matériel de sonorisation.
Situation n° 1	Situation n° 3	Situation n° 2

- 4 Indiquez en bas du doc 9 le numéro de la situation du doc 8 correspondant à chaque attribut du droit de propriété présenté.

DOC 10 Un cas particulier : la nue-propriété

Être propriétaire d'un bien donne le droit de s'en servir, d'en tirer des revenus, en le louant par exemple, et d'en disposer librement, c'est-à-dire le vendre, le donner, le modifier. L'usufruitier possède les deux premières pièces du puzzle. Le nu-propriétaire,

quant à lui, peut théoriquement vendre son droit mais pas le bien ! (NB : au décès de l'usufruitier, le nu-propriétaire recouvre la pleine propriété.)

Catherine Janat, Forum des Seniors Atlantique,
www.notretemps.com, 26/11/2012

- 5 Prenez connaissance de la situation ci-dessous et complétez le tableau en indiquant les droits et les personnes concernés par chacune des actions présentées.

Un riche propriétaire sentant sa mort prochaine fit venir ses enfants et leur parla sans témoin : « Je vous donne la nue-propriété de notre domaine, mais votre belle-mère en est usufruitière. Ainsi les liens entre vous seront maintenus... »

	Usus	Fructus	Abusus	Belle-mère	Enfants
Habiter le domaine.	×			×	
Louer le domaine et en percevoir le loyer.		×		×	
Vendre le domaine sans l'accord de l'autre partie.			×	Aucun, il faut l'accord des deux.	
Vendre le droit de vendre le domaine.					×
Au décès de la belle-mère.	×	×	×		×

A Les limites liées à l'intérêt général

DOC 11 La servitude de passage légale

Dans les bois classés comme sensibles au risque d'incendie, une servitude de passage et d'aménagement des voies de défense contre l'incendie est imposée aux propriétaires de ces forêts. Cette servitude porte sur l'aménagement de la partie du terrain destinée à assurer le passage des engins de défense contre l'incendie, puis l'utilisation de cet espace par ces engins.

© Foucher

DOC 12 L'expropriation pour cause d'utilité publique

« Disney, Go Home! » On est en 1989, des banderoles hostiles et des jets d'œufs accueillent les promoteurs d'Eurodisneyland. Dans les cinq villages impactés, on ne comprend pas le sacrifice de généreuses terres agricoles au géant américain des loisirs. Mais Disney préfère la Brie à Barcelone (Espagne). Après deux ans de négociations, Euro Disney, obtient près de 2 000 hectares des agriculteurs expropriés dans les cinq communes.

www.leparisien.fr, 10 avril 2012

ITINÉRAIRE

BIS

Vidéo

La résistance est dans le pré

<http://tinyurl.com/zr2ak9f> 2'16



DOC 13 L'abus de droit

Le droit de propriété ne saurait faire l'objet d'un abus dans l'exercice de son droit par la propriétaire. Cette notion est issue de la jurisprudence Clément Bayard du 3 août 1915. Un propriétaire, M. Clément Bayard, dont le voisin était un adepte des montgolfières (et qui les faisaient systématiquement décoller depuis son jardin !), avait placé des tiges de fer de grande hauteur, dirigées en biais vers le ciel depuis son jardin, de telle sorte

que, lorsque les montgolfières de son voisin « loupaient » leurs trajectoires et atterrissaient chez le voisin... elles rendaient vite l'âme ! Quand estime-t-on qu'il y aura « abus » dans l'exercice de son droit de propriété ? Lorsque le propriétaire en usera avec l'intention particulière de nuire à autrui.

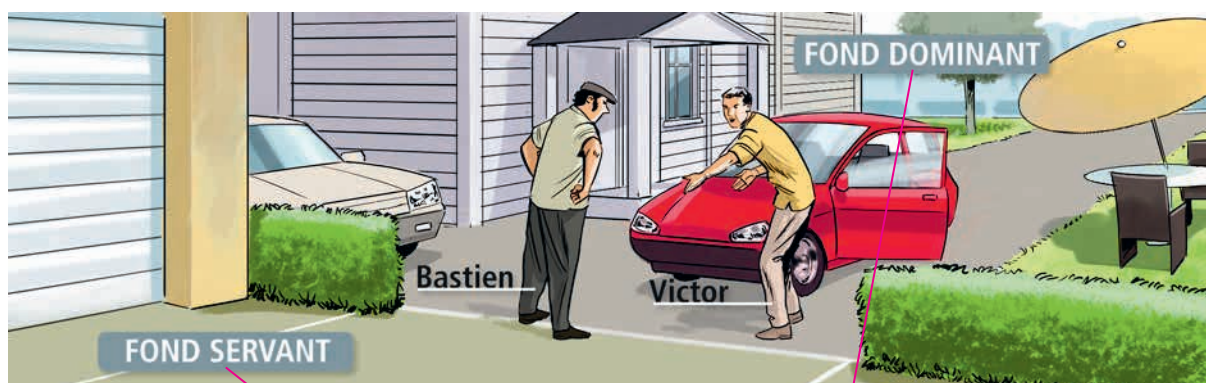
www.explorimmo.com

1 Complétez le tableau ci-dessous, après avoir pris connaissance des trois cas ci-dessus.

Cas n°	Nature de l'atteinte au droit de propriété	Justification de cette atteinte au droit de propriété
1	Servitude de passage légale : le propriétaire ne peut interdire aux pompiers l'accès à sa propriété privée.	Dans la lutte contre les incendies, certains lieux ne sont pas accessibles par la voie publique.
2	Expropriation : le propriétaire est contraint d'exercer son abus.	On sacrifie un intérêt individuel pour le bien de la collectivité : construction de l'infrastructure.
3	Abus de droit : le propriétaire est empêché de faire ce qu'il veut chez lui.	Utiliser le droit de propriété sans autre motif que nuire à autrui est un détournement d'usage de ce droit.

B Les limites liées aux relations de voisinage

DOC 14 La servitude conventionnelle de passage



2 Indiquez, par une flèche vers le bon cadre, le fond :

qui accorde la servitude

qui bénéficie de la servitude

3 Expliquez en quoi consiste pour Victor et Bastien une servitude de passage.

Bastien doit laisser Victor traverser sa propriété pour accéder chez lui.

4 Montrez en quoi la servitude de passage est une atteinte au droit de propriété.

Le caractère exclusif du droit de propriété devrait permettre à Bastien d'interdire l'accès à son terrain, ce qui n'est pas le cas ici.

DOC 15 Le trouble anormal de voisinage

À moins de vivre seul sur une île déserte, on est amené à subir quelques nuisances de la part de ses voisins. Doit-on alors tout subir ? Non : si les troubles de voisinages normaux sont inhérents à la vie en collectivité, les troubles anormaux (« lorsque le trouble cause un désagrément supérieur à ce que la vie en société impose, lorsqu'il est excessif, lorsqu'il est persistant et répété ») ne le sont pas : odeur, bruit ou projectile... Voici deux exemples parmi bien d'autres :

- Une femme qui vivait avec cinq dogues allemands et un caniche a été condamnée à faire cesser les « odeurs pestilentielles persistantes » en éloignant ses chiens de son logement et à

effectuer les démarches nécessaires afin de supprimer les odeurs nauséabondes sous peine d'une astreinte de 50 € par jour de retard (cour d'appel de Lyon, 28 juin 2005).

- La nuit (comme le jour), tous les bruits ne sont pas permis... En principe, tout auteur ou complice de bruits ou de tapages nocturnes peut être condamné pénalement à une amende de 450 € maximum (3^e classe), mais les tribunaux n'hésitent pas, en sus, à condamner civilement le responsable en octroyant à la victime des dommages et intérêts de plus en plus importants.

© Foucher

5 Soulignez les éléments qui emportent la qualification d'anormalité du trouble de voisinage.

6 Indiquez, dans chacun de ces cas, s'il y a trouble normal ou non de voisinage.

	Normal	Anormal		Normal	Anormal
Les enfants du voisin ont des amis et jouent aux Indiens dans le jardin.	×		« Je n'aime pas les fainéants. Je passe ma tondeuse le dimanche à 6 h 30. »		×
En été, fêter en musique ses 18 ans dans son jardin.	×		Un cirque passe, le chien aboie.	×	

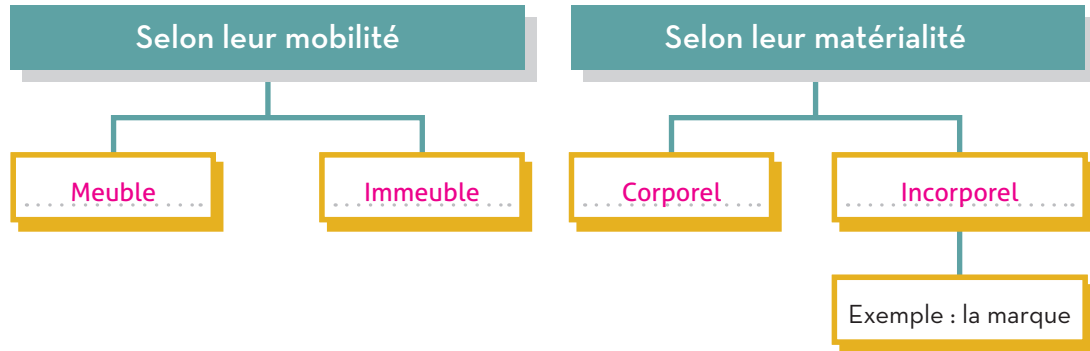
Bien : toute chose dont dispose une personne et sur laquelle elle a des droits réels.

Marque : signe distinctif qui permet de distinguer un produit ou une entreprise.

Propriété : possibilité accordée par le droit d'utiliser ou de disposer d'un bien de façon absolue.

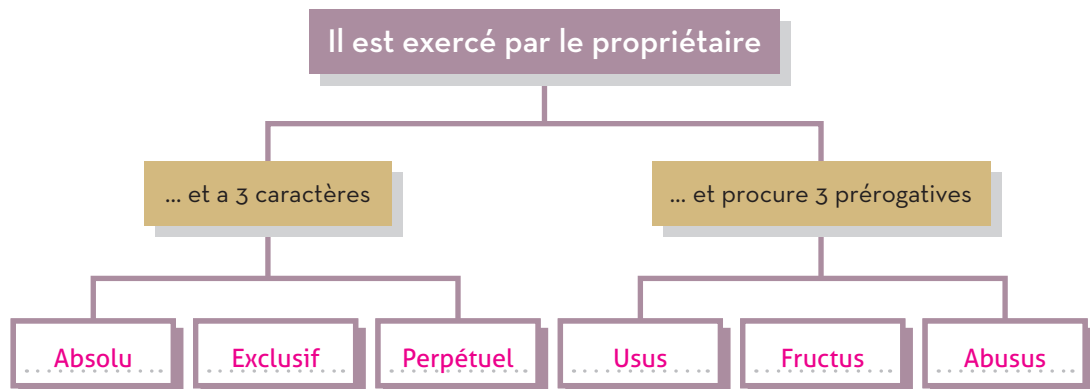
1

Les biens



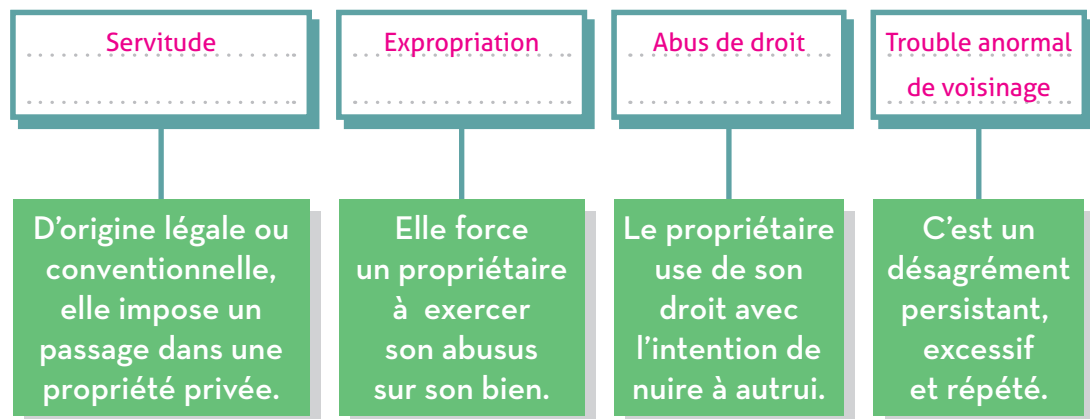
2

Les droits sur les biens



3

Les limites au droit de propriété



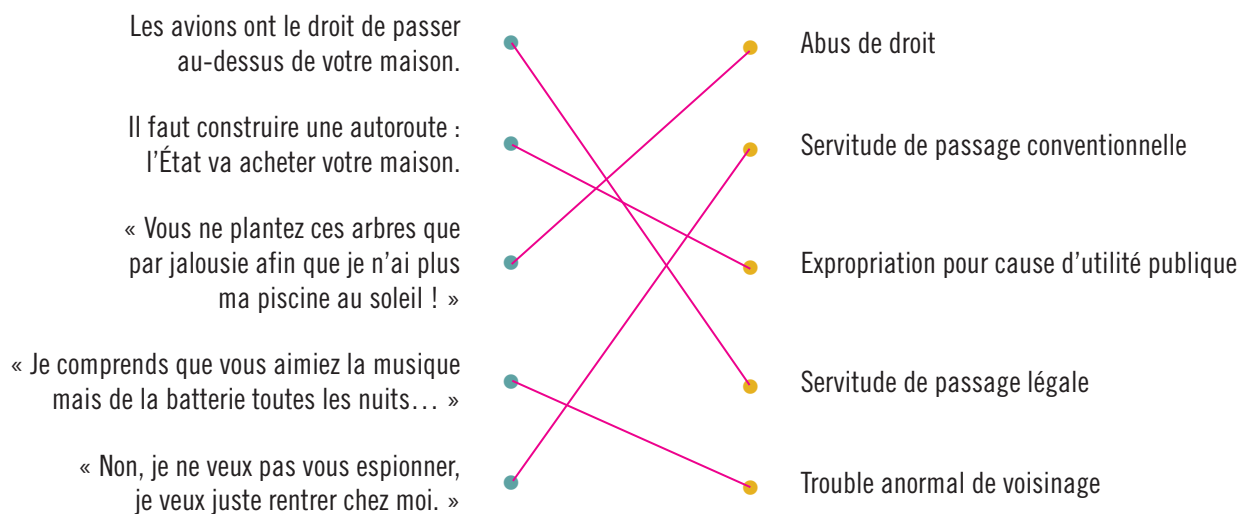
TESTEZ-VOUS!

De quels droits dispose une personne sur ses biens ? 9

1 Complétez le tableau ci-dessous en cochant les bonnes cases.

	Classification du bien				Attribut exercé		
	Meuble	Immeuble	Corporel	Incorporel	Usus	Fructus	Abusus
Élodie a écrit une pièce de théâtre et a cédé ses droits à une compagnie qui va jouer sa pièce.				×			×
Priscilla s'est fait prendre par le professeur en train de se regarder dans le miroir caché dans sa trousse.	×		×		×		
Elle avait pourtant constaté qu'elle était bien coiffée en se regardant dans le miroir scellé au mur des toilettes.		×	×		×		
Benjamin aime le football à tel point que, pour y jouer, il a fait installer des cages fixées au sol par une dalle de béton dans son jardin.		×	×		×		
Imane a cinq téléviseurs chez elle. Elle décide donc de les louer sur louermalin.com.	×		×			×	

2 Reliez chacune des situations avec la limite au droit de propriété à laquelle elle se rapporte.



Des relations qui partent en fumée



Attendu que, par précédent jugement rendu entre les mêmes parties, le tribunal d'instance de X... avait, le 27 novembre 1997, **débouté** les époux X... de la demande qu'ils avaient formée pour obtenir le déplacement du barbecue, compte tenu des troubles anormaux de voisinage qu'ils estimaient que cet édifice leur causait ; Attendu que l'autorité de la chose jugée attachée à cette décision ne s'oppose pas à ce que les époux X... [...] sollicitent la même chose contre les mêmes adversaires, dès lors que la cause qui fonde la demande est distincte ; Attendu qu'en l'espèce les époux X... font reposer leur demande sur l'abus de droit ; [...] Attendu que l'abus de droit suppose son usage, par le titulaire de ce dernier, à des fins malicieuses, dans le but de nuire à autrui ; Attendu qu'il résulte notamment du procès-verbal de constat dressé le 9 juillet 1999 que les époux Y..., qui étaient en train d'achever leur repas, activaient le barbecue, dans l'intention, manifestées par les paroles rapportées par l'officier public et ministériel (« tiens, ça ne fume plus, il faut réactiver »),

de causer un trouble à leurs voisins ; que ces faits sont constitutifs d'abus de droit ; que le jugement déféré doit, dès lors, être confirmé en ce qu'il a retenu ce fait juridique ; [...]

Attendu cependant que, comme précédemment indiqué, les époux Y... ont le droit d'installer un barbecue sur leur propriété et d'en faire un usage normal ; que la constatation de faits isolés d'abus de droit à leur encontre ne saurait dès lors conduire à leur condamnation à supprimer ou déplacer l'édifice litigieux mais doit seulement conduire à leur condamnation à dommages et intérêts ;

Attendu que les agissements des époux Y... ont causé aux époux X... un préjudice qui doit être évalué à 4 000 F [un peu plus de 600 €], par confirmation sur ce point du premier jugement ; [...] ; PAR CES MOTIFS Confirme le jugement déféré sauf en ce qu'il a condamné, sous astreinte, les époux Y... à déplacer leur barbecue, [...].

Cour d'appel de Caen, 21/02/2002

LE DÉCLIC



- « Débouté » signifie que la décision judiciaire a rejeté la demande.
- Il y a eu deux actions en première instance :
 - En 1997, le tribunal d'instance a refusé une première qualification juridique et n'a pas imposé le déplacement du barbecue.
 - Après 1999, un autre jugement a retenu une autre qualification juridique et a condamné les époux Y. à une indemnisation et au déplacement du barbecue.
- Pour répondre aux questions 3 et 4, il faut bien associer les faits identifiés dans la question 1 à la définition des qualifications juridiques (trouble anormal de voisinage/abus de droit) de la question 2. L'application de la définition aux faits permet de comprendre et de justifier la décision judiciaire (questions 3 puis 4).

- 1 Résumez les faits à l'origine du litige.
- 2 Rappelez les éléments constitutifs d'un trouble anormal de voisinage et ceux qualifiant l'abus de droit.
- 3 Justifiez la décision de la cour d'appel (par rapport à la seconde décision du tribunal d'instance) relative au trouble de voisinage.
- 4 Justifiez cette décision (par rapport à la seconde décision du tribunal d'instance) relative à l'abus de droit.

Corrigé – Entraînez-vous !

Des relations qui partent en fumée

Résumez les faits à l'origine du litige.

Les époux X sont voisins des époux Y qui utilisent un barbecue pour certains de leurs repas. Gênés par les fumées de ces voisins, ils décident d'intenter une action judiciaire.

Rappelez les éléments constitutifs d'un trouble anormal de voisinage et ceux qualifiant l'abus de droit.

Un trouble anormal de voisinage est constitué par un désagrément supérieur à ce que la vie en société impose, lorsqu'il est excessif, persistant et répété.

Un abus de droit représente l'exercice d'un droit légitime d'un propriétaire, mais qui exerce ce droit dans le but exclusif de nuire à autrui.

Justifiez la décision de la cour d'appel (par rapport à la seconde décision du tribunal d'instance) relative au trouble de voisinage.

Le tribunal d'instance a décidé de contraindre les époux Y à déplacer leur barbecue. La cour d'appel censure cette décision car l'incident est qualifié « d'isolé » et ne revêt donc pas un caractère répété qui emporterait la qualification du trouble anormal de voisinage.

Justifiez cette décision (par rapport à la seconde décision du tribunal d'instance) relative à l'abus de droit.

Le tribunal d'instance a décidé de contraindre les époux Y à indemniser les époux X (4 000 francs). La cour d'appel confirme cette décision car la volonté d'utiliser le barbecue dans l'intention de nuire aux voisins X de la part des époux Y est établie, en particulier par la volonté de ranimer le feu, donc la fumée, en fin de repas, sans lien avec l'usage normal d'un barbecue (la cuisson) : il y a bien élément constitutif de l'abus de droit.

9

De quels droits dispose une personne sur ses biens ?

Synthèse rédigée

1 Les biens

A Leur classification juridique

Les biens d'une personne peuvent être classés selon le critère de la mobilité et celui de la corporalité.

1°) Selon le critère de la mobilité

Un bien est dit meuble s'il peut être déplacé. On distingue :

- le bien meuble par nature : il est intrinsèquement mobile : un stylo, une automobile... ;
- le bien meuble par détermination de la loi : c'est le cas des actions et des obligations. Ce sont des VMP, Valeurs Mobilières de Placement. Elles ne sont, par nature, ni meubles ni immeubles, puisqu'incorporelles : c'est donc le droit qui les qualifie explicitement de meubles.

Un bien est dit immeuble s'il ne peut être déplacé (fondation au sol). On distingue :

- l'immeuble par nature : c'est le cas d'une maison ;
- l'immeuble par destination : c'est un bien qui, quoique meuble par nature, est qualifié d'immeuble car affecté « à perpétuelle demeure » à un bien immeuble. C'est le cas d'un miroir scellé dans un mur de hall d'entrée, d'un ascenseur... ;
- l'immeuble par objet auquel il s'applique : c'est le cas de l'hypothèque. Cette sûreté n'est, par nature, ni meuble ni immeuble mais puisqu'elle porte sur un bien immeuble, elle le devient également.

2°) Selon le critère de la corporalité

Le bien est dit corporel si c'est un objet palpable, ayant une matérialité physique (ex. : un livre). S'il n'a pas de matière physique, il est au contraire incorporel (ex. : un brevet d'invention).

B Les biens incorporels : un exemple

Les biens incorporels peuvent être matérialisés sur un support physique sans devenir eux-mêmes corporels. C'est l'exemple d'un logiciel : son programme est bien incorporel, même s'il est gravé sur un support pour sa commercialisation.

Le fonds de commerce d'un point de vente, la marque commerciale d'une entreprise sont d'autres exemples de biens incorporels.

2 Les droits sur les biens

A Le droit de propriété et ses caractères

Selon l'article 544 du Code civil, la propriété est : « le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements ». Le caractère absolu est donc explicitement mentionné : le propriétaire d'un bien peut en faire ce qu'il veut pourvu qu'il ne contrevienne pas en cela à une règle de droit.

Par exemple, le propriétaire d'un livre de droit peut le lire pour s'instruire ; il peut aussi s'en servir pour caler sa table basse. C'est (intellectuellement) dommage, mais c'est son droit le plus absolu. Néanmoins, il ne peut s'en servir pour frapper autrui sur la tête : s'en servir comme arme par destination est « un usage prohibé par les lois ou par les règlements ».

Par ailleurs, le droit de propriété est exclusif. Le propriétaire est, normalement, la seule personne à pouvoir exercer les prérogatives découlant du droit de propriété. Il existe néanmoins des exceptions, la plus connue est celle de la copropriété d'un bien immobilier. Dans un logement collectif, si chaque ménage est potentiellement propriétaire exclusif de son appartement, les parties communes de cet immeuble (jardins, hall, escaliers, locaux de service, etc.) appartiennent à tous et à chacun ; il y a bien copropriété.

Un autre exemple, moins répandu mais potentiellement intéressant pour des problématiques à venir, est celui de la copropriété des inventions. Si le concept n'est pas nouveau, l'essor du travail et des outils collaboratifs peut démultiplier ses cas... et ses litiges.

Enfin, le droit de propriété est perpétuel : il n'est pas limité dans le temps, il ne s'éteint pas au décès de son propriétaire et se transmet donc aux héritiers.

B Le droit de propriété et ses attributs

Le droit de propriété confère à son propriétaire la possibilité :

- d'utiliser son bien (l'*usus*) : habiter sa maison ;
- d'en percevoir les fruits, c'est-à-dire d'en tirer un profit (le *fructus*) : louer sa maison et toucher le loyer ;
- de disposer de son bien (l'*abusus*) : vendre ou donner sa maison.

Ces prérogatives peuvent néanmoins ne pas appartenir à la même personne, comme dans le cas de la nue-propriété. L'exemple le plus classique en est le suivant : un ascendant désire que son bien immobilier revienne à son décès à son descendant, mais ne veut pas que ce dernier puisse empêcher le conjoint survivant de bénéficier du bien immobilier jusqu'à son propre décès. Dans ce cas, l'héritier va devenir, à l'ouverture de la succession, un nu-propriétaire. Sa seule prérogative est celle de l'*abusus*, mais il ne peut l'exercer sans l'accord formel du conjoint survivant. Ce dernier est qualifié d'*usufruitier* : il ne possède pas le bien mais les prérogatives de l'*usus* et du *fructus* lui reviennent. Au décès de l'*usufruitier*, la pleine propriété est recouvrée par le nu-propriétaire.

3 Les limites au droit de propriété

A Les limites liées à l'intérêt général

Le droit de propriété peut, dans l'intérêt de la collectivité, être limité. Les principaux cas sont :

- **La servitude légale** : c'est l'exemple des couloirs aéronautiques de dégagement. Le propriétaire d'un bien immobilier ne peut, s'il est concerné, empêcher le passage d'un avion au-dessus de sa propriété.
- **L'expropriation pour cause d'utilité publique** : l'État, ou une collectivité territoriale, peut acquérir le bien immobilier d'une personne, nonobstant le refus de cette dernière de la vendre. Les travaux d'infrastructures de transport génèrent régulièrement ce type d'expropriation (ex. : les travaux à venir des nouvelles lignes de métropolitain du « Grand Paris »).
- **La préemption** : c'est une procédure permettant à une personne publique d'acquérir en priorité d'un bien immobilier mis en vente.
- **L'abus de droit** : un propriétaire exerce une prérogative légitime de son droit de propriété, mais il le fait dans le but exclusif de nuire à autrui.

B Les limites liées aux relations de voisinage

Comme la servitude légale, mais d'origine conventionnelle, une servitude de passage, d'écoulement souterrain d'eaux usées (...), peut générer une obligation pour un propriétaire d'un bien immobilier.

Par ailleurs, l'interdiction des troubles anormaux de voisinage peut limiter les actions possibles d'un propriétaire : nuisances sonores, olfactives...

Vers le BAC!

THÈME 4

Quels sont les droits reconnus aux personnes ?

Anil et Louise : pour le meilleur et...

La vie d'Anil, jeune informaticien de 26 ans, est riche de nombreuses joies : sur le plan professionnel, un CDI depuis deux ans après son BTS SIO et son master, et sur le plan personnel, un heureux mariage avec Louise. Le jeune couple a, dès le début de son mariage, acheté un pavillon en Seine-et-Marne. Lors de la visite de ce bien, ils ont immédiatement été conquis par la vue des plaines verdoyantes d'un terrain de golf situé dans le prolongement du jardin.

Néanmoins, dès les premières semaines de vie dans ce pavillon, Anil et Louise se sont rendus compte que la proximité du golf, si elle offre un joli panorama, leur impose de recevoir régulièrement dans leurs jardins des projections de balles lancées par des golfeurs maladroits. La puissance des tirs est parfois telle que Louise, inquiète d'être éventuellement blessée, renonce à profiter de sa terrasse et du jardin.

Anil est allé rencontrer le propriétaire du golf qui lui formule régulièrement des promesses : aménagements du parcours, installation de filets de sécurité, sensibilisation des clients... Ces propos ne se traduisent cependant jamais en actes, ce qui désespère nos jeunes propriétaires.

Alors qu'elle regarde un article devant un stand, Louise se retrouve subitement au côté du célèbre acteur Hubert Lu. Issu de cette région, il est en vacances et se promène. Devant l'étonnement de Louise d'une telle rencontre, il se met à lui adresser un aimable sourire. Cet échange n'a duré que quelques secondes et chacun repart bien vite de son côté. Soucieuse de ne pas laisser deviner à Anil qu'elle a trouvé son cadeau de Noël, Louise ne parle pas de son escapade commerciale et ne lui raconte donc pas cette rencontre exceptionnelle.

Lorsqu'il arrive le lendemain à son travail, Anil est vite surpris des regards, mi-amusés, mi-gênés de ses collègues. Arrivé à son bureau, il trouve son ordinateur allumé avec une page Internet affichée, issue du site « Purefrivole ». On y voit une photo d'Hubert Lu et Louise avec pour légende : « La nouvelle conquête d'Hubert : un sourire radieux qui en dit long... » Furieux, Anil téléphone à Louise et, refusant de l'écouter, inaugure plusieurs longues semaines de tensions au sein du couple...

Dossier 1 : Les relations avec le golf

- 1 Qualifiez juridiquement le pavillon d'Anil et Louise.
- 2 Présentez l'argument juridique principal que le propriétaire du golf peut exprimer pour ne pas donner suite aux demandes d'Anil et Louise.
- 3 Présentez les arguments juridiques qu'Anil et Louise peuvent formuler pour convaincre le propriétaire du golf.

Dossier 2 : La photo de « Purefrivole »

Le journaliste de « Purefrivole » s'appuie sur l'affaire de la « Marianne de 68 » pour prétendre avoir le droit de photographier une personne reconnaissable dans un lieu public.

Les photographies de la « Marianne de 68 » et de la rencontre de Louise et Hubert Lu ont toutes les deux été prises sur la voie publique lors d'une activité extérieure ouverte au public. De ce fait, le journaliste de « Purefrivole » pourrait se prévaloir de cette jurisprudence pour nier toute atteinte aux droits de Louise.

Néanmoins, la cour d'appel de Versailles a confirmé le jugement de la « Marianne de 68 » car cette photographie se rapportait à un événement historique. Les achats de Noël de Louise ne pouvant se prévaloir d'un tel qualificatif, il semble peu probable que les tribunaux suivent le journaliste de « Purefrivole » dans l'application de cette jurisprudence au cas de Louise.

- 1 Proposez à Louise une argumentation juridique montrant qu'il y a atteinte à sa vie privée.
- 2 Proposez à Louise des arguments juridiques permettant d'écarter une exception à cette atteinte du fait de la notoriété publique d'Hubert Lu.

Document 1

L'affaire du parcours de golf

1991-1992
M^{me} X... a acquis un terrain sur lequel elle a fait construire une villa au sein d'un lotissement situé en bordure d'un golf exploité depuis 1988.

Entre 1992 et 2002 :
M^{me} X, se plaignant de dégâts causés par la projection incessante de balles de golf sur sa propriété, a fait assigner devant une juridiction de 1^{re} instance la société Massane Loisirs exploitante de ce golf, pour obtenir : la modification de son parcours ; des indemnités.

5 novembre 2002 :
la cour d'appel de Montpellier dit que la société Massane Loisirs est tenue de réparer l'entier préjudice subi par M^{me} X... du fait des troubles anormaux du voisinage que lui occasionne l'activité de golf.

Le 10 juin 2004, les parties sont près la 2^e chambre civile de la Cour de cassation.

Arguments de Massane Loisirs	Position de la cour d'appel le 5/11/2002
Les dommages causés aux occupants d'un bâtiment par les nuisances dues à des activités commerciales n'entraînent pas droit à réparation lorsque le permis de construire afférent au bâtiment exposé à ces nuisances a été demandé postérieurement à l'existence des activités les occasionnant. Or le golf date de 1988 et la maison de 1991-1992.	Suite à un défaut de conception du tracé du golf la propriété de M ^{me} X... était beaucoup plus exposée que les autres riverains à des tirs de forte puissance. M ^{me} X... est contrainte de vivre sous la menace constante d'une projection de balles qui peut se produire d'une manière aléatoire et néanmoins inéluctable, et dont le lieu et la force d'impact, comme la gravité des conséquences potentielles, sont totalement imprévisibles, ces inconvénients excèdent dans de fortes proportions ce que l'on peut normalement attendre du voisinage d'un parcours de golf.
Solution : la Cour de cassation confirme l'arrêt de la cour d'appel : M ^{me} X a légitimement obtenu gain de cause.	

Cour de cassation, Chambre civile 2 du 10 juin 2004, www.legifrance.gouv.fr

Document 2

La photographie de la Marianne de 68

Nous avons l'exemple d'une photographie célèbre, « la Marianne de 68 », qui est l'une des photographies les plus connues de Mai 68 : on y voit une jeune femme, très nettement identifiée et constituant le sujet central de l'image, juchée sur les « épaules d'un manifestant et brandissant un drapeau ». La jeune femme, qui n'avait pas donné son consentement à la publication, a porté plainte contre l'agence responsable de celle-ci, estimant

que son droit à l'image était atteint. Le juge, considérant que l'intéressée ne contestait pas avoir pris part librement aux événements de Mai 68 et que la photographie avait été régulièrement publiée pour illustrer ces événements, a estimé que l'autorisation de publication n'était pas nécessaire. L'affaire est aujourd'hui en appel*.

*La cour d'appel de Versailles a confirmé le jugement en 2000 car cette photographie se rapporte à un fait historique.

www.myphotoagency.com

Document 3

Article 9 du Code civil

Chacun a droit au respect de sa vie privée.

Les juges peuvent, sans préjudice de la réparation du dommage subi, prescrire toutes mesures, telles que séquestre, saisie et autres, propres à empêcher ou faire cesser une atteinte à l'intimité de la vie privée : ces mesures peuvent, s'il y a urgence, être ordonnées en référé.

www.legifrance.gouv.fr

Document 4

Diffusion d'image

Avant toute diffusion d'une image d'une personne dans un cadre privé, le diffuseur doit obtenir son accord écrit en précisant à quelle date et à quel endroit elle a été réalisée. Cet accord est donné pour un usage précis (par exemple, publication dans un journal) et ne peut être global.

(...) Le consentement d'une personne à être photographiée est différent de son autorisation à diffuser l'image.

Attention

Même dans un lieu public, si une personne apparaît de manière isolée et est reconnaissable du fait du cadrage de l'image, une autorisation de diffusion de l'image est nécessaire.

Personnes mineures

L'autorisation des parents (ou du responsable) d'un enfant mineur doit obligatoirement être obtenue par écrit. Il n'y a pas d'exceptions possibles (même pour le journal et l'intranet de l'école).

Pour un groupe d'enfants, l'autorisation écrite des parents de tous les enfants est obligatoire.

Personnes décédées

Les héritiers d'une personne décédée peuvent s'opposer à la diffusion de son image après son décès s'ils en éprouvent un préjudice personnel (par exemple, l'atteinte à la mémoire du défunt, le respect dû au mort, etc.).

Exceptions

Certaines images ne nécessitent pas d'autorisation des personnes photographiées. Il s'agit par exemple :

- d'images d'événements d'actualité qui peuvent être publiées sans l'autorisation des participants (par exemple, une manifestation publique où la personne n'est pas reconnaissable) au nom du droit à l'information ;
- d'images de personnalités publiques dans l'exercice de leur fonction (par exemple, les hommes politiques) à condition de les utiliser à des fins d'information ;
- d'images illustrant un sujet historique...

www.service-public.fr

Document 5

Droit à l'image

Droit à l'image : pas d'autorisation tacite d'un spectateur à Roland-Garros

La présence d'un homme anonyme assis à côté d'une personnalité connue à Roland-Garros ne saurait être considérée comme autorisant un site Internet à diffuser des clichés de lui sans son autorisation, a estimé le TGI de Nanterre dans un jugement du 26 novembre 2015. Il en a conclu que « la publication de ces nombreuses photographies non consenties du demandeur révélant un moment de vie personnelle dans les tribunes d'un stade de tennis viole les droits dont il dispose sur son image et porte atteinte à sa vie privée ».

Un homme n'exerçant aucun métier en vue ni ne remplissant aucune fonction officielle avait assisté à un match de tennis à Roland-Garros opposant Dimitri Tursunov à Roger Federer. Il se trouve que,

par hasard, il était assis à côté d'une actrice connue. Des photographes ont pris des photos au téléobjectif de ce supposé couple. Ces clichés ont été diffusés sur le site Purepeople.com avec des légendes affirmant que l'actrice assistait au match avec son compagnon. Or ces personnes ne se connaissaient pas. L'homme est par ailleurs pacsé avec une femme. Et la diffusion de ces images lui a causé des problèmes dans son couple. Le tribunal a reconnu le préjudice moral subi du fait de cette publication. Il a pris en considération « sa qualité d'anonyme qui fait l'objet d'une notoriété subite et non souhaitée par la révélation de cette relation réelle ou supposée » avec cette comédienne. Alors qu'il demandait 12 000 euros de réparation, le tribunal lui a accordé 10 000 euros et 2 000 euros sur le fondement de l'article 700 du Code de procédure civile.

www.legalis.net, 30/11/2015

Thème 4 Quels sont les droits reconnus aux personnes ?

Anil et Louise : pour le meilleur et...

Dossier 1 : Les relations avec le golf

Qualifiez juridiquement le pavillon d'Anil et Louise.

Un bien peut être meuble ou immeuble selon qu'il a, ou non, des fondations au sol.

Un bien peut être corporel ou incorporel selon qu'il a, ou non, une matérialité.

En l'espèce un pavillon a une dalle scellée au sol et on peut le toucher.

Le pavillon est donc un bien immeuble corporel.

Présentez l'argument juridique principal que le propriétaire du golf peut exprimer pour ne pas donner suite aux demandes d'Anil et Louise.

Anil et Louise se plaignent des troubles générés par la présence et l'activité du golf. Le propriétaire de ce dernier pourrait néanmoins se prévaloir de l'argument suivant.

La construction de la maison est postérieure à celle du golf. Or, l'article L. 112-16 du Code de la construction et de l'habitation ne permet pas de se prévaloir d'un préjudice dont l'existence est antérieure à la construction. Par conséquent, Anil et Louise connaissaient l'activité du golf et les nuisances qu'elle générerait lorsqu'ils ont consciemment demandé le permis de construire de leur pavillon.

Présentez les arguments juridiques qu'Anil et Louise peuvent formuler pour convaincre le propriétaire du golf.

Anil et Louise peuvent néanmoins argumenter auprès du propriétaire du golf les éléments suivants.

Le propriétaire du golf a, dans un premier temps, promis qu'il prendrait des mesures, ce qui prouve qu'il ne souhaitait pas refuser de faire cesser le trouble en se prévalant de l'article L. 112-16 du Code de la construction et de l'habitation.

Par ailleurs, dans sa jurisprudence du 10 juin 2004, la Cour de cassation a refusé d'appliquer l'article L. 112-16 du Code de la construction et de l'habitation lorsque celui-ci permettait de se dégager d'un trouble anormal de voisinage. En l'espèce, la projection des balles et leurs conséquences sur la vie d'Anil et Louise sont telles qu'un caractère anormal du trouble serait aisément établi, interdisant de se prévaloir dudit article.

Dossier 2 : La photo de « Purefrivole »

Proposez à Louise une argumentation juridique montrant qu'il y a atteinte à sa vie privée.

Louise effectuait des courses personnelles pour son époux lorsqu'elle a croisé Hubert Lu. Elle agissait donc dans le cadre de sa vie privée.

Or, l'article 9 du Code civil impose le respect de la vie privée et l'absence d'atteinte à l'intimité d'une vie privée.

Il y a donc atteinte à sa vie privée.

Proposez à Louise des arguments juridiques permettant d'écarter une exception à cette atteinte du fait de la notoriété publique d'Hubert Lu.

Les arguments juridiques dont Louise pourrait se prévaloir sont les suivants.

Tout d'abord, la règle de droit impose le consentement d'une personne avant de la photographier, sauf lorsqu'il s'agit d'une personnalité publique dans l'exercice de ses fonctions.

Or, Hubert Lu était en vacances et faisait un déplacement privé, il n'agissait donc pas dans l'exercice de ses fonctions.

Par ailleurs le TGI de Nanterre, dans un jugement du 26 novembre 2015, a précisé que dans une manifestation publique une personnalité publique, même à proximité immédiate d'une personnalité publique, ne peut être présumé avoir tacitement donné son autorisation à être photographié : si l'éventuelle exception évoquée précédemment s'appliquait à Hubert Lu (ce qui ne semble de toute façon pas devoir être le cas), cette exception ne saurait être transposée à Louise.

Qu'est-ce qu'un CONTRAT ?

10



NOTIONS

- consentement
- obligation
- vice du consentement

Jessica se fait plaisir

Jessica vient de fêter ses 18 ans et veut s'acheter un sac de luxe en cadeau. Elle a regardé les différents modèles et se rend dans une boutique Longchamp pour effectuer son achat.

Mademoiselle, le sac que vous avez choisi est très tendance.



Oui, je le prends car il très joli avec la Tour Eiffel.

1 Identifiez l'objet de la vente entre Jessica et la boutique Longchamp.

La vente porte sur l'achat d'un sac féminin de la marque Longchamp.

2 Précisez à quoi s'engagent Jessica et la vendeuse et qualifiez juridiquement cette opération.

Jessica s'engage à acheter le sac à main et la vendeuse à le livrer. L'opération est une vente, donc un contrat.

ITINÉRAIRE BIS

Vidéo

Les quatre conditions de validité d'un contrat

<http://tinyurl.com/lxs4jcz>

2'44



3 Présentez les conditions générales de la validité d'un contrat.

Il faut posséder la capacité juridique. Le consentement doit être éclairé. L'objet doit être licite. La cause doit être licite.

A L'accord de volonté entre les parties

DOC 1 L'engagement réciproque des parties



L'OGC Nice poursuit sa politique de formation. Ainsi, au lendemain de la signature d'un premier contrat professionnel pour Vincent Koziello (19 ans), c'est un autre milieu de terrain, Albert Rafetraniaina, 18 ans, qui prolonge l'aventure. Le Franco-Malgache, devenu en octobre 2012 face à Reims le plus jeune joueur à disputer un match avec le club de Nice à 16 ans et 27 jours, a paraphé un contrat d'une durée de cinq saisons : deux nouvelles saisons de formation suivies automatiquement d'un contrat professionnel de trois ans.

© Foucher

1 Citez les parties au contrat.

Les parties au contrat sont l'OGC Nice et Albert Rafetraniaina.

2 Précisez le type de contrat qui lie Albert et l'OGC Nice.

Il s'agit d'un contrat de formation professionnelle, avec un prolongement automatique en contrat de travail.

3 Identifiez les engagements réciproques des parties (OGC Nice et Albert).

Pour l'OGC Nice : de former le joueur pendant deux années, de transformer ensuite le contrat de formation en contrat de travail, de donner la rémunération convenue.

Pour Albert : de suivre la formation à la pratique du football au sein de l'OGC Nice ; d'accepter le contrat de travail à l'issue de la formation ; de respecter les clauses de son contrat.

DOC 2 Le contrat est un accord de volonté entre deux ou plusieurs personnes

Un contrat se forme lorsqu'une personne s'engage envers une ou plusieurs autres personnes. Par exemple, un garagiste s'engage à réparer votre scooter en contrepartie du paiement indiqué dans le devis.

L'accord de volonté et d'engagement peut être écrit (par exemple, un contrat de travail en CDD),

ou bien simplement verbal (acheter du pain à la boulangerie). Dans ce dernier cas, seul l'échange du consentement suffit.

Cet accord de volonté crée ensuite des obligations entre les parties, dans l'exemple de la boulangerie, donner le pain et payer le prix.

© Foucher

DOC 3 Article 1101 du Code civil

« Le contrat est un accord de volontés entre deux ou plusieurs personnes destiné à créer, modifier, transmettre ou éteindre des obligations. »

www.legifrance.gouv.fr

4 Indiquez comment se forme le contrat lors de l'achat d'un DVD chez un commerçant (doc 2).

Le contrat se forme par l'offre du vendeur et l'acceptation de l'acheteur.

5 Précisez à quel type d'obligation principale est tenue une personne qui vend sa tablette numérique.

Le vendeur a l'obligation de transférer la propriété du bien (la tablette numérique). En d'autres termes, selon l'article 1101 du Code civil, le vendeur a l'obligation de transmettre la propriété de la tablette numérique à l'acheteur.

B Le lien de droit et les obligations entre les parties

DOC 4 L'achat de Sarah



1^{er} juillet. Le 25 août, la paire de chaussures n'a pas été livrée. Le vendeur a encaissé la totalité de la commande. Sarah consulte ses cours de droit

Sarah a demandé à ses parents de lui commander une paire de chaussures pour la rentrée scolaire. La commande sur un site Web a eu lieu le

de l'année précédente. Elle remarque que le vendeur dispose d'un délai maximum de trente jours pour livrer le produit et ceci depuis la loi Hamon du 17 mars 2014.

ITINÉRAIRE BIS

Vidéo

La loi Consommation change quoi pour vous ?



<http://tinyurl.com/nl3qpt6>

1'02

6 Rappelez les obligations du vendeur de chaussures par Internet.

Le commerçant a l'obligation de livrer le produit commandé dans un délai de 30 jours maximum.

(En l'espèce, le délai de trente jours est largement dépassé.)

DOC 5 Le contrat crée un lien de droit entre les parties

Le contrat s'impose aux parties, elles doivent respecter les obligations contractuelles. Le non-respect des obligations nées du contrat aura des conséquences juridiques pour la partie défaillante. Le contrat est un acte juridique qui se manifeste par la volonté exprimée des parties.

Les trois types d'engagements généraux sont :

- donner (ex. : livrer le bien à l'acheteur en effectuant la livraison) ;
- faire (ex. : payer le prix convenu au vendeur) ;
- ne pas faire (ex. : ne pas divulguer un secret de fabrication aux concurrents).

© Foucher

7 Décrivez la principale obligation dans les différentes situations.

Situations	Faire	Ne pas faire	Donner
Le commerçant vend un pull à un client.			Livrer le pull au client. Le lui remettre.
Inchia se rend à la station-service et fait le plein d'essence pour son scooter.	Inchia doit payer l'essence qu'elle vient de mettre dans le réservoir de son scooter.		
Le site marchand <i>www.teeshirt.com</i> vient d'enregistrer une commande de trois polos de la part de Manuel.			Le site <i>teeshirt.com</i> doit livrer les trois polos à Manuel en effectuant la livraison.
Éric travaille chez un coiffeur. Dans son contrat, il est stipulé qu'il ne doit pas travailler chez un autre coiffeur.		Ne pas travailler chez un concurrent pour éviter un détournement de clientèle.	

2

Les conditions de validité d'un contrat

A La capacité de contracter

DOC 6 L'achat d'un iPhone 6



Damien, 14 ans, a cassé son iPhone 4 et, comme tous les jeunes, il n'envisage pas de rester sans téléphone. Il décide donc d'acheter un autre téléphone et consulte les petites annonces sur leboncoin.fr. Il pense qu'un iPhone 6 serait l'idéal, surtout qu'il a 700 € dans sa tirelire. Une annonce attire son attention : un iPhone 6 est à vendre pour 650 € et le vendeur est situé à seulement 3 kilomètres de son domicile.

Il rencontre le vendeur, achète le portable et paie en espèces la somme de 650 €. Le soir même, ses parents sont très surpris que le vendeur ait accepté de vendre le téléphone à un mineur. Ils décident de contacter le vendeur pour annuler la vente.

DOC 7 Les mineurs non émancipés

Lorsqu'un mineur n'est pas émancipé, il n'a pas la capacité juridique de signer tout type de contrat. L'intérêt est de le protéger, ainsi que ses biens. Dans le cadre d'un contrat de vente, les parties doivent avoir la capacité juridique de contracter. Le mineur non émancipé doit être autorisé par son représentant légal. L'âge de la majorité en France est fixé à 18 ans. Dans le cadre d'un achat courant, un mineur peut acheter sans la présence de ses parents (achat d'un livre).

© Foucher

DOC 8 Article 1145 du Code civil

« Toute personne peut contracter si elle n'en est pas déclarée incapable par la loi. »

www.legifrance.gouv.fr

1 Rappelez la règle qui conditionne la réalisation du contrat de vente entre Damien et le vendeur du téléphone portable.

Damien n'a pas la capacité juridique de signer un contrat, il a 14 ans. Pour que le contrat soit valable, il doit avoir l'autorisation de son représentant légal (ses parents).

2 Précisez ce que peuvent faire les parents de Damien.

Les parents de Damien peuvent demander au vendeur l'annulation de la vente car leur fils n'a pas la capacité juridique de contracter.

DOC 9 L'incapable majeur

La maladie, le handicap, l'âge, peuvent altérer les facultés d'une personne et la rendre incapable de défendre ses intérêts. Le juge peut décider d'une mesure de protection juridique envers le majeur à protéger (tutelle, curatelle, sauvegarde de justice).

© Foucher

3 Indiquez s'il est nécessaire de protéger la personne qui souhaite passer un contrat.

Situations	Oui	Non
Bernard est passionné de jeux. Tous les mois il dépense la totalité de son salaire au casino.	×	
Pierre, 40 ans, souhaite vendre sa maison de campagne.		×
Johan, 17 ans, se rend dans un magasin pour acheter une paire de tennis.		×
Virginie est majeure : elle souffre de la maladie d'Alzheimer et ne se souvient plus de ses avoirs en banque. Un commercial lui vend un appartement sur catalogue.	×	

B L'absence de vice du consentement

DOC 10 L'achat d'un ordinateur

Agathe décide d'acheter un ordinateur performant pour travailler ses cours à la maison. Avec sa mère, elle se rend chez Darty qui vend des ordinateurs et des imprimantes. Elle explique au vendeur ses besoins. Le vendeur lui propose un ordinateur très performant. Le prix de ce Hewlett-Packard est

assez élevé : 890 €. En arrivant à la maison, Éric, le frère d'Agathe, s'aperçoit que ce matériel est suréquipé par rapport à un usage bureautique. La maman souhaite retourner chez le vendeur pour annuler la vente.

DOC 11 L'erreur, le dol et la violence

Lors de la formation d'un contrat, le consentement des parties doit être libre et éclairé. L'absence de vice de consentement est nécessaire pour que ce dernier soit valable.

© Foucher

L'erreur

Il y a erreur lorsqu'une personne s'est trompée sur l'un des éléments essentiels du contrat.

Le dol (la tromperie)

C'est l'erreur provoquée par des manœuvres frauduleuses de la part de l'autre partie.

La violence

Elle peut être physique ou morale. Elle est exercée sur l'une des parties pour l'obliger à contracter.

4 Relevez sur quoi porte le différend entre la maman d'Agathe et le vendeur.

Le différend porte sur la vente d'un ordinateur dont les capacités sont au-dessus des besoins d'Agathe.

5 Identifiez la solution juridique qui peut être retenue. La mère d'Agathe peut invoquer l'erreur sur un des éléments essentiels de l'ordinateur et notamment sur la capacité d'utilisation du matériel. Dans ce cas, le vendeur proposera un ordinateur plus adapté aux besoins d'Agathe.

DOC 12 L'objet et la cause du contrat

La cause est la raison pour laquelle les parties veulent contracter. L'objet est la prestation ou le bien sur lequel porte le contrat.

© Foucher

6 Indiquez quelle est la cause du contrat entre Darty et Agathe.

La cause du contrat est l'achat d'un ordinateur à usage personnel pour Agathe et la vente pour Darty.

7 Précisez quel est l'objet du contrat.

Agathe s'est engagée à payer le prix et Darty à livrer l'ordinateur convenu.

DOC 13 Le contrat entaché d'irrégularité

Le juge peut prononcer la nullité. Celle-ci peut être relative ou absolue. La nullité n'est pas de plein droit, seul le juge peut prononcer une nullité du contrat.

La nullité relative

Elle protège un intérêt particulier. Seule l'une des parties peut demander au juge la nullité. Elle se prescrit par cinq ans.

La nullité absolue

Elle protège l'intérêt général. Toutes les personnes ayant un intérêt à agir peuvent demander une nullité absolue. Elle se prescrit par cinq ans.

© Foucher

8 Expliquez le sort du contrat si la mère d'Agathe invoque l'erreur.

La nullité relative peut être invoquée par la mère d'Agathe. Cette nullité a pour but de protéger l'intérêt particulier de l'acheteur.

A La typologie des contrats

DOC 14 L'achat d'une console

John achète une console vidéo, le contrat verbal suffit. Cet achat est effectué en une seule fois, il est instantané. Il paye la console au vendeur, le

contrat est à titre onéreux. Les obligations sont réciproques, le vendeur doit livrer la console vidéo et John doit payer le prix convenu.

DOC 15 Intérêt de la classification des contrats

L'objectif est d'appliquer le régime juridique correspondant à cette classification car les règles de formalisme sont différentes selon les types de contrat.

© Foucher

1 Soulignez, dans le cas de John, quatre critères qui permettent de qualifier le contrat de vente.

DOC 16 Exemples de critères de classification

Selon les conditions de formation	Selon le mode d'exécution des obligations	Selon la réciprocité de l'engagement
<p>1. Le contrat solennel : l'accord est obligatoirement écrit (un contrat de mariage).</p> 	<p>3. Le contrat instantané : l'exécution se fait en une seule fois (l'achat d'un vêtement).</p> 	<p>5. Le contrat synallagmatique : obligations réciproques (dans un contrat de vente, le vendeur doit livrer la chose et l'acheteur doit payer le prix).</p>
<p>2. Le contrat consensuel : l'accord verbal suffit (l'achat d'un croissant ou de pain à la boulangerie).</p> 	<p>4. Le contrat successif : l'exécution peut s'étendre sur une certaine période (un contrat de travail).</p> 	<p>6. Le contrat unilatéral : une seule partie s'engage envers l'autre sans que cette dernière ait une obligation (une donation).</p>

© Foucher

2 À partir du doc 16, indiquez pour chaque situation la classification correspondante.

Situations	Numéros de classification
Mélissa se rend dans un magasin et elle achète des chaussures.	2-3-5
Yann vient de signer son premier contrat de travail.	1-4-5
Roland décide de faire une donation à son petit-fils.	1-3-6
Maria vend ses timbres de collection sur leboncoin.fr à un prix qui n'est pas négociable.	2-3-5
Adriano vient de souscrire un abonnement téléphonique.	1-4-5

B Les clauses du contrat

DOC 17 Les clauses particulières

Une clause est une disposition dans un contrat. Certaines clauses sont dites « clauses particulières » car elles permettent de préciser certains points du contrat. Par exemple, le contrat de

travail est structuré sous forme de clauses qui organisent les droits et les obligations du salarié et de l'employeur.

© Foucher

DOC 18 Contrat de cession des droits de l'image d'un modèle

Dominique est modèle photo à ses heures perdues. Focale, son agence, lui propose de signer un contrat pour céder son droit à l'image aux photographes.

Extrait des clauses du contrat

Entre les soussignés **Dominique Berthoud**,

Ci-après désigné **le Modèle** et,

M. **Patrick Focale**,

Ci-après désigné **le Photographe**,

Il a été convenu ce qui suit :

- Article 1 : Objet du contrat. Le présent contrat a pour objet de définir les modalités et les conditions pour l'autorisation et l'exploitation de photographies représentant le Modèle. Par le présent contrat, le Modèle cède au Photographe les droits à l'image tels que définis à l'article 2 sur les photographies réalisées.
- Article 2 : La cession de l'image du Modèle permet aux photographes d'utiliser, de publier, d'éditer, de copier et de reproduire son image par tous procédés techniques.
- Article 4 : La présente autorisation est donnée pour la France entière et pour tous les domaines d'exploitation (publicité, distribution...).
- Article 5 : Le Modèle ne fait aucune réserve ni restriction sur la (les) photographie(s) visée(s) à l'article 1^{er} du contrat, ni sur les droits d'utilisation mentionnés aux articles 2 et 3 du présent contrat. Le Modèle reconnaît avoir plus de 18 ans et n'être lié à aucun contrat exclusif sur l'utilisation de son image ou de son nom. Ce contrat reste valable en cas de changement de l'état civil du Modèle.
- Article 6 : Il est convenu d'une rémunération forfaitaire de 300 € par jour de shooting au profit du Modèle.
- Article 7 : Litiges. Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout litige qui pourrait survenir dans le cadre du présent contrat. En cas de désaccord persistant, le tribunal du domicile du défendeur sera compétent.
- Article 8 : Le présent contrat est conclu pour une durée de cinq ans.



3 Analysez le contrat de droit à l'image de Dominique.

Objet du contrat : **La cession du droit à l'image.**

Parties au contrat : **Dominique, le modèle, et l'agence Focale.**

Obligations des parties : **Dominique a l'obligation de céder son image et de ne pas revendiquer un droit sur son image. L'agence Focale a l'obligation de verser la rémunération de 300 € par jour de shooting et de respecter la durée du contrat.**

Durée du contrat : **cinq ans.**

1

La formation du contrat



2

Les conditions de validité d'un contrat

La capacité de contracter		L'absence de vice du consentement	
Toute personne peut contracter, si elle n'en est pas considérée incapable par la loi .		Consentement = accord libre et éclairé .	
Mineur émancipé : possède la capacité juridique de signer un contrat.	Incapable majeur : doit être représenté dans ses actes de la vie civile.	L'erreur, c'est lorsque la personne s'est trompée sur l'un des éléments essentiels du contrat.	Objet du contrat = ce pour quoi le débiteur s'est engagé.
Pour contracter, un mineur non émancipé doit être formellement autorisé par son représentant légal.	La maladie, le handicap, l'âge peuvent altérer les facultés d'une personne.	La cause, c'est la justification du contrat, pourquoi on s'engage.	Provoquer des manœuvres frauduleuses s'appelle le dol.

3

La diversité des contrats

Le contrat solennel est	écrit
Le un contrat consensuel est	oral
Toute personne ayant un intérêt à agir peut soulever	la nullité absolue
La nullité relative protège un intérêt particulier.	• Prescription = 5 ans
La nullité absolue protège l'intérêt général .	• Prescription = 5 ans

TESTEZ-VOUS!

Qu'est-ce qu'un contrat ? 10

1 Entourez l'intrus dans chaque liste de mots proposés.

<p>Le contrat, lien de droit entre les parties</p> <p>Le dol Faire Ne pas faire Donner</p>	<p>La classification des contrats</p> <p>Instantané Adhésion Collaboration Solennel</p>	<p>Les conditions de validité du contrat</p> <p>Incapable majeur Incapable mineur Capacité légale Capacité juridique</p>
<p>Les clauses du contrat</p> <p>Objet du contrat Donner Durée du contrat Obligations</p>	<p>Le contrat entaché d'irrégularité</p> <p>Nullité relative Nullité d'office Nullité absolue Prescription 5 ans</p>	<p>L'absence de vice de consentement</p> <p>L'objet La cause Erreur Délit</p>

2 Cochez la bonne réponse.

Situations	Vrai	Faux
Le contrat solennel est obligatoirement écrit.	×	
Les clauses particulières sont obligatoires dans un contrat.		×
La prescription de l'action en nullité absolue est de 30 ans.		×
Un mineur non émancipé peut signer un contrat avec son représentant légal.	×	
Une cause peut être illicite dans une convention.		×
Le dol est une manœuvre frauduleuse.	×	
Dans le cadre d'une nullité relative, tout le monde peut agir.		×
La nullité absolue est possible en cas d'erreur sur la couleur d'un produit.		×
Les clauses d'un contrat peuvent être modifiées unilatéralement.		×
Un contrat par acte authentique est passé devant un notaire.	×	
Un contrat verbal n'a pas de valeur juridique.		×
Le consentement peut être vicié en cas de violence morale.	×	

ENTRAÎNEZ-VOUS!

Extrait d'un contrat de travail



Contrat à durée déterminée

Entre les soussignés :

Mme Romane LEROY, représentante de la société TREPALIUM, immatriculée au RCS sous le numéro 356 009 443 située à LYON 6, en qualité de gérante ci-après dénommée l'employeur, d'une part,

Et

M. Laurent MOULIN, de nationalité française immatriculé à la Sécurité sociale sous le numéro 1681256032067 demeurant : rue des Hirondelles, 69500 BRON. ci-après dénommé le salarié, d'autre part,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 : Engagement

Le salarié est engagé en vue de faire face à un accroissement temporaire de l'activité habituelle de l'entreprise découlant de commandes urgentes.

Ce contrat prend effet à compter du 15 octobre 2016, à 8 heures.

Il est conclu pour une durée d'un mois.

Il prendra fin le 14 novembre 2016.

Les coordonnées de la caisse de retraite complémentaire et de l'organisme de prévoyance sont les suivantes : APICIL, rue des Assurés, 69006 LYON.

Article 2 : Fonctions et attributions

Le salarié est engagé en qualité de Technicien qualité, sous réserve des résultats de la visite médicale d'embauche.

Le salarié exercera les fonctions de Technicien en laboratoire.

Article 4 : Lieu de travail

Le salarié exercera ses fonctions dans l'établissement situé : 25, rue Condorcet, 69006 LYON.

Article 5 : Rémunération

En contrepartie de son activité, le salarié percevra une rémunération mensuelle brute de 2 100 euros pour une durée hebdomadaire de 35 heures.

Article 6 : Frais professionnels

Les frais professionnels du salarié engagés dans l'exercice de ses fonctions lui seront remboursés sur présentation des justificatifs.

Article 9 : Fin du contrat

Au terme de son contrat, le salarié percevra une indemnité de fin de contrat aux conditions légales en vigueur qui sera versée en même temps que son dernier salaire.

Article 10 : Renouvellement

L'engagement pourra faire l'objet d'un renouvellement formalisé par l'accord des parties, si l'employeur le juge opportun.

© Foucher

LE DÉCLIC



- Repérez les parties au contrat.
- Pensez à surligner les obligations réciproques des parties.
- Identifiez les clauses spécifiques du contrat.

1

Indiquez si le contrat est à exécution instantanée ou à exécution successive. Justifiez votre réponse.

2

Précisez qu'elles sont les obligations de l'employeur.

3

Expliquez l'article 10 « Renouvellement ».

Corrigé – Entraînez-vous !

Extrait d'un contrat de travail

Indiquez si le contrat est à exécution instantanée ou à exécution successive. Justifiez votre réponse.
Il s'agit d'un contrat à exécution successive. Le contrat s'étend sur une période d'un mois.

Précisez quelles sont les obligations de l'employeur.

Les obligations de l'employeur sont de fournir le travail convenu au salarié, de payer le salaire indiqué dans le contrat de travail, et de respecter les règles du Code du travail.

Expliquez l'article 10 « Renouvellement ».

L'article 10 du contrat précise les modalités d'un éventuel renouvellement du contrat. Si le renouvellement intervient, l'accord des deux parties est obligatoire, s'agissant d'un contrat synallagmatique.

10 Qu'est-ce qu'un contrat ?

Synthèse rédigée

Les éléments modifiés tenant compte de l'ordonnance du 10 février 2016 apparaissent en rouge.

1 La formation du contrat

Nul besoin d'être juriste pour percevoir que le contrat constitue l'un des rouages essentiels de la vie en société. Dans tous les actes de la vie privée ou de la vie professionnelle, chaque personne (physique et morale) conclut de manière régulière des contrats variés.

A L'accord de volonté entre les parties

Le contrat est un accord de volonté en vue de produire des effets de droit. C'est un acte juridique. Le consentement désigne cet accord, celui du débiteur qui s'oblige et du créancier envers lequel il s'oblige. **L'article 1101 du Code civil dispose : « Le contrat est un accord de volontés entre deux ou plusieurs personnes destiné à créer, modifier, transmettre ou éteindre des obligations. »**

Le contrat comporte des effets juridiques et particulièrement l'obligation, pour chacune des parties, de respecter ses engagements. **Le Code civil (article 1101) cite quatre types d'engagements généraux :**

- créer ;
- modifier ;
- transmettre ;
- éteindre.

B Le lien de droit et les obligations entre les parties

L'autonomie de la volonté est le fondement de la force obligatoire du contrat. L'homme est libre de contracter ou non, par conséquent il assume l'obligation consécutive au contrat. La loi garantit la bonne exécution du contrat et, le cas échéant, en assure la sanction. Cette autonomie de volonté implique la liberté de contracter ou de s'abstenir, ce qui rend la force obligatoire du contrat.

La force obligatoire du contrat s'impose aux parties et aussi au juge. **L'article 1103 du Code civil dispose : « Les contrats légalement formés tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faits. »** Par conséquent, les parties doivent se tenir strictement à l'exécution de leurs engagements.

2 Les conditions de validité d'un contrat

A La capacité de contracter

L'article 1145 du Code civil dispose : « Toute personne physique peut contracter sauf en cas d'incapacité prévue par la loi. La capacité des personnes morales est limitée aux actes utiles à la réalisation de leur objet tel que défini par leurs statuts et aux actes qui leur sont accessoires, dans le respect des règles applicables à chacune d'entre elles. »

Les mineurs sont bien des sujets de droit, toutefois ils sont dit incapables parce qu'ils n'ont pas, durant le temps de leur minorité, l'aptitude juridique à exercer eux-mêmes les droits qu'ils détiennent. En d'autres termes, ils n'ont pas la capacité d'exercice. La capacité d'exercice est l'aptitude à exercer soi-même un droit que l'on détient, sans avoir besoin d'être représenté ni assisté par un tiers. Le mineur non émancipé doit être autorisé par son représentant légal pour tous les actes de la vie civile.

Un mineur peut être émancipé, sous certaines conditions. L'émancipation ne peut être possible qu'au profit des mineurs qui ont atteint l'âge de 16 ans.

L'incapable majeur : en raison soit de leur état physique, soit de leur état mental, certains majeurs font l'objet d'un régime de protection qui déroge au principe fixé par le Code civil, qui déclare pleinement capables les personnes de l'un et de l'autre sexe ayant atteint l'âge de 18 ans.

Cette incapacité est dite générale lorsque tout contrat passé par l'incapable majeur peut être annulé. L'individu frappé d'incapacité d'exercice ne peut contracter sans l'assistance de son représentant légal. Le majeur protégé peut être sous le régime de la tutelle ou de la curatelle, en fonction de la gravité de son état. Le premier régime est le plus renforcé, donc le plus protecteur.

B L'absence de vice de consentement

L'article 1130 du Code civil dispose : « L'erreur, le dol et la violence vicient le consentement lorsqu'ils sont de telle nature que, sans eux, l'une des parties n'aurait pas contracté ou aurait contracté à des conditions substantiellement différentes. Leur caractère déterminant s'apprécie eu égard aux personnes et aux circonstances dans lesquelles le consentement a été donné. »

- **L'erreur** se définit comme une idée fausse et inexacte que se fait le contractant d'un élément du contrat. Il y a deux types d'erreur : l'erreur sur la personne et l'erreur sur la substance.
- **Le dol** désigne une manœuvre frauduleuse visant à tromper une personne dans le but d'obtenir son consentement, de sorte à ce que sans cette manœuvre, l'autre partie n'aurait pas contracté. Les éléments constitutifs du dol sont un élément matériel qui suppose l'emploi de manœuvres frauduleuses.
- **La violence** : selon l'article 1142 du Code civil « La violence est une cause de nullité qu'elle ait été exercée par une partie ou par un tiers. »

On a égard, en cette matière, à l'âge, au sexe et à la condition des personnes.

L'article 1163 du Code civil dispose : « L'obligation a pour objet une prestation présente ou future. Celle-ci doit être possible et déterminée ou déterminable. La prestation est déterminable lorsqu'elle peut être déduite du contrat ou par référence aux usages ou aux relations antérieures des parties, sans qu'un nouvel accord des parties soit nécessaire. »

3 La diversité des contrats

A La typologie des contrats

La variété des contrats nécessite une classification. Il convient de noter qu'au stade de la formation du contrat, on distingue trois classifications : les contrats solennels (obéissent à un formalisme), les contrats consensuels (seul l'échange du consentement suffit) et les contrats réels (sa formation exige la remise de la chose).

Il y a quatre classifications au niveau des effets du contrat :

- le **contrat synallagmatique** (obligations réciproques) : l'intérêt pour le contrat synallagmatique résulte des obligations qui naissent ;
- le **contrat unilatéral** (une seule des parties est tenue des obligations envers l'autre) ;
- le **contrat à titre onéreux** est celui pour lequel chaque débiteur s'oblige dans le but d'obtenir un avantage en contrepartie ;
- le **contrat à titre gratuit** engage une partie qui procure gratuitement à l'autre un avantage.

B Les clauses du contrat

Les clauses définissent les obligations des parties au contrat. Le contenu du contrat est influencé s'il s'agit d'un contrat négocié ou d'un contrat d'adhésion. Le droit de la consommation impose des clauses dans les contrats pour prévenir les abus des professionnels.

Dans un contrat, il y a des clauses générales, qui s'appliquent à tous les cocontractants, et des clauses particulières, spécifiques (ex. : dans les contrats d'assurance).

Le législateur interdit certaines clauses dans les contrats. Il s'agit des clauses abusives. Ces clauses sont réputées non écrites et écartées par le juge.

Par ailleurs, les clauses discriminatoires sont illicites et engagent pénalement celui qui les impose à un cocontractant.

COMMENT S'EXÉCUTE le contrat ?

11



NOTIONS

- mise en demeure
- résiliation
- résolution

M. Law ne paye pas sa facture

M. Law a confié sa voiture à M. Laurent, garagiste. Il a accepté et signé le devis. Une fois la réparation terminée, le garagiste présente la facture à son client.

Voici la facture pour les réparations de votre véhicule. Vous avez huit jours pour régler.

J'ai totalement oublié. Je fais le nécessaire dès demain.



1 Rappelez l'obligation de M. Law.

M. Law doit payer le montant de la facture à M. Laurent.

2 Résumez l'objet du différend entre les deux parties.

M. Law n'a pas payé la facture à M. Laurent alors que les travaux sont réalisés et qu'il a reçu la facture.

ITINÉRAIRE BIS

Vidéo

Comment demander des pénalités pour retard de paiement ?

<http://tinyurl.com/nsbnp5z> 3'31



3 Précisez qu'elles sont les conséquences en cas de non-exécution du contrat.

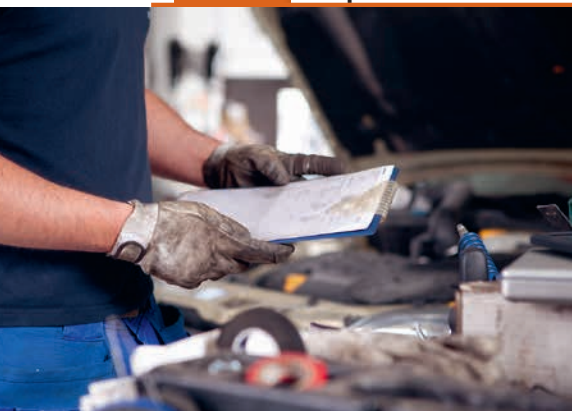
Si l'une des parties ne respecte pas le contrat, l'autre partie peut demander des pénalités de retard de paiement.

1

La force obligatoire des contrats

A À l'égard des parties

DOC 1 Réparation d'une voiture



Brice amène sa voiture chez le garagiste pour le changement des plaquettes de frein. Le garagiste fait signer à Brice un ordre de réparation (OR) en indiquant uniquement « contrôle et réparation du système de freinage ». Le lendemain, Brice retourne chez le garagiste pour récupérer sa voiture. Montant de la réparation : 1 560 €. Le garagiste lui indique qu'il a changé tout le système de freinage (disques, flexibles, plaquettes...). Brice ne veut pas payer la totalité, sachant qu'il n'a pas reçu de devis détaillé et que le montant de la facture est excessif. Le professionnel lui oppose l'ordre de réparation qui précise : « réparation du système de freinage ».

DOC 2 Le contrat doit être exécuté de bonne foi

Une fois engagées dans une relation contractuelle, les parties doivent exécuter le contrat de bonne foi, c'est-à-dire que les parties doivent être sincères dans la relation contractuelle, comme l'indique l'article 1104 du Code civil : « Les contrats doivent être négociés, formés et exécutés de bonne foi. »

© Foucher

1 Indiquez la nature du différend entre le garagiste et Brice.

En l'espèce, le garagiste réclame le paiement de sa facture. Brice refuse de payer car le montant lui semble excessif et, surtout, il n'a pas eu un devis détaillé.

2 Précisez si Brice peut invoquer la mauvaise foi du garagiste. Justifiez votre réponse.

Brice peut invoquer la mauvaise foi. En effet, le garagiste n'a pas précisé dans l'ordre de réparation le montant des réparations.

DOC 3 L'obligation de respecter le contrat

Ce principe est posé par les articles 1103 (« Les contrats légalement formés tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faits. ») et 1193 (« Les contrats ne peuvent être modifiés ou révoqués que du consentement mutuel des parties, ou pour les causes que la loi autorise. ») du Code civil.

www.legifrance.gouv.fr

3 Complétez le tableau en précisant si le contrat est respecté et pourquoi.

Situations contractuelles	Réponses
Christelle décide de modifier son horaire de travail sans consulter son employeur.	Non, Christelle ne peut pas modifier son contrat de travail. Il faut l'accord de son employeur.
Sylvain souhaite résilier le contrat de location de son appartement avant la fin du bail. Son propriétaire est d'accord pour résilier avant terme.	Oui, le contrat peut être révoqué avant le terme. Les parties acceptent par consentement mutuel d'y mettre fin.
Un restaurant rapide décide d'augmenter le prix des hamburgers. Un affichage des prix indique de manière apparente cette augmentation.	Oui, le restaurateur respecte bien le contrat en affichant les nouveaux prix. Le consommateur est libre d'accepter ou de refuser.

B À l'égard des tiers

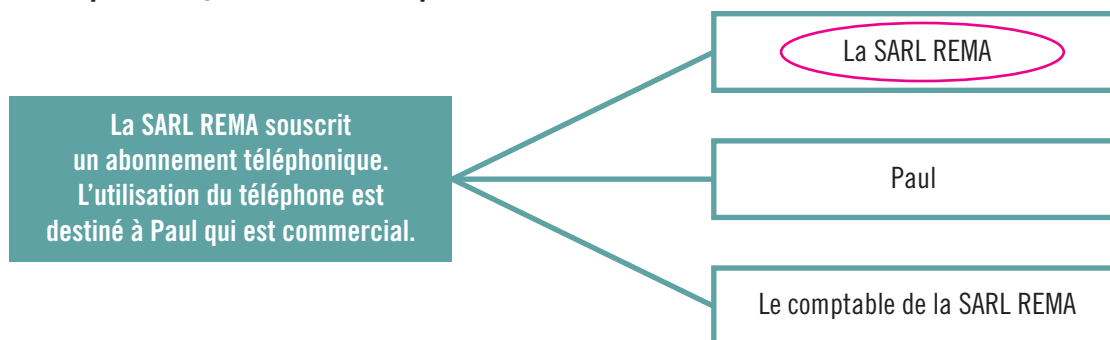
DOC 4 Le principe

Le contrat n'engage que les parties contractantes. Un contrat ne peut prévoir que des obligations à l'égard des parties au contrat et en aucune mesure

à l'égard des tiers. Cependant, les tiers doivent respecter l'existence et les effets du contrat.

© Foucher

- 4 Précisez qui doit respecter les obligations nées de l'abonnement téléphonique en entourant la bonne réponse et justifiez votre réponse.



Justification : Le contrat n'engage que les parties.

DOC 5 L'exception

La stipulation pour autrui est une exception au principe de l'effet relatif des contrats. Dans ce type de contrat, une personne (le stipulant) obtient d'une autre personne (le promettant) qu'elle s'engage

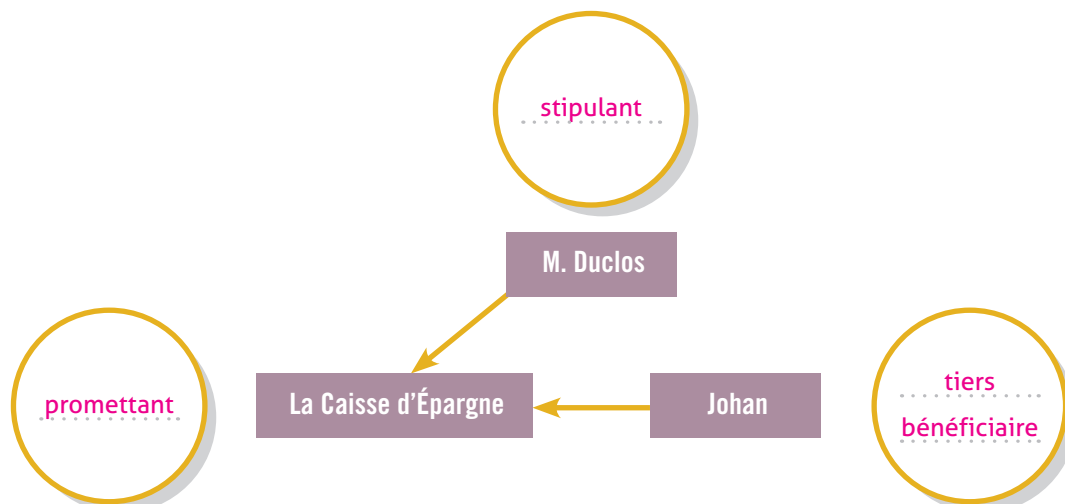
envers une troisième personne étrangère au contrat (le bénéficiaire). Par exemple, la souscription d'un contrat d'assurance au profit d'un tiers.

© Foucher

DOC 6 Un contrat de placement financier

M. Duclos décide de souscrire un contrat de placement financier au profit de Johan son fils. Le contrat prendra effet immédiatement et les fonds seront versés à Johan pour ses 18 ans par la Caisse d'Épargne. Dans cette situation, M. Duclos signe un contrat qui aura des effets à l'égard d'une tierce personne (son fils) qui n'a pas été présent au moment de la signature du contrat.

- 5 Complétez le schéma à l'aide des expressions suivantes : stipulant, promettant et tiers bénéficiaire.

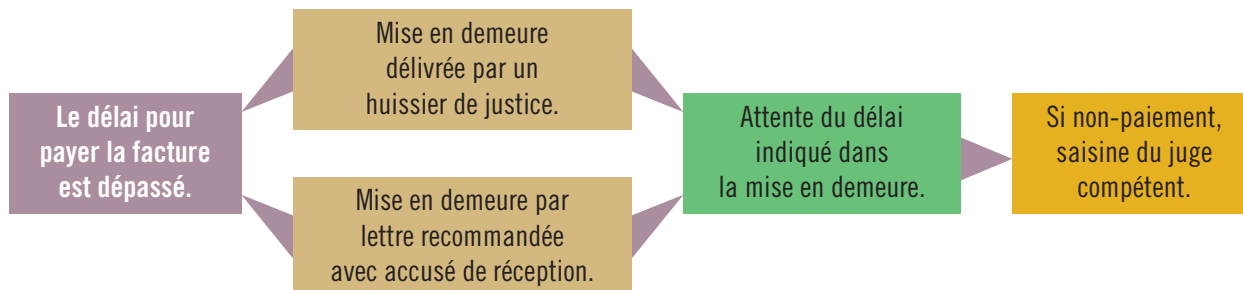


2

Les difficultés dans l'exécution du contrat

A La mise en demeure

DOC 7 Le processus de la mise en demeure



© Foucher

DOC 8 La mise en demeure

Avant de saisir le juge pour faire exécuter une obligation, le créancier doit interpellier le débiteur par une mise en demeure. Celle-ci peut être délivrée par un huissier de justice ou bien par une lettre

recommandée avec accusé de réception (par le créancier). Elle permet de faire courir les intérêts de retard.

© Foucher

DOC 9 Réparation de moto



Yasmina vient de faire réparer sa moto chez un spécialiste de la marque Yamaha. Trois jours après avoir pris possession de sa Yamaha 750 cm³, le moteur perd de la puissance. Le réparateur lui indique qu'il lui faut rouler pour qu'elle monte en puissance. Après plusieurs essais, les résultats sont catastrophiques. Yasmina décide de mettre en demeure le concessionnaire Yamaha de réparer sa moto.

- 1 Indiquez à Yasmina la procédure à suivre pour que le réparateur exécute son obligation de résultat.

Yasmina peut mettre le réparateur en demeure, soit en lui envoyant une lettre recommandée avec accusé de réception, soit avec une sommation par l'intermédiaire d'un huissier de justice.

- 2 Précisez à Yasmina ce qu'elle peut faire si la mise en demeure reste sans effet.

Yasmina peut saisir la juridiction compétente.

ITINÉRAIRE

Vidéo

BIS

La mise en demeure de payer



<http://tinyurl.com/z67m32b>

2'16

B L'exécution forcée

DOC 10 L'exécution en nature et l'exécution par équivalent



© Foucher

DOC 11 L'exécution forcée par le juge

L'inexécution de l'obligation contractuelle entraîne la responsabilité du débiteur. Le créancier peut mettre en œuvre une procédure de responsabilité contractuelle pour obtenir la réparation du préjudice. Le juge peut exiger l'exécution de l'obligation par le débiteur, selon l'article 1231-1 du Code civil : « Le débiteur est condamné, s'il y a lieu, au paiement de dommages et intérêts, soit à raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution [...] ».

© Foucher

3 Cochez la caractérisation correspondante.

Inexécution de l'obligation	Exécution en nature	Exécution par équivalent
Yoko n'a pas payé sa facture d'électricité.	×	
Samuel est salarié dans un restaurant. Son contrat de travail lui interdit de travailler chez un autre restaurateur. Or il travaille une fois par semaine chez un concurrent.	×	
Yacine a emprunté 3 000 € à un ami. Il n'a pas payé une partie de sa dette.		×
Une couturière se trompe dans les mesures d'un vêtement. Il ne peut pas être réparé.		×
Lisa se lance dans le e-commerce. Elle n'a pas expédié le pantalon commandé par Damien.	×	
Sonia a confié son blouson en cuir à un pressing. Le blouson est taché à cause du produit utilisé par le professionnel.		×
Younes a fait appel à un artisan pour réparer sa clôture. Il n'a pas fini les travaux.	×	
Claire est arrivée à une réunion avec trois heures de retard, à cause du retard même de son TGV.		×

3

Les conséquences de l'inexécution des contrats

A L'exception d'inexécution

DOC 12 Le refus de paiement

Sophia commande une chaîne hi-fi chez un revendeur de la marque Sony. Le matériel hi-fi sera livré sous 30 jours. L'acheteuse a versé un acompte de 200 € à la signature du bon de commande ; elle doit verser un second acompte de 300 € à 30 jours. Un mois et demi plus tard, la chaîne hi-fi n'est pas arrivée chez le vendeur. Sophia n'a pas payé le second acompte.

DOC 13 Dans un contrat où les obligations sont réciproques

Si l'une des parties ne s'exécute pas, l'autre partie peut suspendre ses obligations, selon l'article 1612 du Code civil : « Le vendeur n'est pas tenu de délivrer la chose, si l'acheteur n'en paye pas le prix, et que le vendeur ne lui ait pas accordé un délai pour le paiement. »

© Foucher

1 Indiquez l'obligation contractuelle du vendeur.

Obligation du vendeur

Respecter le délai de livraison indiqué dans le bon de commande.

2 Indiquez si Sophia peut refuser de payer le second acompte en justifiant votre réponse.

Sophia n'est pas tenue de payer le second acompte. L'obligation du vendeur est de livrer la chaîne hi-fi dans les 30 jours, or un mois et demi s'est écoulé et le matériel n'est toujours pas livré. Elle peut donc invoquer l'exception d'inexécution.

DOC 14 L'exception d'inexécution dans le cadre d'un logement

Par un arrêt du 9 octobre 2014, la cour d'appel de Paris rappelle que l'exception d'inexécution n'est admise que si un désordre rend les lieux inhabitables et non pas s'il existe seulement un désordre esthétique.

© Foucher

3 Précisez pour chaque situation si le locataire peut ne pas payer le loyer.

Situations	Réponses
Un locataire ne paye plus son loyer. Le loueur refuse de refaire la tapisserie du logement.	Les lieux sont toujours habitables et le désordre est seulement esthétique. Le locataire doit payer son loyer (voir l'arrêt de la cour d'appel de Paris).
Sarah occupe un logement dont l'installation électrique est défectueuse. Elle ne paye plus son loyer tant que le propriétaire ne met pas le logement aux normes de sécurité.	Dans ce cas, Sarah peut invoquer l'exception d'inexécution. En effet, le logement est inhabitable pour des raisons de sécurité.

B La résolution et la résiliation du contrat

DOC 15 Abonnement téléphonique

Denis est client chez le même opérateur téléphonique depuis quatre ans. Régulièrement, il est sollicité par un opérateur téléphonique concurrent qui lui propose des offres très intéressantes.



© Foucher

DOC 16 La condition résolutoire et la résiliation

La résolution du contrat

permet l'anéantissement rétroactif du contrat. Il existe deux types de résolution :

1. conventionnelle : qui est prévue dans le contrat ;
2. judiciaire : qui est prononcée par le juge.

La résiliation du contrat

n'est possible que dans un contrat à exécution successive.

On ne peut pas effacer ce qui a déjà été réalisé.

Par exemple, dans un contrat de travail.

« La condition résolutoire est toujours sous-entendue dans un contrat synallagmatique [...]. La partie envers laquelle l'engagement n'a point été exécuté [peut demander la résolution du contrat]. »

Article 1225 du Code civil

- 4 Indiquez à Denis la qualification de la rupture de l'abonnement téléphonique. Justifiez votre réponse.

Il s'agit d'une résiliation du contrat. En effet, le contrat d'abonnement téléphonique est à exécution successive.

- 5 Complétez le tableau ci-dessous.

Relations contractuelles	Résolution	Résiliation
M ^{me} Doyen est locataire d'un appartement. Elle décide de changer de logement.		×
Pierre achète une voiture et le véhicule présente des vices cachés.	×	
Laura vient de souscrire un contrat d'entretien pour sa voiture. Elle ne souhaite pas continuer ce contrat.		×

Exécution forcée : obliger le débiteur à s'exécuter par des moyens de droit.

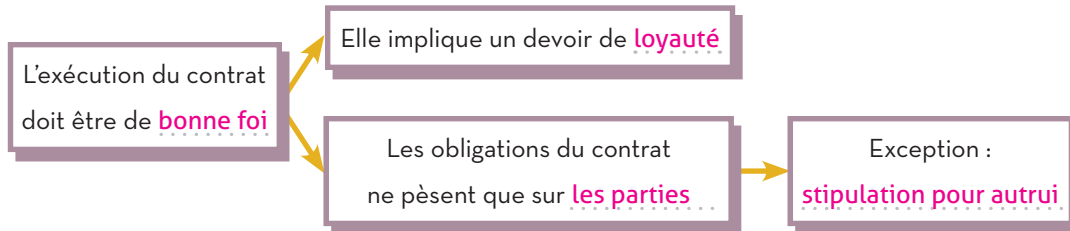
Mise en demeure : interpellation formelle du débiteur.

Résiliation du contrat : mettre fin au contrat pour l'avenir.

Résolution du contrat : annulation du contrat à effet rétroactif.

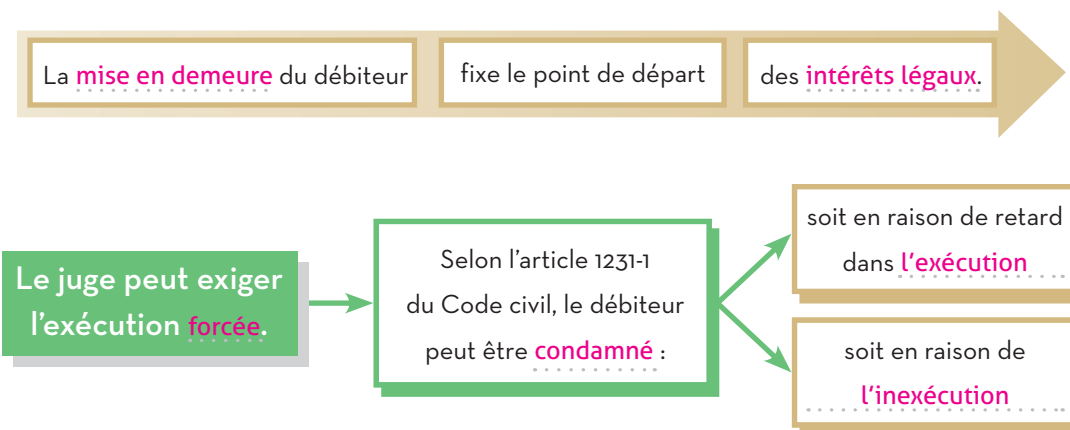
1

La force obligatoire des contrats



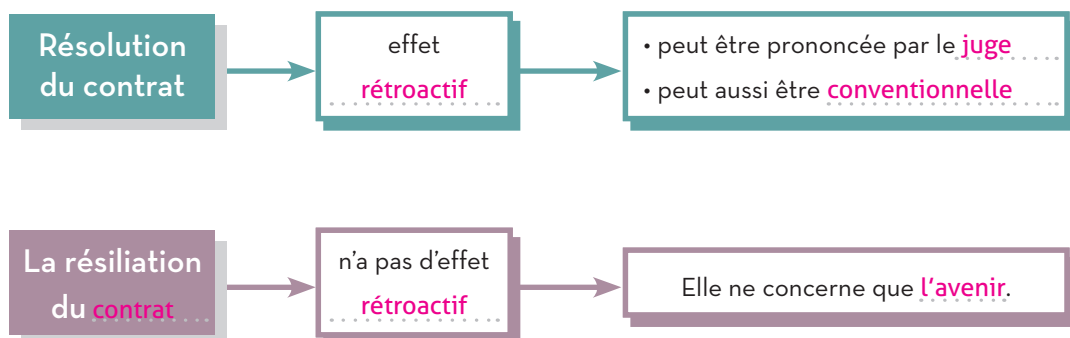
2

Les difficultés dans l'exécution du contrat



3

Les conséquences de l'inexécution des contrats



TESTEZ-VOUS!

Comment s'exécute le contrat ? 11

1 Rayez les intrus dans chaque famille de couleur.

Respecter le contrat

Mise en demeure

Lettre recommandée

~~Prescription 5 ans~~

Facture

Bonne foi

~~Situation~~

1134 Code civil

2 Surlignez la ou les bonnes réponses.

1. Le contrat peut être modifié unilatéralement :

A. Toujours.

B. Jamais.

C. En fonction du type de contrat.

2. La mise en demeure peut être faite par :

A. Un juge.

B. Un huissier de justice.

C. Une lettre recommandée avec accusé de réception.

3. En cas d'inexécution de l'obligation, le débiteur peut être condamné à :

A. De l'emprisonnement.

B. Un travail d'intérêt général.

C. Des dommages et intérêts.

4. L'exécution en nature signifie que :

A. Le débiteur doit rembourser le créancier.

B. Le créancier doit rembourser le débiteur.

C. Le débiteur doit exécuter l'obligation.

D. Le débiteur n'est pas obligé de respecter le contrat.

5. Si une des parties n'exécute pas le contrat, l'autre partie peut suspendre ses obligations :

A. Oui.

B. Non.

6. La résolution du contrat a pour conséquence :

A. D'anéantir le contrat pour l'avenir.

B. D'anéantir le contrat à effet rétroactif.

C. Ni l'un ni l'autre.

7. L'exécution en nature c'est :

A. Verser une somme d'argent pour compenser le préjudice.

B. Remplacer l'exécution par une autre.

C. Contraindre le débiteur à respecter le contrat.

8. La résiliation du contrat a pour conséquence :

A. D'effacer totalement les effets du contrat.

B. De ne concerner que l'avenir.

C. Concerne uniquement les contrats à durée indéterminée.

9. Dans un contrat, le promettant est celui :

A. Qui est le bénéficiaire du contrat.

B. Qui s'engage envers une troisième personne.

C. Qui va profiter du contrat.

ENTRAÎNEZ-VOUS!

L'annulation du contrat de vente



DOC 1 M. Roland envisage d'installer des caméras de surveillance dans sa propriété

M. Roland fait appel à la société Vision Plus. Un commercial lui a proposé un devis pour trois caméras de surveillance d'un montant de 7 900 € TTC. M. Roland accepte le devis qui prévoit l'installation du matériel sous huit jours ouvrés. Il verse un acompte de 3 000 €.

Le devis rappelle les dispositions de l'article 1610 du Code civil. Dix jours après l'acceptation du devis, M. Roland appelle la société Vision Plus pour lui faire part de son étonnement car les caméras ne sont pas installées. Le commercial lui signale qu'il doit être patient, il y a du retard à cause de nombreux chantiers. Le délai d'attente est d'environ deux à trois semaines.

M. Roland envisage d'annuler le contrat de vente et de se faire rembourser l'acompte de 3 000 €.

© Foucher

DOC 2 L'inexécution : manquement du débiteur à ses obligations

Le créancier qui souhaite obtenir exécution doit alors, avant de poursuivre le débiteur défaillant, le mettre en demeure de s'exécuter. Si celui-ci ne s'acquitte toujours pas de son obligation ou s'il s'exécute mal, une action en responsabilité civile contractuelle peut être engagée. [...]

La mise en demeure est l'acte par lequel un créancier demande à son débiteur d'exécuter ses obligations (payer une somme d'argent, finir des travaux, livrer un produit acheté, etc.). [...]

Ainsi, si la mise en demeure reste sans résultat (le débiteur refuse de s'exécuter ou ne répond pas), elle fait courir les intérêts de retard et des dommages-intérêts peuvent être réclamés pour le retard subi. Par ailleurs, certaines procédures judiciaires conditionnent la possibilité d'agir en justice contre le débiteur à l'envoi d'une mise en demeure préalable par le créancier. La mise en demeure peut donc être vue comme une étape préalable à une action judiciaire.

Définition d'Éric Roig, directeur fondateur de www.droit-finances.net

LE DÉCLIC



Analysez les consignes pour répondre au travail demandé.

- La qualification juridique consiste à donner aux faits concernés la traduction juridique qui leur convient.
- Pensez au syllogisme : les deux prémisses dites « majeure et mineure » sont des propositions données et supposées vraies, le syllogisme permettant de valider la véracité de la conclusion.
- La conclusion est la confrontation de la majeure et de la mineure.

- 1 Qualifiez juridiquement chaque partie.
- 2 Indiquez si M. Roland peut demander la résolution du contrat. Justifiez votre réponse.
- 3 Précisez l'intérêt qu'a M. Roland de mettre en demeure la société Vision Plus.

Corrigé – Entraînez-vous !

L'annulation du contrat de vente

Qualifiez juridiquement chaque partie.

Monsieur Roland est l'acheteur (consommateur) et la société Vision Plus le vendeur (professionnel). Les parties sont liées par un contrat de vente.

Indiquez si M. Roland peut demander la résolution du contrat. Justifiez votre réponse.

Monsieur Roland peut demander la résolution du contrat. Le vendeur ne respecte pas ses obligations contractuelles. Monsieur Roland doit saisir le juge et demander la résolution judiciaire.

Précisez l'intérêt qu'a M. Roland de mettre en demeure la société Vision Plus.

La mise en demeure est un préalable à toute action. Monsieur Roland, avant de saisir le juge, doit interpeller la société Vision Plus. Le débiteur ne pourra pas contester qu'il a été sommé de s'exécuter.

11 Comment s'exécute le contrat ?

Synthèse rédigée

Les éléments modifiés tenant compte de l'ordonnance du 10 février 2016 apparaissent en **rouge**.

1 La force obligatoire des contrats

A À l'égard des parties

Le contrat a force obligatoire pour les parties qui s'engagent.

Article 1103 du Code civil : « les contrats légalement formés tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faits ».

Les parties doivent respecter leurs engagements, qu'elles soient créancières ou débitrices. **De plus, l'article 1194 du Code civil précise que « les contrats obligent non seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que leur donnent l'équité, l'usage ou la loi ».** La force obligatoire qui s'attache au contrat a force de loi. La force de loi empêche toute résiliation unilatérale. Seul un accord mutuel peut effacer un contrat.

B À l'égard des tiers

Les tiers sont les personnes qui n'ont pas pris part à l'opération contractuelle.

Article 1199 du Code civil : « Le contrat ne crée d'obligations qu'entre les parties. Les tiers ne peuvent ni demander l'exécution du contrat ni se voir contraints de l'exécuter [...] ».

Les contrats n'obligent que les parties à l'exclusion des tiers. Une personne qui n'a souscrit aucun engagement ne peut pas être débitrice. Ce principe signifie que seules les parties qui ont consenties au contrat sont engagées. Le contrat ne peut faire naître de droit ou d'obligations à l'égard des tiers. Toutefois, ce principe est assorti d'exceptions et notamment la stipulation pour autrui.

2 Les difficultés dans l'exécution des contrats

A La mise en demeure

La mise en demeure est une interpellation formelle faite au débiteur d'une obligation. Il s'agit à la fois d'un document qui est notifié au débiteur, mais aussi des conséquences de sa réception.

La mise en demeure consiste à obliger le débiteur à faire face à ses obligations, dès lors qu'il n'a pas respecté son engagement contractuel. Cette mise en demeure est un préalable à une action judiciaire. Cette interpellation formelle peut prendre plusieurs formes :

- une lettre recommandée avec accusé de réception ;
- une sommation de payer par un huissier de justice.

La mise en demeure a pour effet de faire courir les intérêts légaux à partir de la date de réception de la lettre recommandée avec accusé de réception par le débiteur. Cette interpellation permet aussi au créancier de poursuivre le débiteur en justice. Enfin, le débiteur ne peut pas invoquer qu'il a oublié cette créance.

B L'exécution forcée

L'inexécution de l'obligation contractuelle entraîne la responsabilité du débiteur. Pour obtenir la réparation d'un préjudice, le créancier peut mettre en œuvre la responsabilité contractuelle du débiteur. L'exécution forcée vise à faire respecter un engagement ou une décision de justice.

Le juge peut condamner le débiteur à s'exécuter. **L'article 1217 du Code civil énonce : « La partie envers laquelle l'engagement n'a pas été exécuté, ou l'a été imparfaitement, peut :**

- **refuser d'exécuter ou suspendre l'exécution de sa propre obligation ;**
- **poursuivre l'exécution forcée en nature de l'obligation ;**
- **solliciter une réduction de prix ;**
- **provoquer la résolution du contrat ;**
- **demandeur réparation des conséquences de l'inexécution.**

Les sanctions qui ne sont pas incompatibles peuvent être cumulées ; les dommages et intérêts peuvent toujours s'y ajouter. »

Le juge peut ordonner l'exécution forcée selon deux principes.

1. L'exécution en nature : c'est l'exécution par des actes et des faits tels que prévus au contrat. Le juge contraint le débiteur à respecter le contrat.

2. L'exécution par équivalent : c'est le paiement d'une somme d'argent pour compenser l'absence d'exécution en nature du contrat. Le débiteur est condamné à verser des dommages et intérêts au créancier.

3 Les conséquences de l'inexécution des contrats

A L'exception d'inexécution

Dans le cadre d'un contrat, chacune des parties est redevable d'une prestation envers l'autre partie. Par conséquent, l'exécution d'une obligation contractuelle de l'une des parties ne vaut que si l'autre exécute sa propre obligation. Les obligations sont réciproques. L'exception d'inexécution entraîne la suspension de l'obligation contractuelle.

L'exception d'inexécution suppose qu'une obligation exigible n'ait pas été exécutée. **L'article 1224 du Code civil dispose : « La résolution résulte soit de l'application d'une clause résolutoire soit, en cas d'inexécution suffisamment grave, d'une notification du créancier au débiteur ou d'une décision de justice. »**

Pour la mise en œuvre de cette action, l'obligation doit être exigible et ne pas avoir été exécutée dans les délais convenus. Il convient de préciser que cette action doit être de bonne foi, elle doit être entendue comme une réponse proportionnée et raisonnable.

B. La résolution et la résiliation du contrat

En cas d'inexécution de l'obligation contractuelle, la partie lésée peut demander au juge de prononcer la résolution du contrat. Le débiteur peut proposer au juge l'exécution du contrat à la place de la résolution. Il convient de noter que les parties peuvent prévoir, lors de la conclusion du contrat, en cas d'inexécution, une clause résolutoire ou un pacte compromissaire.

La résiliation du contrat désigne la fin prématurée d'un contrat à exécution successive, dont l'exécution se déroule dans le temps. Les effets des obligations déjà effectuées ne peuvent être anéantis rétroactivement. La résiliation est le moyen le plus courant de mettre fin au contrat. Les prestations versées entre les parties n'ont pas à être restituées. Il existe trois modes de résiliation :

Légale : la loi prévoit certains modes de résiliation (bail d'habitation).

Contractuelle : les cocontractants ont prévu par avance les modalités de résiliation.

Judiciaire : en cas de désaccord sur une résiliation.

Quelles sont les caractéristiques **DU CONTRAT DE CONSOMMATION ?**

12



NOTIONS

- clauses abusives
- droit de rétractation
- refus de vente

Damien mécontent de sa console « New 3DS »

Damien a commandé sur Internet une console « New 3DS ».

Ah, j'ai hâte de recevoir ma nouvelle console !

Bonjour, je souhaite retourner la console que je viens d'acheter sur votre site.



Bonjour, la loi Hamon vous permet de renvoyer le produit. Vous disposez de 14 jours et vous serez intégralement remboursé sous 14 jours maximum.

1 Rappelez brièvement la situation.

Le vendeur a l'obligation de rembourser intégralement le produit qui sera retourné par Damien.

2 Expliquez pourquoi Damien peut retourner sa console.

Grâce à la loi Hamon, Damien bénéficie de 14 jours pour retourner son article.

ITINÉRAIRE BIS

Vidéo

Loi Consommation et résiliation d'assurance

<http://tinyurl.com/zbu75ge> 2'02



3 Montrez l'intérêt du dispositif légal de protection du consommateur.

L'intérêt est de rééquilibrer les pouvoirs entre consommateurs et professionnels.

1

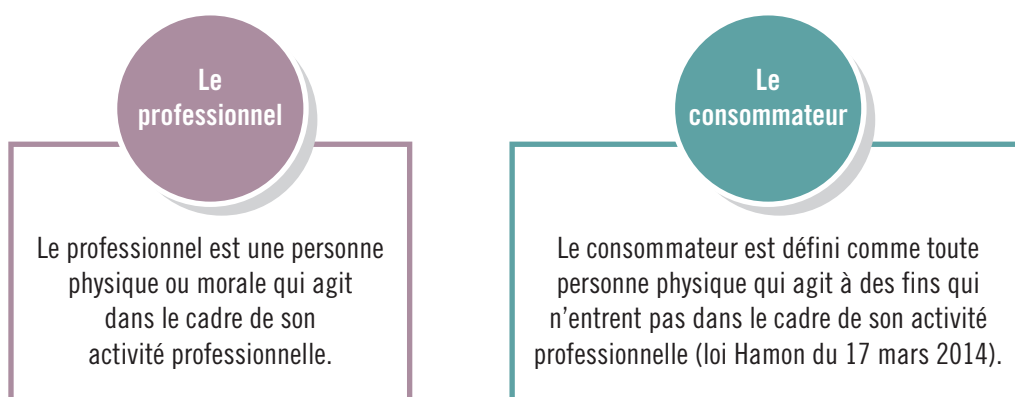
Les caractéristiques du contrat de consommation

A Le contrat de consommation

DOC 1 Cadre privé ou professionnel

Le docteur Médoc exerce son activité de médecin dans un petit village du Sud de la France. Son cabinet médical est situé au rez-de-chaussée de sa villa. Il décide de protéger sa maison avec une alarme. Il fait appel à une société pour installer l'alarme dans la partie habitation de sa villa.

DOC 2 Les éléments du contrat de consommation



© Foucher

1 Précisez si le docteur Médoc agit dans un cadre privé ou professionnel, en justifiant votre réponse.

Le docteur Médoc agit dans un cadre privé. Il entre dans la définition du consommateur de la loi du 17 mars 2014.

DOC 3 Le contrat de consommation

Un contrat est dit « de consommation » dès lors qu'il met en présence un professionnel et un consommateur. Depuis la loi du 17 mars 2014, le contrat de consommation est accompli entre une personne physique (le consommateur) pour sa vie privée exclusivement et un professionnel qui agit dans le cadre de son activité professionnelle.

© Foucher

2 Complétez le tableau ci-dessous en précisant s'il s'agit d'un contrat de consommation ou d'un contrat professionnel.

Situations	Consommation	Professionnel
Sandrine, artisan boulangère, achète un ordinateur pour tenir sa comptabilité.		×
Sarah achète une caméra pour partir en vacances.	×	
Pierre est coiffeur ; il achète un téléphone portable.	×	
Le gérant d'une société s'achète une voiture neuve pour amener ses enfants à l'école.	×	
La mairie de Lyon équipe les transports en commun de bornes interactives.		×

B Le déséquilibre contractuel

DOC 4 Un placement financier

Les époux Martin viennent d'hériter d'une somme importante (300 000 €). Ils demandent conseil à leur banque pour placer cet argent sur un compte qui rapporte et sans prendre de risques. Le responsable de l'agence bancaire propose aux époux un placement très lucratif : investir la totalité de la somme dans des actions Eurotunnel. Les époux Martin font confiance à leur banque. Six mois après l'achat des actions, ils reçoivent un courrier de la banque leur indiquant que le capital à ce jour est de 123 000 €. La perte sur le portefeuille des actions des époux Martin est de 177 000 €.



3 Indiquez en quoi et pourquoi le banquier dispose d'une meilleure information sur ce placement que les époux Martin.

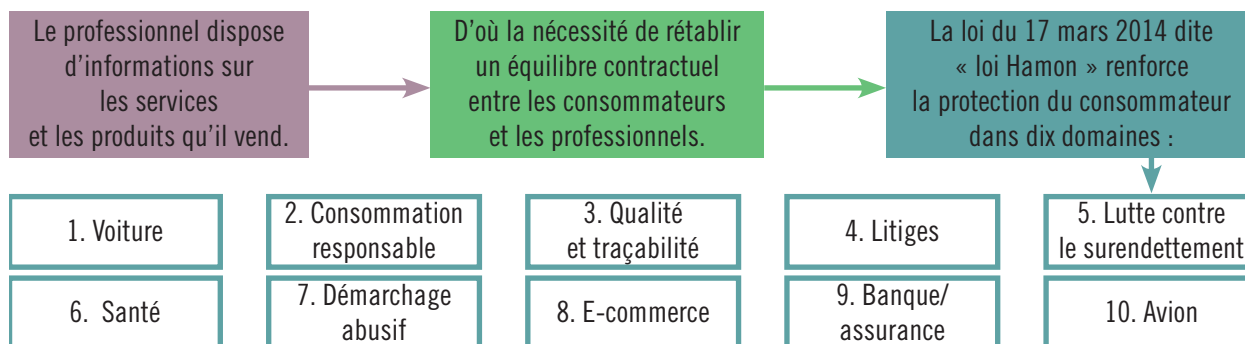
Le banquier en sait beaucoup plus que son client sur les risques de ce type de placement. C'est son métier et il a des informations sur les différents marchés.

DOC 5 L'asymétrie d'information

Le plus clair du temps, on constate que sur un marché, un des deux acteurs dispose d'une meilleure information, il en sait plus que l'autre sur les conditions de l'échange (qualité du produit, travail fourni...). Cela contredit donc l'hypothèse de transparence de l'information.

www.creg.ac-versailles.fr

DOC 6 Rétablir un équilibre contractuel



© Foucher

4 Identifiez quels acteurs disposent d'une meilleure information (asymétrie de l'information) et justifiez vos réponses.

Situations	Réponses
Marc se rend chez le garagiste pour acheter une voiture d'occasion.	C'est le garagiste car il connaît l'histoire de la voiture qu'il vend.
Joystna souscrit un contrat de protection juridique auprès de sa banque.	Le banquier connaît parfaitement les clauses du contrat, alors que Joystna signe le contrat en faisant confiance au professionnel.
Anaël achète un tableau d'une valeur de 25 000 € chez un galériste.	Le vendeur du tableau a une connaissance approfondie de la valeur du marché, mais pas Anaël.
La famille Joly achète un appartement par l'intermédiaire d'une agence immobilière.	L'agent immobilier connaît mieux le marché de l'immobilier que la famille Joly.

2

Le consentement libre et éclairé du consommateur

A L'obligation d'information à la charge du professionnel

DOC 7 Un manque d'information

Johan décide d'acheter un produit pour enlever la calamine dans le pot d'échappement de son scooter.



DOC 8 Article L. 111-1 du Code de la consommation

Selon cet article, tout professionnel vendeur de biens ou prestataire de services doit, avant la conclusion du contrat, mettre le consommateur en mesure de connaître les caractéristiques essentielles du bien ou du service. En cas de litige, il appartient au vendeur de prouver qu'il a exécuté cette obligation.

© Foucher

1 Relevez le problème juridique.

Un professionnel est-il tenu d'informer le consommateur des conditions d'utilisation d'un produit ?

.....

.....

2 Indiquez quelles sont les obligations du vendeur qui a vendu un produit dangereux à Johan.

Le vendeur a l'obligation de mettre Johan en mesure de connaître les risques de ce produit et notamment ses caractéristiques essentielles.

.....

.....

.....

3 Précisez qui doit apporter la preuve du manque d'information de la part du vendeur.

C'est au vendeur d'apporter la preuve qu'il a exécuté son obligation d'information.

.....

.....

.....

.....

B Le droit de rétractation

DOC 9 L'utilisation du droit de rétractation



La loi Consommation (loi Hamon) permet au consommateur de bénéficier d'un temps de réflexion plus long suite à une commande en ligne ou à un démarchage à domicile. S'il souhaite retourner son achat, le délai de rétractation est désormais de 14 jours. Grâce à la loi Consommation, le consommateur est remboursé dans un délai de 14 jours maximum après avoir exercé son droit de rétractation auprès du professionnel. Le droit de rétraction ne concerne que les consommateurs, ce qui exclut les professionnels qui réalisent des achats pour leur activité professionnelle. De plus, la notification de la rétractation doit se faire par lettre recommandée avec accusé de réception.

© Foucher

4 Complétez le schéma ci-dessous.



© Foucher

ITINÉRAIRE BIS

Vidéo






La lutte contre le démarchage abusif



<http://tinyurl.com/nkoqugq>

0'51

5 Complétez le tableau ci-dessous en indiquant s'il est possible de se rétracter de son achat.

Situations	Oui	Non
 Samira a acheté un jogging sur un site situé à l'étranger.	×	
 Pierre passe une commande sur son site préféré ; il achète de nouveaux jeans.	×	
 Un démarcheur à domicile vient de vendre une nouvelle salle de bains à la famille Lemoine.	×	
 Roxane décide de retourner des chaussures qu'elle a commandées sur un site marchand il y a 21 jours.		×
 Un boulanger commande, sur le site Internet du fournisseur, 500 kg de farine.		×

3

Des règles pour protéger le consommateur

A Les clauses abusives

DOC 10 Exemples de clauses abusives

Contrat	Réserver au professionnel le droit de modifier unilatéralement les clauses du contrat.
Prix	Modifier les tarifs d'un abonnement sans en informer les clients.
Facturation	<ul style="list-style-type: none"> – Facturer des prestations non incluses dans le contrat. – Imposer le prélèvement automatique comme seul moyen de paiement.

© Foucher

DOC 11 Article L. 212-1 du Code de la consommation



Dans les contrats conclus entre professionnels et non-professionnels ou consommateurs, sont abusives les clauses qui ont pour objet ou pour effet de créer, au détriment du non-professionnel ou du consommateur, un déséquilibre significatif entre les droits et les obligations des parties au contrat.

Le professionnel encourt une amende dont le montant peut atteindre 15 000 € pour une personne morale et 3 000 € pour une personne physique.

Une clause abusive dans un contrat est « réputée non écrite », ce qui veut dire que le contrat reste valable, sauf la clause abusive qui est considérée ne pas exister.

© Foucher

1 Précisez si la clause est abusive ou pas.

Situations	Abusive	Non abusive
Lola s'inscrit dans un club de judo. La cotisation sera prélevée obligatoirement sur son compte bancaire.	×	
Le fournisseur d'électricité vient de modifier ses tarifs après avoir demandé l'acceptation aux abonnés.		×
Le vendeur ajoute la somme forfaitaire de 100 € pour les frais divers après que le contrat est signé par l'acheteur.	×	
Fabio et sa compagne viennent de souscrire un abonnement dans une salle de sport. Le contrat est établi en un seul exemplaire.	×	
Le devis que vous venez de signer indique que le prix peut varier en fonction du prix des métaux utilisés.		×
Le propriétaire de l'appartement de Natacha met fin à la location sans préavis.	×	

B Le refus de vente ou de service

DOC 12 Les caractéristiques du refus de vente

Refus de vente légal

- Plus de produits en stock.
- Vente d'alcool aux mineurs.
- Le client est un mauvais payeur.
- Vente réglementée (vente d'armes).

Refus de vente illégal

- Refus de servir un repas à un adulte handicapé.
- Refus de vendre le dernier article exposé en vitrine.
- Refus d'un pharmacien de vendre des produits contraceptifs.



Article L. 121-11 du Code de la consommation :
« Est interdit le fait de refuser à un consommateur la vente d'un produit ou la prestation d'un service, sauf motif légitime [...]. »

www.legifrance.fr

DOC 13 Sanctions du refus de vente ou de service

Sanctions du refus de vente (art. R. 121-13 du Code de la consommation)

Sanctions pénales	Amende pour les contraventions de 5 ^e classe (1 500 €). Sanctions aggravées en cas de refus pour motif discriminatoire tel le handicap, la nationalité...
Sanctions civiles	Dommages et intérêts à la victime du refus.

Delphine Bazin, www.lextenso-editions.fr

2 Indiquez, dans les cas ci-dessous, si le refus de vente est licite ou illicite.

Situations	Licite	Illicite
Hassan se rend à la pharmacie pour acheter un médicament délivré sous ordonnance. Le pharmacien refuse de lui vendre ce médicament au motif qu'il n'a pas l'ordonnance du médecin.	×	
Un restaurateur refuse de servir un café à un client sous prétexte que la machine à café est éteinte.		×
Un vendeur refuse à un de ses clients la vente d'un vase de luxe d'une valeur de 25 000 €. Le motif du vendeur est l'insolvabilité du client.	×	
M. Dumas est artisan électricien. Un de ses clients souhaite refaire son installation électrique en totalité. L'artisan, qui travaille seul, refuse de faire un devis en prétextant qu'il ne fait pas ce type de chantier. Il intervient uniquement dans le cadre de la sous-traitance.	×	

Clause abusive : clause qui crée un déséquilibre significatif au détriment du consommateur.

Droit de rétractation : droit que possède un consommateur d'annuler un contrat de vente pendant une durée limitée.

Refus de vente : fait, pour un professionnel, de refuser de vendre un produit ou un service à un consommateur.

1

Les caractéristiques du contrat de consommation

Protection du consommateur

consommateur : personne physique qui agit dans le cadre de **son activité privée**.

Asymétrie d'information

lorsque l'un des acteurs dispose d'une **meilleure information**.

2

Le consentement libre et éclairé du consommateur

Avant la conclusion
du contrat

Le vendeur doit informer l'acheteur

sur les caractéristiques essentielles du bien ou du service.

Le droit
de rétractation

Le droit de rétractation permet
d'annuler la vente

dans un délai de
14 jours.

3

Des règles pour protéger le consommateur

Clause abusive

Une clause est abusive seulement à l'égard
du consommateur.

Sanction

Le professionnel encourt une amende pouvant
atteindre **15 000 €.**

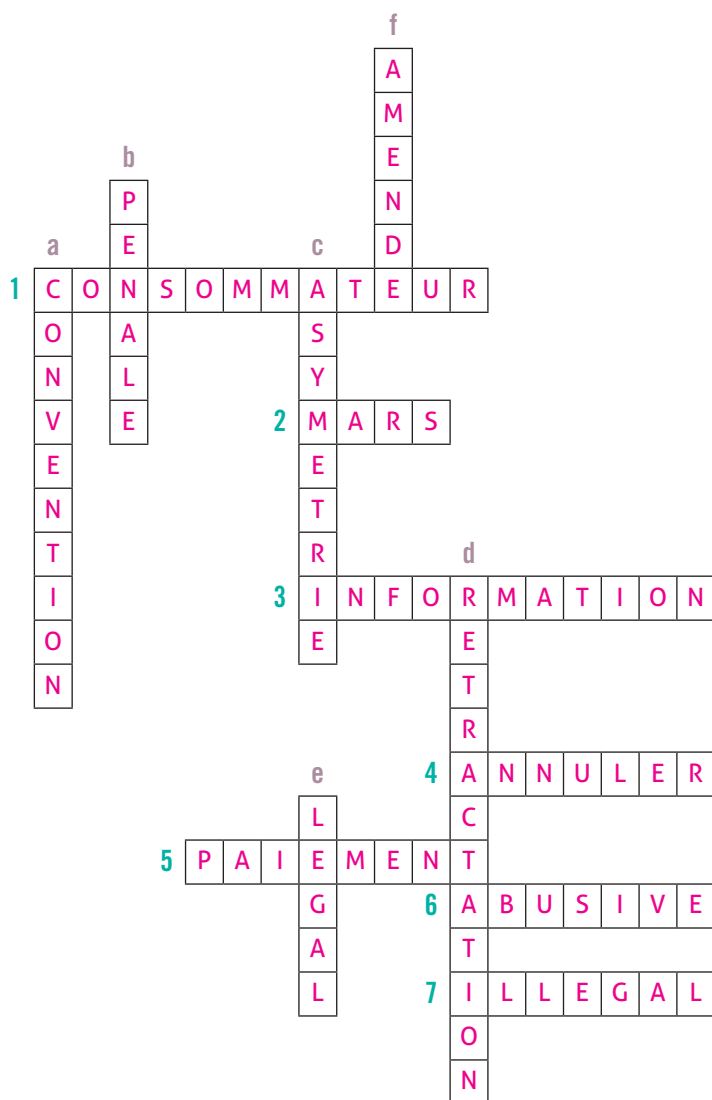
Refus de vente

Il est interdit de refuser à un consommateur
la vente **d'un produit ou d'un service.**

TESTEZ-VOUS!

Quelles sont les caractéristiques du contrat de consommation ? 12

1 Complétez les mots croisés.



HORIZONTALEMENT

- 1 Personne physique qui agit à des fins qui n'entrent pas dans un cadre professionnel.
- 2 Mois de naissance de la loi visant à protéger les consommateurs.
- 3 Obligation qui pèse sur le professionnel.
- 4 C'est le droit de rétractation qui le permet.
- 5 Le prélèvement automatique en est un mode.
- 6 Clause qui a pour objet de créer, au détriment du consommateur, un déséquilibre.
- 7 Le professionnel refuse de vendre à un handicapé.

VERTICALEMENT

- a Le contrat en est une.
- b Le refus de vente est une sanction.
- c Un des acteurs dispose d'une meilleure information sur un marché.
- d Le consommateur peut renoncer à son achat.
- e Se dit d'un refus de vente possible.
- f Le professionnel encourt cette sanction.

2 Cochez la bonne réponse.

Situations	Vrai	Faux
Le professionnel dispose d'une meilleure information sur le marché que le consommateur.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le délai de rétractation pour un achat à distance est de 7 jours.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Depuis la loi Hamon du 17 mars 2014, un professionnel bénéficie du droit de rétractation.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
La clause abusive crée un déséquilibre significatif au détriment du non-professionnel.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

ENTRAÎNEZ-VOUS!



Ordinateur et système d'exploitation

**La Cour de cassation, première chambre civile, a rendu l'arrêt suivant :
Audience publique du jeudi 20 décembre 2012**

Attendu, selon le jugement attaqué (juridiction de proximité Paris 4^e, 18 novembre 2010), que, le 29 mai 2010, M^{me} X... a acheté auprès de la société Bazar de l'Hôtel de Ville (le BHV) un ordinateur portable équipé d'un logiciel d'exploitation pré-installé ; qu'elle a sollicité le remboursement du montant du logiciel.

Attendu qu'elle fait grief au jugement attaqué de la débouter de sa demande, alors, selon le moyen :

1°/ qu'une pratique commerciale est réputée déloyale lorsqu'elle omet une information substantielle, sur les caractéristiques principales d'un ordinateur équipé de logiciels d'exploitation et d'application, dont le consommateur a besoin pour lui permettre de prendre une décision commerciale en connaissance de cause ; qu'en l'espèce, le juge de proximité, qui a dit que la vente liée d'un ordinateur portable et d'un logiciel d'exploitation n'était pas une vente prohibée, bien que M^{me} X... ne souhaitait acquérir qu'un ordinateur « nu [...] »

2°/ que l'article L. 122-1 du Code de la consommation prohibe le fait de subordonner et d'imposer la vente d'un produit ou la prestation d'un service à l'achat concomitant d'un autre produit ou d'un autre service sans motif légitime à un acheteur [...] qui souhaite n'acquérir qu'un seul produit ; qu'en l'espèce, dès lors qu'il est constant que le BHV a offert à la vente un ordinateur portable avec un système d'exploitation lié quand M^{me} X... n'avait pas l'utilité du logiciel et en a demandé le remboursement, sans succès [...].

Mais attendu qu'il résulte de l'article L. 122-1 du Code de la consommation dans sa rédaction antérieure à celle issue de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011, que sont interdites les pratiques commerciales déloyales ; qu'une pratique commerciale est déloyale si elle est contraire aux exigences de la diligence professionnelle et altère ou est susceptible d'altérer de manière substantielle le comportement économique, par rapport au produit, du consommateur moyen qu'elle atteint ou auquel elle s'adresse, ou du membre moyen du groupe particulier de consommateurs qu'elle vise ; qu'il ne ressort pas du jugement que M^{me} X... aurait prétendu à l'audience qu'elle avait spécifié au BHV qu'elle souhaitait acquérir un ordinateur dépourvu de tout logiciel d'exploitation, ni que le BHV avait manqué à son devoir d'information sur les qualités substantielles de la chose vendue en ne l'informant pas de la possibilité d'achats séparés des différents éléments constituant l'ordinateur ou du prix de chacun d'eux, ni encore que la vente d'un ordinateur équipé d'un logiciel d'exploitation présentait le caractère d'une pratique commerciale déloyale au sens de l'article L. 120-1 du Code de la consommation ; que le moyen est irrecevable en sa première branche comme nouveau et mélangé de fait, qu'il est inopérant en sa deuxième branche, la juridiction de proximité n'ayant pas à procéder à une recherche qui ne lui était pas demandée, et qu'il critique en sa troisième branche un motif surabondant ; qu'il ne peut être accueilli ;

PAR CES MOTIFS :

REJETTE le pourvoi ;

Condamne M^{me} X... aux dépens [...].

LE DÉCLIC



Quelques notions :

- Débouter : la demande en justice est rejetée.
- Grief : reproche.
- Pourvoi : demande en justice (Cour de cassation ou Conseil d'État).

- 1 Identifiez et qualifiez les parties en présence.
- 2 Exposez et qualifiez les faits.
- 3 Expliquez la décision des juges.

Corrigé – Entraînez-vous !

Ordinateur et système d'exploitation

Identifiez et qualifiez les parties en présence.

Les parties en présence sont M^{me} X demanderesse au pourvoi, et la société BHV défenderesse au pourvoi.

Exposez et qualifiez les faits.

M^{me} X a acheté un ordinateur portable équipé d'un logiciel d'exploitation pré-installé chez BHV. Elle considère qu'il s'agit d'une pratique commerciale déloyale car la société BHV a omis de l'informer sur l'équipement pré-installé dans l'ordinateur. M^{me} X avait besoin de cette information pour prendre sa décision d'achat.

Expliquez la décision des juges.

Les juges rejettent le pourvoi et condamnent M^{me} X aux dépens. Les juges précisent que M^{me} X n'a pas apporté la preuve qu'elle souhaitait acquérir un ordinateur dépourvu de tout logiciel d'exploitation, ni que la société BHV avait manqué à son devoir d'information.

12

Qu'elles sont les caractéristiques du contrat de consommation ?

Synthèse rédigée

Les éléments modifiés tenant compte de l'ordonnance du 14 mars 2016 apparaissent en **vert**.

1 Les caractéristiques du contrat de consommation

A Le contrat de consommation

Un contrat est dit de consommation dès lors qu'il met en présence un professionnel et un consommateur. Depuis la loi Hamon du 17 mars 2014, le législateur donne une définition légale du consommateur. Le consommateur est défini : « comme toute personne physique qui agit à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale ».

Juridiquement, le consommateur ne se voit pas appliquer le même régime juridique dans le cadre d'un contrat de vente d'un produit ou d'une prestation de service.

Le professionnel est une personne physique ou morale qui agit exclusivement dans le cadre de son activité professionnelle. Le consommateur bénéficie d'un régime protecteur plus élargi depuis la loi du 17 mars 2014.

B Le déséquilibre contractuel

Le professionnel dispose d'informations sur les produits et les services qu'il vend. Le consommateur ne dispose pas des mêmes informations. Pour rétablir un équilibre contractuel, le législateur a instauré des règles protectrices à l'égard du consommateur. La loi Consommation, qui reprend la directive de 2011, a introduit pour la première fois une obligation précontractuelle d'information commune à tous les contrats de vente et de service. Toutefois, la loi Hamon va plus loin en fixant des règles sur l'exécution du contrat. La loi Consommation élargie son domaine d'intervention et instaure de nouvelles règles concernant le e-commerce par exemple. L'action de groupe fait désormais partie du paysage juridique français.

2 Le consentement libre et éclairé du consommateur

A L'obligation d'information à la charge du professionnel

L'article L.111-1 du Code de la consommation prévoit : « Avant que le consommateur ne soit lié par un contrat de vente de biens ou de fourniture de services, le professionnel communique au consommateur, de manière lisible et compréhensible, les informations suivantes :

1. les caractéristiques essentielles du bien ou du service, compte tenu du support de communication utilisé et du bien ou service concerné ;

2. le prix du bien ou du service, en application des articles L.112-1 à L.112-4 ;

3. en l'absence d'exécution immédiate du contrat, la date ou le délai auquel le professionnel s'engage à livrer le bien ou à exécuter le service ;

4. les informations relatives à son identité, à ses coordonnées postales, téléphoniques et électroniques et à ses activités, pour autant qu'elles ne ressortent pas du contexte ;

5. s'il y a lieu, les informations relatives aux garanties légales, aux fonctionnalités du contenu numérique et, le cas échéant, à son interopérabilité, à l'existence et aux modalités de mise en œuvre des garanties et aux autres conditions contractuelles ;

6. la possibilité de recourir à un médiateur de la consommation [...]. »

B Le droit de rétractation

La loi Consommation permet au consommateur de bénéficier d'un temps de réflexion plus long suite à une commande en ligne ou bien à un démarchage à domicile.

Le consommateur a 14 jours, et non plus sept jours, pour se rétracter de son achat, pour changer d'avis et renvoyer sa commande. Ce droit de rétraction ne concerne que les consommateurs particuliers. Les professionnels, dans le cadre de leur activité professionnelle, ne peuvent en bénéficier.

Il convient de préciser que cette disposition ne concerne que la vente en ligne ou à distance. Par vente à distance, il faut entendre également la vente par correspondance (VPC). De plus, le démarchage à domicile (ou hors établissement), consiste à proposer au consommateur de souscrire un contrat de vente, de location ou de prestation de services. Le démarchage à domicile est aussi appelé « porte-à-porte ».

3 Des règles pour protéger le consommateur

A Les clauses abusives

Il y a en France une commission des clauses abusives dont ses attributions sont :

1. D'examiner les modèles de contrats proposés par les professionnels.
2. De recommander la suppression ou la modification des clauses réputées abusives.

Selon l'article L.212-1 du Code de la consommation : « Dans les contrats conclus entre professionnels et consommateurs, sont abusives les clauses qui ont pour objet ou pour effet de créer, au détriment du consommateur, un déséquilibre significatif entre les droits et obligations des parties au contrat. [...] »

Les clauses abusives sont réputées non écrites. En dehors des clauses réputées non écrites, le contrat restera applicable dans toutes ses dispositions autres que celles jugées abusives.

B Le refus de vente ou de service

Ce qui nous intéresse ici, c'est le refus de vente du professionnel à un consommateur. L'article L.121-11 du Code de la consommation dispose : « Est interdit le fait de refuser à un consommateur la vente d'un produit ou la prestation d'un service, sauf motif légitime [...]. » Par conséquent, le professionnel ne peut pas refuser de vendre un produit ou un service. Le refus de vente est néanmoins légal quand le professionnel a un motif légitime. Pour savoir si un motif de refus de vente est légitime, il faut analyser la jurisprudence. En effet, il n'y a pas de liste sur les motifs légitimes. Le refus de vente peut être précisé par la loi, c'est le cas de la vente d'une arme par exemple.

Si le délit est consommé, le professionnel risque des sanctions pénales et des sanctions civiles. Le délit peut être renforcé si le refus de vente est discriminatoire, par exemple le handicap, le sexe, l'âge, etc.

Vers le BAC!

THÈME 5

Quel est le rôle du contrat ?

Le démarchage à domicile

M. Laurent a reçu une offre commerciale par téléphone à son domicile. Le vendeur d'une société qui fabrique des alarmes contre le vol, lui a proposé un rendez-vous pour faire une étude et un devis.

Quelques jours plus tard, le commercial rend visite à M. Laurent. La société indique au futur acheteur au titre de l'information précontractuelle les éléments suivants :

- les caractéristiques essentielles du système d'alarme et de l'installation ;
- le prix qui est de 1 700 euros TTC ;
- la date précise de l'installation ;
- l'identification précise de l'entreprise ;
- le bordereau de rétractation.

M. Laurent accepte l'offre immédiatement. Il signe le bon de commande et le vendeur lui demande un acompte de 500 euros pour matérialiser l'accord.

À partir de vos connaissances et des documents fournis, répondez aux questions suivantes :

- 1 Identifiez et qualifiez juridiquement les parties.
- 2 Indiquez si cette situation entre dans le cadre d'un démarchage à domicile en justifiant votre réponse.
- 3 Précisez si l'entreprise respecte les quatre dispositions essentielles de la loi Consommation du 17 mars 2014.
- 4 Indiquez si l'acheteur peut demander une augmentation du délai de rétractation au vendeur en justifiant votre réponse.
- 5 Précisez à partir de quand commence le délai de rétractation dans le cas de M. Laurent.

Document 1

Notion de démarchage à domicile

Le démarchage, ou la vente à domicile, est une pratique commerciale qui consiste de la part d'un commerçant ou de son représentant, à solliciter quelqu'un chez lui afin de lui faire souscrire un contrat pour l'achat d'un objet ou d'un service (aspirateur, encyclopédie, pose d'un double vitrage, assurance, etc.). Par souci de protection à l'endroit du consommateur, le législateur étend cette définition à « quiconque pratique ou fait pratiquer

le démarchage, au domicile d'une personne physique, à sa résidence ou à son lieu de travail ». La Cour de cassation a également affirmé que le fait de solliciter le consommateur par un démarchage téléphonique puis de procéder à la livraison des biens constitue un cas de démarchage à domicile d'où il suit que le contrat doit respecter les formalités prévues pour ce type de vente (Crim. 12 oct. 1999, Bull. crim. n° 214).

<http://droit-finances.commentcamarche.net/>

Document 2

Réforme du contrat lié à un démarchage

Depuis la loi Consommation du 17 mars 2014, le contrat hors établissement ou contrat conclu suite à un démarchage à domicile fait l'objet d'une profonde réforme visant à mieux informer le consommateur de ses droits.

Cette pratique de vente hors établissement peut mettre le consommateur en infériorité par rapport

au vendeur et le conduire à une commande qu'il regrettera peut-être. Les abus sont fréquents.

Quatre dispositions essentielles de protection :

- une information précontractuelle ;
- un délai de rétractation de quatorze jours ;
- la remise obligatoire d'un contrat ;
- l'interdiction de percevoir une contrepartie financière pendant le délai de sept jours.

www.service-public.fr

Document 3

Information précontractuelle

L'information précontractuelle vise à informer le consommateur sur les éléments importants du contrat hors établissement avant sa conclusion.

Le professionnel doit communiquer au consommateur, de manière claire et visible, plusieurs informations relatives au contrat de vente ou de prestation de services.

Ces informations concernent notamment :

- les caractéristiques essentielles du bien ou de la prestation de service ;
- son prix ;
- la date de livraison, si nécessaire ;
- l'identité et les coordonnées du professionnel ;
- l'existence ou non d'un droit de rétractation, les conditions, les délais et les modalités de la rétractation.

www.service-public.fr

Document 4

Article L. 221-18 du Code de la consommation

Le consommateur dispose d'un délai de quatorze jours pour exercer son droit de rétractation d'un contrat conclu à distance, à la suite d'un démarchage téléphonique ou hors établissement, sans avoir à motiver sa décision ni à supporter d'autres coûts que ceux prévus aux articles L. 221-23 à L. 221-25. Toute clause par laquelle le consommateur abandonne son droit de rétractation est nulle. Le délai mentionné au premier alinéa du présent article court à compter du jour :

- de la conclusion du contrat, pour les contrats de prestation de services et ceux mentionnés à l'article L. 221-4 ;

- de la réception du bien par le consommateur ou un tiers, autre que le transporteur, désigné par lui, pour les contrats de vente de biens et les contrats de prestation de services incluant la livraison de biens. Pour les contrats conclus hors établissement, le consommateur peut exercer son droit de rétractation à compter de la conclusion du contrat. Dans le cas d'une commande portant sur plusieurs biens livrés séparément ou dans le cas d'une commande d'un bien composé de lots ou de pièces multiples dont la livraison est échelonnée sur une période définie, le délai court à compter de la réception du dernier bien ou lot ou de la dernière pièce. Pour les contrats prévoyant la livraison régulière de biens pendant une période définie, le délai court à compter de la réception du premier bien.

www.legifrance.fr

Le contrat de location

Camille Maison vient de louer un garage pour sa moto. Pierre Leroy, le bailleur, lui demande de signer le bail et de verser un mois de caution. Camille se questionne sur la durée du bail et sur son renouvellement, notamment sur la clause : « Durée de la location ». Cette clause indique que le contrat sera tacitement reconduit par périodes successives de douze mois. Le bailleur lui affirme que la loi prévoit une liberté contractuelle pour la location d'un garage qui est loué séparément d'un logement. Camille signe le contrat de location qui prendra effet au 1^{er} janvier 2016.

À partir de vos connaissances et des documents fournis, répondez aux questions suivantes :

- ❶ Qualifiez juridiquement les parties.
- ❷ Qualifiez juridiquement ce contrat.
- ❸ Indiquez les obligations des parties.
- ❹ Précisez les modalités de résiliation du contrat de location par l'une ou l'autre des parties.
- ❺ Expliquez l'expression suivante : « Il sera tacitement reconduit (le contrat) par périodes successives de douze mois » dans la clause : « Durée de la location ».

Document 1

Location de parking séparé

Lorsque la place de parking n'est pas liée au logement principal du locataire, il relève des règles de droit commun applicables aux contrats de louage de choses. La location peut être alors librement négociée, qu'il s'agisse du montant du loyer, de la durée du bail et de toute autre disposition contractuelle.

Un contrat écrit est nécessaire pour éviter les conflits, même si un bail verbal est possible. Le contrat doit notamment préciser : le montant du loyer, les conditions de révision du loyer, la durée du bail et les modalités de résiliation.

www.service-public.fr

Document 2

La classification des contrats

- Synallagmatique : obligations réciproques des deux parties.
- À titre onéreux : avantages pour les deux parties (pour l'une, il est financier).
- Commutatif : prestations fixées au moment de la conclusion du contrat.
- Consensuel : l'accord des volontés suffit.
- De gré à gré : discussion des clauses ou d'adhésion, une partie impose les clauses à l'autre.
- Instantané : exécution des obligations en une seule fois ou successif, étalé dans le temps.

© Foucher

Document 3

Contrat de location d'un box garage

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

Pierre LEROY

560, rue des Acacias, 01000 BOURG-EN-BRESSE

Ci-après dénommé(s) le Propriétaire

Et

Camille MAISON

17, rue des Hirondelles, 69100 VILLEURBANNE

Ci-après dénommé(s) le Locataire

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT

1. Désignation du bien

Le présent contrat concerne la location d'un BOX – situé 108, rue de la République, 01000 BOURG-EN-BRESSE.

2. Conditions financières

Le loyer mensuel, charges comprises, est fixé à 150 euros.

Il est payable au domicile du Propriétaire à terme à échoir avant le 5 de chaque mois.

Le montant de ce loyer sera révisé automatiquement chaque année, à la date anniversaire du présent contrat, en fonction de la variation de l'indice de révision des loyers publié par l'Insee.

3. Dépôt de garantie – État des lieux

Lors de son entrée en jouissance, le Locataire s'engage à verser au Propriétaire la somme de 300 euros à titre de dépôt de garantie.

Le dépôt de garantie sera restitué au Locataire au plus tard deux semaines après la fin de la présente location. Le Propriétaire pourra toutefois conserver tout ou partie du montant du dépôt de garantie en cas de dégradation de la chose louée ou de loyer(s) impayé(s).

Lors de l'entrée en jouissance du Locataire, un état des lieux d'entrée sera réalisé.

4. Obligations du locataire

Le Locataire s'engage :

- à respecter la destination de la chose louée et à ne lui apporter aucune modification ;
- à en jouir paisiblement et à n'occasionner aucun trouble ou nuisance ;
- à ne pas sous-louer la chose louée et à ne pas céder le présent contrat à un tiers ;
- à avertir le Propriétaire dans les plus brefs délais de tout dégât affectant la chose louée.

5. Durée de la location

Le présent contrat est conclu pour une durée de DOUZE mois.

Il prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2016.

À son expiration, à défaut de manifestation contraire de l'une ou l'autre des parties, il sera tacitement reconduit par périodes successives de DOUZE mois.

6. Résiliation anticipée

Le locataire pourra, à tout moment et sans motif, résilier le présent contrat en adressant au propriétaire un congé, à condition de respecter un délai de préavis d'UN mois.

Ce congé sera obligatoirement adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 12 décembre 2015

Camille MAISON (le Locataire)

Pierre LEROY (le Propriétaire)

Corrigé – Vers le bac !

Thème 5 Quel est le rôle du contrat ?

Le démarchage à domicile

Identifiez et qualifiez juridiquement les parties.

M. Laurent est l'acheteur et la société d'alarme le vendeur. Les parties sont liées par un contrat de vente.

Indiquez si cette situation entre dans le cadre d'un démarchage à domicile en justifiant votre réponse.

Cette situation entre bien dans le cadre du démarchage à domicile. Le vendeur a sollicité M. Laurent directement chez lui par prospection téléphonique (jurisprudence de la Cour de cassation), ainsi qu'avec une visite au domicile de l'acheteur.

Précisez si l'entreprise respecte les quatre dispositions essentielles de la loi Consommation du 17 mars 2014.

Le vendeur ne respecte pas l'une des dispositions essentielles de la loi du 17 mars 2014 : l'interdiction de percevoir une contrepartie financière pendant le délai de sept jours.

Indiquez si l'acheteur peut demander une augmentation du délai de rétractation au vendeur en justifiant votre réponse.

L'acheteur peut demander un délai de rétractation supérieur à celui prévu par la loi Consommation. Dans ce cas, il faut l'accord express du vendeur et il faut l'indiquer sur le bon de commande. Un renoncement au délai des 14 jours est illicite.

Précisez à partir de quand commence le délai de rétractation dans le cas de M. Laurent.

Dès la conclusion du contrat car il s'agit d'un contrat de prestation de service (installation d'une alarme).

Le contrat de location

Qualifiez juridiquement les parties.

Camille Maison est locataire de l'appartement loué à Pierre Leroy qui est le bailleur.

Qualifiez juridiquement ce contrat.

Il s'agit d'un contrat de location d'un garage pour une durée de douze mois.

Indiquez les obligations des parties.

Les obligations du locataire sont :

- de respecter la destination de la chose louée ;
- de ne pas sous-louer le box ;
- de n'occasionner aucun trouble ou nuisance ;
- de prévenir sans délai le propriétaire de tout dégât.

Les obligations du bailleur sont :

- de donner au locataire un logement décent ;
- d'assurer une jouissance paisible des lieux.

Précisez les modalités de résiliation du contrat de location par l'une ou l'autre des parties.

Conformément à l'article « Résiliation anticipée », le locataire peut résilier le bail à tout moment en respectant un préavis d'un mois.

Le propriétaire peut résilier le contrat à la fin d'une période de douze mois, en respectant un préavis d'un mois.

Expliquez l'expression suivante : « Il sera tacitement reconduit (le contrat) par périodes successives de douze mois » dans la clause : « Durée de la location ».

Après chaque période de douze mois, et sauf avis contraire, le contrat est automatiquement reconduit pour une année supplémentaire.

Mots-clés

A

Acte juridique : événement volontaire qui produit des conséquences juridiques recherchées par les parties. 54

B

Bien : toute chose dont dispose une personne et sur laquelle elle a des droits réels. 100

C

Clause abusive : clause qui crée un déséquilibre significatif au détriment du consommateur. 134

Consentement : acceptation de s'engager contractuellement. 114

Constitution : norme écrite fixant les principes de fonctionnement de l'État et les droits et libertés des citoyens. 32

Contrat : accord par lequel les parties s'engagent. 114

Cour de cassation : juridiction suprême de l'ordre judiciaire, juge en droit et non en faits. 64

D

Directive : acte juridique européen contraignant, mais pour lequel les États sont libres de choisir les modalités de mise en œuvre. 32

Droit : ensemble structuré des règles organisant la vie en société. 12

Droit de rétractation : droit que possède un consommateur d'annuler un contrat de vente pendant une durée limitée. 134

Droits extrapatrimoniaux : ensemble des droits possédés par une personne et dont la valeur ne peut pas être mesurée par une somme d'argent. 90

Droits patrimoniaux : ensemble des droits possédés par une personne et dont la valeur peut être mesurée par une somme d'argent. 90

Droits subjectifs : prérogatives reconnues à une personne par la règle de droit. 90

E

Exécution forcée : obliger le débiteur à s'exécuter par des moyens de droit. 124

F

Fait juridique : événement involontaire ou volontaire qui produit des conséquences juridiques non voulues. 54

J

Jurisprudence : ensemble des décisions concordantes rendues par les tribunaux sur une question de droit. 32

L

Loi : règle de droit écrite votée par le Parlement. 22

M

Marque : signe distinctif qui permet de distinguer un produit ou une entreprise. 100

Mise en demeure : interpellation formelle du débiteur. 124

Modes alternatifs de règlement des différends : systèmes qui permettent d'éviter de recourir au juge pour résoudre un litige. 44

Moyen de droit : argument juridique sur lequel les parties vont s'appuyer pour obtenir ce qu'elles demandent. 44

O

Obligation : engagement qui doit être impérativement respecté. 114

P

Patrimoine : ensemble des droits et des obligations d'une personne, évaluation en argent. 78

Personnalité juridique : aptitude à être titulaire de droits (des prérogatives) et des devoirs (des obligations). 78

Personne morale : groupement de personnes (exceptionnellement une seule) créant une entité juridique distincte de leurs propres personnes. 78

Personne physique : individu. 78

Présomption : supposition fondée seulement sur des apparences, des indices non prouvés. 54

Prétentions : demandes des parties (ce qu'elles souhaitent obtenir). 44

Principe : règle générale qui dicte la conduite à tenir. 12

Procès équitable : juge impartial et indépendant, présomption d'innocence, droit de se défendre. 64

Propriété : possibilité accordée par le droit d'utiliser ou de disposer d'un bien de façon absolue. 100

Q

Qualification juridique : traduction des faits ou des parties en termes juridiques. 44

R

Refus de vente : fait, pour un professionnel, de refuser de vendre un produit ou un service à un consommateur. 134

Règle de droit : norme juridiquement obligatoire dont la transgression est sanctionnée par l'État. 22

Règlement : acte juridique européen qui doit être appliqué en l'état dans tous les pays de l'UE. 32

Règle morale : norme sans valeur juridique dont la transgression n'est sanctionnée que par la conscience. 22

Résiliation du contrat : mettre fin au contrat pour l'avenir. 124

Résolution du contrat : annulation du contrat à effet rétroactif. 124

V

Valeur : idéal que la société cherche à atteindre, à défendre. 12

Vice du consentement : élément qui perturbe la validité du consentement. 114

Crédit photographique

- p. 8 © Matton
- p. 9 © Matton
- p. 14 © Gilles BASSIGNAC/GAMMA
- p. 18 © Matton
- p. 20 © Hadopi
- p. 24 © Gilles Lansard/Photononstop
- p. 26 (g) © www.bridgemanart.com ; (d) © Documentation Française
- p. 29 © Matton
- p. 34 © Ma Zhancheng/XINHUA-REA
- p. 40 © Matton
- p. 41 © Matton
- p. 42 (h) © Bernard Le Bars/Signatures ; (b) © Getty Images
- p. 46 © PRM/SIPA
- p. 49 © Matton
- p. 50 (g) © Philippe Turpin/Photononstop ; (d) © Matton
- p. 52 © Eric Audras/PhotoAlto/Photononstop
- p. 53 © Henglein and Steets/Cultura/Photononstop
- p. 56 © Fancy/Photononstop
- p. 58 © Conseil de L'Europe
- p. 61 © Matton
- p. 62 © Matton
- p. 66 © Philippe Turpin/Photononstop
- p. 68 (hg) © Matton ; (hd) © Philippe Turpin/Photononstop ; (bg) © Matton ; (bc) © Fred de Noyelle/Godong/Photononstop ; (bd) © Godong/Photononstop
- p. 70 (h) © Matton ; (b) © Michel GAILLARD/REA
- p. 76 © Matton
- p. 77 © Matton
- p. 80 © Hero Images/Corbis
- p. 88 © Matton
- p. 89 © Oops !
- p. 92 © PAPIX/SIPA
- p. 95 (h) © Adidas AG ; (bd) © Ice Watch ; (bg) © Swatch Ltd
- p. 96 © Matton
- p. 102 © Hero Images/Corbis
- p. 108 © OGC Nice
- p. 109 © Matton
- p. 110 © Matton
- p. 112 (hg, hd, bg) © Matton ; (bd) © Michel GAILLARD/REA
- p. 113 © Matton
- p. 116 © Matton
- p. 118 © Matton
- p. 120 © Dino FRACCHIA/REA
- p. 126 © Gérard Launet/PhotoAlto/Photononstop
- p. 129 © Matton
- p. 131 © Matton
- p. 132 © Matton
- p. 133 © Matton
- p. 136 © Pascal SITTLER/REA

Mise en page : STDI
Illustrateurs : Olivier Prime et Nicolas Grégoire
Iconographe : Sophie Suberbère

Paris – Avril 2016 – 01 – SB-MS/EG